

15 juillet 2013



BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

N° 2013-6

**Direction
de l'information légale
et administrative**

26, rue Desaix
75727 Paris Cedex 15
ISSN : 1282-7924

Édité par :

La délégation à l'information
et à la communication
du ministère de l'intérieur

Directrice de la publication :

Pascale LÉGLISE,
sous-directrice du conseil juridique
et du contentieux

[Sommaire thématique](#)

[Sommaire chronologique](#)

Application du titre I^{er} de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978
relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs



NOTA

Les annexes citées et non incluses dans le présent document peuvent être obtenues, sur simple demande, auprès des directions dont elles émanent.

Il est important de donner les références précises (date et numéro de code).

Sommaire thématique

	Pages
<i>Délégations de signature</i>	
Décision du 27 mai 2013 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	1
Décision du 1^{er} juin 2013 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	2
Décision du 1^{er} juin 2013 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	3
<i>Étrangers</i>	
Circulaire n° 30000 du 21 mai 2013 relative à l'examen de la régularité de la situation des étrangers	4
<i>Finances locales</i>	
<i>Concours financiers de l'État</i>	
Circulaire du 7 mai 2013 relative à la dotation relative à l'enregistrement des demandes et à la remise des titres sécurisés pour 2013 (DTS)	13
<i>Immigration</i>	
Circulaire du 10 juin 2013 relative aux modalités de délivrance des titres de séjour pluri-annuels prévus par l'article L. 313-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	16
Instruction du 11 juin 2013 relative aux demandes d'autorisation de travail présentées en faveur des mannequins recrutés par les agences françaises de mannequins	23
<i>Personnels d'État</i>	
Arrêté du 22 mars 2013 portant dissolution du commandement du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique à Saint-Herblain et création corrélative du commandement du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique à Nantes	25
Arrêté du 22 mars 2013 portant dissolution de l'escadron départemental de sécurité routière de la Loire-Atlantique à Saint-Herblain (Loire-Atlantique) et création corrélative de l'escadron départemental de sécurité routière de la Loire-Atlantique à Nantes (Loire-Atlantique)	26
Arrêté du 22 mars 2013 portant dissolution de la brigade départementale de renseignements et d'investigations judiciaires de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) et création corrélative de la brigade départementale de renseignements et d'investigations judiciaires de Nantes (Loire-Atlantique)	28

	Pages
Arrêté du 22 mars 2013 portant dissolution de la brigade rapide d'intervention de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) et création corrélative de la brigade rapide d'intervention de Nantes (Loire-Atlantique)	29
Arrêté du 22 mars 2013 portant dissolution de la brigade motorisée de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) et création corrélative de la brigade motorisée de Nantes (Loire-Atlantique)	30
Arrêté du 17 avril 2013 portant création du commandement de la gendarmerie prévôtale....	31
Arrêté du 17 avril 2013 portant réorganisation des escadrons départementaux de sécurité routière des départements de l'Aude et de l'Hérault.....	32
Arrêté du 22 avril 2013 portant dissolution du peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie de Taverny (Val-d'Oise) et création corrélative de celui de l'Isle-Adam (Val-d'Oise)	33
Arrêté du 22 avril 2013 portant dissolution de la brigade territoriale d'Argenteuil (Val-d'Oise) et création corrélative de celle de Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise)	34
Arrêté du 22 avril 2013 portant dissolution de la brigade de recherches d'Argenteuil (Val-d'Oise) et création corrélative de celle de l'Isle-Adam (Val-d'Oise)	36
Arrêté du 22 avril 2013 portant dissolution de la compagnie de gendarmerie départementale d'Argenteuil (Val-d'Oise) et création corrélative de celle de l'Isle-Adam (Val-d'Oise).....	37
Arrêté du 23 avril 2013 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Carros, de Puget-Théniers et de Roquesteron (Alpes-Maritimes).....	39
Arrêté du 23 avril 2013 portant modification de la circonscription de la brigade territoriale de Saint-Bonnet-en-Champsaur (Hautes-Alpes).....	41
Arrêté du 24 avril 2013 portant changement d'appellation de la brigade territoriale de Saint-Étienne-en-Dévoluy (Hautes-Alpes)	43
Arrêté du 26 avril 2013 portant dissolution de la brigade de recherches de Bordeaux-Bastide (Gironde) et création corrélative de la brigade de recherches de Bouliac (Gironde)	45
Arrêté du 26 avril 2013 portant dissolution de la compagnie de gendarmerie départementale de Bordeaux-Bastide (Gironde) et création corrélative de la compagnie de gendarmerie départementale de Bouliac (Gironde).....	46
Arrêté du 29 avril 2013 portant dissolution de la brigade motorisée de Lyon (Rhône) et création corrélative de la brigade motorisée de Brignais (Rhône)	48
Arrêté du 29 avril 2013 portant réorganisation de l'escadron départemental de sécurité routière du département de Lot-et-Garonne	49
Arrêté du 29 avril 2013 portant dissolution de l'escadron de gendarmerie mobile 24/7 de Ferrette (Haut-Rhin) et création corrélative de l'escadron de gendarmerie mobile 13/5 de Sathonay-Camp (Rhône)	50
Arrêté du 2 mai 2013 portant changement d'appellation de la brigade territoriale de Thizy (Rhône) et modification de sa circonscription.....	51
Arrêté du 24 mai 2013 relatif au tableau d'avancement au grade de major de police pour l'année 2013	53
Arrêté du 24 mai 2013 relatif au tableau d'avancement au grade de brigadier-chef de police pour l'année 2013	60
Arrêté du 24 mai 2013 relatif au tableau d'avancement au grade de brigadier de police pour l'année 2013	70
Arrêté du 24 mai 2013 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin) et de Ribeauvillé (Haut-Rhin).....	86

	Pages
Arrêté du 24 mai 2013 fixant la composition du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, session 2014 ...	88
Décision n° 26416 du 5 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité «systèmes d'information et de communication».....	90
Décision n° 26592 du 5 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité «montagne».....	91
Décision n° 6683 du 25 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse	92
Décision n° 19836 du 26 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Languedoc-Roussillon	93
Décision n° 10475 du 29 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Champagne-Ardenne.....	94
Décision n° 12713 du 29 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «infanterie»	95
Décision n° 12714 du 29 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «cavalerie»	96
Décision n° 35558 du 29 avril 2013 portant attribution du certificat de formation à l'encadrement opérationnel.....	97
Décision du 29 avril 2013 portant nomination en qualité d'officier de protection principal de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. de Kergorlay (Ghislain).....	102
Décision du 29 avril 2013 portant nomination en qualité d'officier de protection principal de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – Mme Derain (Barbara)	103
Décision du 29 avril 2013 portant nomination en qualité d'officier de protection principal de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. Doyharçabal (François).....	104
Décision du 29 avril 2013 portant nomination en qualité d'officier de protection principal de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. Eyrolles (Michel)	105
Décision du 29 avril 2013 portant nomination en qualité d'officier de protection principal de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. Pujal (Arnaud)	106
Décision du 29 avril 2013 portant titularisation en qualité d'officier de protection de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. Nunez (Michel).....	107
Décision n° 8876 du 2 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Franche-Comté	108
Décision n° 11045 du 2 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Limousin	109
Décision n° 13477 du 2 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Picardie.....	110
Décision n° 21068 du 2 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Nord - Pas-de-Calais	111
Décision n° 21074 du 2 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord	112
Décision n° 4784 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'air.....	113
Décision n° 9873 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime	114

	Pages
Décision n° 32499 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «secrétariat».....	115
Décision n° 32510 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «formations extérieures».....	116
Décision n° 32517 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «technique»	117
Décision n° 39939 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Aquitaine.....	118
Décision n° 39940 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest	120
Décision n° 8438 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Alsace	121
Décision n° 10246 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Haute-Normandie	122
Décision n° 12202 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Basse-Normandie	123
Décision n° 15411 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Poitou-Charentes.....	124
Décision n° 22668 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire.....	126
Décision n° 34992 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur	127
Décision n° 34993 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud.....	129
Décision n° 35211 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale	130
Décision n° 42586 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France	131
Décision n° 42600 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris	133
Décision n° 27534 du 7 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de l'établissement central de l'administration et du soutien de la gendarmerie nationale – branche «administrative»	134
Décision n° 30048 du 7 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest.....	135
Décision n° 18518 du 13 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre.....	136
Décision n° 10605 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche «personnel servant en ambassade».....	137
Décision n° 10607 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche «personnel servant outre-mer, en assistance militaire technique et en prévôté»	138
Décision n° 12605 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Auvergne	139

	Pages
Décision n° 24516 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Midi-Pyrénées.....	140
Décision n° 31369 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne.....	141
Décision n° 38761 du 14 mai 2013 portant attribution du certificat de formation à l'encadrement opérationnel.....	142
Décision n° 38784 du 14 mai 2013 portant attribution du certificat de formation à l'encadrement opérationnel.....	147
Décision n° 41330 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Rhône-Alpes.....	152
Décision n° 41418 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est	154
Décision n° 19764 du 16 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Lorraine.....	155
Décision n° 22802 du 16 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est.....	156
Décision n° 16971 du 17 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bourgogne	157
Décision n° 6955 du 22 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	158
Décision n° 16432 du 3 juin 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Picardie.....	159
Décision n° 25727 du 3 juin 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Nord - Pas-de-Calais	160
Décision n° 46047 du 14 juin 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité « montagne ».....	161
Décision n° 46225 du 14 juin 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité « systèmes d'information et de communication ».....	162
Circulaire n° 112000 du 23 mai 2013 relative à l'accompagnement des personnels militaires de la gendarmerie en matière de protection fonctionnelle	164
Circulaire n° 38830 du 27 mai 2013 relative à la préparation des tableaux d'avancement pour 2014 des sous-officiers de gendarmerie	178

Réglementation

Circulaire interministérielle n° DSS/5B/DGCL/2013/193 du 14 mai 2013 relative à l'affiliation au régime général de sécurité sociale des titulaires de mandats locaux ainsi qu'à l'assujettissement des indemnités de fonction qui leur sont versées.....	186
Circulaire du 13 juin 2013 relative aux conséquences du refus illégal de célébrer un mariage de la part d'un officier d'état civil.....	195

Sécurité et circulation routières

Arrêté du 16 mai 2013 modifiant l'arrêté du 1 ^{er} juin 2011 portant nomination au Conseil supérieur de l'éducation routière	198
--	-----

	Pages
	—
Circulaire du 31 mai 2013 relative à l'organisation du déploiement des modules destinés aux établissements d'enseignement de la conduite (EECA) et aux centres de sensibilisation à la sécurité routière (CSSR)	199

Sommaire chronologique

	Pages
Arrêté du 22 mars 2013 portant dissolution du commandement du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique à Saint-Herblain et création corrélative du commandement du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique à Nantes	25
Arrêté du 22 mars 2013 portant dissolution de l'escadron départemental de sécurité routière de la Loire-Atlantique à Saint-Herblain (Loire-Atlantique) et création corrélative de l'escadron départemental de sécurité routière de la Loire-Atlantique à Nantes (Loire-Atlantique)	26
Arrêté du 22 mars 2013 portant dissolution de la brigade départementale de renseignements et d'investigations judiciaires de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) et création corrélative de la brigade départementale de renseignements et d'investigations judiciaires de Nantes (Loire-Atlantique)	28
Arrêté du 22 mars 2013 portant dissolution de la brigade rapide d'intervention de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) et création corrélative de la brigade rapide d'intervention de Nantes (Loire-Atlantique)	29
Arrêté du 22 mars 2013 portant dissolution de la brigade motorisée de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) et création corrélative de la brigade motorisée de Nantes (Loire-Atlantique)	30
Décision n° 26416 du 5 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité « systèmes d'information et de communication »	90
Décision n° 26592 du 5 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité « montagne »	91
Arrêté du 17 avril 2013 portant création du commandement de la gendarmerie prévôtale....	31
Arrêté du 17 avril 2013 portant réorganisation des escadrons départementaux de sécurité routière des départements de l'Aude et de l'Hérault.....	32
Arrêté du 22 avril 2013 portant dissolution du peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie de Taverny (Val-d'Oise) et création corrélative de celui de l'Isle-Adam (Val-d'Oise)	33
Arrêté du 22 avril 2013 portant dissolution de la brigade territoriale d'Argenteuil (Val-d'Oise) et création corrélative de celle de Corneilles-en-Parisis (Val-d'Oise)	34
Arrêté du 22 avril 2013 portant dissolution de la brigade de recherches d'Argenteuil (Val-d'Oise) et création corrélative de celle de l'Isle-Adam (Val-d'Oise)	36
Arrêté du 22 avril 2013 portant dissolution de la compagnie de gendarmerie départementale d'Argenteuil (Val-d'Oise) et création corrélative de celle de l'Isle-Adam (Val-d'Oise).....	37
Arrêté du 23 avril 2013 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Carros, de Puget-Théniers et de Roquesteron (Alpes-Maritimes)	39
Arrêté du 23 avril 2013 portant modification de la circonscription de la brigade territoriale de Saint-Bonnet-en-Champsaur (Hautes-Alpes).....	41
Arrêté du 24 avril 2013 portant changement d'appellation de la brigade territoriale de Saint-Étienne-en-Dévoluy (Hautes-Alpes)	43
Décision n° 6683 du 25 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse	92

	Pages
Arrêté du 26 avril 2013 portant dissolution de la brigade de recherches de Bordeaux-Bastide (Gironde) et création corrélative de la brigade de recherches de Bouliac (Gironde)	45
Arrêté du 26 avril 2013 portant dissolution de la compagnie de gendarmerie départementale de Bordeaux-Bastide (Gironde) et création corrélative de la compagnie de gendarmerie départementale de Bouliac (Gironde).....	46
Décision n° 19836 du 26 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Languedoc-Roussillon	93
Arrêté du 29 avril 2013 portant dissolution de la brigade motorisée de Lyon (Rhône) et création corrélative de la brigade motorisée de Brignais (Rhône)	48
Arrêté du 29 avril 2013 portant réorganisation de l'escadron départemental de sécurité routière du département de Lot-et-Garonne	49
Arrêté du 29 avril 2013 portant dissolution de l'escadron de gendarmerie mobile 24/7 de Ferrette (Haut-Rhin) et création corrélative de l'escadron de gendarmerie mobile 13/5 de Sathonay-Camp (Rhône).....	50
Décision n° 10475 du 29 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Champagne-Ardenne.....	94
Décision n° 12713 du 29 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «infanterie»	95
Décision n° 12714 du 29 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «cavalerie».....	96
Décision n° 35558 du 29 avril 2013 portant attribution du certificat de formation à l'encadrement opérationnel.....	97
Décision du 29 avril 2013 portant nomination en qualité d'officier de protection principal de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. de Kergorlay (Ghislain).....	102
Décision du 29 avril 2013 portant nomination en qualité d'officier de protection principal de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – Mme Derain (Barbara)	103
Décision du 29 avril 2013 portant nomination en qualité d'officier de protection principal de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. Doyharçabal (François).....	104
Décision du 29 avril 2013 portant nomination en qualité d'officier de protection principal de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. Eyrolles (Michel).....	105
Décision du 29 avril 2013 portant nomination en qualité d'officier de protection principal de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. Pujal (Arnaud)	106
Décision du 29 avril 2013 portant titularisation en qualité d'officier de protection de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. Nunez (Michel).....	107
Arrêté du 2 mai 2013 portant changement d'appellation de la brigade territoriale de Thizy (Rhône) et modification de sa circonscription.....	51
Décision n° 8876 du 2 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Franche-Comté	108
Décision n° 11045 du 2 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Limousin	109
Décision n° 13477 du 2 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Picardie.....	110
Décision n° 21068 du 2 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Nord - Pas-de-Calais	111

	Pages
Décision n° 21074 du 2 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord	112
Décision n° 4784 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'air.....	113
Décision n° 9873 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime	114
Décision n° 32499 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «secrétariat».....	115
Décision n° 32510 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «formations extérieures».....	116
Décision n° 32517 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «technique»	117
Décision n° 39939 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Aquitaine.....	118
Décision n° 39940 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest	120
Décision n° 8438 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Alsace	121
Décision n° 10246 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Haute-Normandie	122
Décision n° 12202 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Basse-Normandie	123
Décision n° 15411 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Poitou-Charentes.....	124
Décision n° 22668 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire.....	126
Décision n° 34992 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur	127
Décision n° 34993 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud.....	129
Décision n° 35211 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale	130
Décision n° 42586 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France	131
Décision n° 42600 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris	133
Décision n° 27534 du 7 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de l'établissement central de l'administration et du soutien de la gendarmerie nationale – branche «administrative»	134
Décision n° 30048 du 7 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest.....	135
Circulaire du 7 mai 2013 relative à la dotation relative à l'enregistrement des demandes et à la remise des titres sécurisés pour 2013 (DTS)	13
Décision n° 18518 du 13 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre.....	136

	Pages
Décision n° 10605 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche « personnel servant en ambassade».....	137
Décision n° 10607 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche « personnel servant outre-mer, en assistance militaire technique et en prévôté»	138
Décision n° 12605 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Auvergne	139
Décision n° 24516 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Midi-Pyrénées.....	140
Décision n° 31369 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne.....	141
Décision n° 38761 du 14 mai 2013 portant attribution du certificat de formation à l'encadrement opérationnel.....	142
Décision n° 38784 du 14 mai 2013 portant attribution du certificat de formation à l'encadrement opérationnel.....	147
Décision n° 41330 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Rhône-Alpes.....	152
Décision n° 41418 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est	154
Circulaire interministérielle n° DSS/5B/DGCL/2013/193 du 14 mai 2013 relative à l'affiliation au régime général de sécurité sociale des titulaires de mandats locaux ainsi qu'à l'assujettissement des indemnités de fonction qui leur sont versées.....	186
Arrêté du 16 mai 2013 modifiant l'arrêté du 1 ^{er} juin 2011 portant nomination au Conseil supérieur de l'éducation routière	198
Décision n° 19764 du 16 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Lorraine.....	155
Décision n° 22802 du 16 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est.....	156
Décision n° 16971 du 17 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bourgogne	157
Circulaire n° 30000 du 21 mai 2013 relative à l'examen de la régularité de la situation des étrangers	4
Décision n° 6955 du 22 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	158
Circulaire n° 112000 du 23 mai 2013 relative à l'accompagnement des personnels militaires de la gendarmerie en matière de protection fonctionnelle.....	164
Arrêté du 24 mai 2013 relatif au tableau d'avancement au grade de major de police pour l'année 2013.....	53
Arrêté du 24 mai 2013 relatif au tableau d'avancement au grade de brigadier-chef de police pour l'année 2013	60
Arrêté du 24 mai 2013 relatif au tableau d'avancement au grade de brigadier de police pour l'année 2013	70
Arrêté du 24 mai 2013 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin) et de Ribeauvillé (Haut-Rhin).....	86

	Pages
Arrêté du 24 mai 2013 fixant la composition du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, session 2014 ...	88
Décision du 27 mai 2013 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	1
Circulaire n° 38830 du 27 mai 2013 relative à la préparation des tableaux d'avancement pour 2014 des sous-officiers de gendarmerie	178
Circulaire du 31 mai 2013 relative à l'organisation du déploiement des modules destinés aux établissements d'enseignement de la conduite (EECA) et aux centres de sensibilisation à la sécurité routière (CSSR)	199
Décision du 1^{er} juin 2013 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	2
Décision du 1^{er} juin 2013 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	3
Décision n° 16432 du 3 juin 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Picardie.....	159
Décision n° 25727 du 3 juin 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Nord - Pas-de-Calais	160
Circulaire du 10 juin 2013 relative aux modalités de délivrance des titres de séjour pluri-annuels prévus par l'article L. 313-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.....	16
Instruction du 11 juin 2013 relative aux demandes d'autorisation de travail présentées en faveur des mannequins recrutés par les agences françaises de mannequins.....	23
Circulaire du 13 juin 2013 relative aux conséquences du refus illégal de célébrer un mariage de la part d'un officier d'état civil.....	195
Décision n° 46047 du 14 juin 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité «montagne».....	161
Décision n° 46225 du 14 juin 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie de la spécialité «systèmes d'information et de communication».....	162

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 27 mai 2013 portant délégation de signature
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1309790S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;

Vu le décret du 30 octobre 2012 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. IMBERT (Yannick);

Vu la décision n° 2010-359 du 20 décembre 2010 modifiée de structure de l'établissement,

Décide:

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Alain Testot, directeur territorial à Marseille et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mmes Sophie Deschard et Laurence Latil, adjointes, et Mme Claire Meunier, correspondante de l'OFII pour la Corse, à l'effet de signer, dans le cadre des instructions qui lui sont données et dans la limite de ses attributions, tous actes, décisions et correspondances se rapportant à:

1. Aux missions dévolues à la direction de Marseille telles que définies par la décision relative à l'organisation de l'Office;

2. À la gestion de la direction de Marseille, notamment:

- à l'engagement, la liquidation et le mandatement de toutes les dépenses relevant de la direction de Marseille, dans la limite des crédits alloués;
- au renouvellement des contrats des agents vacataires (personnels infirmiers et enquêteurs logement);
- aux contrats des personnels recrutés pour deux mois maximum dans le cadre des renforts estivaux.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Testot et de Mmes Sophie Deschard et Laurence Latil, délégation est donnée, dans le cadre de leurs attributions respectives, à l'effet de signer, tous actes, décisions et correspondances se rapportant à la direction de Marseille, à:

- Mme Isabelle Antoine, responsable du bureau immigration, accueil et intégration;
- Mme Anne-Carole Pusterla, responsable du pôle asile, retour et réinsertion.

Article 3

Délégation est donnée à Mmes Brigitte Favre, Véronique Marimon, agents spécialisés à la délégation de l'Office français de l'immigration et de l'intégration à Toulon, à l'effet de signer, pour la direction de Marseille, les bons de transports pour le déplacement des demandeurs d'asile dans le cadre des instructions en vigueur.

Article 4

Délégation est donnée à Mmes Valérie Daumas, Ratiba Acem, agents spécialisés à la délégation de l'Office français de l'immigration et de l'intégration à Avignon, à l'effet de signer, pour la direction de Marseille, les bons de transports pour le déplacement des demandeurs d'asile dans le cadre des instructions en vigueur.

Article 5

La décision du 1^{er} novembre 2012 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) est abrogée (NOR : INTV1239298S).

Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 mai 2013.

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration,*
Y. Imbert

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 1^{er} juin 2013 portant délégation de signature
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1314007S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;

Vu le décret du 30 octobre 2012 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. IMBERT (Yannick);

Vu la décision du 20 décembre 2010 modifiée de structure de l'établissement,

Décide:

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Sarah Guillon, directrice territoriale par intérim à Lyon, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Géraldine Séroulin, adjointe, à l'effet de signer, dans le cadre des instructions qui lui sont données et dans la limite de ses attributions, tous actes, décisions et correspondances se rapportant:

1. Aux missions dévolues à la direction de Lyon telles que définies par la décision relative à l'organisation de l'Office;

2. À la gestion de la direction de Lyon, notamment:

- à l'engagement, la liquidation et le mandatement de toutes les dépenses relevant de la direction de Lyon, dans la limite des crédits alloués;
- au renouvellement des contrats des agents vacataires (personnels infirmiers et enquêteurs logement);
- aux contrats des personnels recrutés pour deux mois maximum dans le cadre des renforts estivaux.

Article 2

La décision du 1^{er} novembre 2012 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration) est abrogée (NOR : INTV1239262S).

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1^{er} juin 2013.

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration,*
Y. IMBERT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 1^{er} juin 2013 portant délégation de signature
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1314011S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;

Vu le décret du 30 octobre 2012 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. Imbert (Yannick);

Vu la décision n° 2010-359 du 20 décembre 2010 modifiée de structure de l'établissement,

Décide:

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Sandrine Pannier, chef du service voyageur, à l'effet de signer, tous actes, décisions et correspondances relevant du champ de compétence du service voyageur tel que défini dans la décision de structure relative à l'organisation de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, et notamment ceux relatifs à l'engagement et à la liquidation des dépenses afférentes aux aides au retour des étrangers dans leur pays d'origine.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1^{er} juin 2013.

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration,*
Y. IMBERT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

—
*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

—
*Direction des opérations
et de l'emploi*

—
Sous-direction de la sécurité publique
et de la sécurité routière

—
Bureau de la sécurité routière,
des formations et moyens spécialisés

**Circulaire n° 30000 du 21 mai 2013 relative à l'examen
de la régularité de la situation des étrangers**

NOR : INTJ1311575C

Références :

- Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- Code de procédure pénale.

Pièces jointes : deux annexes.

Texte abrogé : circulaire n° 17000/DEF/GEND/OE/EMP du 30 juin 1987 relative à l'examen de la régularité de la situation des étrangers.

SOMMAIRE

1. Les cas de contrôle de la régularité du séjour

- 1.1. *Contrôle des étrangers sur le territoire (art. L. 611-1 al. 1 du CESEDA)*
- 1.2. *À l'occasion d'un contrôle d'identité (art. 78-2 du CPP ou L. 611-1 al. 2 du CESEDA)*
- 1.3. *Lors d'une vérification d'identité (art. 78-3 du CPP)*

2. La retenue pour vérification du droit au séjour

- 2.1. *Les conditions requises*
- 2.2. *Le déroulement de la procédure*
 - 2.2.1. La notification des droits (L. 611-1-1 al. 2 du CESEDA) – Cf. Annexe I
 - Droit à l'assistance d'un interprète
 - Droit à l'assistance d'un avocat
 - Droit à l'examen par un médecin
 - Droit d'informer des tiers
 - Droit d'avertir les autorités consulaires
 - 2.2.2. Dispositions matérielles de la retenue – Cf. Annexe I
 - Occupation des locaux de garde à vue
 - Fouille et menottage
 - 2.2.3. Actes utiles à l'identification de l'intéressé
 - Prise d'empreintes et de photographies
 - Consultation des fichiers
 - 2.2.4. Prononcé de la décision administrative d'éloignement
 - Contact avec le service des étrangers de la préfecture
 - Décision de la préfecture
- 2.3. *Dispositions relatives aux procès-verbaux*
 - 2.3.1. Mentions dans le PV
 - 2.3.2. Inscription de la mesure sur un registre
 - 2.3.3. Règle de conservation de la procédure de retenue et des données la concernant
- 2.4. *Application Outre-mer*

3. Articulation de la procédure de retenue avec d'autres mesures

- 3.1. *Articulation avec la vérification d'identité*
- 3.2. *Articulation avec la garde à vue*

4. Autres infractions liées à la situation irrégulière de l'étranger (cf. annexe II)

La loi n° 2012-1560 du 31 décembre 2012 relative à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées a apporté d'importantes modifications au CESEDA. Elle supprime le délit de séjour irrégulier et instaure la procédure de retenue pour vérification du droit au séjour, les étrangers en situation irrégulière ne pouvant plus faire l'objet d'une mesure de garde à vue.

La présente circulaire précise le cadre juridique de l'examen de la régularité du séjour et les modalités de mise en œuvre de la retenue.

1. Les cas de contrôle de la régularité du séjour

Trois types de contrôle permettent de vérifier la régularité de la situation d'un étranger sur le territoire.

1.1. Contrôle des étrangers sur le territoire (art. L. 611-1 al 1 du CESEDA) (1)

En application de l'alinéa 1 de l'article L. 611-1 du CESEDA, il est fait obligation à toute personne de nationalité étrangère de présenter aux forces de l'ordre les pièces et documents sous couvert desquels elle est autorisée à circuler ou séjourner en France.

Ces contrôles ne peuvent être effectués que si des éléments objectifs déduits de circonstances extérieures à la personne même de l'intéressé sont de nature à faire apparaître sa qualité d'étranger. À titre d'exemple, la jurisprudence indique que le seul fait de s'exprimer en langue étrangère ne constitue pas un élément objectif suffisant. À l'inverse, il a été admis que le fait de se trouver dans un véhicule immatriculé à l'étranger ou le fait d'être connu pour avoir déjà fait l'objet de poursuites pour infraction à la législation sur les étrangers constituent des éléments objectifs.

1.2. À l'occasion d'un contrôle d'identité (art. 78-2 du CPP ou L. 611-1 al. 2 du CESEDA)

Dans les cas mentionnés à l'article 78-2 du CPP, la personne soumise à un contrôle d'identité doit être en mesure de justifier de son identité.

Il en sera de même pour les personnes contrôlées en vertu des articles 78-2-1 du CPP (contrôle des lieux de travail) et 78-2-2 du CPP (recherche et poursuites d'infractions particulières).

Les contrôles visés aux § 1.1. et 1.2. doivent respecter les conditions de temps et de lieux. Ils ne peuvent être pratiqués que pour une durée n'excédant pas six heures consécutives dans un même lieu et ne peuvent consister en un contrôle systématique des personnes présentes ou circulant dans ce lieu. Ces limites de temps et d'espace doivent être expressément mentionnées en procédure (2).

1.3. Lors d'une vérification d'identité (art. 78-3 du CPP)

Le contrôle de la situation de l'étranger peut également avoir lieu à l'occasion d'une vérification d'identité. Lorsque l'étranger contrôlé ne peut ou ne veut justifier de son identité, il peut être maintenu sur place ou à l'unité, aux fins de vérifications de son identité pendant une durée n'excédant pas quatre heures à compter du début du contrôle d'identité.

Lorsque l'identité de l'étranger est établie mais que ce dernier n'est pas en mesure de justifier de la régularité de son séjour, il devra être mis fin à la vérification d'identité. En effet, cette mesure ne peut servir à contraindre l'étranger à rester à disposition des enquêteurs dans l'attente d'une décision de la préfecture. Il devra faire l'objet d'une retenue sur le fondement de l'article L. 611-1-1 du CESEDA (Cf. 2^e partie).

Dans tous les cas, la mesure de vérification d'identité prend fin à l'expiration du délai de 4 heures.

2. La retenue pour vérification du droit au séjour

2.1. Les conditions requises

L'objet de la procédure de retenue est de garantir l'examen du droit au séjour d'une personne qui ne peut en justifier ou refuse de le faire et, le cas échéant, de permettre l'instruction et la notification des décisions applicables relevant de la compétence de l'autorité administrative. Elle peut être mise en œuvre dans les cas présentés au 1.

Cette vérification de situation s'effectue dans un local de police ou de gendarmerie.

D'une durée maximale de 16 heures à compter de l'interpellation, elle est placée sous le contrôle de l'autorité judiciaire. Le procureur de la République est informé dès le début de la mesure et peut y mettre fin à tout moment.

(1) Rappel: les APJA de la gendarmerie nationale de l'article 21 1^o bis du CPP ne peuvent procéder à de tels contrôles.

(2) Ces limites du contrôle existaient déjà dans le cadre des contrôles d'identité dans la bande des 20 kms (Cf. B.E n° 84182/GEND/DOE/SDSPSR/BSP du 23 juillet 2010).

Seul un OPJ peut décider d'une mesure de retenue. Cependant, l'APJ peut, sous le contrôle de ce dernier, procéder aux actes relevant de cette mesure (notification, audition, etc.).

2.2. Le déroulement de la procédure

2.2.1. La notification des droits (art. L. 611-1-1 al. 2 du CESEDA) – (Cf. annexe I)

La notification des droits prévue à l'article L. 611-1-1 alinéa 2 du CESEDA doit avoir lieu dès le placement en retenue :

- droit à l'assistance d'un interprète : cette notification, qui doit être faite par un interprète requis et dûment qualifié, peut être réalisée par téléphone ou par visioconférence ;
- droit à l'assistance d'un avocat : lorsque l'avocat est sollicité, la première audition, sauf si elle porte uniquement sur les éléments d'identité, ne peut débiter sans la présence de l'avocat avant l'expiration d'un délai d'une heure. L'avocat peut consulter le procès-verbal de déroulement de la mesure et le certificat médical annexé ;
- droit à l'examen par un médecin sur demande de l'étranger.

Les frais relatifs à l'intervention de l'interprète, de l'avocat et du médecin sont pris en charge par le ministère de la justice ;

- droit d'informer des tiers : à tout moment, l'étranger a le droit de prévenir une fois, chacune des personnes ci-après, à savoir :
 - un membre de sa famille ;
 - une personne de son choix.

Il peut également prendre tout contact utile afin d'assurer la garde de ses enfants.

Le retenu contacte lui-même ces personnes ou les fait contacter par les militaires. L'appel passé par le retenu se fait sous la surveillance constante d'un militaire ;

- droit d'avertir ou de faire avertir les autorités consulaires.

2.2.2. Dispositions matérielles de la retenue

- Occupation des locaux de garde à vue

L'étranger ne peut être placé dans une pièce occupée simultanément par une personne gardée à vue. Il n'est pas prévu de local dédié à la retenue. Les chambres de sûreté ou toute autre pièce accueillant habituellement des gardés à vue peuvent être employées à cet effet. Il conviendra de mentionner dans le procès verbal de déroulement de la retenue que l'étranger n'a pas été placé dans un local avec une personne gardée à vue.

- Fouille et menottage (Cf. annexe I)

Les mesures de contraintes doivent être strictement proportionnées à la nécessité des opérations de vérification et au maintien de la personne retenue à la disposition de l'OPJ. Les prescriptions de la note-express n° 60882/GEND/OE/SDPJ/PJ du 27 juin 2011 relative aux régimes des mesures de fouilles à l'occasion d'une mesure de garde à vue s'appliquent au régime de la retenue des étrangers.

2.2.3. Actes utiles à l'identification de l'intéressé

- Prise d'empreintes et de photographies

Lorsque la situation de l'intéressé concernant son droit de circulation ou de séjour n'est pas établie, il peut être procédé à la prise d'empreintes et de photographie, après information du procureur de la République, lorsque celle-ci constitue l'unique moyen d'établir la situation de la personne. Ces mentions devront apparaître dans le PV de retenue.

- Consultation des fichiers

Afin de vérifier la situation de l'étranger au regard de son droit au séjour, certains fichiers sont consultables par l'ensemble des OPJ et APJ : le fichier AGDREF/FNE et le fichier VISABIO. La consultation du FPR, qui doit accompagner les contrôles présentés au chapitre I, est également de nature à fournir des renseignements sur la situation administrative de l'étranger.

S'agissant du FAED, compte-tenu de la finalité administrative de la retenue, seule la consultation du fichier est autorisée, l'alimentation n'étant prévue que dans le cadre d'une procédure judiciaire.

2.2.4. Prononcé de la décision administrative d'éloignement

- Contact avec le service des étrangers de la préfecture

Dès la mise en œuvre de la procédure de retenue, la préfecture sera rendue destinataire des pièces l'intéressant aux fins d'instruction du dossier et de prise de décision administrative. Une attention particulière doit être portée à la transmission des pièces dans les meilleurs délais afin de garantir la sécurité juridique de la procédure.

- Décision de la préfecture

La procédure de retenue sera clôturée à la notification de la décision de l'autorité administrative par l'unité responsable de la retenue. En cas d'absence de décision préfectorale au terme de la durée autorisée pour la retenue, l'étranger est remis en liberté.

La retenue ne doit durer que le temps strictement nécessaire à la vérification du droit au séjour et à la notification éventuelle de la décision de la préfecture.

2.3. Dispositions relatives aux procès-verbaux

2.3.1. Mentions dans le PV

L'utilisation de LRPGN (onglet «étrangers en situation irrégulière») doit être systématique et le respect scrupuleux de la forme du PV LRPGN doit être observé au risque d'oublier certaines mentions substantielles.

La procédure rédigée sous LRPGN à l'occasion d'une retenue comporte :

- le PV de notification, d'exercice des droits et de déroulement : il comprend le déroulement exhaustif de toutes les périodes de la retenue, ainsi que l'ensemble des mentions obligatoires, à savoir les motifs qui ont justifié le contrôle, les conditions dans lesquelles la personne a été présentée à l'OPJ, les horaires de début, de fin de la retenue et sa durée. Il sera également fait mention de son éventuel refus de signer le procès-verbal ;
- le ou les PV d'audition édité(s) pour chacune des auditions réalisées ;
- le PV d'exploitation des fichiers et le PV d'inventaire des objets retirés.

Le PV de déroulement de la mesure, y compris le cas échéant le certificat médical, est la seule pièce de procédure consultable par l'avocat. Il est remis à l'étranger à la fin de la retenue.

2.3.2. Inscription de la mesure sur un registre

Le registre spécial mentionné dans la loi correspond à la première partie du registre de garde à vue. Les mentions suivantes devront, conformément à la loi, y figurer : identité de la personne, jour et heure de début et de fin de la retenue, durée, signature de l'étranger et de l'OPJ. Le procureur de la République doit pouvoir y contrôler ces mentions.

2.3.3. Règles de conservation de la procédure de retenue et des données la concernant

Si la procédure de retenue n'a pas abouti à une décision administrative ou si elle n'est pas suivie d'une enquête judiciaire, la procédure ne sera conservée que pendant une durée de 6 mois au terme de laquelle elle sera détruite. Le procureur de la République veille à cette règle de conservation. Les mentions inscrites sur le registre de garde à vue seront quant à elles conservées afin de permettre le contrôle du procureur de la République sur les mesures de retenue prises. Il en va de même des enregistrements sous Pulsar Registre.

2.4. Application Outre-mer

La procédure de retenue telle que définie à l'article L.611-1-1 du CESEDA est applicable sur l'ensemble du territoire national à l'exception de Mayotte, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie Française et de Wallis et Futuna.

3. Articulation de la procédure de retenue avec d'autres mesures

3.1. Articulation avec la vérification d'identité

Si la vérification d'identité conduit à établir la situation irrégulière de la personne, elle fait l'objet d'un placement en retenue sur le fondement de l'article L.611-1-1 du CESEDA. La durée de la vérification d'identité vient s'imputer sur celle de la retenue.

3.2. Articulation avec la garde à vue

- Si, au cours de la retenue de l'étranger, il apparaît que ce dernier doit faire l'objet d'une mesure de garde à vue (pour usage de faux documents par exemple), il sera mis fin à la retenue. La durée de la retenue s'impute sur celle de la garde à vue. Une copie du PV de déroulement de la retenue devra être remise à l'étranger.
L'ensemble des droits notifiés à l'étranger devront être renouvelés et le procureur de la République doit être informé sans délai de cette nouvelle mesure.
- Si l'étranger est placé en GAV dans le cadre d'une autre infraction concomitante au séjour irrégulier, la vérification du droit au séjour et l'éventuelle notification d'une décision administrative d'éloignement peuvent avoir lieu pendant la mesure de garde à vue.

4. Autres infractions liées à la situation irrégulière de l'étranger (Cf. annexe II)

La loi du 31 décembre 2012 crée le délit de maintien irrégulier sur le territoire (art. L. 624-1 al. 1 du CESEDA). Elle supprime le délit de séjour irrégulier prévu et réprimé à l'article L. 621-1 du CESEDA. Le délit d'entrée irrégulière sur le territoire est quant à lui maintenu lorsqu'il est constaté dans le temps de la flagrance (art. L. 621-2 du CESEDA).

Fait le 21 mai 2013.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
directeur des opérations et de l'emploi,
B. SOUBELET

ANNEXE I

LA PROCÉDURE DE RETENUE

1. La notification des droits

La notification des droits prévue à l'article L. 611-1-1 alinéa 2 du CESEDA doit avoir lieu dès le placement en retenue :

1. Droit à l'assistance d'un interprète (art. L. 111-7 et L. 111-8 du CESEDA) : une notification par un interprète doit être faite à toute personne qui ne comprend pas le français. Celle-ci s'impose quand bien même les droits de la personne lui ont été notifiés préalablement à l'aide d'un formulaire.

En cas de nécessité, l'assistance d'un interprète peut se faire par l'intermédiaire de moyens de télécommunication. Dans cette hypothèse, il ne peut être fait appel qu'à un interprète inscrit sur l'une des listes mentionnées à l'article L. 111-9 du CESEDA ou à un organisme d'interprétariat et de traduction agréé par l'administration. Le nom et les coordonnées de l'interprète ainsi que le jour et la langue utilisée sont indiqués par écrit à l'étranger.

2. Droit à l'assistance d'un avocat : l'OPJ ou sous son contrôle l'APJ informe le retenu de son droit d'être assisté d'un avocat désigné par lui ou commis d'office. L'avocat est informé de cette demande par tous moyens et sans délai. Dans ce cas, le retenu ne pourra être entendu avant l'expiration d'un délai d'une heure, sauf si l'audition porte sur les éléments d'identité. Toute opération de vérification qui ne nécessite pas la présence de l'étranger peut être effectuée avant l'arrivée de l'avocat.

Dès son arrivée, l'avocat peut communiquer pendant 30 minutes avec la personne retenue dans des conditions permettant de garantir la confidentialité de l'entretien. L'étranger peut demander la présence de l'avocat lors des auditions. Au cours des auditions, l'avocat peut prendre des notes. À la fin de la retenue, il peut à sa demande, consulter le procès-verbal de déroulement de la mesure (Cf. modèle de PV sur LRPGN) et le certificat médical qui est annexé. Il peut formuler des observations qui seront annexées au PV. Les autres pièces de procédure ne seront pas consultables par celui-ci, ni remises à la personne retenue.

3. Droit à l'examen par un médecin (sur demande de l'étranger) : l'étranger retenu peut demander à être examiné par un médecin. Ce dernier se prononce sur « l'aptitude au maintien en retenue et procède à toutes constatations utiles ». Le certificat médical sera annexé au PV de déroulement de la mesure. Le texte ne précise pas si l'OPJ peut requérir d'initiative un médecin. Si la personne retenue ne veut pas être examinée par un médecin mais que son état apparent l'exige, la réquisition d'office par l'OPJ doit être effectuée et mention en sera faite dans le PV.

4. Droit d'informer des tiers :

L'étranger a le droit de prévenir une fois à tout moment de la procédure :

- un membre de sa famille ;
- une personne de son choix.

En cas de circonstances particulières, l'OPJ peut prévenir lui-même la famille et la personne choisie.

Il peut également prendre tout contact utile afin d'assurer la garde de ses enfants, qu'ils aient ou non accompagné le parent lors du placement en retenue. Le contact pris dans ce cadre doit tendre uniquement à assurer la prise en charge du mineur pendant la durée de la retenue. L'OPJ pourra informer en tant que de besoin le procureur de la République de la situation du ou des enfants.

Mention particulière : le retenu contacte lui-même ces personnes ou les fait contacter par les militaires. L'appel passé par le retenu se fait sous la surveillance constante d'un militaire.

L'identité et les coordonnées des personnes avisées doivent apparaître en procédure.

5. Droit d'avertir ou de faire avertir les autorités consulaires : un annuaire des ambassades et consulats étrangers en France est disponible à l'adresse suivante : <http://www.mfe.org/index.php/Annuaire/Ambassades-et-consulats-etrangers-en-France>.

2. Fouille et menottage

Les mesures de contraintes doivent être strictement proportionnées à la nécessité des opérations de vérifications et de son maintien à la disposition de l'OPJ.

Les menottes ou les entraves ne peuvent être employées que dans 2 cas suivants :

- si l'individu se montre agressif envers autrui ou envers lui-même ;
- s'il a tenté de prendre la fuite, ou s'il présente un risque de fuite.

Les personnes placées en retenue feront l'objet d'une fouille de « sécurité » avec retrait des objets qualifiés d'arme ou susceptibles d'en être une. Elles pourront également demander à mettre en sécurité des objets personnels.

L'ensemble de ces objets seront placés en lieu sûr. Le retrait et la remise de ceux-ci feront l'objet d'un PV d'inventaire exhaustif.

ANNEXE II

AUTRES INFRACTIONS LIÉES À LA SITUATION IRRÉGULIÈRE DE L'ÉTRANGER

Toutes les infractions citées *supra* sont des délits punis d'une peine d'emprisonnement et peuvent par conséquent faire l'objet d'une mesure de garde à vue.

1. Les infractions prévues par le CESEDA

Les dispositions suivantes s'appliquent en métropole ainsi qu'en Guadeloupe, Martinique, Guyane, la Réunion, St Barthélemy, St Martin et St Pierre et Miquelon.

DÉLIT	ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS	PEINES PRINCIPALES	POINTS PARTICULIERS	PRISE EN COMPTE statistique dans l'état 4001
Entrée irrégulière sur le territoire	Art. L. 621-2 du CESEDA: l'étranger qui aurait pénétré irrégulièrement sur le territoire national en provenance d'une frontière intérieure ou extérieure à l'espace Schengen.	1 an d'emprisonnement et 3 750 € d'amende	Doit être constaté dans le temps de la flagrance (art. 53 du CPP)	Référencée à l'index 69
Maintien irrégulier sur le territoire	Art. L. 624-1 al. 1 du CESEDA: l'étranger qui était tenu de quitter le territoire français, et qui se sera maintenu volontairement irrégulièrement en France, après que l'administration aura mis en œuvre sans succès, tous les moyens de contrainte dont elle disposait (mesure de rétention ou assignation à résidence).	1 an d'emprisonnement et 3 750 € d'amende	Délit créé par la loi du 31/12/2012	Référencée à l'index 71
Soustraction à une mesure d'éloignement	Art. L. 624-1 al. 2 du CESEDA: l'étranger qui n'aura pas présenté ses documents de voyage ou aura communiqué des renseignements inexacts ne permettant pas à l'autorité administrative compétente d'exécuter la mesure ou qui aura refusé l'embarquement	3 ans d'emprisonnement	Suppose un comportement volontaire d'obstruction tel que le refus manifeste du départ ou des manœuvres tendant à faire obstacle à l'exécution de la mesure	Référencée à l'index 71

2. Les infractions prévues par des ordonnances spécifiques à certains territoires

Le droit des étrangers à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie Française et à Wallis et Futuna est régi par des ordonnances spécifiques (1).

DÉLIT	ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS	PEINES PRINCIPALES	POINTS PARTICULIERS	PRISE EN COMPTE statistique
Entrée et séjour irrégulier sur le territoire	L'étranger qui a pénétré ou séjourné sur le territoire concerné sans se conformer aux dispositions des articles 4 et 6 des ordonnances ou qui s'est maintenu au-delà de la durée de son visa	1 an d'emprisonnement + peine d'amende		Référencée à l'index 69
Soustraction à une mesure d'éloignement	L'étranger qui se sera soustrait ou aura tenté de se soustraire à l'exécution d'une mesure d'éloignement	3 ans d'emprisonnement		Référencée à l'index 71

(1) Mayotte: ordonnance n° 2000-373 du 26 avril 2000.
Nouvelle-Calédonie: ordonnance n° 2002-388 du 20 mars 2002.
Polynésie Française: ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000.
Wallis et Futuna: ordonnance n° 2000-371 du 26 avril 2000.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale
des collectivités locales

Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

Bureau des concours financiers
de l'État

Circulaire du 7 mai 2013 relative à la dotation relative à l'enregistrement des demandes et à la remise des titres sécurisés pour 2013 (DTS)

NOR : INTB1310843C

Résumé : la présente circulaire a pour objet de vous présenter le dispositif de la dotation « titres sécurisés » et de vous en communiquer les modalités de gestion.

Références :

- Article 136 de la loi de finances pour 2009 ;
- Article L.2335-16 du CGCT.

P. J. : fiche de notification de l'enveloppe départementale pour 2013.

Le ministre de l'intérieur à Mesdames et Messieurs les préfets des départements de métropole et d'outre-mer ; Monsieur le préfet de la Guadeloupe, représentant de l'État dans la collectivité de Saint-Barthélemy et représentant de l'État dans la collectivité de Saint-Martin ; Monsieur le haut-commissaire de la République en Polynésie française ; Monsieur le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie ; Monsieur le préfet, administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna.

Créée par l'article 136 de la loi de finances pour 2009, la dotation pour les titres sécurisés est versée aux communes équipées d'une ou plusieurs stations d'enregistrement des demandes de passeports et de cartes nationales d'identité.

I. – PRÉSENTATION DE LA DOTATION RELATIVE AUX TITRES SÉCURISÉS

1. Le déploiement du passeport biométrique

Conformément au règlement du 13 décembre 2004 du Conseil de l'Union Européenne, la France a déployé le passeport biométrique sur l'ensemble de son territoire dans les délais impartis, soit au 28 juin 2009.

Depuis lors, le maillage territorial a été modifié à la marge et il peut être noté l'arrivée de nouvelles communes dans le dispositif, tandis que d'autres ont sollicité l'installation de nouvelles stations pour satisfaire à une demande forte de passeports biométriques.

Ce sont désormais 2 085 communes qui sont éligibles à la dotation « titres sécurisés » sur l'ensemble du territoire – collectivités d'outre-mer incluses – et dans lesquelles sont installées 3 522 stations réputées en fonctionnement au 1^{er} janvier 2013.

2. Le montant de la dotation

L'article 136 de la loi de finances pour 2009 prévoyait initialement un montant unitaire de dotation fixé à 5 000 € et son indexation en fonction du taux d'évolution de la dotation globale de fonctionnement.

Le cinquième alinéa de l'article 48 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 modifie le dispositif précédent et précise qu'« à compter de 2011, cette dotation forfaitaire s'élève à 5 030 € par an et par station en fonctionnement dans la commune au 1^{er} janvier de l'année en cours. »

II. – GESTION BUDGÉTAIRE DE LA DOTATION « TITRES SÉCURISÉS »

Les sommes attribuées seront mises à votre disposition par délégations d'AE et de CP sur Chorus.

La dotation relative aux titres sécurisés est inscrite à l'action n° 1 du programme 119 « Concours financiers aux communes et groupements de communes ». Lors de la création de l'expression de besoins dans NEMO, le domaine fonctionnel et le code activité doivent être ainsi renseignés pour la dotation titres sécurisés :

MINISTÈRE RPROG	PROGRAMME	DOMAINE fonctionnel	LIBELLÉ	ARTICLE exécution
MIOMCTI	0119	0119-01-04	Dotation forfaitaire – Titres sécurisés	13

MINISTÈRE RPROG	PROGRAMME	OS	LIBELLÉ OS	OP	LIBELLÉ OP	OB	LIBELLÉ OB	ACTIVITÉ	LIBELLÉ ACTIVITÉ
MIOMCTI	119	011901	Concours fi. Aux communes et aux groupements de communes	01190101	Concours fi. Aux communes et aux groupements de communes	0119010101	PROJETS DES COMMUNES ET GROUPEMENTS DE COMMUNES	0109010101A4	FFT TITRES SECU

1. Mise à disposition des autorisations d'engagement (AE)

a) Calendrier des délégations

En 2013, une MADI au titre de la dotation « titres sécurisés » (« DTS 2013 » dans le champ « Commentaires ») vous sera déléguée au cours du premier semestre.

Son montant correspond à l'enveloppe départementale calculée d'après le recensement des stations d'enregistrement au 1^{er} janvier 2013 communiqué par les services de l'ANTS.

b) Restitution d'AE et fin de gestion

Si des AE vous paraissent susceptibles de ne pas être engagées avant la fin de l'année, elles devront faire l'objet de reprises de délégations, afin d'être demandées en reports. Cette procédure doit toutefois être exceptionnelle :

- d'une part, au regard des principes posés par la LOLF (les AE au titre de l'année N non engagées au 31/12/ N ne peuvent être reportées sur $N + 1$);
- d'autre part, compte tenu de la nature de la dotation qui implique de verser à une commune tous les crédits auxquels elle a droit du fait du nombre de stations qu'elle accueille et de leur date de mise en service.

2. Mise à disposition des crédits de paiement (CP)

a) Calendrier des délégations

Les crédits de paiement vous sont délégués dans leur totalité en même temps que l'enveloppe globale d'AE, la dotation étant gérée en AE=CP. Ces opérations seront effectuées sur l'unité opérationnelle (UO) rattachée au budget opérationnel de programme (BOP) « BOP central ».

b) Restitution de CP et fin de gestion

J'attire votre attention sur la rigueur avec laquelle il convient de suivre la consommation des CP. Aucun crédit sans emploi ne doit être rendu en fin d'année.

Si des crédits de paiement vous semblent susceptibles de rester disponibles en fin d'année, il conviendra de les restituer à l'administration centrale avant le 15 novembre 2013 au plus tard.

Compte-tenu de l'importance qui s'attache à une exécution rapide des mouvements de reprise, surtout en fin de gestion, il est demandé aux responsables d'UO de prendre contact, par téléphone ou par mail, avec le correspondant désigné au sein de bureau des concours financiers de l'État, parallèlement à une saisine par courrier.

Toute difficulté dans l'application de la présente circulaire devra être signalée à :

Sur vos questions relatives au fonctionnement des titres sécurisés :

Agence Nationale des Titres Sécurisés
Isabelle SOUSSAN
Tél. : 01 77 93 52 34
isabelle.soussan@interieur.gouv.fr

Sur vos questions relatives à la gestion budgétaire :

Direction générale des collectivités locales
Sous-direction des finances locales et de l'action économique
Bureau des concours financiers de l'État
Sophie MARINNE
Tél. : 01 49 27 35 52
Fax : 01 40 07 68 30
sophie.marinne@interieur.gouv.fr

Fait le 7 mai 2013.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général
des collectivités locales,*
S. MORVAN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Secrétariat général à l'immigration
et à l'intégration

Direction de l'immigration

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

Direction générale pour l'enseignement supérieur
et l'insertion professionnelle

Circulaire du 10 juin 2013 relative aux modalités de délivrance des titres de séjour pluri-annuels prévus par l'article L. 313-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

NOR : INTV1314643C

Résumé : la présente circulaire vise à rappeler les conditions de délivrance des cartes de séjour temporaires d'une durée supérieure à un an aux ressortissants étrangers titulaires des titres de séjour portant les mentions « étudiant » et « scientifique-chercheur ».

Textes de référence :

Articles L. 313-4, L. 313-7, L. 313-8, R. 311-3, R. 311-14, R. 313-11, R. 313-36 et R. 313-37 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Arrêté NOR : IOCL1109636A du 12 mai 2011 fixant la liste des diplômes au moins équivalents au master pris en application du 2° de l'article R. 311-35 et du 2° de l'article R. 313-37 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Circulaire IMII0800042C du 7 octobre 2008 relative aux étudiants étrangers – Appréciation du caractère réel et sérieux des études ;

Circulaire NOR : IMIC1000111C du 26 juillet 2010 relative aux conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire portant la mention « scientifique » ;

Circulaire NOR : IOCL1200311C du 5 janvier 2012 relative aux conditions de délivrance et à la durée de validité des récépissés et des titres de séjour.

Annexes :

Articles L. 313-4 et R. 313-37 CESEDA.

Arrêté du 12 mai 2011 fixant la liste des diplômes au moins équivalents au master.

Le ministre de l'intérieur et la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche à Monsieur le préfet de police ; Madame et Messieurs les préfets de région ; Mesdames et Messieurs les préfets de département ; Mesdames et Messieurs les recteurs (pour information).

Dans le cadre des travaux du Gouvernement portant sur le renforcement de l'attractivité du territoire pour les talents étrangers, mais aussi avec le triple objectif de sécurisation du parcours des migrants, d'amélioration de l'accueil des étrangers en préfecture et de simplification des formalités administratives concernant le séjour des personnes étrangères, la présente circulaire vise à faciliter la délivrance de titres de séjour pluriannuels à certaines catégories d'étudiants et aux scientifiques-chercheurs étrangers, prévue à l'article L. 313-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA).

Les données chiffrées actuelles attestent d'un faible recours à ce dispositif. En 2012, 5 095 titres de séjour pluriannuels ont été délivrés à des étudiants et 1 146 à des scientifiques-chercheurs. Il existe une marge de progression, tant dans les volumes que dans leur répartition territoriale, en matière de délivrance des titres de séjour pluriannuels aux étudiants et aux scientifiques-chercheurs, puisque ces chiffres ne représentent respectivement que 4,3 % et 13,2 % des cartes renouvelées à ces catégories d'étrangers en 2012.

Il convient donc de veiller à ce que ce dispositif, destiné à faciliter le droit au séjour des étudiants engagés dans les formations les plus qualifiantes ainsi que des chercheurs internationaux accueillis en France, soit mis en œuvre d'une manière systématique et homogène par vos services. L'application de la présente circulaire vous conduira à faire de la délivrance de titres pluriannuels aux étrangers concernés le principe, et la délivrance de titres annuels l'exception.

I. – LES PRINCIPES GÉNÉRAUX

L'article L. 313-4 du CESEDA prévoit trois conditions générales de délivrance d'un titre de séjour pluriannuel :

- il vise deux types de titres de séjour : «étudiant» (art. L. 313-7) et «scientifique-chercheur» (art. L. 313-8);
- le titre de séjour peut être sollicité par le demandeur à l'échéance, pour les étudiants, d'une carte de séjour temporaire et, pour les scientifiques-chercheurs, d'un visa de long séjour valant titre de séjour;
- il déroge à la durée de validité maximale d'un an d'une carte de séjour temporaire prévue aux articles L. 311-2 et L. 313-1 du CESEDA.

II. – LES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

a) Conditions de délivrance

Le titre de séjour pluriannuel ne peut être obtenu qu'à la suite d'une première carte de séjour temporaire portant la mention «étudiant». Si les étudiants étrangers disposent d'un visa de long séjour dispensant et valant titre de séjour (VLS-TS) durant leur première année de séjour en France, ils ne sont donc éligibles au titre de séjour pluriannuel qu'après deux années de présence en France, c'est-à-dire à l'échéance de leur première carte de séjour temporaire d'une durée d'un an.

Par ailleurs, l'étudiant doit être «admis à suivre, dans un établissement d'enseignement supérieur habilité au plan national, une formation en vue de l'obtention d'un diplôme au moins équivalent au master». La notion d'«admission à suivre» se comprend comme une inscription ou une préinscription. La formation menant au moins au master est la formation correspondant aux première et deuxième années de master. La liste des diplômes au moins équivalent au master est fixée par un arrêté conjoint de ministre de l'intérieur et du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, en date du 12 mai 2011 (voir texte en annexe). Il convient de préciser que l'expression «au moins équivalent au grade de master» signifie qu'une formation en vue de l'obtention d'un diplôme de niveau supérieur au master, tel que le doctorat, permet de satisfaire à cette condition.

De plus, la délivrance de ce titre pluriannuel, par dérogation à l'annualité du titre de séjour, n'est pas basée sur l'appréciation de l'autorité administrative mais est de plein droit, le second paragraphe de l'article L. 313-4 prévoyant que «la dérogation est accordée à l'étudiant étranger [...]». En conséquence, l'appréciation du préfet ne porte que sur la durée adéquate du titre de séjour pluriannuel comprise entre deux et quatre ans. Afin de déterminer cette durée, vous prendrez en considération la notion de durée prévisible restant à courir avant l'obtention du diplôme, sauf circonstances spécifiques dûment caractérisées.

b) Méthodologie de mise en œuvre

La durée normale d'un cursus de master est de deux ans et celle d'un doctorat de trois ans⁽¹⁾. Ainsi, les cas décrits ci-dessous, qui peuvent se présenter dans le cadre d'un renouvellement de titre de séjour «étudiant», constituent les principales situations ouvrant droit à la délivrance du titre de séjour pluriannuel :

- i. Un étudiant ayant achevé avec succès un cursus de licence en France et étant inscrit (ou préinscrit) au grade de master (ou équivalent) se verra délivrer un titre de séjour d'une durée de deux ans.
- ii. Un étudiant ayant achevé avec succès un cursus de master en France et étant inscrit (ou préinscrit) au grade de doctorat, mais ne disposant pas d'une convention d'accueil, se verra délivrer un titre de séjour d'une durée de trois ans.
- iii. Un étudiant, déjà inscrit en doctorat, ne disposant pas d'une convention d'accueil, ayant obtenu un VLS-TS et une première carte de séjour d'un an portant la mention «étudiant», qui atteste que la durée des travaux restant à effectuer sera supérieure à un an se verra délivrer un titre de séjour pour la durée restant à courir, dans la limite de quatre ans ou, si aucune durée n'est mentionnée, pour une durée de deux ans. En l'absence de convention d'accueil, vous pourrez demander qu'il présente une lettre du directeur de thèse attestant de la durée restant à courir dans son cursus. Si la lettre fait état d'une soutenance de thèse au-delà de la durée restant à courir jusqu'à la fin du cursus de doctorat, vous remettrez un titre de séjour pluriannuel couvrant également la période allant jusqu'à la soutenance.
- iv. Un étudiant reçu au concours d'une Grande école, ayant obtenu un VLS-TS et une première carte de séjour temporaire d'un an, pourra se voir délivrer un titre de séjour pluriannuel couvrant la durée de la formation suivie. Cette formation devra toutefois être listée à l'arrêté du 12 mai 2011 repris en annexe.

(1) Arrêtés du 25 avril 2002 relatifs aux études doctorales et au diplôme national de master, publiés au *JORF* du 27 avril 2002.

v. S'agissant de l'étudiant qui, à l'expiration de son titre pluriannuel, n'a pas achevé le cycle au titre duquel il a obtenu cette carte, par suite d'un redoublement, le principe du caractère réel et sérieux des études, détaillé dans la circulaire du 7 octobre 2008 et contrôlé par le juge administratif, demeure applicable. Si, au terme de l'examen de situation, vous décidez de renouveler son titre, il se verra délivrer un titre d'un an.

c) Contrôles et vérifications à réaliser en cours de validité du titre de séjour pluriannuel

La dérogation à l'annualité de la carte de séjour temporaire prévue par l'article L. 313-4 vise à simplifier les démarches administratives des bénéficiaires tout en diminuant la fréquence des contrôles à effectuer par vos services. L'article R. 313-37 du CESEDA prévoit un système déclaratif durant la validité du titre et l'étudiant est ainsi tenu de transmettre «chaque année à l'autorité administrative qui l'a délivrée, par courrier avec demande d'avis de réception, une attestation de réussite à l'examen ou d'admission à l'année supérieure».

En conséquence, vous n'effectuerez de contrôle supplémentaire que dans les situations où la transmission annuelle ferait apparaître une absence de réussite aux examens. Dans cette hypothèse, vous inviterez l'intéressé à fournir tout justificatif de l'établissement présentant le détail des résultats de l'année écoulée et attestant de son assiduité. Par ailleurs, et en cas d'absence de transmission de l'attestation de réussite ou des justificatifs de résultats et d'assiduité, vous pourrez convoquer l'étudiant afin qu'il puisse faire valoir les motifs de non-transmission.

Lorsque des éléments concordants feront apparaître un abandon manifeste des études, un détournement de procédure ou une utilisation frauduleuse du droit au séjour, vous pourrez décider de procéder au retrait du titre de séjour pluriannuel, en application du 8° de l'article R. 311-14, tout en veillant au respect du principe du contradictoire.

L'article R. 313-37 du CESEDA rappelle également que la condition de ressources, prévue à l'article R. 313-35 du même code, demeure applicable lors de l'examen de la demande de délivrance d'un titre de séjour pluriannuel à un étudiant étranger. Cette condition de ressources ne devra toutefois être justifiée que pour l'année à venir et non pour la totalité de la durée de validité du titre de séjour pluriannuel.

III. – LES SCIENTIFIQUES-CHERCHEURS

a) Conditions de délivrance

La délivrance d'un titre de séjour pluriannuel peut avoir lieu à la suite aussi bien d'une carte de séjour temporaire que d'un VLS-TS, portant la mention «scientifique-chercheur». Ainsi, après une seule année de séjour en France sous couvert d'un VLS-TS, le chercheur étranger peut prétendre au titre pluriannuel.

La formulation retenue par le législateur dans l'article L. 313-4 indique que la délivrance n'est pas de plein droit («elle peut également être accordée»), contrairement au titre «étudiant» (voir *supra*). Elle est donc laissée à l'appréciation de l'autorité administrative. Toutefois, compte tenu de l'importance que revêt le secteur de la recherche en France et des enjeux d'attractivité du territoire pour les chercheurs internationaux, vous veillerez à privilégier systématiquement le titre de séjour pluriannuel pour les scientifiques-chercheurs.

La durée du titre de séjour pluriannuel sera déterminée au vu des pièces fournies par le demandeur «en tenant compte de la durée de ses travaux de recherche» (art. L. 313-4). La durée prévisible des travaux étant précisée dans la convention d'accueil, ce document constituera en principe la référence, sauf situation particulière dûment caractérisée, pour établir la durée du titre.

b) Méthodologie de mise en œuvre

Les cas suivants pourront vous conduire à délivrer un titre de séjour pluriannuel à un scientifique-chercheur :

i. Le chercheur étranger, ayant obtenu un VLS-TS, pourra se voir délivrer un titre de séjour pluriannuel de deux, trois ou quatre ans en fonction de la durée des travaux de recherches restant à courir et prévus par la convention d'accueil. Il convient de rappeler que certains chercheurs viennent en France sous couvert d'un contrat de travail à durée indéterminée, celle-ci étant alors autorisée sur la convention d'accueil. Dans cette hypothèse, le titre de séjour pluriannuel aura alors la durée maximale autorisée de quatre ans.

ii. Le doctorant étranger, ayant bénéficié d'une convention d'accueil et d'un VLS-TS portant la mention «scientifique-chercheur», pourra se voir délivrer un titre de séjour pluriannuel de deux ans, la convention d'accueil étant généralement alignée sur la durée du contrat doctoral qui est de trois ans⁽²⁾. Toutefois, et dès lors que le directeur de thèse vous aura, par lettre, attesté d'une durée de travaux de recherches supérieure ou d'une soutenance

(2) Article 3 du décret n° 2009-464 du 23 avril 2009 relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche.

de thèse au-delà de la durée initiale de trois ans, vous pourrez délivrer un titre de séjour pluriannuel de trois ans. Cette situation s'applique également au doctorant ayant déjà séjourné deux ans en France, avec un VLS-TS puis une CST d'un an, qui pourra, si le directeur de thèse l'atteste, se voir délivrer un titre de séjour pluriannuel de deux ans.

c) Contrôles et vérifications à réaliser en cours de validité du titre de séjour pluriannuel

S'agissant des scientifiques-chercheurs, le CESEDA n'a prévu aucune disposition spécifique de vérification au cours de la validité du titre de séjour pluriannuel. Toutefois, les dispositions générales relatives à la procédure de retrait du titre de séjour, prévues au 8° de l'article R. 311-14, demeurent applicables, à l'instar de la situation des étudiants décrite au point II de la présente circulaire.

Par ailleurs, lorsque le scientifique-chercheur sollicite le renouvellement de son titre de séjour, l'article R. 313-36 du CESEDA prévoit que le demandeur est tenu de présenter « la convention d'accueil délivrée par un organisme ayant une mission de recherche ou d'enseignement supérieur agréé à cet effet dans les conditions prévues à l'article R. 313-13 et, le cas échéant, une attestation du même organisme établissant la poursuite des activités de recherche ou d'enseignement supérieur prévues par la convention ».

Concernant les ressources du scientifique-chercheur, il convient de rappeler qu'aux termes de l'article R. 313-13, la convention d'accueil atteste que celui-ci « bénéficie de ressources suffisantes pour couvrir ses frais de séjour en France ». Enfin, et s'agissant de la situation spécifique des doctorants, l'article R. 313-11 du CESEDA prévoit que la convention d'accueil est accompagné d'un contrat souscrit auprès de l'organisme d'accueil.

IV. – GESTION DES DEMANDES DANS L'APPLICATION AGDREF

Nous vous rappelons que la durée de validité des deux cartes de séjour pluriannuelles issues de l'article L. 313-4 est modulable de un an et demi à quatre ans, par période de six mois.

Les références réglementaires AGDREF sont les suivantes :

- étudiant : 1 202 ;
- scientifique-chercheur : 9 814.

Vous veillerez à la bonne application de la présente circulaire et vous nous ferez part des difficultés que vous pourriez rencontrer dans sa mise en œuvre.

Fait le 10 juin 2013.

Pour le ministre de l'intérieur et par délégation :

*Le secrétaire général à l'immigration
et à l'intégration,*

L. DEREPA

Pour la ministre de l'enseignement supérieur
et de la recherche et par délégation :

*La directrice générale pour l'enseignement supérieur
et l'insertion professionnelle,*

S. BONNAFOUS

ANNEXE 1

CODE DE L'ENTRÉE ET DU SÉJOUR DES ÉTRANGERS ET DU DROIT D'ASILE

Article L.313-4

Par dérogation aux articles L.311-2 et L.313-1, l'étranger titulaire d'une carte de séjour temporaire au titre des articles L.313-7 ou L.313-8 depuis au moins un an ou, pour l'étranger demandant une carte de séjour temporaire au titre de l'article L.313-8, d'un visa délivré pour un séjour d'une durée supérieure à trois mois octroyant à son titulaire les droits attachés à la carte de séjour temporaire susmentionnée peut, à l'échéance de la validité de ce titre, en solliciter le renouvellement pour une durée supérieure à un an et ne pouvant excéder quatre ans.

Cette dérogation est accordée à l'étudiant étranger admis à suivre, dans un établissement d'enseignement supérieur habilité au plan national, une formation en vue de l'obtention d'un diplôme au moins équivalent au master.

Elle peut également être accordée au titulaire de la carte de séjour temporaire portant la mention « scientifique-chercheur » en tenant compte de la durée de ses travaux de recherche.

Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application de ces dispositions.

Article R.313-37

L'étranger admis à résider en France sous couvert de la carte de séjour temporaire portant la mention : « étudiant » qui en sollicite le renouvellement dans les conditions prévues à l'article L. 313-4 présente, outre les pièces mentionnées à l'article R.313-35 :

1° La justification qu'il dispose des moyens d'existence prévus au 1° de l'article R.313-7;

2° Un certificat d'inscription dans un cursus de formation sanctionné par la délivrance d'un diplôme conférant le grade de master et figurant sur la liste établie par arrêté du ministre chargé de l'immigration et du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

L'étranger titulaire de la carte de séjour temporaire portant la mention « étudiant » d'une durée de validité supérieure à un an transmet chaque année à l'autorité administrative qui l'a délivrée, par courrier avec demande d'avis de réception, une attestation de réussite à l'examen ou d'admission à l'année supérieure.

ANNEXE 2

ARRÊTÉ DU 12 MAI 2011 FIXANT LA LISTE DES DIPLÔMES AU MOINS ÉQUIVALENTS AU MASTER,
PUBLIÉ AU *JOURNAL OFFICIEL* N° 113 DU 15 MAI 2011, TEXTE N° 8

Arrêté du 12 mai 2011 fixant la liste des diplômes au moins équivalents au master pris en application du 2° de l'article R.311-35 et du 2° de l'article R.313-37 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

NOR : IOCL1109636A

Le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration et la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.335-6, L.613-1, L.641-2 et R.335-13;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L.311-11, L.313-4, R.311-35 et R.313-37;

Vu le décret n°99-747 du 30 août 1999 modifié relatif à la création du grade de master;

Vu le décret n°2002-481 du 8 avril 2002 relatif aux grades et titres universitaires et aux diplômes nationaux,

Arrêtent :

Article 1^{er}

L'étranger doit présenter à l'appui de la demande prévue à l'article R.311-35 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile l'un des diplômes suivants :

1° Les diplômes conférant le grade de master :

- le diplôme de master;
- le diplôme d'études approfondies ou le diplôme d'études supérieures spécialisées;
- le diplôme d'ingénieur délivré par un établissement habilité en application de l'article L.642-1 du code de l'éducation;
- les diplômes délivrés par l'institut d'études politiques de Paris en application de l'article 2 du décret n°85-497 du 10 mai 1985 relatif à l'institut d'études politiques de Paris et par les instituts d'études politiques en application de l'article 2 du décret n°89-901 du 18 décembre 1989 modifié relatif aux instituts d'études politiques;
- les diplômes délivrés par l'université Paris-Dauphine en application de l'article 3 du décret n°2004-186 du 26 février 2004 portant création de l'université de technologie en sciences des organisations et de la décision de Paris-Dauphine et figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de l'enseignement supérieur;
- les diplômes des établissements d'enseignement supérieur technique privés et consulaires visés par le ministre chargé de l'enseignement supérieur et conférant à leurs titulaires le grade de master;
- le diplôme de deuxième cycle de l'école du Louvre;
- le diplôme de restaurateur du patrimoine;
- le diplôme de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr;
- le diplôme d'État de docteur vétérinaire;
- le diplôme d'État d'architecte;
- le diplôme d'études de deuxième cycle de l'école spéciale d'architecture;

2° Les titres et diplômes inscrits au niveau I au répertoire national des certifications professionnelles;

3° Le diplôme de recherche technologique, le doctorat et l'habilitation à diriger des recherches;

4° Sans préjudice des dispositions relatives à l'exercice de ces professions, le diplôme d'État de docteur en médecine, chirurgie dentaire, pharmacie, le certificat d'études cliniques spéciales mention orthodontie, le diplôme d'études supérieures de chirurgie buccale, l'attestation d'études approfondies en chirurgie dentaire, le diplôme d'études spécialisées de médecine, de pharmacie et de biologie médicale, le diplôme d'études spécialisées complémentaires de médecine et de biologie médicale;

5° Le diplôme supérieur de comptabilité et de gestion, et le diplôme d'expertise comptable;

6° Le diplôme de paysagiste DPLG;

7° Le diplôme national d'œnologue;

- 8° Les diplômes de spécialisation et d'approfondissement en architecture;
9° Le diplôme de l'École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre;
10° Le diplôme de l'École nationale supérieure Louis-Lumière.

Article 2

La liste mentionnée au 2° de l'article R.313-37 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est celle figurant à l'article 1^{er} ci-dessus.

Article 3

L'arrêté du 21 juin 2007 fixant la liste des diplômes au moins équivalents au master pris en application du 2° de l'article R.311-32 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est abrogé.

Article 4

Le directeur de l'immigration et les préfets de région sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 12 mai 2011.

*Le ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer, des collectivités territoriales
et de l'immigration,*

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'immigration,
F. LUCAS

*La ministre de l'enseignement supérieur
et de la recherche,*

Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur général
de l'enseignement supérieur
et de l'insertion professionnelle,*

P. HETZEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Secrétariat général à l'immigration
et à l'intégration

Direction de l'immigration

Sous-direction du séjour et du travail

Bureau de l'immigration
professionnelle

Instruction du 11 juin 2013 relative aux demandes d'autorisation de travail présentées en faveur des mannequins recrutés par les agences françaises de mannequins

NOR : INTV1314776J

Le ministre de l'intérieur à Monsieur le préfet de police; Madame et Messieurs les préfets de région; Mesdames et Messieurs les préfets de département

La présente circulaire vise, afin de tenir compte de la spécificité de cette profession, à simplifier le régime des autorisations de travail présentées en faveur des mannequins recrutés par les agences de mannequins établies sur le territoire français.

Ces nouvelles instructions se substituent à celles contenues dans la note n° 2007-19 DGT/DPM du 20 décembre 2007 en ce qui concerne la procédure de délivrance des autorisations de travail.

I. – LES SPÉCIFICITÉS DE LA PROFESSION

Les mannequins bénéficient d'une présomption de salariat en application des dispositions des articles L. 7123-3 et L. 7123-4 du code du travail.

En conséquence, à l'exception de la dispense prévue au 2° de l'article R. 5221-2 du code du travail (mannequins employés régulièrement par des agences installées dans l'Union européenne), les mannequins ne peuvent exercer leur activité sans être en possession de l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail.

Cette autorisation de travail doit être sollicitée à chaque prestation dès lors qu'un contrat de mise à disposition est conclu.

L'autorisation de travail prend la forme d'une autorisation provisoire de travail dont la durée de validité correspond à la durée de la prestation et est délivrée conformément aux dispositions de l'article R. 5221-20 du code du travail.

Toutefois, les critères de la situation de l'emploi et de l'adéquation de la formation avec les fonctions sollicitées ne sont jamais opposés, compte tenu de la spécificité du métier et des profils précis recherchés par les employeurs.

En conséquence, il est apparu nécessaire de mettre en œuvre pour cette profession une procédure *ad hoc*.

II. – LA PROCÉDURE DE DÉLIVRANCE DE L'AUTORISATION DE TRAVAIL

1. Dépôt du dossier

La demande d'autorisation de travail doit être adressée avant le début de la première prestation au service main-d'œuvre étrangère (SMOE) de l'unité territoriale du département d'établissement de l'agence de mannequins.

Le dossier comprend les pièces suivantes :

- la copie du passeport du ressortissant ;
- une autorisation parentale si le mannequin est mineur ;
- le formulaire Cerfa n° 13651*02 de demande d'autorisation de travail qui mentionnera les dates de la première prestation et le tarif conventionnel appliqué ;
- un engagement de l'agence de mannequins d'adresser mensuellement à la DIRECCTE le relevé de prestations prévu au paragraphe 3.

Si l'agence de mannequins n'est pas connue du SMOE ou si des modifications sont intervenues depuis les dernières demandes d'autorisation de travail, devront également être jointes à ce dossier, une copie de son extrait K *bis*, de sa licence et de sa garantie financière.

2. La délivrance de l'autorisation de travail

Le SMOE vérifiera, sans opposer les critères énumérés au 1° et 2° de l'article R. 5221-20 du code du travail, d'une part, que la demande est préalable à la prestation de travail envisagée et, d'autre part, que l'agence de mannequins respecte les obligations liées à l'exercice de cette activité (obtention d'une licence et d'une garantie financière et rémunération des mannequins en fonction de la grille conventionnelle).

Si l'examen de ces éléments est favorable, le SMOE visera alors le Cerfa de demande d'autorisation de travail en cochant dans la rubrique 6 «nature de l'autorisation de travail» la case APT en apposant en complément la mention suivante «valable 12 mois, autorise son titulaire à travailler trois mois maximum par période de six mois».

Si le ressortissant étranger est soumis à visa, il devra se présenter auprès du poste consulaire pour solliciter un visa court séjour. Le visa délivré sera un visa court séjour de circulation (visa C) à entrées multiples d'une validité de douze mois.

3. Le contrôle des durées de validité de l'autorisation de travail délivrée

Pour contrôler la réalité et la durée des prestations effectuées, l'agence de mannequins devra adresser mensuellement un relevé nominatif de l'ensemble des prestations effectuées dans le mois par le mannequin.

4. Le changement d'agence de mannequins en cours de validité de l'autorisation de travail

Si le mannequin change d'agence pendant la période de validité de l'autorisation de travail qui lui a été accordée, la nouvelle agence devra solliciter une nouvelle autorisation de travail pour la durée du visa restant à courir. Elle devra à cette fin fournir les documents visés au paragraphe 1 ci-dessus.

5. Le renouvellement de l'autorisation de travail

L'autorisation de travail ainsi délivrée pourra être renouvelée dans les mêmes conditions dès lors que l'agence de mannequins et le mannequin ont respecté les périodes de travail autorisées ci-dessus.

Vous voudrez bien me tenir informé des difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application des présentes directives.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'immigration,
F. LUCAS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 22 mars 2013 portant dissolution du commandement du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique à Saint-Herblain et création corrélative du commandement du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique à Nantes

NOR : INTJ1305421A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.421-2 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R.15-22 à R.15-27,

Arrête :

Article 1^{er}

Le commandement du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique à Saint-Herblain est dissous à compter du 1^{er} avril 2013. Corrélativement, le commandement du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique à Nantes est créé à la même date.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes du commandement du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique à Nantes exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R.13 à R.15-2 et R.15-23 et R.15-24 et R.15-27 du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mars 2013.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
major général de la gendarmerie nationale,
R. LIZUREY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 22 mars 2013 portant dissolution de l'escadron départemental de sécurité routière de la Loire-Atlantique à Saint-Herblain (Loire-Atlantique) et création corrélatrice de l'escadron départemental de sécurité routière de la Loire-Atlantique à Nantes (Loire-Atlantique)

NOR : INTJ1305422A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 15-22 à R. 15-26,

Arrête :

Article 1^{er}

L'escadron départemental de sécurité routière de la Loire-Atlantique à Saint-Herblain (Loire-Atlantique) est dissous à compter du 1^{er} avril 2013. Corrélativement, l'escadron départemental de sécurité routière de la Loire-Atlantique à Nantes (Loire-Atlantique) est créé à la même date dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de l'escadron départemental de sécurité routière de la Loire-Atlantique à Nantes exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 3^o et R. 15-27 du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mars 2013.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
major général de la gendarmerie nationale,
R. LIZUREY

ANNEXE

ESCADRON DÉPARTEMENTAL de sécurité routière	SITUATION ACTUELLE	SITUATION NOUVELLE
EDSR44 Saint-Herblain	PMO Ancenis PMO Nozay PMO Pontchâteau PMO Saint-Philbert-de-Grand-Lieu BRI Saint-Herblain BMO Saint-Herblain BMO Pornic BMO Saint-Nazaire	(dissolution)
EDSR44 Nantes	(création)	PMO Ancenis PMO Nozay PMO Pontchâteau PMO Saint-Philbert-de-Grand-Lieu BRI Nantes BMO Nantes BMO Pornic BMO Saint-Nazaire

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 22 mars 2013 portant dissolution de la brigade départementale de renseignements et d'investigations judiciaires de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) et création corrélative de la brigade départementale de renseignements et d'investigations judiciaires de Nantes (Loire-Atlantique)

NOR : INTJ1305424A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 15-22 à R. 15-26,

Arrête :

Article 1^{er}

La brigade départementale de renseignements et d'investigations judiciaires de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) est dissoute à compter du 1^{er} avril 2013. Corrélativement, la brigade départementale de renseignements et d'investigations judiciaires de Nantes (Loire-Atlantique) est créée à la même date.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade départementale de renseignements et d'investigations judiciaires de Nantes exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 2^o du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mars 2013.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
major général de la gendarmerie nationale,*
R. LIZUREY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 22 mars 2013 portant dissolution de la brigade rapide d'intervention de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) et création corrélative de la brigade rapide d'intervention de Nantes (Loire-Atlantique)

NOR : INTJ1305425A

Le ministre de l'intérieur,
Vu le code de la défense ;
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.421-2 ;
Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R.15-22 à R.15-26,

Arrête :

Article 1^{er}

La brigade rapide d'intervention de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) est dissoute à compter du 1^{er} avril 2013. Corrélativement, la brigade rapide d'intervention de Nantes (Loire-Atlantique) est créée à la même date.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade rapide d'intervention de Nantes exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R.13 à R.15-2 et R.15-23 3^o du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mars 2013.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
major général de la gendarmerie nationale,
R. LIZUREY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 22 mars 2013 portant dissolution de la brigade motorisée de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) et création corrélative de la brigade motorisée de Nantes (Loire-Atlantique)

NOR : INTJ1307104A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 15-22 à R. 15-26,

Arrête :

Article 1^{er}

La brigade motorisée de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) est dissoute à compter du 1^{er} avril 2013. Corrélativement, la brigade motorisée de Nantes (Loire-Atlantique) est créée à la même date.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade motorisée de Nantes exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 3^o du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 mars 2013.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
major général de la gendarmerie nationale,*

R. LIZUREY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 17 avril 2013 portant création
du commandement de la gendarmerie prévôtale**

NOR : INTJ1225341A

Le ministre de l'intérieur,
Vu le code de la défense ;
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.421-2,

Arrête :

Article 1^{er}

Le commandement de la gendarmerie prévôtale est créé à compter du 1^{er} mai 2013.

Article 2

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 avril 2013.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général d'armée, directeur général
de la gendarmerie nationale,*
D. FAVIER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 17 avril 2013 portant réorganisation des escadrons départementaux de sécurité routière des départements de l'Aude et de l'Hérault

NOR : INTJ1308384A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1^{er}

Le peloton d'autoroute de Carcassonne (Aude), le peloton d'autoroute de Clermont-l'Hérault (Hérault) et la brigade motorisée de Carcassonne (Aude) sont dissous à compter du 1^{er} août 2013. Corrélativement, les pelotons motorisés de Lavalette (Aude) et de Clermont-l'Hérault (Hérault) sont créés à la même date.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes des pelotons motorisés de Lavalette (Aude) et de Clermont-l'Hérault (Hérault) exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-23 3^o du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 avril 2013.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
major général de la gendarmerie nationale,*

R. LIZUREY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 22 avril 2013 portant dissolution du peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie de Taverny (Val-d'Oise) et création corrélative de celui de l'Isle-Adam (Val-d'Oise)

NOR : INTJ1306709A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 15-22 à R. 15-26,

Arrête :

Article 1^{er}

Le peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie de Taverny (Val-d'Oise) est dissous à compter du 1^{er} juillet 2013. Corrélativement celui de l'Isle-Adam (Val-d'Oise) est créé à la même date.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes du peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie de l'Isle-Adam (Val-d'Oise) exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 4^o du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 avril 2013.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
major général de la gendarmerie nationale,*

R. LIZUREY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 22 avril 2013 portant dissolution de la brigade territoriale d'Argenteuil (Val-d'Oise)
et création corrélative de celle de Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise)**

NOR : INTJ1306716A

Le ministre de l'intérieur,
Vu le code de la défense;
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2;
Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 15-22 à R. 15-26,

Arrête:

Article 1^{er}

La brigade territoriale d'Argenteuil (Val-d'Oise) est dissoute à compter du 1^{er} juillet 2013. Corrélativement celle de Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise) est créée à la même date dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade territoriale de Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise) exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2, R. 15-24 1^o du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 avril 2013.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
major général de la gendarmerie nationale,
R. LIZUREY

ANNEXE

BRIGADES TERRITORIALES	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Argenteuil	Argenteuil Beauchamp Bessancourt Bezons Cormeilles-en-Parisis Eaubonne Ermont Franconville La Frette-sur-Seine Herblay Montigny-lès-Cormeilles Montlignon Pierrelaye Le Plessis-Bouchard Saint-Leu-la-Forêt Saint-Prix Sannois Taverny	Dissolution
Cormeilles-en-Parisis	Création	Argenteuil Beauchamp Bessancourt Bezons Cormeilles-en-Parisis Eaubonne Ermont Franconville La Frette-sur-Seine Herblay Montigny-lès-Cormeilles Montlignon Pierrelaye Le Plessis-Bouchard Saint-Leu-la-Forêt Saint-Prix Sannois Taverny

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 22 avril 2013 portant dissolution de la brigade de recherches d'Argenteuil (Val-d'Oise) et création corrélatrice de celle de l'Isle-Adam (Val-d'Oise)

NOR : INTJ1306718A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 15-22 à R. 15-26,

Arrête :

Article 1^{er}

La brigade de recherches d'Argenteuil (Val-d'Oise) est dissoute à compter du 1^{er} juillet 2013. Corrélativement celle de l'Isle-Adam (Val-d'Oise) est créée à la même date.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade de recherches de l'Isle-Adam (Val-d'Oise) exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 1^o du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 avril 2013.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
major général de la gendarmerie nationale,*
R. LIZUREY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 22 avril 2013 portant dissolution de la compagnie de gendarmerie départementale d'Argenteuil (Val-d'Oise) et création corrélative de celle de l'Isle-Adam (Val-d'Oise)

NOR : INTJ1306720A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 15-22 à R. 15-26,

Arrête :

Article 1^{er}

La compagnie de gendarmerie départementale d'Argenteuil (Val-d'Oise) est dissoute à compter du 1^{er} juillet 2013. Corrélativement celle de l'Isle-Adam (Val-d'Oise) est créée à la même date dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la compagnie de gendarmerie départementale de l'Isle-Adam (Val-d'Oise) exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 1^o et 4^o et R. 15-27 du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 avril 2013.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
major général de la gendarmerie nationale,*
R. LIZUREY

ANNEXE

COMPAGNIE	SITUATION ACTUELLE	SITUATION NOUVELLE
Argenteuil	PSIG Taverny BR Argenteuil BT Argenteuil BT Luzarches BT Méry-sur-Oise BT Montsoul BT Parmain BT Viarmes BT Beaumont-sur-Oise	Dissolution
L'Isle-Adam	Création	PSIG L'Isle-Adam BR L'Isle-Adam BT Corneilles-en-Parisis BT Luzarches BT Méry-sur-Oise BT Montsoul BT Parmain BT Viarmes BT Beaumont-sur-Oise

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 23 avril 2013 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Carros, de Puget-Théniers et de Roquesteron (Alpes-Maritimes)

NOR : INTJ1237468A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.421-2 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R.15-22 à R.15-26,

Arrête :

Article 1^{er}

Les circonscriptions des brigades territoriales de Carros, de Puget-Théniers et de Roquesteron (Alpes-Maritimes) sont modifiées à compter du 1^{er} juillet 2013 dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes des brigades territoriales de Carros, de Puget-Théniers et de Roquesteron (Alpes-Maritimes) exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R.13 à R.15-2 et R.15-24 1^o du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 avril 2013.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
directeur des opérations et de l'emploi,
B. SOUBELET

A N N E X E

BRIGADES TERRITORIALES	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Roquesteron	Aiglun Bonson Bouyon Conségudes Cuébris Gillette Les Ferres Pierrefeu Revest-les-Roches Roquesteron Roquestéron-Grasse Saint-Antonin Sallagriffon Sigale Toudon Tourette-du-Château	Aiglun Bonson Conségudes Cuébris Gillette Les Ferres Pierrefeu Revest-les-Roches Roquesteron Roquestéron-Grasse Sallagriffon Sigale Toudon Tourette-du-Château
Puget-Théniers	Ascros Auvare La Croix-sur-Roudoule La Penne Puget-Rostang Puget-Théniers Rigaud Saint-Léger	Ascros Auvare La Croix-sur-Roudoule La Penne Puget-Rostang Puget-Théniers Rigaud Saint-Léger Saint-Antonin
Carros	Carros Gattières Le Broc	Carros Gattières Le Broc Bouyon

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 23 avril 2013 portant modification de la circonscription de la brigade territoriale de Saint-Bonnet-en-Champsaur (Hautes-Alpes)

NOR : INTJ1304422A

Le ministre de l'intérieur,
Vu le code de la défense;
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.421-2;
Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 15-22 à R. 15-26,

Arrête :

Article 1^{er}

La circonscription de la brigade territoriale de Saint-Bonnet-en-Champsaur (Hautes-Alpes) est modifiée à compter du 1^{er} mai 2013 dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade territoriale de Saint-Bonnet-en-Champsaur (Hautes-Alpes) exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 1^o du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 avril 2013.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
directeur des opérations et de l'emploi,
B. SOUBELET

A N N E X E

BRIGADE TERRITORIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Saint-Bonnet-en-Champsaur	Bénévent-et-Charbillac Buissard Forest-Saint-Julien La Fare-en-Champsaur La Motte-en-Champsaur Laye Le Noyer Les Infournas Poligny Saint-Bonnet-en-Champsaur Saint-Eusèbe-en-Champsaur Saint-Julien-en-Champsaur Saint-Laurent-du-Cros	Buissard Forest-Saint-Julien La Fare-en-Champsaur La Motte-en-Champsaur Laye Le Noyer Poligny Saint-Bonnet-en-Champsaur Saint-Eusèbe-en-Champsaur Saint-Julien-en-Champsaur Saint-Laurent-du-Cros

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 24 avril 2013 portant changement d'appellation
de la brigade territoriale de Saint-Étienne-en-Dévoluy (Hautes-Alpes)**

NOR : INTJ1303072A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 15-22 à R. 15-26,

Arrête :

Article 1^{er}

La brigade territoriale de Saint-Étienne-en-Dévoluy (Hautes-Alpes) prend l'appellation de brigade territoriale de Le Dévoluy à compter du 1^{er} mai 2013. Sa circonscription est créée à la même date dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade territoriale de Le Dévoluy (Hautes-Alpes) exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 1^o du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 avril 2013.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
major général de la gendarmerie nationale,
R. LIZUREY

A N N E X E

BRIGADES TERRITORIALES	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Saint-Étienne-en-Dévoluy	Agnières-en-Dévoluy La Cluse Saint-Disdier Saint-Étienne-en-Dévoluy	(Ancienne appellation)
Le Dévoluy	(Nouvelle appellation)	Le Dévoluy

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 26 avril 2013 portant dissolution de la brigade de recherches de Bordeaux-Bastide (Gironde) et création corrélatrice de la brigade de recherches de Bouliac (Gironde)

NOR : INTJ1310006A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 15-22 à R. 15-26 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête :

Article 1^{er}

La brigade de recherches de Bordeaux-Bastide (Gironde) est dissoute à compter du 1^{er} juillet 2013. Corrélativement, la brigade de recherches de Bouliac (Gironde) est créée à la même date.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade de recherches de Bouliac (Gironde) exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 1^o du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 26 avril 2013.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
major général de la gendarmerie nationale,*
R. LIZUREY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 26 avril 2013 portant dissolution de la compagnie de gendarmerie départementale de Bordeaux-Bastide (Gironde) et création corrélatrice de la compagnie de gendarmerie départementale de Bouliac (Gironde)

NOR : INTJ1310007A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 15-22 à R. 15-26 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête :

Article 1^{er}

La compagnie de gendarmerie départementale de Bordeaux-Bastide (Gironde) est dissoute à compter du 1^{er} juillet 2013. Corrélativement, la compagnie de gendarmerie départementale de Bouliac (Gironde) est créée à la même date dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la compagnie de gendarmerie départementale de Bouliac (Gironde) exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 1^o et 4^o et R. 15-27 du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 26 avril 2013.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
major général de la gendarmerie nationale,
R. LIZUREY

ANNEXE

COMPAGNIE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Bordeaux-Bastide	BR Bordeaux-Bastide PSIG Bouliac BT Carbon-Blanc BT Latresne BT Saint-André-de-Cubzac BT Tresses BT Ambarès-et-Lagrave BT Créon BT Langoiran	
Bouliac		BR Bouliac PSIG Bouliac BT Carbon-Blanc BT Latresne BT Saint-André-de-Cubzac BT Tresses BT Ambarès-et-Lagrave BT Créon BT Langoiran

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 29 avril 2013 portant dissolution de la brigade motorisée de Lyon (Rhône)
et création corrélatrice de la brigade motorisée de Brignais (Rhône)**

NOR : INTJ1310008A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1^{er}

La brigade motorisée de Lyon (Rhône) est dissoute à compter du 1^{er} juin 2013. Corrélativement, la brigade motorisée de Brignais (Rhône) est créée à la même date.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade motorisée de Brignais exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 3° du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 avril 2013.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
major général de la gendarmerie nationale,*
R. LIZUREY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 29 avril 2013 portant réorganisation de l'escadron départemental de sécurité routière du département de Lot-et-Garonne

NOR : INTJ1310070A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1^{er}

Le peloton d'autoroute d'Agen (Lot-et-Garonne) et la brigade motorisée d'Agen (Lot-et-Garonne) sont dissous à compter du 1^{er} août 2013. Corrélativement, le peloton motorisé d'Agen (Lot-et-Garonne) est créé à la même date.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes du peloton motorisé d'Agen (Lot-et-Garonne) exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-23 3^o du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 avril 2013.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
major général de la gendarmerie nationale,*
R. LIZUREY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 29 avril 2013 portant dissolution de l'escadron de gendarmerie mobile 24/7 de Ferrette (Haut-Rhin) et création corrélative de l'escadron de gendarmerie mobile 13/5 de Sathonay-Camp (Rhône)

NOR : INTJ1310328A

Le ministre de l'intérieur,
Vu le code de la défense ;
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.421-2,

Arrête :

Article 1^{er}

L'escadron de gendarmerie mobile 24/7 de Ferrette (Haut-Rhin) est dissous à compter du 1^{er} septembre 2013. Corrélativement, l'escadron de gendarmerie mobile 13/5 de Sathonay-Camp (Rhône) est créé à la même date.

Article 2

L'escadron de gendarmerie mobile 13/5 de Sathonay-Camp est subordonné au groupement de gendarmerie mobile I/5 de Sathonay-Camp.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 avril 2013.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
major général de la gendarmerie nationale,
R. LIZUREY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 2 mai 2013 portant changement d'appellation de la brigade territoriale de Thizy (Rhône) et modification de sa circonscription

NOR : INTJ1310721A

Le ministre de l'intérieur,
Vu le code de la défense ;
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.421-2 ;
Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R.15-22 à R.15-26,
Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-271-0010 du 27 septembre 2012 du préfet du Rhône,

Arrête :

Article 1^{er}

La brigade territoriale de Thizy (Rhône) prend l'appellation de Thizy-les-Bourgs à compter du 1^{er} juin 2013. Sa circonscription est modifiée à la même date dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade territoriale de Thizy-les-Bourgs (Rhône) exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R.13 à R.15-2 et R.15-24 1^o du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 mai 2013.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
major général de la gendarmerie nationale,
R. LIZUREY

A N N E X E

BRIGADES TERRITORIALES	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Thizy	Bourg-de-Thizy La Chapelle-de-Mardore Marnand Saint-Jean-la-Bussière Thizy	Ancienne appellation
Thizy-les-Bourgs	Nouvelle appellation	Saint-Jean-la-Bussière Thizy-les-Bourgs

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la police nationale*

*Direction des ressources
et des compétences
de la police nationale*

Sous-direction de l'administration
des ressources humaines

*Bureau des gradés
et gardiens de la paix*

**Arrêté du 24 mai 2013 relatif au tableau d'avancement
au grade de major de police pour l'année 2013**

NOR : *INTC1311597A*

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble, la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État et notamment les articles 56, 58 et 59;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 modifié portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale;

Vu l'avis émis par la commission administrative paritaire nationale compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police nationale en sa séance du 10 avril 2013;

Sur la proposition du préfet, directeur général de la police nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

Le tableau d'avancement au grade de major de police pour l'année 2013 est arrêté conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2

Le préfet, directeur des ressources et des compétences de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site intranet de la direction des ressources et des compétences de la police nationale.

Fait le 24 mai 2013.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la police nationale,
C. BALAND

ANNEXE

LISTE UTILE

1	DEMICHEL Eric	44	SCIANGULA Alain
2	PACIFICO Stephane	45	CALMELS Eric
3	LOUCHET Guislain	46	COUMES Bernard
4	DURIEUX HOUDY Isabelle	47	DELTOUR Philippe
5	PROVO Thierry	48	THOLLY Pierre
6	IRCIO Vincent	49	LEMARCHAND Raphael
7	POTDEVIN Jean-Yves	50	SADIN Olivier
8	MARCILLAT Philippe	51	ZALOKAR David
9	GIRARDOT Jean-Michel	52	GALOT DAMBRIN Dolores
10	LABOUREUR Olivier	53	PERROTIN Jean-Claude
11	ADAM Olivier	54	HELIES Philippe
12	AYALA Monique	55	EYMERY Jerome
13	BOYER FOURGEOT Valerie	56	MULLET Patrick
14	LAUTRU Pascal	57	PONS Jean Luc
15	PIERSON Philippe	58	SARAGNET Jean-Pierre
16	DELORT Frederic	59	STOESSEL SCHURR Pascale
17	GARCIA Stéphane	60	TUFFIER Bruno
18	DEGOUL Michel	61	SAINT GERMAIN Jean-Marc
19	VILLALARD Marc	62	VERVAEKE Jacques
20	MININ Mathieu	63	ABELLI AUMONT Josiane
21	FAUDON Bernard	64	STRANZ Freddy
22	TOURNIAIRE Christophe	65	CONFUCIUS Marie
23	BENDYNA Gilles	66	DUVAL Jean Marc
24	FALEMPIN Patrick	67	VINCENT Christophe
25	DAVID Frederic	68	WOORONS Christophe
26	REYNAUD Pascal	69	RUBIGNY Laurent
27	LERDA Bernard	70	LE BLOA Yannick
28	ARROU Didier	71	LANNOY Christian
29	HENIN Franck	72	PUJAR Pierre
30	LABASTIE Pascale	73	LE CARDIET Gilles
31	TISON Eric	74	VALETTE Thierry
32	LEFEVRE Jean-Luc	75	LE CRUGUEL Stephane
33	MOUTOUSSAMY Alix	76	WALLERAND Didier
34	DESROZIERES Stephane	77	SAINSON Jean Christophe
35	JOLY Jean-Bernard	78	VINOIS Eric
36	FOCK CHOW THO Jean Pierre	79	PLAISANCE PEBERAY Anne-Marie
37	BERTHELOMET JOUBERT Gisele	80	ISSOUFA Ahamada
38	SCOCARD Jean Charles	81	PITAVAL Thierry
39	QUEVILLY Bertrand	82	SANTAILLER DEBONNE Valérie
40	KUGOGNE Henri	83	DAWANO Carl
41	GILBERT Pascal	84	SIMON Sebastien
42	TALON Stephane	85	MULLER Daniel
43	LEFORT Patrice	86	MARTIN Guillaume

87 SASSO Jean-Pierre	134 TOUPET Igor
88 COPIN Nadine	135 YVON Yffic
89 LEBRETON William	136 COYEZ Fabien
90 BALCON LEFEVRE Jacqueline	137 STIEBER Yves
91 DOUPEUX Francois	138 BEAUDOUIN Emmanuel
92 BAZIN Albert	139 GARCIA Hugues
93 FAUQUEMBERGUE Eric	140 SAMOILLAN Denis
94 LE BRAS Jean Pierre	141 ANTIMI LE CRUGUEL Barbara
95 PELLEJA Patrick	142 TAIFOURI Patrick
96 ALBEROLA DION Marie-Pierre	143 VIALLET Didier
97 CUTILEIRO Pedro	144 HAYOT Franck
98 JUSTICE Michel	145 LABERTHONNIERE Frederic
99 AUBERT Philippe	146 CROUZAT Bruno
100 DILIBERTO Michel	147 TESSON Christian
101 BRONDEL Jacques	148 CAPEL Georges
102 CHEVALLIER Alain	149 DIHO Thierry
103 LISSORGUE Alain	150 BLIN Jean-Michel
104 LADARRE Gérald	151 BARONE Jean-Paul
105 BARET CALVO Marie-Anny	152 ALLEGRE Denis
106 REPPERT Pascal	153 BOUTTEAU Jean Paul
107 COLLIN Pascal	154 DUPLAA Thierry
108 GRUET Patrick	155 PADIOLLEAU Claude
109 PETIT Christian	156 KAPELSKI Laetitia
110 CHARRETON Philippe	157 BRETTSCHEIDER Philippe
111 CLEIS Guy	158 SAID HALIDI Moustafidou
112 BICCHIERAI Georges	159 LUCK Jean-Marc
113 NONDEDEO Alain	160 WINKEL Hugues
114 QUEROL Frédéric	161 KAZMIERCZAK Dany
115 GUILLARD Vincent	162 VANESSE Dominique
116 GIRARDOT Thierry	163 MASSON Olivier
117 COTTIN Chantal	164 BANDRIER Jean-Pierre
118 DEWEVRE Patrick	165 GRANJON Eric
119 MOURGUET Daniel	166 COTES Olivier
120 MUSELET Rodrigue	167 MOULIN Thierry
121 FACHE MICHEL Patrick	168 FALZON Frank
122 FABREGAT Gilbert	169 PESTOURIE Alain
123 TAUNAY Laurent	170 LOSCOS Dominique
124 AUGE Yves	171 SEMERARO Yann
125 BARANSKI Pascal	172 MICHON Bruno
126 MARCEL Philippe	173 BEGAUD Jean Jacques
127 BEUGIN JEANTHON Anne Aimee	174 NOTEBAERT Jérôme
128 OWALLER Alain	175 SAILLIOT Dominick
129 CAILLOT Jean Michel	176 DISLAIRE-GOULARD Stéphane
130 COURRET Franck	177 VAN KERCKHOVE Hugues
131 TIBERIO Herve	178 BENOIT Yves
132 MONTEIL Eric	179 CUVILLIER Anne-Sophie
133 ZIMMER Frédéric	180 CHARVET DI SPIRITO Florence

181 HOUVION Olivier	228 DOLMAZON Jacques
182 DEHAFFREINGUE Cathy	229 ZANATO Vincent
183 BARALE Daniel	230 VALENTIN Franck
184 TILMONT Jean Michel	231 CANEL Thierry
185 LESELLIER Ludovic	232 SCARPARO Olivier
186 CUQ Olivier	233 MAGGI Fabrice
187 TAMANOI Daniel	234 JACKOWIAK David
188 CELANT Patrick	235 TESSIER Gérard
189 BIHAN Jean Yves	236 ANGERAS Sylvain
190 JULIA Michel	237 DESTERBECQ Gilles
191 RAU Frederic	238 REYGAERT SCHLEGEL Sabine
192 AMENDA Serge	239 CAILLAVA Jean-Marc
193 MAZZELLA Patrick	240 VAUCLAIN Pascal
194 SOBIERAJ Daniel	241 CLAUSEL Alain
195 FONTAINE Philippe	242 OLIVARES Guy
196 BOUDENAH Hocine	243 CIUFFONI Olivier
197 DELRIVE Eric	244 MARTY Christophe
198 LEROUX Yves	245 SAUSSE DELHUMEAU Brigitte
199 DURAND Bernard	246 PIARD Herve
200 DESCOMBE Nicole	247 MEGE Philippe
201 DESMARIS Jacques	248 ROUX Rene-Paul
202 OLTRA Philippe	249 BOUDIN Jean-Charles
203 CAROFF VINCENT Marie-Pierre	250 FLEURY-BARDOT Thierry
204 WYBAILLIE Jose	251 STEVENOT Gilles
205 FAURE Daniel	252 PELLEGRIN Claude
206 LECLERCQ Franck	253 DE BASTIANI Vincent
207 MILHAMONT Pascal	254 DANGLEANT Gregoire
208 HEMBERT VIGUIER Laurence	255 GUEROULT GUYET Laurence
209 DELMAS Thierry	256 CHAMPILOU Jean
210 RINGEVAL Honore	257 BAYEUL Pierrick
211 CLAISSE GRISARD Pascale	258 ETASSE Christophe
212 AGUERA Jean-Francois	259 GOZARD Pascal
213 DUBOIS Franck	260 BARSCZUS Eric
214 FUSTE Alain	261 BATAILLE Christine
215 JAILLE Jean Luc	262 CHOSSON Frederic
216 CHARRIER Thierry	263 LE MEUR Patricia
217 LEBAY Gerry	264 BOUIDA Samy
218 NICOLAS Christophe	265 COPEL Claude
219 LEPLATRE Alain	266 DESCHAMPHELAERE Eric
220 GRECARD Herve	267 CLAVÉ Gilles
221 TASTET Patrice	268 GALLET Frederic
222 CLERGE Gerald	269 RAVASSARD Thierry
223 STENGEL Christian	270 TEILLET Olivier
224 WUILBAUT Jean Luc	271 ICHKHANIAN Robert
225 TAVAN Mauro	272 CLARIS Patrice
226 FOUCART Laurent	273 LANDAIS PICAUVET Stephanie
227 VAN DER SCHUEREN Jacky	274 CARON Christophe

275 AMIRAULT Fabien	322 GUEYDAN Anne-Lise
276 LELONG Sophie	323 LAVAGNA Christophe
277 CARLO Sylvain	324 GAPAIX Didier
278 HAMELIN Franck	325 GREMETZ Freddy
279 PRUVOT Franck	326 WEISS Sebastien
280 METTE Vincent	327 GURZELER BRICQUEBEC Lydia
281 GERMAIN Michèle	328 DUFOUR Philippe
282 DEFFONTAINE-DURET Christophe	329 SEGARD Jacky
283 DUCREUX Yannick	330 LELONG Emmanuel
284 LENNE Rodolphe	331 ALBERTAZZI Stephane
285 RICHARD KIECHEL Emmanuelle	332 GALLERAND Romuald
286 GARRIGUES Gilles	333 LEBLANC Cedric
287 DEVENEY Gilles	334 AUDIA David
288 GAUD Christian	335 BELLET Didier
289 PARISON David	336 DUPUY Pascal
290 REICHERT Philippe	337 BORRO-SANCHEZ Philippe
291 DEMATTE Eric	338 BATIGNE Patrick
292 GARDILLON Olivier	339 HERMES Catherine
293 VAUJOIS JEANNE DIT FOUQUE Laurence	340 DEVRESSE Philippe
294 PERION Frederic	341 BUISSET Laurent
295 DESFOURS Marcel	342 DECHERF Franck
296 SIRTOLI Sylvain	343 BOULET Jean Michel
297 WULLUS Jackie	344 CHEVALIER HARDEMAN Florence
298 COLLAS Michel	345 DALONGEVILLE Christophe
299 RIGANELLI Fabienne	346 ARDES Crepin
300 ELBAZ Thierry	347 REGERAT Philippe
301 CORBET CAVARELLI Nadia	348 NIEDDA Jean Baptiste
302 ANDJILI Ali	349 VALADE Patrick
303 PODOROJNIY Fabrice	350 BRUCHET Bruno
304 ADDA Remi	351 DUBOIS Jean Paul
305 TAILLARD Nadine	352 BRODIN Francois
306 BEILLEVAIRE Christophe	353 BONET Pierre
307 LESSAULT Jean-Philippe	354 BRULFERT Philippe
308 BLONDEAU Jean Marie	355 SALDANA Jean
309 MATHIEU Franck	356 BERNIER Michel
310 LAURET Guy	357 DIOUF Pierre
311 ALBERT Pascal	358 HAINAUT Laurent
312 OBRY Gilles	359 DETRAIT Stephane
313 PIQUE Didier	360 AMALBERTI Philippe
314 WATTEAU Murielle	361 SUCHY Denis
315 PARISOT Albin	362 HOCHART Didier
316 DURAND Fabrice	363 BONHOMME Eric
317 MARTINEAU Christian	364 RAY Jean Michel
318 GENOT Gerald	365 LAROCHE Francois
319 DOUTERLUINGNE Sylvain	366 OLECHA ROBERGE Dolores
320 BROCHE Eric	367 DELELIS Fabrice
321 FRANCOIS SAFFRE Isabelle	368 MOULART Herve

369 GORDIEN Thierry	416 MULLER Pierre
370 STAWSKI Jean Philippe	417 CAPLIEZ Georgy
371 BOUTONNE DA SILVA Brigitte	418 FOURNIER Christophe
372 MARTY Dominique	419 COLAU Olivier
373 GOSSEREZ Jean Christophe	420 BASDEVANT MARRON Sandrine
374 REYMBAUT BOULANGER Isabelle	421 CEDRETTO Jean Paul
375 PRUNIER Francois	422 CHATINET David
376 BOUTIN Rodolphe	423 GILMER Emmanuelle
377 MOTARD Andre	424 PUICHAFRAY Joan
378 TOROK Georges	425 NICOLAS Xavier
379 FONTAINE Olivier	426 LE ROUSSEAU Erwan
380 GOUBET Andre	427 ZERROUKI Stephane
381 STAPF Marc	428 MARIETTE Didier
382 MARIE LUCE Laurent	429 LEBOEUF Wilfrid
383 GARCIA Christian	430 ALMES HERDA Estelle
384 CHANTECLAIR Christine	431 BAUSTIER WEBER Muriel
385 DELHUMEAU Bruno	432 HOUEE Alexis
386 LEVESQUE Olivier	433 JOSEPH Nadine
387 LECOQ Sylvie	434 PETERS Frederic
388 FRITZ Carine	435 BOLE Cyrille
389 MARTIN Sandrine	436 NOTTE Frederic
390 MARIE-SAINTÉ Monique	437 LEROY Jerry
391 JOSEPH Eric	438 LETOURNEUR Marc
392 ABRIAL Eric	439 MICHAUD Christophe
393 RICHARD Luc	440 LAURENT Cyrille
394 DEMARQUE Alain	441 DALLA VECCHIA Alain
395 BONENFANT Fabrice	442 COURTIN Pascal
396 BONORON Bruno	443 SAUTRON Marie Aude
397 DELEFORTRIE Caroline	444 DELALANDE Christophe
398 COVES Stephane	445 ANTOINE Lionel
399 RIFF Vincent	446 FANION Laurent
400 JULLIEN Paula	447 LAHCEN Karim
401 NYBERG Jean Claude	448 DUVAL Laurence
402 BARRIERE Franck	449 ALDUC Jerome
403 BORDIER Aude	450 SOULIVONG Khamphong
404 BOULE Etienne	451 MINIER Tristan
405 ZETER Richard	452 CHAILLEUX Philippe
406 BILLEREY TOBA Florence	453 PIPERIS Pierre
407 CREMEAUX Ludovic	454 VERON Jerome
408 DERRIANO Laurent	455 CARPENTIER Frederic
409 JONNEAUX Loic	456 VANDERSNICKT Denis
410 RIGARD-CERISON Michel	457 ZERIFI Yamine
411 PAQUET Francois	458 MANCIER Yannick
412 LHOEST David	459 WODLI BACLET Sabine
413 BOURDIAU Valerie	460 KWIN PRISO MANDENGUE Victorine
414 VILLAIN Franck	461 MOREAU Valerie
415 BONNET Bruno	462 JOLY Fabien

463 GARNIER Patricia	494 VANMULLEM Nicolas
464 DUHAMEL Gilles	495 SUDRES David
465 VERLIAC Raynald	496 LAGABBE Steve
466 SENSI Eve	497 CRAVELLO Emmanuel
467 BERNARD Lidwine	498 POTREAU Lysiane
468 SIBERT Dimitri	499 BONNETI Jerome
469 MORISSE Stephane	500 KOLODZIEJCZAK Pascal
470 RICHARD Bruno	501 SCHERRER Damien
471 MALFAY Pierre-Hubert	502 MAS Patrick
472 GRINI Gilles	503 WYWROT Jérémie
473 MAYEUR Christophe	504 GOUEROU Patrick
474 JEAN Herve	505 ORTEGA LOPEZ Jean-Marc
475 LEBLANC Gregory	506 ITURRIA Stephane
476 PELLEGRINI Patrick	507 DALIBARD Jerome
477 CLABAULT Joel	508 NICOLAS Regis
478 DELANOE Francois	509 RENAUDET Laurent
479 ETILE Odile	510 GENCE Lionel
480 WIRTZ Jean-Luc	511 MARTINUZZI Manuel
481 FOISNEL SARGUET Catherine	512 MESSIN Gaetan
482 GRILL Michel	513 BACHELET Frédéric
483 SKRILEC Christine	514 COSIC Alexandra
484 FONT Stephane	515 BORDELAI Marika
485 VAAST LEDENT Sabine	516 BREBION Nicolas
486 MIET Rodolphe	517 HENAULT Xavier
487 QUITTELIER Delphine	518 DEVINE Philippe
488 VALLDENEU Stephane	519 MARTEL Gilbert
489 ESPUCHE Sebastien	520 RIFFARD VIGNE Nicole
490 SERVEAUX Frederic	521 DELHORS Gérard
491 LECHAT Yann	522 RAPIN Gilles
492 VACHEYROUX Arnaud	523 HOFMANN François
493 TACONNET XICOLA Marina	

LISTE COMPLÉMENTAIRE

524 CALLU David
525 MARQUET Sylvie
526 ORY Expedit

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la police nationale*

*Direction des ressources
et des compétences
de la police nationale*

Sous-direction de l'administration
des ressources humaines

Bureau des gradés
et gardiens de la paix

Arrêté du 24 mai 2013 relatif au tableau d'avancement au grade de brigadier-chef de police pour l'année 2013

NOR : INTC1311598A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble, la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, et notamment les articles 56, 58 et 59;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 modifié portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale;

Vu l'avis émis par la commission administrative paritaire nationale compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police nationale en sa séance du 10 avril 2013;

Sur la proposition du préfet, directeur général de la police nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

Le tableau d'avancement au grade de brigadier-chef de police pour l'année 2013 est arrêté conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2

Le préfet, directeur des ressources et des compétences de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site intranet de la direction des ressources et des compétences de la police nationale.

Fait le 24 mai 2013.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la police nationale,
C. BALAND

ANNEXE

LISTE UTILE

1 DUNAND Christian	44 MOREL HERY Marilyn
2 AUCLAIR Christian	45 PETIT SEBILLE Aurelia
3 DEBERQUE Alain	46 LEFEVRE Cyril
4 RIGHI Antoine	47 FERREIRA Mickael
5 PERSON Serge	48 TIMO MUTTON Fabienne
6 SOBRAQUES Michel	49 LACHASSAGNE Denis
7 PIERRET Freddy	50 BARRIERE Jean Noel
8 DAVINI François	51 WIMMENAUER BORNERT Céline
9 VIAL Patrick	52 PATALANO Christian
10 VIDAL Patrice	53 MICHELENA Franck
11 MORA Bruno	54 NOVAIS Antoine
12 BLAUM Cedric	55 BLIN Jean-Pierre
13 JEZEQUEL Bruno	56 LAPEIRA Marcel
14 VINCENT Jacky	57 FONTAINE Sylvie
15 MANIVIT JAMMES Mireille	58 CHECCACCI DUFOUR Aurelie
16 ROUAIX Didier	59 DUTROUILH Eric
17 MARTINEZ Raymond	60 ANGENAULT Franck
18 CILLUFFO Joseph	61 BROCHIER Cédric
19 ALLIEL Pierre	62 MALRAS Yann
20 PILOSOFF Carine	63 SCHIANTARELLI Christophe
21 RICARD Patrice	64 VERNON Laurent
22 PANEK Patrick	65 COMTE Nicolas
23 RAFLIN-GUERY Christian	66 TERRAMOTO Andre
24 OWCZARSKI HUCHET Céline	67 SCHMIDT Christel
25 CUZON Olivier	68 RICHARD Jean Philippe
26 LASTERE Olivier	69 HICHER Luc
27 FOSSEY Valerie	70 SEMAL Jean-Pierre
28 PETEILH Jean-Paul	71 ZOUGGARI Abdelaziz
29 HOERNER Richard	72 DARRAS Philippe
30 VERIN Mario	73 BERNARD Christian
31 HUSSON Michael	74 HALM Didier
32 LETHEZER Jean-Paul	75 BRACONNOT Jean Luc
33 MAILLARD Gregory	76 LEMOINE Gerard
34 GIMENEZ Laurent	77 DECROIX Didier
35 POUVREAU Christophe	78 DUBAIL Michel
36 PECHIODAT Alexandre	79 VERON Francis
37 BOVRISSE Cedric	80 MOUVEAUX MESTACH Pascale
38 BOUILLAUD Jean-Francois	81 COZ Raymond
39 LEPELIER FIZEL Sandra	82 LAMBERT Eric
40 ANDREU CASABIANCA Lisyane	83 AUROY Fabrice
41 CARRIERE Frederic	84 DAUTREY Eric
42 RUIZ Magali	85 GILLET MATHIS Isabelle
43 DEGRAS Manuel	86 MICHAUD BLANC Christelle

87	ARNAL Philippe	134	MARCELINE Michel
88	COLLADO Jose	135	MORA Pascal
89	SANCHEZ Raphael	136	DAZY Delphine
90	DAMOLINI Laetitia	137	MARTINEZ Stéphane
91	DEMARY Sylvain	138	PEREZ Eladio
92	CHOBET Lionel	139	SANDERS Christophe
93	GHILONI BEAUDOUIN Delphine	140	NIVEAU Arnaud
94	MAUTHES Jean Luc	141	ROLAND Jocelyn
95	LECOCQ Didier	142	HILARION Sebastien
96	BAR Alex	143	POISSON Benoit
97	FUMEY-BADOZ Philippe	144	DIEN Yann
98	LEQUEUTRE Roland	145	BONAMIE Yannick
99	GOMBERT Eric	146	APPOLINAIRE David
100	PRIEZ Antoine	147	HERNANDEZ Sébastien
101	TESTA LE BORGNE Karine	148	DAVY Jérôme
102	CORNUT CHAUVAT Celine	149	RONSAIN Olivier
103	BRILLANT BARDOT Catherine	150	PUESA Jean Claude
104	GENTER HARAKAT Valerie	151	CORBI Manuel
105	TOUMAZET Laurent	152	ROUYER Pascal
106	CESPEDES David	153	FOURE Patrick
107	PISICCHIO Giuseppe	154	DUPAIN Cedrick
108	BALZANO DE SEDE Valérie	155	BRAMOULLE Jean-Francois
109	LARRAN Christian	156	DUPONT Francis
110	GOETTELMMANN Denis	157	TISON Patrick
111	LUTIN Franck	158	DUSSAUSOIS Christian
112	PERY Eric	159	PAILLEUX Eric
113	VADON Bernard	160	VILDAER GODMENT Virginie
114	BAJEUX Sebastien	161	BEAUVAIS Alain
115	FIDOL Georges	162	RIVRON Romuald
116	LAMAIGNERE Paul	163	DESMEULLES JACOLOT Karine
117	LEONARD Stephane	164	BIDOU Philippe
118	HEUDE Thierry	165	PAIN François
119	VOYER Alain	166	PIVOT Pierre
120	GILARD Michel	167	BAILLEUL Maxime
121	LABENNE Philippe	168	BOISARD Arnaud
122	GAUDICHE Stephane	169	BERQUEZ William
123	DUPUIS Christophe	170	GAIGNARD Lilian
124	CLEMENT Franck	171	BOLLEY David
125	COZZO Bruno	172	SANCHEZ Rodolphe
126	REDON Herve	173	ROUX Fabrice
127	VEDAPODAGOM SIGISMEAU Maliga	174	HELPER Cedric
128	GAUTHIER Laurent	175	BAUDE Dany
129	FALCOZ-PORTHE Corinne	176	DELAVAQUERIE Magali
130	PLUMERI Francois	177	DOCQUOIS Samuel
131	CHARRAT Pascal	178	MAXANT Olivier
132	AGOSTINI Philippe	179	VIGLINO Eric
133	LE JEUNE Erick	180	CAMUS POULET Celine

181 LAZAR BERKANE KRACHAI Linda	228 CHARVIN Michel
182 CORDEAU Guillaume	229 GOUSSARD Jean Paul
183 BIGNON Alain	230 ALBY Mathieu
184 RUBERT Yoann	231 LALAUURIE Cedric
185 PASTEL DA COSTA Sarah	232 MESPLE Fabien
186 LABIDE Gregory	233 GUINEBAULT Nicolas
187 VINCOURT Philippe	234 HURON Sebastien
188 VISSEAUX Yannick	235 DEVAUX Anthony
189 THOELEN David	236 VIRGULIN Grégory
190 TOUAIMIA Salim	237 SEIGNEURET David
191 CHIRET Cedric	238 SCHERER Gael
192 SERODY Renaud	239 DELOME Frederic
193 PENISSON Richard	240 BERNARDINI Cedric
194 DELECLUSE Fabrice	241 LAVAL Bertrand
195 WEISS Gerald	242 CATANANTE Christophe
196 GOYEZ Alexis	243 SANCHEZ Patrice
197 NIKONOFF Nicolas	244 MICHALET Lionel
198 HENRION Eric	245 PARIS Sébastien
199 GOUYGOU Steve	246 RACCA Nicolas
200 LESCHOT LAMBERT Evelyne	247 LARDIERE Anthony
201 LOPEZ Frédéric	248 LAMONTAGNE Sébastien
202 GASPAR-VILLANUEVA Mathias	249 COSTE Cyril
203 NALIN Laurence	250 BERENGER Cedric
204 STARCK Jerome	251 MAETZ Cyril
205 BLANGY Rodolphe	252 BELLON Christophe
206 ROUSSEL David	253 PINCEMIN Guillaume
207 LENHARD Angélique	254 PECQUEUX Jean-Luc
208 FERAL PERRET Jocelyne	255 ESNAULT Damien
209 FRIES Emmanuel	256 ARNAUD Alexandre
210 RAMAUGE Laurent	257 JACQUEMART VILAIN Sandrine
211 ZIMMERMANN Jerome	258 CROGIEZ Mathias
212 RIEU Laurent	259 LEURANGUER KEBLE Gaelle
213 GENTILHOMME Stephane	260 SOUILLARD Cyril
214 BALZER Jean Michel	261 FORTIN Cédric
215 PONZEVEA Eric	262 DABERT Christèle
216 SCORDIA Thierry	263 MISAT Fabien
217 SCHEUBLE Aime	264 COMPERE Sebastien
218 SANROMA Valerie	265 SONNET Gaetan
219 LUCAS Marc	266 MAROC Laurent
220 GRUDA Philippe	267 BEDORROU Olivier
221 PEYRET Christophe	268 PICOT Sebastien
222 YSEBAERT Christelle	269 MASSABO Sebastien
223 MARTINEZ Jose	270 FROMENTAL Patrice
224 LEVY Beatrice	271 DRONEAU Olivier
225 PAPPALARDO Gregory	272 COING LOUIS Clotilde
226 BALSON Emmanuel	273 BARATTA Samuel
227 POMPA Francois	274 WATTIER Jean Claude

275	BRAVO Cyrille	322	CABROL Daniel
276	KRAIF Deve	323	MONIN Stephan
277	JOUGLAS Antony	324	TANGHE Steve
278	GREZES Fabrice	325	DO ROSARIO Emmanuel
279	NAVAL Sébastien	326	CZAPLICKI Norbert
280	PEGOUD Nicolas	327	LAGNIER Pascal
281	TREMEL GANFOUD Coralie	328	VIAL Edith
282	PERARD Laurent	329	CHER Michel
283	LAMONTAGNE Karine	330	SALAUN Jean-Paul
284	GONIN Frédéric	331	FILIPPI Pierre
285	GOROMOEDO Franck	332	MIR Gabriel
286	DEBEAUMONT Jérôme	333	LEMAIRE Alain
287	RODRIGUES Francis	334	CHANDY Herve
288	DETALMINIL Antoine	335	DEWOLF Christophe
289	COSTA Jean-Francois	336	LETIEN David
290	GRILLI Severine	337	PREVOT Cyrille
291	FERNANDEZ Stephane	338	HUCHIN Dany
292	MEHL Stéphanie	339	DYKAS Bertrand
293	SELOSSE Sebastien	340	KRANTZ BOURGEAUD Anne Cecile
294	REGNAULT Erwann	341	PETIT Denis
295	LOGEARD Samuel	342	LAUGIER Franck
296	MARION Ronald	343	ROUX Didier
297	JEAN Corinne	344	COHEN BRUYENNE Ophélie
298	SERRANO Ange	345	GAMIETTE Cyrille
299	GUMUCHIAN Eric	346	WOHMANN Olivier
300	BERTHAULT Franck	347	THOMAS Daniel
301	GAVOILLE Manuel	348	DEPOORTER Olivier
302	PEULMEULE Emilie	349	DELEMAZURE Eric
303	JARDIN Frederic	350	GUFFROY Vianney
304	MALGHEM Stephane	351	MAJOREL Sylvain
305	DEBOSSCHERE Mickael	352	MONAI Ronan
306	JEZIORSKI Christophe	353	CHALOPIN Julien
307	PIAT Gael	354	THIEBAULT Alexandre
308	LHUIILLIER Steve	355	OLIVIER Arnaud
309	POYAUULT Pascal	356	MANCINI Marc
310	BONET Guillaume	357	POLLET Christophe
311	ROSOLEN Ludovic	358	BRODA Franck
312	ROYER Christophe	359	HARDY Christophe
313	ROMANATO Veronique	360	BRUYERES Nathalie
314	CREACH Ludovic	361	CAPRON Thierry
315	REYMOND Thierry	362	BRUAT DIMANCHE Nathalie
316	COMBRISSEON Damien	363	ALBANELL Damien
317	JAVILLIEY Frederic	364	PITTOIS Florian
318	VISSAULT Cedric	365	BEAUDOIN Ludovic
319	GUINET Médéric	366	FRANCESCHI David
320	ROSZAK Valérie	367	OLIVER Jean Francois
321	CHARLES Sebastien	368	DEVILLERS Sebastien

369	BRABANT Guillaume	416	REGEL Vincent
370	TRIFFAUT David	417	ZYMEK Sébastien
371	LERICHE Franck	418	BERNARD Yann
372	GUY Jean-Yves	419	VOISIN David
373	PENNEL Loic	420	MARIVAIN Jean-Louis
374	CORTES François	421	ADDAL Saber
375	ANDRE Philippe	422	MANHES Stéphane
376	DOUGY Laurent	423	MORFAUX Renaud
377	KERLOC'H Denis	424	DELHORBE Katia
378	JACOB Sigrid	425	LLORET Jean-Louis
379	JOUGLAS Karine	426	BERNASINSKI LARGILLET Manuella
380	CHARRAS DARONNE Frederique	427	CHATELAIN Jean Francois
381	SAUDIN Yannick	428	MULLER Pascal
382	URVOIS Guillaume	429	CHABOT Florent
383	DANET Antoine	430	WION Laurence
384	VENTURI Aline	431	CREPEAUX Philippe
385	COURTOIS Gregory	432	NERRIERE COURTOIS Lydie
386	FONTAINE Denis	433	MAILLARD Georges
387	BELLOT Jean-Francois	434	COPIN DAMIANI Marie-Line
388	TESSON Severine	435	ATHANASSIADIS Basilis
389	PARESYS Francois	436	JOSSE Anne Charlotte
390	SCACHE Jean Jacques	437	MOULIN Stephane
391	POISSON Yves	438	GUERLAIN Marie
392	BISSON Frederic	439	BOHIN Paul
393	RENAULT Philippe	440	PALABOST Eric
394	VIOLLAZ Nelly	441	WERNER Michel
395	TIBERE-INGLESSE Alexandre	442	LINTZ Nadege
396	HENIN Norbert	443	BONNET Jean Louis
397	VANHERREWEGHE Fabien	444	MORETTO FIDRY Stéphanie
398	MANEVEAU Didier	445	CASSIER ANCEL Fanny
399	LEDEZ Frederic	446	STEENKISTE Christelle
400	BOUE Mathieu	447	LAFFORGUE Laurent
401	LEPICIER Emmanuel	448	BERTHIN Denis Pierre Valery
402	DULAC Jerome	449	PAGEAU Rodolphe
403	JULLIEN Stéphane	450	BONNOT Christophe
404	HERANVAL Benoit	451	DUREUX Laurent
405	VARANDAS TAVARES Carlos	452	HERPAIN Fabrice
406	SMUTEK Pascal	453	BODIA David
407	MARCHAL Frederic	454	HILLAIRES Franck
408	CHAMPEYROL Stephane	455	MIQUEL Stephanie
409	IDALGO Christelle	456	MESSAL Hacene
410	DIAZ Harold	457	CAILLE Anthony
411	STUDER Emmanuel	458	HOARAU Germain
412	DELAUNE Emmanuel	459	NGUYEN VAN HOAN Didier
413	HANQUIER Sebastien	460	BERRETTA Jean
414	DA SOUZA Vincent	461	MUSELLI Michael
415	HURSON Alexandre	462	DUBOS Romain

463	LUGEZ Franck	510	HENAUT Christophe
464	LE DOUR Gaelle	511	ODONNAT Laurent
465	VAN DEN ABEELE Jerome	512	LOY Xavier
466	LEGIOT Sandra	513	BEAUSOLEIL Charles
467	VALENTINI Olivier	514	PIERRE Gregory
468	BENCHEBANA Dominique	515	LE PUT Christophe
469	BILLEAUX Pierre	516	DA COSTA Christophe
470	BOISSARD Philippe	517	GRINCOURT Tony
471	MARCHAND Jerome	518	ARNOULD Enrique
472	GOMEZ Raphaël	519	VIETTI Patrice
473	MEERSSEMAN Stéphane	520	TOURLAN Eddy
474	SAMYN Elsa	521	GERARD Frederic
475	GENDRE Jean-Pierre	522	BOISUMEAU Philippe
476	MOKADEM Nadia	523	BARITAUD Alexandre
477	CHAMINADE Herve	524	ANTOINE Emmanuel
478	PICHON Jerome	525	CLARETO Benoit
479	ROBERT Olivier	526	FERNANDEZ Jose Antoine
480	RODRIGUES Alexandre	527	DUBAIL Emmanuel
481	CIUCCI Philippe	528	MOREL Thierry
482	BEAUVIRONNOIS Alexander	529	BOUSSAUD Régis
483	POUTEAU David	530	DESPOUY Yann
484	PEGORER Karine	531	KERGOSIEN Patrice
485	STENGER Estelle	532	GODARD Gael
486	BONNOT Sebastien	533	BEAUPERIN David
487	TORRESE Cyril	534	KOZLOWSKI Christelle
488	LATHIERE Stephane	535	PONSIN David
489	BOURDON Arnaud	536	GUILLOIT Sylvain
490	TEXIER Renan	537	BEAU Stephane
491	CAILLONNEAU Nicolas	538	PERESSE ANSELIN Patricia
492	CHAPY Kevin	539	MUNSCH Arnaud
493	HAMIDI Alexis	540	COTE Patrick
494	MERY Jerome	541	PAULMIN Isabelle
495	NASCIMENTO Jean-Paul	542	BEAUPERIN Yann
496	DUBOIS Fabien	543	DE LIMA BRAZ Olga
497	MASTO Adeline	544	DERAMBURE Pierre Alain
498	DAHCHOUR Adil	545	COSQUER Olivier
499	CHEREAU Karl	546	LANGEVIN Arnaud
500	NASSOY Sébastien	547	BELOTTE Valerie
501	VENARD Philippe	548	PONTARLIER Ralph
502	LENOIR Stephane	549	JANOUEIX Geoffroy
503	BERGOUIGNOUX Julien	550	MANCEAU Michael
504	GABRIEL LENOIR Estelle	551	MARTINEZ Daniel
505	FOURMAUX Jany	552	PEQUIGNOT David
506	SAINTON Celine	553	SIMME Jerome
507	PETIT Christian	554	LACAILLE Patrick
508	YOUYOUTTE Richard	555	FOURRIER Jerome
509	MOULIS Alexandre	556	ANDRE Hervé

557	MARCHOIS David	604	EL OUARDI Nadia
558	BLOCH Cedric	605	COUDASSOT BERDUCOU Thierry
559	MOULIN Olivier	606	CIAN-GRANGE Emeric
560	LEGRIX Olivier	607	UNDERHILL Andrew
561	RAZET Jerome	608	TECHER Florent
562	CHARLOT Raphael	609	TECHER Jerome
563	DHOURY Sylvain	610	LOUIS Antonny
564	LAMAND Philippe	611	BERTI Roland
565	LE VINCENT David	612	BLANCHARD Severine
566	GAULT Fabrice	613	CASTILLO Guillaume
567	GERBAULT Fabrice	614	DELANNOY Denis
568	BOISSIN Olivier	615	ROBIC Gaetan
569	GEHRES Eric	616	JACQUES Christophe
570	REITEMEYER Eric	617	GOURDON Sandrine
571	AVENEL Bruno	618	EL ABBASSI Fatiha
572	PROD HOMME Sebastien	619	MORIN Cora
573	LOYEZ VIERSTRAETE Sylvie	620	FORTIER Matthieu
574	LUTON Catherine	621	JAMS Roger
575	CERVELLE Nicolas	622	MESNAGE Sylviane
576	BIGAND Franck	623	GOBOURG Benoit
577	RIQUET Willy	624	EVEZARD Stéphane
578	LIEGEOIS Philippe	625	JORDAO MARQUES Dominique
579	MARTINEZ Thibault	626	CANIL Jean-Marie
580	ROUTENS Noemi	627	HEBERT Vincent
581	BASTIAS Karinne	628	LAPORTE Benoit
582	QUELIN Nadine	629	MANZELLA Sebastien
583	LEYMARIE Davy	630	BAUDINAUD Rudy
584	MERGNAC Emmanuel	631	DESHAYES Stephane
585	BERGER Christophe	632	BRETON Teddy
586	GUILLO Gwénaél	633	KHEROUA Fouad
587	JACQUET DINIC Dorothée	634	ALFRE Christian
588	MAIRESSE Guillaume	635	TASSEL Gregory
589	PONS Jérôme	636	CAROSIO Jean Francois
590	JACOB Benoit	637	CALLENS Fabien
591	CHAPON Arnaud	638	PONNIER Alexandre
592	PASCAL Frederic	639	LUYAT Nicolas
593	LOCATELLI Pierre	640	BIRHUS Manuella
594	VIVIER Fabienne	641	FABIEN PHINERA-HORTH Linda
595	DELATTRE Jean Louis	642	ORIN Ludovic
596	CHARTIER Christophe	643	FAURE Sebastien
597	KELLER Manuel	644	HELSTROFFER Michaël
598	GODEY LAFFONT Carolle	645	PAGANI Emilien
599	EDINE Carole	646	FENAUUX Olivier
600	BOUCHEHITT Nabil	647	DEMEYER Virginie
601	BENARD Lionel	648	LEBON Jean Marc
602	EYMANN BOISSIN Sophie	649	DREUX Sebastien
603	BERDOU-PROBST Annie	650	BONVOISIN Loic

651	GUETLIN Vincent	698	PORCHER GUINET Fabien
652	HAMMAMI Adel	699	GAUTIER Jerome
653	CORDIER Alexandre	700	FOURNIER Muriel
654	LIRUS Marie France	701	NOEL Sylvain
655	REBILLE MARTINEZ Sandrine	702	LE NECH Philippe
656	HOUSSIN Claudine	703	AUBINEAU Christophe
657	WISNIEWSKI LEROY Christelle	704	RICHARD Edouard
658	CAUSSE DUBOQUET Christelle	705	CARAU David
659	FRANEL Benoit	706	RINGOT Jerome
660	BOULAY Nicolas	707	GAUTHIER Isabelle
661	VIDER Stefan	708	ALLICE Maryline
662	LE DISCOT TASSEV Maryline	709	TARQUINI Sebastien
663	POITOU Cyril	710	BUDZICH QUENON Catherine
664	GUILLAUME Eric	711	AYADI Abdelaziz
665	CARIL Clarisse	712	SAUVAGE Gregory
666	BENOIN Nicolas	713	GAUTHERIE Sebastien
667	NICOLAI POIRSON Christelle	714	LAUDE Stephane
668	DOUALLE David	715	WATELET Stephane
669	BENEYTO Serge	716	PINTO DA SILVA Alexandre
670	KCHIKECH Ahmed	717	BERNE Sebastien
671	LEPERE Christophe	718	COLLIER Fabien
672	CHARBONNEAU Christelle	719	LEFEBVRE Joel
673	CABROL Gerald	720	LEMERT Nicolas
674	HEDDADJ Christophe	721	HOAREAU Frederic
675	LEGER Mathias	722	ROCHE Alexandre
676	SKIBNIEWSKI Caroline	723	JOLY Jean Christophe
677	OREL Olivier	724	BRONSARD Brice
678	AUBIN Gregory	725	RAUX Christine
679	GRUDE David	726	D'ORAZIO Bruno
680	SAAD BOUZID Jackie	727	CERICOLA Giuseppe
681	DE MEYER Sebastien	728	CASTAING Didier
682	SERGEANT Sebastien	729	PASCAREL Fabrice
683	DUBOIS Sebastien	730	KERLOC H LEMOT Laure
684	BOULAND Sandrine	731	LE GOFF Laurence
685	HOAREAU Damien	732	ESTRADE Eric
686	TENENBAUM Reouven	733	LAJOIE Angelique
687	LATOURETTE Christophe	734	POIRET Jerome
688	HARMANT Lionel	735	FERNANDEZ Christophe
689	TASSEL Vincent	736	CHERY Samson
690	DESPAUX Virginie	737	HAUCHECORNE Jerome
691	GILIBERT Marc	738	LECOLAS Peggy
692	BOUJAMAA Jamal	739	COMPAGNON BOCCHECIAMPE Corinne
693	FELDER Emmanuel	740	FOREST Frederic
694	PASCUAL Gerald	741	DUHAZARD Bertrand
695	CHARLEMAGNE David	742	DAUTEL Jérôme
696	DANIEL Yann	743	LAQUIEZE Olivier
697	VARNIER Franck	744	NAZE David

745	BOURCHENIN Herve	780	LEFEBVRE Laurent
746	SEGUY Christophe	781	WAYMEL Vincent
747	GHOMARI Ahmed	782	THYS Carole
748	HETUIN MILESI Virginie	783	RABAL Philippe
749	PICANO Frederic	784	HERAN David
750	GAROTTE GROLLEAU Audrey	785	CLAVERIE Fabrice
751	DANET Yoann	786	LEO Teddy
752	POTIER Frederic	787	BURY POYER Magali
753	POINSTEAU Christine	788	LEROY Joseph
754	BOURGOIN Eloi-David	789	GALLO Kevin
755	PRIETO Gerard	790	ONTENIENTE Philippe
756	LABARBE Jean Luc	791	POQUET Stephane
757	BOSCART MORISSEAU Christelle	792	SANCHEZ Fabrice
758	TONA Carmelo	793	LEDUC Arnaud
759	BODART Pierre	794	POLLET Gael
760	MACRON Pascal	795	HUET Anthony
761	MESSUWE MANDON Karine	796	COSTA Jean-Jacques
762	BAEYENS BERNARD Christine	797	BERNARD Bruno
763	PRUDHON Marc	798	SIROUNIAN Stephane
764	DURANT David	799	VIENNE Bruno
765	FRELAUT Eric	800	LARIVE Franck
766	AZAIS Jean Francois	801	MIEZE Dominique
767	QUESNEL Fabien	802	LEROY Franck
768	QUINTON Robert	803	GIBERT Marc
769	BENESY Jerome	804	LANGELLIER Jean-Michel
770	MARTZ Virginie	805	ADAMOWSKI Edouard
771	PEREIRA RIBEIRO Jean-Pierre	806	DEVILLEBICHOT Didier
772	BOUVART Denis	807	PEZIER BOUVRY Dominique
773	AGMIR Mustapha	808	PETRACCONI Gilles
774	ARDEVEN Yannick	809	QUIRICI Patrick
775	BEAU Guillaume	810	DRAGACCI Jean
776	BANSE Christophe	811	HUBERT Maurice
777	GARDERE Jean-Marc	812	ANCE Raphael
778	BARON Jerome	813	CARON Philippe
779	LACRAMPE Jean Philippe	814	MILIANI Marc

LISTE COMPLÉMENTAIRE

815	VIVET Sabrina	818	DAMIENS Fabrice
816	BENOIT Jean-Luc	819	BIRCKLE Laurence
817	BLAISE Thierry		

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

—
*Direction générale
de la police nationale*

—
*Direction des ressources
et des compétences
de la police nationale*

—
Sous-direction de l'administration
des ressources humaines

—
Bureau des gradés
et gardiens de la paix

**Arrêté du 24 mai 2013 relatif au tableau d'avancement
au grade de brigadier de police pour l'année 2013**

NOR : *INTC1311599A*

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble, la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État et notamment les articles 56, 58 et 59;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 modifié portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale;

Vu l'avis émis par la commission administrative paritaire nationale compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police nationale en sa séance du 10 avril 2013;

Sur la proposition du préfet, directeur général de la police nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

Le tableau d'avancement au grade de brigadier de police pour l'année 2013 est arrêté conformément à l'annexe ci-jointe.

Article 2

Le préfet, directeur des ressources et des compétences de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site intranet de la direction des ressources et des compétences de la police nationale.

Fait le 24 mai 2013.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général
de la police nationale,*
C. BALAND

ANNEXE

LISTE UTILE

1 FABRIGUES Marc	44 LEON Sarah
2 MERAIHI Chakib	45 THOMAS David
3 POLLET Hervé	46 VETRO LE GUILLOUX Gabrielle
4 BALESTRE Patrice	47 GARCIA Francisco
5 BONVICINI Eric	48 SPANAGLE Benoit
6 CAROSSO Thierry	49 FAURE Vincent
7 RICCOBONO Henri	50 MINGAM Sylvain
8 CONIO-DAMAISS Serge	51 PELTRIAUX Grégory
9 FOURNIER Richard	52 PERRIN Sebastien
10 CHILLAUD Bruno	53 GERENTON Steve
11 PARIGI Jean Marc	54 BEROUD SPINOSI Jean Philippe
12 DEROUBAIX Eric	55 BOURAI Abderahman
13 MONTAGNE Thierry	56 MASSARO Jean-Philippe
14 BEVILACQUA Laurent	57 BEUNARDEAU Franck
15 RICHARD Thierry	58 DEMOULIN Vincent
16 LAMOURET Yann	59 ZORAYAN Christophe
17 COUTON Eric	60 HERVE Gilles
18 MORICONI Jean-Charles	61 CRAPOULET Patrick
19 AUVINET Guillaume	62 FOURNIER Laurent
20 LANGE Baptiste	63 THIRY Julien
21 NOUVEAU Sebastien	64 BERTHO Cyrille
22 DEPETASSE Gregory	65 BUANEC Olivier
23 LAGEISTE Freddy	66 METZINGER Christophe
24 COMBET Judith	67 FOURDRINOIS Ludovic
25 CHAPEAU Adeline	68 BAR Alexandre
26 MIRANDE Johan	69 CERESOLE Sylvestre
27 OIZEL Samuel	70 COURSON Ludovic
28 BERTRAND Julie	71 MARTIN Sebastien
29 FIEROBE Nathalie	72 DUBUS Vincent
30 LECOQ Ingrid	73 EDOM Manuel
31 GARY Laurent	74 LAMBERT Cyril
32 BERTELOOT Arnaud	75 PAYET Olivier
33 BATARDIERE Manuel	76 VADELLA Jean Louis
34 FOULQUIER Emilie	77 HOUZELLE Laurent
35 CONTROLE BERMOND-GONNET Yvonne	78 HERPOUX Yann
36 RAPEZ Stephane	79 FERRANDES Cyril
37 MOYSON Ludovic	80 LETARD Ludovic
38 HARDY Nicolas	81 SIONNEAU-JAFFRE Laetitia
39 DROWA-UJICAS Carine	82 BOZONET Aurelien
40 BORDIER Johnny	83 CANTEL Maxime
41 HOUREZ Mikael	84 LABRUYERE Benoit
42 GERARD Michael	85 DINH Fabian
43 BROCHET Sonia	86 ARNAUD PETIT Roxane

87 LAHURE Sylvain	134 EVEN Jean-Pierre
88 FRELAUX Stive	135 BERCAITS André
89 HINARD Nicolas	136 BUIGUES Robert
90 BARBIER DE REULLE - CHABOT Méline	137 AGUILAR Xavier
91 POUTRELLE David	138 FAURE Patrick
92 ITOUFOUC-IMANA MICHEL Sarah	139 MARON Dominique
93 LE BESQUE Christopher	140 TEPLIK Daniel
94 OUDJIAL LAMZOURI Siham	141 ARRINDELL Alex
95 BERAUD Frederic	142 VALLES Thierry
96 DIDOUHE Abdelkrim	143 PETITEVILLE Christian
97 DELATTRE Eric	144 GEOFFRAY Philippe
98 LONCHAMP Christophe	145 FAVRY Jean-Luc
99 CORDEIRO Jean Marc	146 CHIES Thierry
100 ESSAME Jean Charles	147 BARBOUX Jean-Marie
101 BRAZ Lino	148 CHARON Philippe
102 DOMPS David	149 PONSTON Pascal
103 TOUILLON Jean-Yves	150 DELMULLE Jean-Michel
104 PIEDAGNEL Fabien	151 MARIE LOUISE Claude
105 CASTES Cedric	152 VASSEUR Gilles
106 CARENE Daniel	153 RENAUDAT Marc
107 CUCULIERE Pierre	154 BAUBANT COL Guy Alberte
108 BEVALOT Jean-Claude	155 PERLES Louis
109 COUDOUX Pascal	156 BERNARDINI Pierre- Ange
110 KONIECZNY Andre	157 NOIRAT Didier
111 NOTEBAERT Jacques	158 MASSON Guy
112 MINOUS Christian	159 CHEMIN Pol
113 DRON Eric	160 PUVION Fabrice
114 MATTHIEU Rudy	161 FOLLENFANT Jean Louis
115 PIERONI Pierre-Louis	162 SEGUY Serge
116 CHEVALIER Alain	163 MARMOL Jean-Claude
117 BOURLON Gervais	164 DECLERCK Franck
118 RECOLET Pierre-Marie	165 ALGARRA Michel
119 GASSMANN Alain	166 SALLES Daniel
120 LEROUVILLOIS Jean-Louis	167 CALAPPI Michel
121 BIERNACZYK Daniel	168 BOITARD Bruno
122 DEMAZEAU Remy	169 ROBERT Jean - Luc
123 MIGNON Régis	170 THOMASSON Alain
124 DUPONT Michel	171 ARNOUX Jean-Pierre
125 FRANCOMME Daniel	172 HUGON Patrick
126 MARRE Pierre	173 WEJIEME Félix
127 BOUSSINGAULT Eliane	174 HONDA Jean-Jacques
128 VERGNES Michel	175 DEPAUW Philippe
129 SAMOY Hugues	176 LABORDE Marc
130 LEPORI Daniel	177 MASSIN Franck
131 PORAS Dominique	178 GORON Christophe
132 CHALLOUX François	179 LEFEBVRE Thierry
133 ABBE Jean-Luc	180 HALIFA Darday

181	ROMANACH Ludovic	228	MESTRE BIRY Magalie
182	CERTAL Rosa	229	FABRE Alexis
183	POSE Reynaud	230	DARIETTO Francois
184	MULLER Florence	231	MIRALLES Laurent
185	SUDRE Jean-Christophe	232	AMAR Nabil
186	DEY BEGUE Christelle	233	SAVIN Anthony
187	KERINEC Nathalie	234	AOUCI Jean Paul
188	NGUYEN Fabien	235	WITT Sebastien
189	BASTIEN Williams	236	ANGOT Valerianne
190	POTTIER Bruno	237	DELBOS Cécile
191	PELE Olivier	238	BIELLE Laurent
192	PLAZA Julien	239	GUILLON Nicolas
193	LEMOINE Fabien	240	ESTEVESS Jessy
194	LABAUVE Alexandra	241	GONCALVES Angela
195	JOUBLE ROSE Isabelle	242	FOURNIER Vanessa
196	HEBERT Cecile	243	AYARI ZEROUT Nadia
197	MONTANARI Peggy	244	HENRION Jérémy
198	GUYENET Thomas	245	JAGER Jean Louis
199	CARTON Arnaud	246	ROSELLINI David
200	BERTELOOT GUERNON Nathalie	247	ANGELINI Renaud
201	PHOJO Dominique	248	RIVOLTA Frederic
202	PAVY Sebastien	249	CREPELLE Christelle
203	GERMAIN Bruno	250	KHATCHADOURIAN Linda
204	FRAQUELLI Mickael	251	BREMOND Matthieu
205	PICAMAL BERTILLE Sandrine	252	CONCA Didier
206	VUILLEMOT Manuella	253	BOUFFETY Laurent
207	FERRAND BADER Caroline	254	BOUMEDIENNE Daouia
208	TEXIER Gaylord	255	THOMAS Valerie
209	LECOCQ Emmanuel	256	LABAT NOCQUET Guylene
210	HENNEBIQUE Marie	257	IZARD Stephane
211	ADAM Regis	258	SAADA AMIRI Lynda
212	VUKADIN Stephane	259	AZAM Frédéric
213	BRIN Sabrina	260	TORRELLI Eric
214	DEVAUX Emilie	261	PRONNIER Patrice
215	BAUDEQUIN Stéphane	262	AGNELLO Isabelle
216	HECTOR Cedric	263	CHAHIDI-PANDOLFI Ala-Eddine
217	QUILLET Pierre	264	VINSON Cedric
218	DESARNAUD LABATUT Mathias	265	HUSSER Frank
219	ZARRAGOZA Peggy	266	PIENNE Yannick
220	DUAULT Thierry	267	BLANC Stephane
221	BERCOT Cyril	268	MEKKI Yahia
222	VINCENT Karine	269	AMMAR Mohamed
223	FUMAT Nathalie	270	FHAL Rene
224	LEBOUC Franck	271	MIQUEL RINGENBACH Marjorie
225	MANZON Katia	272	CONTRERAS Laurent
226	FOURMENTEZ Othilie	273	AISSAOUI Djillali
227	EL HARKANI Ilham	274	SPITAEELS Alexandra

275 COLIN Antoine	322 LOCQUET DELPAGE Lucie
276 OGER Jennifer	323 IVARS Aurelie
277 DUCHATEL SKOTTUBA STEPAN Sarah	324 PIETTE Aurélie
278 APPARICIO Sandrine	325 LAURENT Vincent
279 BOISHARDY Antony	326 PIERRE Stiven
280 GROSSIAT Stefan	327 TROY Jeremy
281 MARTY Laetizia	328 BASILIEN Helene
282 DELARUE Aurore	329 CARREZ Laurent
283 BILARD Steven	330 FAURE Muriel
284 BARROIS Emilie	331 BAERT Guillaume
285 GIACOMELLI Michael	332 BOUNIOL Laura
286 SANCHEZ Laurent	333 BOISSEL Loic
287 VALANGEON Katy	334 BARBAY LEROY Virginie
288 CAPELLE Emilie	335 SARTON Cyrille
289 IRIGARAY Sophie	336 LEFEBVRE Alban
290 BRAYET Dominique	337 MERCIER Clement
291 PEVERGNE Pierre-Yves	338 GONCALVES Daniel
292 DRAIS Arnaud	339 LEPHAY Jean-Yves
293 THOREL CIQUIE Louise	340 DOSJOUB Robin
294 CLauteaux Aurélie	341 ROUDAUT Philippe
295 CHARPENTIER Sandra	342 GRAVEGEAL Bruno
296 CHIGAR Julie	343 FOURCROY Michel
297 LEFRANC Matthias	344 SIMON Julien
298 DESABRES Mallory	345 TIRVERT Jeremie
299 MARIETTE Patrice	346 CHAMBRAUD Thomas
300 MENDES Sergio	347 RIBAN Philippe
301 DAGNELIES Cyrille	348 NOVELLI Albert
302 ESPOSITO Frank	349 ROBIN Philippe
303 RENAULT Anthony	350 SCHLAUDER Sylvain
304 DUBUC Yohann	351 SERRANO DEPALLE Anne
305 MALAVAL Sylvain	352 FISCHER Alain
306 LE ROUX Ludovic	353 DE ALMEIDA Abel
307 ARAGO Sébastien	354 GEAY Stephane
308 ESSELY TOURAILLE Emmanuelle	355 MOURICHOX Gilles
309 CHAPIN Arnaud	356 JACQUES Christophe
310 SURVILLE-PERAFIDE Teddy	357 POIDEVIN Olivier
311 WITTER Sabrina	358 MARTINEZ Fabrice
312 COUVRAND Guillaume	359 COURBET Christophe
313 COUTEAU Sophie	360 TILMATINE Laurent
314 KREBS Nicolas	361 GADDE Stephanie
315 FERNANDEZ Cedric	362 MURAT Carine
316 HANOTTE Melanie	363 LEON MERINO Franck
317 MARILLIER Emilie	364 BOUXOM Lionel
318 DILLENSEGER Arnaud	365 LAUVAU DRAPICH Veronique
319 DARTOIS Philippe	366 MEIER Philippe
320 MARLIERE Nicolas	367 TRICHET Arnaud
321 CEREIJO Mickaël	368 VANNIEUWENHUYSE Nicolas

369 BIVER Valerie	416 BONNET Julien
370 REGEASSE Jean-Paul	417 OURAGHI Samir
371 ZINK Jeremie	418 GRENIER Michael
372 LEVIS Philippe	419 BOUTELLIER Lawrens
373 LEGER Franck	420 BULIN RASCAGNERES Prudence
374 HUART Emmanuel	421 LALLEMENT Benoît
375 KADDOURI Mohamed	422 CUNHA David
376 GOUIN Florent	423 DUPECHEZ Arkel
377 DE GORSSE Patricia	424 BRAZIER Guillaume
378 BENNABI Nouredine	425 FRIDERICH Ewen
379 LAMALLE Stephane	426 ELIAZORD Cindy
380 VERILHAC Celine	427 RODRIGUEZ Berto
381 LIVROZET Stephane	428 MEYER Tommy
382 BERNHARD Sandy	429 BROMBLET Julien
383 LACOTTE Laurent	430 LENEL Bertrand
384 GIANNINI Rene	431 LUX JOSEPH Béatrice
385 MARIE SAINTE Frederic	432 PREVOST REGOURD Florence
386 CATINCHI Cedric	433 MACHARD Stephane
387 BORREILL Frederic	434 CARDOT Virginie
388 POIGNET IBERRAKENE Sophie	435 MORLES Gerard
389 JOUANNEAU-COURVILLE Aurelien	436 LECOINDRE Céline
390 LIGDAMIS Jérôme	437 DESPREZ Brice
391 MARCOVICI Virginie	438 SCHAPMAN DEVILLERS Sophie
392 AUTEAU Emmanuel	439 LANTZ Stephane
393 THEZE Mickael	440 DUPLOUICH Vanessa
394 DEMARET Loic	441 PROMENEUR Lyndsay
395 HAYT Jonathan	442 GAUDRIN Guillaume
396 SEHER Fabrice	443 JEAN Emmanuel
397 MEINL ROUX Audrey	444 ACHOUR Saliha
398 CHARLEMAGNE Ludovic	445 DI-BIASE Jerome
399 BOYER Yoel	446 BRIL Mikael
400 SIMON Magali	447 LABESSE Linda
401 CORLIN DELAY BESSON Stéphanie	448 GIROD Pierre-Jean
402 LE FOL Sylvain	449 CANIONI Yannick
403 GOVIN Jimmy	450 BHIHI Nordine
404 BAULU Guilaine	451 JAMMES Aurelie
405 BOYADJIAN Marie	452 LEPERE-JOUFFROY Isabelle
406 BOURGOUIN Xavier	453 TREBOSC Nicolas
407 CORRE Jean Bernard	454 ZAMBITO Jonathan
408 DEBAETS David	455 BRANCHEREAU Sabrina
409 DOUET Alexander	456 MONTET MOUGENOT Sabrina
410 BARBAY Frederic	457 YAHIAOUI MEZRAG Sabrina
411 VERCOUTRE Francois	458 MERY Angelique
412 SAVY Francois	459 MUSSO Olivier
413 MICHINEAU Alexandre	460 BELLON Paul
414 HAVARD Julien	461 LECOMTE Estelle
415 CORTEZON Séverine	462 MAUFFROY Patrick

463	O NEILL Philippe	510	NAVARRÉ Coralie
464	DUCHAUFFOUR David	511	COUSTE Sabrina
465	ESPANOL David	512	PAIN Anaïs
466	LEGRAND Cécile	513	DIACONO Stéphane
467	LABBE Jérôme	514	DUMONT Florian
468	MASSACRIER David	515	STEPHAN Jennifer
469	SARTOR Mélanie	516	BOUILLÈRE Sébastien
470	JOUE Frédéric	517	SELBONNE François
471	MATHIEU Jean-Baptiste	518	BRACHET Karim
472	PHILIPPE Adrien	519	MOVALLI Julien
473	ALMEIDA Sandrine	520	GRAS Sébastien
474	MORIN-GARAT Brice	521	LE TALLEC Mickaël
475	DUBRANA Julie	522	BERNARD Nicolas
476	CHABOT Grégory	523	GRUBIS Thibaud
477	PELLETIER Karine	524	BETTEMBOURG Martin
478	SYLVAIN Pierre	525	BOULANGER Peggy
479	ROYER Raphaël	526	OLIVER Daniel
480	MARTIN Édouard	527	ROZMARYNOWSKI Elisabeth
481	LANGMAND Xavier	528	FONTAINE Céline
482	DESTRIGNEVILLE LOUET Barbara	529	LAGUEYRIE Cédric
483	KOSICKI Nicolas	530	HOURTAL Sébastien
484	EL HADDIOUI Youssef	531	SARRAIPA Dinis
485	ALI - SOULAIMANA Laudrup	532	DOS SANTOS Luis Felipe
486	BENMEZIANE Karim	533	BELOUAER Stéphane
487	ZAAOUAR Sghir-Soufiane	534	BERTAUD BARBEL Catherine
488	PELLETIER Marie-Noëlle	535	PREVOST Katy
489	JOSSE Anthony	536	RIEHM Emmanuelle
490	CHARES Cathie	537	MARPOUE Olivier
491	LARRAGUETA Julie	538	HUMBERT Anthony
492	DELAUNAY Jean	539	ETTORI Nathalie
493	LE GARNEC Pierre	540	ESTAQUE Laurent
494	ZNIZANE Farid	541	DEHENNE DUTERTE Jennessy
495	AULOMBARD Julien	542	LABANNE Nicolas
496	VEDOVATI Julien Alexandre	543	VANG Dimitri
497	FORMENT Romain	544	BOUVET Jessica
498	FROIDECOURT Hugues	545	NICASTRO Yann
499	DEBLIECK Vincent	546	VENIAT Franck
500	VANDERHEUDERLINGHEN Erwin	547	DUBOS Elise
501	BALISSON Stéphane	548	CHATONY Marie-Laure
502	ROQUES Jérôme	549	DUMAS Denis
503	OUAKI Allison	550	IVARS GAUTHIER Pascale
504	LOUBOUTIN Yann	551	GALDIN Laetitia
505	ALL Rhaliba	552	CORNAILLE CHAPUT Virginie
506	BLANCHON Alexandra	553	ROLLINAT Jennyfer
507	LAMAISON Mikele	554	PARDONS Sylvie
508	LYAUTEY Karine	555	IHLER Audrey
509	BATTISACCHI David	556	HERITIER Sébastien

557	ROBIN Anthony	604	LACOURTE Mickael
558	POULAIN Laurent	605	BOUILLON Yannick
559	ARCHAMBEAU Xavier	606	VILLEREL Tony
560	HEMAT Olivier	607	MEDJADJI Christian
561	ENFERT Aubin	608	DEFOIS Jean-Philippe
562	BARGIBANT Denis	609	GOUDENHOOF David
563	PETIT Didier	610	ROBILLART Pascal
564	RICHAUD Emmanuel	611	ANDRE Cyril
565	DIEZ Christophe	612	LE GALL Valerie
566	AGOUNE Samir	613	GUILBAUD Emmanuel
567	COUDERC Jerome	614	DERRIEN Yann
568	TYMEN Alexandre	615	GABILLON Geoffrey
569	RENAUDIN Olivier	616	MICHON Olivier
570	PICHON Frederic	617	ZAHN Thierry
571	PRIVAT Loïc	618	GARANCINI Mikaël
572	BONNER Jean Jacques	619	PETIT Herve
573	GUICHANE Anthony	620	BENMOUSSA Farid
574	TRENQUIER Ghislain	621	DEL POZO Mikael
575	RICHEBOURG Philippe	622	PAVE Dominique
576	COISEL Jean-Christophe	623	SOURBIER Sébastien
577	SALMON Miguel	624	VERBEKE Sébastien
578	NICHOLS Yann	625	COSNEFROY Cyrille
579	COLAS Thierry	626	GRANGER Christophe
580	ELOURF Samia	627	PASSENAU Stéphane
581	GABILLARD Christophe	628	LAMY Christelle
582	GILBERT Sebastien	629	BECKER Loic
583	PORCHER Francois	630	NAESSENS Eric
584	VINCENT Alexis	631	GAMAND Martial
585	PAU PRIAUD Laurence	632	PELLEGRIN Vincent
586	MALIGUE ZAMMIT Christelle	633	ORHON Samuel
587	DEUDON Fabrice	634	DANIELE Gilles
588	KRASKER Romain	635	KUENEMANN Romain
589	VERRON David	636	MILLET Cédric
590	NICOLAS Vincent	637	ROUX Fabien
591	WISSER Alexandre	638	BLANCHOT Christophe
592	RIBEIRO Stephane	639	MICHEL Christophe
593	LUGARI Sebastien	640	LAVIGNE Damien
594	GROSS Vincent	641	DEBERGE Guillaume
595	HERBIN Christophe	642	ANNUNZIATA Christophe
596	ROUILLER Jocelyn	643	STEINBACH Vivien
597	LE BORGNE Laetitia	644	TARTIERE Eric
598	BELLINI Michael	645	TOURLY Frédéric
599	FABIE Lilian	646	MESSU Stephane
600	NARDOU Mickaël	647	SALMI Azzouz
601	BUIRE Ludovic	648	JURQUET Sébastien
602	BIREBENT Jérôme	649	FERNANDEZ Alexandre
603	PERIN Cyril	650	DION Guillaume

651	DEGREMONT Thierry	698	FOURNET Sandra
652	SINTHON Stephane	699	CHICHE Eric
653	AUTHIER Laurent	700	ROGER Mickael
654	JOUE Michael	701	BAUDREY David
655	BEDORROU David	702	CAUSSIDERY Veronique
656	TRAVERT Nicolas	703	LAPORTA Nicolas
657	VINAS Denis	704	BRUCCI Laurent
658	CHOEUR Sébastien	705	LANDRET Anthony
659	BELOT Xavier	706	HETTE Stéphane
660	BAENA Laurent	707	VAU Sandrine
661	PIERRE Yannick	708	DEBOUTE Cyrille
662	LEMAIRE Pierre-Alexandre	709	CIAIS Christophe
663	BOUTTE Nicolas	710	BARBOSA Jean-Mickaël
664	FERRY Stephane	711	GRECH Cedric
665	TYRAN Marc	712	DEPARROIS Jean Charles
666	PINTEGNE Stephane	713	TITOTTO Eric
667	LEROY Frédéric	714	DIALLO Mamadou
668	DELPOUVE Yann	715	DAMIRON Emmanuel
669	PETIT-PHAR Pierre	716	LIGER Benoît
670	COTTIN Cyril	717	RUIZ Carlos
671	BONNIFET Mathieu	718	PRESSOIR Sébastien
672	DREAN Arnaud	719	LELIEVRE Bruno
673	DECARA Remy	720	MONIATTE Stéphane
674	LLORENTE Thomas	721	LEGER Frédéric
675	BALCOU Olivier	722	HENNION Frédéric
676	CARE-AULANIER Jerome	723	GHIN Cédric
677	TORRES Laurent	724	BOUDCHACHA Habib
678	DESGEORGES Regis	725	GRECA Frédéric
679	STAMBOULIYAN Remy	726	FRUH Céline
680	LAUNET Eric	727	FOURNIER Florent
681	FATELA Michel	728	BERTHELOT Cédric
682	LEJEUNE Olivier	729	PATALANO Lionel
683	BERTHOMIEU MANIEZ Isabelle	730	CANTEGRIT Nicolas
684	RADOUAN Michaël	731	MARCHAND Emmanuel
685	LAWICKI Patrick	732	FARAND Sébastien
686	CAPPE Christophe	733	MARTINEZ Laurent
687	SANCHEZ Frederic	734	FOLGOAS Eric
688	LAUNAY Yohann	735	LAMY Carl
689	GARNIER Grégory	736	GENGEL Michaël
690	LASTRUCCI David	737	BREDEL Jeremy
691	ELFASSY Stephane	738	GEORGE Aurélien
692	CABILLIC Ivan	739	BREUX KARL Sophie
693	FAURE David	740	HELENE Raphael
694	BON Christophe	741	ENAUD Yannick
695	SCHIAVONE Stéphane	742	VINSON Lionel
696	SOREL Gérald	743	DHOTE Michael
697	HAGUE Grégory	744	BOYER Olivier

745	OUSSELIN Yohan	792	FRECE Guillaume
746	OTTIER Yoann	793	PERKO Francois
747	MILLERAND Ralph	794	CUISSET Yvan
748	CHARLES Philippe	795	LEVECQUE Isabelle
749	LACOUTURE Arnaud	796	VUOTTO Frederic
750	JANIER-RIPERT Laurent	797	SANTHUNE Mickael
751	MAHE Marie	798	GUYOT Xavier
752	SALIN Sébastien	799	STOCLET Gilles
753	KIEFFER Benoît	800	HALLUIN Arnaud
754	TAINMONT Nicolas	801	CUSSAC Matthieu
755	FRANCOIS Gregory	802	LESNE Cedric
756	OLLIVIER Max	803	DUHAMEL Guillaume
757	MASINO Michel	804	BEKUWE Olivier
758	MARQUER Veronique	805	DEQUEKER Joachim
759	CLAVEL Philippe	806	BROUILLARD Nicolas
760	FERLA Thierry	807	MORTELETTE Jeremy
761	LECLERCQ Richard	808	GRANCHER Anthony
762	BOUVIER Laurent	809	CAILLIAU Gerry
763	KLEISER Regis	810	LEMOINE Michel
764	NAU Frédéric	811	ROBERT Frederic
765	DA SILVA SANTOS Jérôme	812	DANEL Cyrille
766	AMICE Didier	813	FATALOT Jessica
767	BARA Manuel	814	ROCHE Christophe
768	VIDAL Frederic	815	DEPECKER Rudy
769	MILLET Patrick	816	LANNEZ Alexis
770	LANAI Stephane	817	BURMISTRZAK Olivier
771	MARTI Laurent	818	JIMENEZ Alexandre
772	BOURGEAUX Frederique	819	GODEFROY Sebastien
773	GAZET Frederic	820	MARCHAND David
774	FORCADE Jerome	821	VAMBRE Sébastien
775	PERRIN DIDIER Stephanie	822	GALKA Olivier
776	LUTTMANN Régis	823	LEPRETRE Sebastien
777	BLANC Philippe	824	CUGNY Frederic
778	HEBERT Manuel	825	VENGEON Christophe
779	CALVIGNAC Sébastien	826	REDANT Sebastien
780	FAURE Jean Yves	827	HOMBOURGER Eric
781	THOMAS Cedric	828	HEDOIRE Christophe
782	MOULIE Christophe	829	CHARLIER Yan
783	JALES Jean-Michel	830	SKOWRON Thierry
784	JOURNOT Yann	831	VUILLAUME Stéphane
785	OETTINGER Philippe	832	DE SMET Xavier
786	WARDZIAK Gregory	833	SERRURIER Morgan
787	MARTINS Serge	834	BERTINCHON Denis
788	VIRY Christophe	835	ROGER Sebastien
789	BOGENEZ Xavier	836	DHOYER Michael
790	CHOQUET Jerome	837	ARBOGAST Julia
791	DURAND Pascal	838	GARBE Jonathan

839	BECKER Eric	886	WURTZ Nicolas
840	BARDE Ludovic	887	PAUSE RAMBAUD Myriam
841	SZAFRAN Frederic	888	GONTHIER Louis
842	GUEDE Anthony	889	CHTOUKI Hicham
843	HAMELIN Sophie	890	MARCHINI Mikael
844	BOURGAIN Yannick	891	COLLONGUES Sylvain
845	COURDAIN Alexandre	892	CHABORD Yoann
846	SIRVAIN Cedric	893	SALLES Yoann
847	OLIVE Carrine	894	DREVILLON Sebastien
848	COULY Audrey	895	WIART Jerome
849	GIACOMINI Raphaël	896	BALON Yannick
850	ELISABETH Frederic	897	GUILLERM Eric
851	KARL Cedric	898	HAKEM Karim
852	LE LANN Raphaël	899	GERARD William
853	LOUBAT Damien	900	LEMAIRE Laurent
854	GUIVARCH Gael	901	THOMAS Alexandre
855	VARLET Laurent	902	DUMAZY Grégory
856	SCOUPPE Karl	903	CARNET Eric
857	BEN BOUAZZA Nabil	904	NADAN Erwan
858	GENEVE Frédéric	905	SIFFERMANN Christelle
859	LICTEVOUT Karine	906	BELLY William
860	ARCELON David	907	GIRAUD Didier
861	DEURWEILHER Charles	908	DEMURGER Nicolas
862	BUKOWSKI Nicolas	909	AUBOIROUX Fredrick
863	DUNOCQ William	910	FOURNIER Mickael
864	RONDREUX Arnaud	911	SOCHON Lucie
865	CASTEL POTIER Margareth	912	BREDOUX Patrick
866	PREHER Laurent	913	AST Alexandre
867	BOUHAUCHE Azzédine	914	LENARDUZZI-CRUZ Magali
868	AZZAOUI Abderahime	915	PRAT Rémy
869	GELY Laurent	916	SCHOLTES MEZZAFONTE Catherine
870	BLANCARD Frederic	917	GRANDJEAN Serge
871	HAMARD David	918	RASPADO Emmanuel
872	LE BLOND Sebastien	919	MEUNINCK Gaetan
873	BOYER Frederic	920	XAVIER Jean-Luc
874	BEGUE Thomas	921	PLANCHON Franck
875	LAPORTE Fabien	922	LANNEPOUDENX Jean-Luc
876	LECLERCQ Sandra	923	ENGRAND Patrice
877	BAILLON Sylvain	924	STALLETTINO Laurent
878	BITEAU COOLENS Christelle	925	ETCHEVERRY Laurent
879	JEAN-DOAT Olivier	926	FAUCON Olivier
880	PASGRIMAUD Gerald	927	ANCILLON Romuald
881	VIEUX-FORT Jean-Philippe	928	FERRERI Pierre
882	FORTIER Mélanie	929	JEUX CARMOUZE Isabelle
883	GASPAR Patrick	930	MAUGER Marc
884	LARROQUE Brice	931	BLAZIN DHAUSSY Myriam
885	VANSPEYBROCK Thomas	932	BENETHUILLIERE LEBOS Karine

933	CAMUS Frederic	980	AYMERICH Benjamin
934	IKEROUTENE Virginie	981	ASSOUAN Maeva
935	FUZ BONETTI Hélène	982	LAINE POLETTI Virginie
936	QUATREHOMME Guillaume	983	LEI-SAM Orlando
937	MOUNY Regis	984	GUILLAUME Ludovic
938	PATISSIER Sandrine	985	NICKSON Vincent
939	FLEURIVAL Patrice	986	FEVRE NAVAL Vanessa
940	TRUY Eric	987	LOUANDRE Dominique
941	TRAPET Cedric	988	RODRIGUEZ Lionel
942	HOUL Kéo	989	HAMEL Fabrice
943	LAMMERTYN Jean Luc	990	AMBIAUX Joffrey
944	FEUTRY Sebastien	991	BERTY Jean Pascal
945	BERTRAND Franck	992	SAILLOUR Yann
946	BASTIENNE-BANCO Charly	993	THIEURMEL Damien
947	KRIL-ZAMIT Cédric	994	AMAR Julien
948	DELOUVRIER Vincent	995	FRANCETTI Dominique
949	LEBORGNE Johann	996	LAFFARGA Fabienne
950	GABA EICHER Audrey	997	KARPIEL Mikael
951	GUAL Pascal	998	CABALOU Laetitia
952	CHOUILLET Pascal	999	SCACHE Franck
953	VIDAL Fabien	1000	KUPCZAK Sandra
954	PREZIOSI Jean-Pascal	1001	PELLETIER Frédérick
955	MILHAU Benoit	1002	QUINOT Gilles
956	LAMRAOUI Salah	1003	HELLEGOUARCH Arnaud
957	PERREL Raphael	1004	MILLET Pascal
958	VONTHRON Tania	1005	BENIBRI Philippe
959	GALICE Christel	1006	CHARTIER Sebastien
960	TARAMASZ Philippe	1007	QUERAN Stephane
961	UCHER Nicolas	1008	NONNON Gregory
962	LE DENMAT David	1009	SYROTA Aurelien
963	ARNOULET Florent	1010	MISSUL Alexandre
964	ESPOSITO Romain	1011	AMYAY Mohamed
965	TARTROU Christophe	1012	KUCA Elisa
966	FERMON Fabien	1013	LE GOFF Nicolas
967	SABARTHES Stephane	1014	TICOUT Fabrice
968	LONARDO Claudio	1015	BERTON Jacky
969	SALES Cyril	1016	NAESSENS Alexandra
970	GUERINI Sylvain	1017	AUDOIN Virginie
971	ARCHER Lionel	1018	BONNET Jeremie
972	ELOSEL Rudolphe	1019	UMICEVIC Yohan
973	ENOUF Stephane	1020	ADOLPHE-STANISLAS Thierry
974	SENE Edwige	1021	ANISS Mustapha
975	AUZOUX Emmanuel	1022	COLLE Cyril
976	ARISTIDOU Benoit	1023	RENOU Cyril
977	VARGES Yannick	1024	SIMONATO Stephanie
978	SISSOKO Fakara	1025	BAUCHET Jérémy
979	CADIGNAN Marius	1026	DREAN Aurélien

1027 PERIANIN Jean-Marc	1074 LECLERE Natacha
1028 LANNOY Nathalie	1075 BOZEC Aurelien
1029 HUMBERT Alexandre	1076 FERREY Guillaume
1030 SZCZESNY David	1077 HEITZMANN Pascal
1031 MARTIN Frederic	1078 RIGOBERT Thierry
1032 DUMONT Tony	1079 POLLART Christophe
1033 LARTIGOT Florian	1080 BILLAUD Stephane
1034 FABRE VERLOES Jessie	1081 OLIVER Xavier
1035 BALEANI Angelique	1082 ZAROTTI Aymeric
1036 AUBIN IDIART Edwige	1083 AUSSILLOU-RAFFORT Pierre-Alain
1037 POLO Wagner	1084 CHAMPAGNAT CARPENTIER Morgane
1038 REBILLARD Anthony	1085 ALLION Franck
1039 BENNOUAR Bouabdallah	1086 DUCASSE Vincent
1040 BREUZA Christelle	1087 CASIER Damien
1041 ARTHOD Christophe	1088 BRIAULT Pierrick
1042 CHAPOUTIER Ludovic	1089 DESHAYES Bertrand
1043 BEGARD Betty	1090 LANNES Catherine
1044 ARLON Vanessa	1091 HAMELET Alexandra
1045 PEDURAND Vicky	1092 MASSONNAT Teddy
1046 BARBEAU Alexandra	1093 BERSY Franck
1047 TOLLITTE BABLIN Alexandra	1094 DEVILLE Anthony
1048 AUGUSTIN-GATIBELZA Marie-Christine	1095 BOUVIER William
1049 BOLDER Myke	1096 GARCIA Mathieu
1050 VIN Thomas	1097 LEBEC Sandrine
1051 REHABI Rachid	1098 BADER Laetitia
1052 KOCAK Erdogan	1099 COUNIL Maite
1053 CATILLON Aurore	1100 LE BOULH Julien
1054 PEIGNON Sylvain	1101 BOUTROUILLE Gregory
1055 MANCHERON Benjamin	1102 VILLEY Cyril
1056 ALVES Celce	1103 THOUIN MEZIL Delphine
1057 PEYRARD Nelly	1104 LALLEMENT Valerie
1058 SERRE Yohann	1105 AUGUSTY Vanessa
1059 CABROL Constant	1106 GOUPILLE Sebastien
1060 BROQUET Nicolas	1107 LETELLIER Sophie
1061 MOUTON Celine	1108 AMAND Dominique
1062 BERNIERE Xavier	1109 CASTAINGT Eric
1063 JULIEN Stephanie	1110 CHAMPION Julie
1064 MARCHIORI Romain	1111 CONTE Sébastien
1065 CESARI LE CALLOCH Marine	1112 BENSI Marc
1066 VALETTE Nicolas	1113 PINGUET Stephanie
1067 DUVAL-GOSSE Eloise	1114 MONROY Eric
1068 COJONDEVEL Paul	1115 ROSSI Sebastien
1069 LHOTEL Stephane	1116 DRISCHEL Emmanuel
1070 MARTY Cedric	1117 RIAULT Kevin
1071 GRIGNON DUFOUR Angéline	1118 LAUER Alban
1072 LESAGE Sylvain	1119 GLUMEAU Ludovic
1073 BORELLA Bertrand	1120 TIAORE Fabrice

1121 DEFOE Cunter	1168 BESSIN Yohann
1122 HEME Veronique	1169 LEROUX Jean-Baptiste
1123 ARNOULD Aurelien	1170 FOURREAUX Alexandre
1124 BENZONI Sylvain	1171 SCIENDI Albert
1125 AGNIERAY Ruméa	1172 ABADA OUASSAY Aouatif
1126 BALAY Stéphanie	1173 RUTIGLIANO Julien
1127 TAMBOURELLI Bruno	1174 LANSAC Michel
1128 DERGHAM Bibia	1175 MARQUES Emmanuel
1129 BROISSIN Michel	1176 ROUSSEL Sabrina
1130 GAUFFNY Christelle	1177 ARRUE Jennifer
1131 MARTIN LOURENCO Carol	1178 MONTAGNE Lilian
1132 SHAIB Hicham	1179 PARISSEAU Vincent
1133 MALANDRI-VERSINI Marie-Laurence	1180 DESSAILLY Variann
1134 BINET HOMAND Vanessa	1181 PETITPAS Eddy
1135 NAGRE Rene	1182 DALICHON Elodie
1136 MARQUET FRANCIA Laetitia	1183 DESTAC Franck
1137 DAEMS Olivier	1184 TONNOIR Laurie
1138 HASSANI Oumari	1185 RHIMMES Latifa
1139 HENRIET Michael	1186 LAIRE Julien
1140 ADJTOUTAH Nordine	1187 SANTOS Paolo
1141 RIVET Vincent	1188 BILLON Geoffrey
1142 LEMAIRE Christophe	1189 CRESSON Michaël
1143 DEVIENNE Aurelie	1190 LAISSUS Nicolas
1144 DELECLUSE Elodie	1191 OEUVRARD Jean-Marc
1145 RIVIERE Alexandra	1192 QUINART Kevin
1146 SAID Stéphanie	1193 LATRILLE Jean Claude
1147 HAMADENE BECHLER Saliha	1194 TOLOSA Jean Philippe
1148 LEVY Gaetan	1195 FLAHAUT Nathalie
1149 CHOURY Christophe	1196 TALEB Omar
1150 NEBOUT Guillaume	1197 VIRIN Claude
1151 DELIMBEUF Aurelien	1198 DUQUEROY NICIER Delphine
1152 BRANCHE Michaël	1199 POISSON Vanessa
1153 RIHOUEY Marie	1200 ARTIGNY Gildas
1154 GERVAIS Isabelle	1201 RIOULT Laetitia
1155 BOURSIN Mickaël	1202 DUBOSCQ Cedric
1156 MALAHÉL Christelle	1203 DOUDOUX Sebastien
1157 ROSE Pierre	1204 SANTI Lionel
1158 BENNACER Karim	1205 CHENH Olivier
1159 FIERs Alain	1206 MERCIER Jerome
1160 AUSSIETRE Sylvain	1207 BARINGTHON Ingrid
1161 AIT BELLA Abdellah	1208 VIOLLEAU Sabrina
1162 MADRENES Philippe	1209 DELAGE Sebastien
1163 ADIM Fouad	1210 FAURE Jean Claude
1164 DESBUISSONS Audrey	1211 PRATTICO Aurelia
1165 MIELCAREK Jean Stanislaw	1212 ARGENTA Pascal
1166 QUINAUD Laurent	1213 GESTIN Yann
1167 GIBERT Victor	1214 CHASLES Franck

1215	LEJEUNE Thomas	1262	TAGHERSOUT Kamel
1216	DELACROIX Alexandre	1263	AJAMRI Mahjouba
1217	ALMEIDA Frederic	1264	VERA David
1218	CALVAIRE Patrick	1265	DUBOIS Aurelie
1219	CHERIFI Nordine	1266	BEGUIN Alexandre
1220	BOILLEAU Stephane	1267	BOULARD BRIRMI Erika
1221	GOMEZ Laurent	1268	NAVARRO Mathieu
1222	GAUTIER Nicolas	1269	BOUZY Cedric
1223	DEBOVE Sebastien	1270	ILLANA Fabrice
1224	DUMONTIER Angeline	1271	FAURE Olivier
1225	BROYE Dominique	1272	DELHOMMEAU Sebastien
1226	LESBATS Jerome	1273	GAULET Gregory
1227	ROMERO Jose	1274	MAGNIER Ludovic
1228	ABREU Franck	1275	ZUCCHINI Sébastien
1229	QUIATOL BOSSOUS Karine	1276	CASTRO Estelle
1230	NIGAUT Samuel	1277	PETEL Frederic
1231	ESTEVEZ Virginie	1278	PALCHINE Arnaud
1232	BONTEMPS Jean Marc	1279	EMMANUEL Francois
1233	BERNARD Laurence	1280	JEANNOUTOT Frederic
1234	HARDEL Pierre	1281	GIRAUDO-DENION Sophie
1235	GOGUELAT Jessica	1282	MOHAMED YOUSSEF Athoumani
1236	DUQUESNOY Christophe	1283	CHARNIER Julie
1237	POUSSET BALBINE Manuela	1284	LANUZEL Camille
1238	BADUREAU Olivier	1285	LASSUS Kevin
1239	PARMENTIER Marc	1286	PUDAL Mathieu
1240	CERSON Willy	1287	PUCHEU Nicolas
1241	HUMBERT David	1288	RAOULT Maryline
1242	VERYEPE Gaetan	1289	BLEAUWART Sylvain
1243	GUEYE MARY BOUDIER Nicolas	1290	MARTIN Patrick
1244	MANCEAU Raphael	1291	D'AGOSTINO Nicolas
1245	LAVAIRES SISCAR Laurence	1292	BAILLIF Emile Jean Bertrand
1246	LOIAL Edson	1293	HAMON Thierry
1247	LANFUMEY Sylvia	1294	SEBASTIAN Nicolas
1248	LAMARQUE Julien	1295	SULON Regis
1249	TROCME Vincent	1296	LO PRESTI Anthony
1250	MICHEA Aurelien	1297	BELBEZE Sebastien
1251	COUET Antoine	1298	DIXIT Didier
1252	KLEIN Nadège	1299	LABIBES Olivier
1253	PIOCHE Jean-Claude	1300	CASELLI Francois
1254	ANNETTE Fabienne	1301	GAVREL Christophe
1255	TREHEIN Stephane	1302	INGOLD Hervé
1256	MONPIERRE Angebert Vincent	1303	TEYSSANDIER Jacques
1257	FERARD Jean Fulbert	1304	PRUVOST Jacques
1258	RAGONDET Christophe	1305	YAO CLA Jean-Philippe
1259	BEN SRAIR Walid	1306	JEAN Fabienne
1260	QUILLIN Jean Luc	1307	MOUHIB Khalid
1261	MAQUIN Thomas	1308	NORMAND Olivier

1309 HAMONIC Stéphane	1334 LAGARDE Christophe
1310 TAVNER Mickaël	1335 HENROZ Corinne
1311 LE DROUMAGUET Olivier	1336 BRUNET Laurent
1312 LE STER Thierry	1337 REBUFFE Régis
1313 DUQUESNE Emmanuel	1338 DERCOURT Laurent
1314 DE SOUSA Daniel	1339 RIGAUX Jean
1315 LE BORGNE Thierry	1340 PY Vincent
1316 CHAMPIGNEULLE PAUCHET Nathalie	1341 LECLERCQ Rudy
1317 AVARRE Sebastien	1342 VROMMAN Frederic
1318 THIOUX Christophe	1343 HELMER Franck
1319 OUVRARD Karine	1344 RAYMOND Christophe
1320 TIJOU Benoît	1345 LEVAIN Frederic
1321 LE CUNFF Yann	1346 KHOKHAR Mohammad
1322 CONTINANT Fabien	1347 URBINO Didier
1323 BOSSARD Ludovic	1348 HERNANDEZ Alain
1324 GOVINDARADJALOU Krichenaradj	1349 LIDY Gilbert
1325 DURUPT Nicolas	1350 COLIN Marc
1326 NIZAN Olivier	1351 GRAIRE Jacky
1327 PASCUAL Stéphane	1352 GOTORBE Claude
1328 RAMASSAMY David	1353 KREBS Marcel
1329 HUYET Fabrice	1354 FRINQUARD Jean-Michel
1330 INVERNIZZI Nathalie	1355 BAIL Thierry
1331 GROSDIDIER Remy	1356 CHAVANNE Philippe
1332 BAUDRIER Virginie	1357 MAILLARD Bruno
1333 VALLEE Patricia	

LISTE COMPLÉMENTAIRE

1358 MONTURY Nathalie
1359 CARREAU Marian
1360 HENOUILLE Stephane

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 24 mai 2013 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin) et de Ribeauvillé (Haut-Rhin)

NOR : INTJ1312087A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 15-22 à R. 15-26 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête :

Article 1^{er}

Les circonscriptions des brigades territoriales de Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin) et de Ribeauvillé (Haut-Rhin) sont modifiées à compter du 1^{er} juillet 2013 dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes des brigades territoriales de Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin) et de Ribeauvillé (Haut-Rhin) exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 1^o du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 mai 2013.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
major général de la gendarmerie nationale,*
R. LIZUREY

A N N E X E

BRIGADES TERRITORIALES	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Sainte-Marie-aux-Mines	Aubure Lièpvre Rombach-le-Franc Sainte-Croix-aux-Mines Sainte-Marie-aux-Mines	Lièpvre Rombach-le-Franc Sainte-Croix-aux-Mines Sainte-Marie-aux-Mines
Ribeauvillé	Bergheim Guémar Hunawihr Illhaeusern Ostheim Ribeauvillé Rodern Rorschwihr Saint-Hippolyte Thannenkirch Zellenberg	Aubure Bergheim Guémar Hunawihr Illhaeusern Ostheim Ribeauvillé Rodern Rorschwihr Saint-Hippolyte Thannenkirch Zellenberg

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 24 mai 2013 fixant la composition du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, session 2014

NOR : INTA1314049A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2005-1215 du 26 septembre 2005 modifié portant dispositions statutaires communes applicables aux corps des attachés d'administration et à certains corps analogues;

Vu le décret n° 2006-1779 du 23 décembre 2006 modifié portant dispositions statutaires relatives au corps des attachés d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer;

Vu l'arrêté du 21 février 2007 modifié par l'arrêté du 25 avril 2008, fixant les modalités d'organisation et les épreuves de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer;

Vu l'arrêté du 18 avril 2013 autorisant, au titre de l'année 2014, l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer;

Sur la proposition du secrétaire général du ministère de l'intérieur,

Arrête:

Article 1^{er}

M. Éric Pilloton, préfet, membre du conseil supérieur de l'administration territoriale de l'État, est nommé président du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer organisé au titre de l'année 2014.

Article 2

M. Alexandre Gohier Del Ré, inspecteur général de l'administration, inspection générale de l'administration du ministère de l'intérieur, est nommé vice-président du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer organisé au titre de l'année 2014.

Article 3

Sont désignés en qualité de membres du jury:

- M. Serge Boulanger, administrateur civil hors classe, adjoint au préfet secrétaire général pour l'administration, préfecture de police de Paris;
- Mme Nadia Boulharouf, première conseillère, tribunal administratif de Cergy-Pontoise;
- Mme Corinne Chauvin, sous-préfète de Wissembourg-Haguenau;
- Mme Salima Eburdy, administratrice civile hors classe, chef du bureau des affaires immobilières de la police nationale, sous-direction des affaires immobilières, direction de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières;
- M. Christian Fogola, contrôleur général, chargé de mission à l'inspection générale de la police nationale, direction générale de la police nationale;
- M. Marc Frémont, conseiller, tribunal administratif de Cergy-Pontoise;
- Mme Sylvie Lassalle, conseillère d'administration, directrice des ressources humaines, préfecture de la zone de défense sud est;
- M. Pascal Pichard, conseiller d'administration, directeur des ressources humaines et de la modernisation, préfecture de l'Isère;
- Mme Françoise Rey-Reynier, administratrice civile hors classe, chef du bureau de la gestion du corps préfectoral et des administrateurs civils, sous-direction du corps préfectoral et des administrateurs civils, direction de la modernisation et de l'action territoriale;
- Mme Véronique Schaaf-Lenoir, sous-préfète de Châtelleraut.

Article 4

En cas d'empêchement du président, la présidence des travaux du jury sera assurée par M. Alexandre GOHIER DEL RÉ, vice-président.

Article 5

Le jury sera complété en tant que de besoin par un ou plusieurs correcteurs choisis parmi des fonctionnaires de catégorie A ayant au moins le grade d'attaché principal d'administration ou équivalent pour l'épreuve écrite d'admissibilité.

Article 6

Le secrétaire général du ministère de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 mai 2013.

Pour le ministre et par délégation :

*L'adjoint au sous-directeur
du recrutement et de la formation,*

Y. DE ROQUEFEUIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 26416 du 5 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
de la spécialité « systèmes d'information et de communication »**

NOR : INTJ1308561S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu la décision n° 5456 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1301847S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} mai 2013:

Doche, Thierry	Nigend : 135 547	Numéro de livret de solde : 5 323 737
----------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2013:

François, Albert	Nigend : 117 391	Numéro de livret de solde : 5 241 738
------------------	------------------	---------------------------------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chef dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} mai 2013:

Fondimare, Sébastien	Nigend : 193 887	Numéro de livret de solde : 8 047 642
Carle, Éric	Nigend : 160 416	Numéro de livret de solde : 8 017 414
Privat, Grégory	Nigend : 168 592	Numéro de livret de solde : 8 024 376
Danto, Bruno	Nigend : 157 535	Numéro de livret de solde : 8 015 032
Demoulin, Erik	Nigend : 164 065	Numéro de livret de solde : 8 020 823

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2013:

Jagoury, Damien	Nigend : 208 581	Numéro de livret de solde : 8 062 559
Guyomarch, Patrick	Nigend : 197 313	Numéro de livret de solde : 8 048 949
Bassinnet, Christophe	Nigend : 241 012	Numéro de livret de solde : 8 087 854
Foulon, Thierry	Nigend : 126 170	Numéro de livret de solde : 5 243 703

Fait le 5 avril 2013.

Pour le ministre et par délégation :
*Le colonel, adjoint au sous-directeur
de la gestion du personnel,*
O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 26592 du 5 avril 2013 portant promotion de sous-officiers
de gendarmerie de la spécialité « montagne »**

NOR : INTJ1308650S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 modifié relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu la décision n° 5679 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1301918S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} mai 2013:

Lacroix, Daniel

Nigend : 118 316

Numéro de livret de solde : 5 220 754

Article 2

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} mai 2013:

Bon, Damien

Nigend : 206 777

Numéro de livret de solde : 8 060 553

Rancurel, Philippe

Nigend : 183 291

Numéro de livret de solde : 8 033 977

Fait le 5 avril 2013.

Pour le ministre et par délégation :
*Le colonel, adjoint au sous-directeur
de la gestion du personnel,*
O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Corse

**Décision n° 6683 du 25 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Corse**

NOR : INTJ1308464S

Le commandant de la région de gendarmerie de Corse,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 1288 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300431S);

Vu la décision n° 1589 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300435S),

Décide:

Article 1^{er}

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Soton, Olivier

Nigend : 160 271

Numéro de livret de solde : 8 017 292

Article 2

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Loustalot, David

Nigend : 232 198

Numéro de livret de solde : 8 085 632

Gatard, JérémY

Nigend : 238 497

Numéro de livret de solde : 8 087 167

Fait le 25 avril 2013.

*Le colonel, commandant la région
de gendarmerie de Corse,
T. CAYET*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Languedoc-Roussillon

**Décision n° 19836 du 26 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Languedoc-Roussillon**

NOR : INTJ1308462S

Le commandant de la région de gendarmerie de Languedoc-Roussillon,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 4931 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300430S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Cauneille, Jacques	Nigend : 112 169	Numéro de livret de solde : 5 189 124
Trébern, Didier	Nigend : 131 085	Numéro de livret de solde : 5 283 294

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Poncelet, Stéphane	Nigend : 133 679	Numéro de livret de solde : 5 311 695
Vercher, Éric	Nigend : 103 923	Numéro de livret de solde : 5 171 987
Alcon, Éric	Nigend : 164 582	Numéro de livret de solde : 8 021 300

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Martinez, Stéphane	Nigend : 181 287	Numéro de livret de solde : 8 030 252
Gimbergues, Frédéric	Nigend : 156 449	Numéro de livret de solde : 8 013 827
Bugnone, Christian	Nigend : 174 775	Numéro de livret de solde : 8 031 550
Barenes, Romuald	Nigend : 165 804	Numéro de livret de solde : 8 022 302
Mondet, Laurent	Nigend : 154 529	Numéro de livret de solde : 8 012 249

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Perez, Franck	Nigend : 177 178	Numéro de livret de solde : 8 031 996
Farges, Damien	Nigend : 236 640	Numéro de livret de solde : 8 086 773
Capelli, Sylvain	Nigend : 186 299	Numéro de livret de solde : 8 043 358
Cavirot, Julien	Nigend : 239 826	Numéro de livret de solde : 8 087 418
Valette, Sonia	Nigend : 242 663	Numéro de livret de solde : 8 088 426
Barbero, Sophie	Nigend : 242 040	Numéro de livret de solde : 8 088 317
Verdy, Julien	Nigend : 239 899	Numéro de livret de solde : 8 087 459

Fait le 26 avril 2013.

*Le général, commandant la région
de gendarmerie de Languedoc-Roussillon,*
M. LÉVÊQUE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Champagne-Ardenne

**Décision n° 10475 du 29 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Champagne-Ardenne**

NOR : INTJ1308469S

Le commandant de la région de gendarmerie de Champagne-Ardenne,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 1782 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300436S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013 :

Pierre, Lionel	Nigend : 134 706	Numéro de livret de solde : 5 311 967
----------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013 :

Bernhard, Anthony	Nigend : 160 973	Numéro de livret de solde : 8 018 006
Conraud, Laurent	Nigend : 153 219	Numéro de livret de solde : 8 011 038

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013 :

Moulay, Sébastien	Nigend : 202 015	Numéro de livret de solde : 8 054 625
Dziezduk, Boris	Nigend : 141 619	Numéro de livret de solde : 8 001 425

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013 :

Sanchez, Cyril	Nigend : 179 203	Numéro de livret de solde : 8 040 795
Deletain, Jérémy	Nigend : 206 129	Numéro de livret de solde : 8 060 281
Basset, Sébastien	Nigend : 188 688	Numéro de livret de solde : 8 038 705
Esclaffer, Jean-Pierre	Nigend : 154 045	Numéro de livret de solde : 8 011 838

Fait le 29 avril 2013.

*Le colonel, commandant la région
de gendarmerie de Champagne-Ardenne,*
B. JOCKERS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 12713 du 29 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie »**

NOR : INTJ1308421S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 2846 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300395S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Mathon, Renaud	Nigend : 150 773	Numéro de livret de solde : 8 007 965
----------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Morin, Frédéric	Nigend : 169 712	Numéro de livret de solde : 8 025 260
-----------------	------------------	---------------------------------------

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Simar, Benoît	Nigend : 243 110	Numéro de livret de solde : 8 088 642
Favre, Sylvain	Nigend : 216 487	Numéro de livret de solde : 8 064 322
Portilla, Vincent	Nigend : 232 084	Numéro de livret de solde : 8 085 709
Papeghin, Jean-Christophe	Nigend : 203 259	Numéro de livret de solde : 8 058 163

Fait le 29 avril 2013.

*Le colonel, commandant par suppléance
la garde républicaine,
B. DE CASTELBAJAC*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 12714 du 29 avril 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie »**

NOR : INTJ1308422S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 2843 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300397S),

Décide:

Article unique

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Guillioux, Thomas

Nigend : 226 323

Numéro de livret de solde : 8 084 327

Fait le 29 avril 2013.

*Le colonel, commandant par suppléance
la garde républicaine,
B. DE CASTELBAJAC*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Sous-direction des compétences

Bureau de la formation

**Décision n° 35558 du 29 avril 2013 portant attribution
du certificat de formation à l'encadrement opérationnel**

NOR : INTJ1311276S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4136-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie, notamment son article 24 ;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant les conditions d'obtention du certificat national de formation à l'encadrement opérationnel ;

Vu l'instruction n° 49000/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 26 juillet 2011,

Décide :

Article 1^{er}

Le certificat de formation à l'encadrement opérationnel (CEFEO) est attribué, à compter du 19 avril 2013, aux 163 sous-officiers de gendarmerie du SNFEO 05/2013, classés par ordre de mérite dont le nom suit :

Heudre, Cédric	183411
Condette, Stéphane	166738
Tailleur, Hervé	210696
Chanlon, Vincent	175879
Gastard, Guillaume	172956
Catel, Romain	216702
Defrance, Frédéric	204135
Aubry, Jérôme	183346
Brun, Gilles	161468
Alberge, Alexandre	195531
Descaves, Thibault	226243
Durieux, Éric	199867
Roy, Cyrille	165120
Petit, Cédric	211507
Navarro, Vincent	171856
Rondeau, Frédéric	177948
Chambrelan, Nicolas	198945
Marchand, Christophe	157315
Duveau, Vincent	205192
Milloncourt, Yannick	160801
Austgen, Patric	179844
Belargent, Samuel	192448
Leroy, Arnaud	187304
Gruner, Laëtitia	210283

Fernandez, Frédéric	177891
Pierre, Erwan	189218
Domitile, Romuald	191982
Mouny, Nicolas	219713
Dami, Mounir	212209
Heraud, Vanessa	190435
Neples, Clément	214491
Yvars, Emmanuel	184734
Bernard, Christophe	182876
Chambon, Florence	147559
Gourlay, Philippe	183403
Gauche, Olivier	167955
Boucher, Dorian	215433
Aurelle, Sylvain	171258
Coat, Ludovic	174784
Gaillard, Cyril	199651
Laurent, Arnaud	161037
Cuerq, Yannick	164058
Maniscalco, Loïc	172977
Horn, Vincent	195571
Vilain, David	180088
Leblond, Matthieu	231288
Charrier, Patrice	163133
Gimenez, Gabriel	175571
Jassaud, Cédric	176155
Drevet, Roger	139744
Tapella, William	160947
Pariset, Grégory	177176
Miraton, Hervé	197381
Louette, Stéphane	165091
Mons, Nicolas	167004
Grossio, Peggy	190823
Lucino, Jérôme	169565
Pinaud, Olivier	217864
Afchain, Yannick	166918
Dounon, Céline	205655
Duthilleul, Thierry	168854
Georgel, Fabrice	164614
Cadoreau, Patrice	163488
Muller, Robin	199937
Fuzeau, David	176652
Riffault, Xavier	183294
Ceschin, Pascal	165647
Senechal, Fabien	165903
Baudu, Jean-Marc	164261
Meyer, Christophe	179141
Fuentes, Gilles	171300
Jansen, Willy	204164

Roux, Fabrice	190301
Tilouta, Hamed	185432
Genieys, Thierry	177900
Gervais, Arnaud	160224
Ledouble, Vincent	160457
Becuwe, Michaël	175428
Otto-Bruc, Dominique	171089
Deparcy, Patrick	224961
Chaignaud, Loïc	184055
Pautte, Erwann	193598
Garnier, Loïc	220192
Haussaire, Stéphane	164721
Charrel, Marcel	140529
Toupin, Frédéric	180313
Jugand, Briag	200424
Cornille, Charlotte	199155
Dutriaux, Jocelyn	150013
Penicaud, Jean-Marc	167125
Sinays, Serge	134856
Leduc-Comi, Emmanuel	163342
Van Mullem, Fabrice	156274
Testud, Cyril	206905
Puydebois, Ludovic	198549
Brillouet, Stéphane	174635
Laisney, Daphné	183235
Moisson, Frédéric	207790
Bouillot, Angélique	184800
Redouin, David	161797
Briat, Cédric	188093
Bergeron, Philippe	199838
Bertaux, Éric	164817
Bouillevart, Jérôme	187589
Fichou, Magali	190842
Ciron, Jérôme	185980
Dumont, Quentin	210861
Testard, Sébastien	177954
Brochet, Thierry	165418
Dupont, Anne	165497
Bereau, David	198609
Petitville, Rodolphe	195649
Houlle, Christophe	156217
Augeard, Christophe	168266
Lujan, Teddy	198536
Doizy, Mathieu	197016
Jubert, Olivier	167853
Laustriat, Sébastien	171555
Deuza, Laurent	165044
Cocaign, Bernard	134637

Alix, Carine	161570
Bugnone, Christian	174775
Guillaume, Yann	231208
Bissonnier, Bruno	165017
Tudoux, Olivier	169596
Crombez, Jérôme	160058
Thomas, Xavier	171643
Rahal, Patrick	172621
Benard, Fabien	177245
Baron, Gildas	166923
Garot, Stéphanie	209334
Billone, Michaël	185157
Dolique, Aline	157270
Thivin, Frédéric	190535
Serdet, Renaud	197290
Bardou, Franck	146316
Caron, Sandrine	194829
Cousin, Laurent	172944
Commeau, Sébastien	190354
Juliani, Régis	138144
Basset, Benjamin	213475
Senard, Christophe	166692
Menil, Xavier	178326
Morizur, Xavier	151827
Gaillard, Laurent	188038
Hezard-Pautrat, Frédéric	208085
Veaute, Ghislain	169601
Minel, Pierre-Éric	215811
Theron, Cédric	196224
Sutter, Sébastien	201863
Guillemier, Benoît	208746
Oliva, Serge	169208
Alvarez, Christophe	173394
Rubillon, Vincent	152910
Hiolle, Philippe	162924
Albiero, Sébastien	188590
Peigne, Stéphane	181670
Mangaron, Stéphane	182220
Willers, Cyril	152270
Falais, Lionel	157876
Teurlay, David	216600
Coutenot, Thierry	191699
Corbric, Sébastien	134475

Article 2

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par l'article R.4125-1 du code de la défense, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 3

Les intéressés recevront un exemplaire de cette décision. Conformément aux dispositions de la note-express n° 40000/DEF/GEND/RH/ETG du 17 août 2001, relative à la notification des décisions administratives individuelles (CLASS. : 31.23), ils devront en délivrer un récépissé du modèle exigé, daté et signé, qui sera inséré dans leur dossier 2^e partie.

Fait le 29 avril 2013.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur
des compétences,*

D. QUENELLE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décision du 29 avril 2013 portant nomination en qualité d'officier de protection principal de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. de Kergorlay (Ghislain)

NOR : INTV1312737S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 93-34 du 11 janvier 1993 modifié portant statut particulier des corps de fonctionnaires de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu le décret n° 2002-682 du 29 avril 2002 modifié relatif aux conditions générales d'évaluation, de notation et d'avancement des fonctionnaires de l'État;

Vu le décret n° 2005-1215 du 26 septembre 2005 modifié portant dispositions statutaires communes applicables aux corps des attachés d'administration et à certains corps analogues;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu la décision du 13 décembre 2012 fixant le tableau d'avancement, par voie d'examen professionnel, au grade d'officier de protection principal au titre de l'année 2013,

Décide:

Article 1^{er}

À compter du 1^{er} janvier 2013, M. Ghislain de Kergorlay, officier de protection 6^e échelon (indice brut 542), est nommé en qualité d'officier de protection principal et classé au 2^e échelon de ce grade (indice brut 572) avec 1 an 7 mois 5 jours d'ancienneté conservée.

Article 2

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits du chapitre 641 du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Article 3

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 avril 2013.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
P. BRICE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décision du 29 avril 2013 portant nomination en qualité d'officier de protection principal de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – Mme Derain (Barbara)

NOR : INTV1312745S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 93-34 du 11 janvier 1993 modifié portant statut particulier des corps de fonctionnaires de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu le décret n° 2002-682 du 29 avril 2002 modifié relatif aux conditions générales d'évaluation, de notation et d'avancement des fonctionnaires de l'État;

Vu le décret n° 2005-1215 du 26 septembre 2005 modifié portant dispositions statutaires communes applicables aux corps des attachés d'administration et à certains corps analogues;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu la décision du 13 décembre 2012 fixant le tableau d'avancement, par voie d'examen professionnel, au grade d'officier de protection principal au titre de l'année 2013,

Décide:

Article 1^{er}

À compter du 1^{er} janvier 2013, Mme Barbara Derain, officier de protection 6^e échelon (indice brut 542), est nommée en qualité d'officier de protection principal et classée au 2^e échelon de ce grade (indice brut 572) avec 2 mois d'ancienneté conservée.

Article 2

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits du chapitre 641 du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Article 3

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 avril 2013.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
P. BRICE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décision du 29 avril 2013 portant nomination en qualité d'officier de protection principal de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. Doyharçabal (François)

NOR : INTV1312752S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 93-34 du 11 janvier 1993 modifié portant statut particulier des corps de fonctionnaires de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu le décret n° 2002-682 du 29 avril 2002 modifié relatif aux conditions générales d'évaluation, de notation et d'avancement des fonctionnaires de l'État;

Vu le décret n° 2005-1215 du 26 septembre 2005 modifié portant dispositions statutaires communes applicables aux corps des attachés d'administration et à certains corps analogues;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu la décision du 13 décembre 2012 fixant le tableau d'avancement, par voie d'examen professionnel, au grade d'officier de protection principal au titre de l'année 2013,

Décide:

Article 1^{er}

À compter du 1^{er} janvier 2013, M. François Doyharçabal, officier de protection 6^e échelon (indice brut 542), est nommé en qualité d'officier de protection principal et classé au 2^e échelon de ce grade (indice brut 572) avec 1 an 5 mois d'ancienneté conservée.

Article 2

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits du chapitre 641 du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Article 3

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 avril 2013.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
P. BRICE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décision du 29 avril 2013 portant nomination en qualité d'officier de protection principal de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. Eyrolles (Michel)

NOR : INTV1312753S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 93-34 du 11 janvier 1993 modifié portant statut particulier des corps de fonctionnaires de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu le décret n° 2002-682 du 29 avril 2002 modifié relatif aux conditions générales d'évaluation, de notation et d'avancement des fonctionnaires de l'État;

Vu le décret n° 2005-1215 du 26 septembre 2005 modifié portant dispositions statutaires communes applicables aux corps des attachés d'administration et à certains corps analogues;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu la décision du 13 décembre 2012 fixant le tableau d'avancement, par voie d'examen professionnel, au grade d'officier de protection principal au titre de l'année 2013,

Décide:

Article 1^{er}

À compter du 1^{er} janvier 2013, M. Michel Eyrolles, officier de protection 9^e échelon (indice brut 653), est nommé en qualité d'officier de protection principal et classé au 4^e échelon de ce grade (indice brut 660) avec 2 ans d'ancienneté conservée.

Article 2

Compte tenu de 2 ans d'ancienneté conservée, M. Michel Eyrolles est promu au 5^e échelon de son grade (indice brut 712) à compter de la même date.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits du chapitre 641 du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 avril 2013.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
P. BRICE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décision du 29 avril 2013 portant nomination en qualité d'officier de protection principal de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. Pujal (Arnaud)

NOR : INTV1312765S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 93-34 du 11 janvier 1993 modifié portant statut particulier des corps de fonctionnaires de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu le décret n° 2002-682 du 29 avril 2002 modifié relatif aux conditions générales d'évaluation, de notation et d'avancement des fonctionnaires de l'État;

Vu le décret n° 2005-1215 du 26 septembre 2005 modifié portant dispositions statutaires communes applicables aux corps des attachés d'administration et à certains corps analogues;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu la décision du 13 décembre 2012 fixant le tableau d'avancement, par voie d'examen professionnel, au grade d'officier de protection principal au titre de l'année 2013,

Décide:

Article 1^{er}

À compter du 1^{er} janvier 2013, M. Arnaud Pujal, officier de protection 5^e échelon (indice brut 500), est nommé en qualité d'officier de protection principal et classé au 1^{er} échelon de ce grade (indice brut 504) avec une année d'ancienneté conservée.

Article 2

Compte tenu d'une année d'ancienneté conservée, M. Arnaud Pujal est promu au 2^e échelon de son grade (indice brut 572) à compter de la même date.

Article 3

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits du chapitre 641 du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Article 4

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 avril 2013.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*

P. BRICE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 29 avril 2013 portant titularisation en qualité d'officier de protection
de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. Nunez (Michel)**

NOR : INTV1312772S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 93-34 du 11 janvier 1993 modifié portant statut particulier des corps de fonctionnaires de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides;

Vu le décret n° 2002-682 du 29 avril 2002 modifié relatif aux conditions générales d'évaluation, de notation et d'avancement des fonctionnaires de l'État;

Vu le décret n° 2005-1215 du 26 septembre 2005 modifié portant dispositions statutaires communes applicables aux corps des attachés d'administration et à certains corps analogues;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics;

Vu la décision du 13 décembre 2012 établissant la liste d'aptitude pour l'accès au grade d'officier de protection au titre de l'année 2013 parmi les fonctionnaires de catégorie B de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Décide:

Article 1^{er}

À compter du 1^{er} janvier 2013, M. Michel Nunez est nommé et titularisé en qualité d'officier de protection de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides et classé au 7^e échelon de ce grade (indice brut 588) sans ancienneté conservée.

Article 2

La dépense résultant de la présente décision est imputable sur les crédits du chapitre 641 du budget de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Article 3

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 avril 2013.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
P. BRICE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Franche-Comté

**Décision n° 8876 du 2 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Franche-Comté**

NOR : INTJ1308477S

Le commandant de la région de gendarmerie de Franche-Comté,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 2060 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300441S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013 :

Didier, Gilles	Nigend : 117 529	Numéro de livret de solde : 5 220 646
----------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013 :

Mory, Laurent	Nigend : 128 923	Numéro de livret de solde : 5 282 854
---------------	------------------	---------------------------------------

Article 3

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013 :

Bonhomme, Frédéric	Nigend : 159 261	Numéro de livret de solde : 8 016 405
--------------------	------------------	---------------------------------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013 :

Barraux, Laëtitia	Nigend : 223 484	Numéro de livret de solde : 8 073 446
Lermite, Julien	Nigend : 186 162	Numéro de livret de solde : 8 038 158
Minvielle, Cédric	Nigend : 165 586	Numéro de livret de solde : 8 022 168
Hermitte, Nicolas	Nigend : 199 981	Numéro de livret de solde : 8 048 633

Fait le 2 mai 2013.

*Le colonel, commandant par suppléance
la région de gendarmerie de Franche-Comté,*
A. SÉVILLA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
du Limousin

**Décision n° 11045 du 2 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie du Limousin**

NOR : INTJ1308432S

Le commandant de la région de gendarmerie du Limousin,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 1707 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300408S),

Décide:

Article 1^{er}

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Mangel, Karine	Nigend : 189 245	Numéro de livret de solde : 8 039 160
----------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Joachim, Jérémie	Nigend : 247 221	Numéro de livret de solde : 8 089 268
Sicard, Cyril	Nigend : 220 523	Numéro de livret de solde : 8 072 757
Robert, Sébastien	Nigend : 197 802	Numéro de livret de solde : 8 055 993

Fait le 2 mai 2013.

*Le général, commandant la région
de gendarmerie du Limousin,
M. LABBÉ*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Picardie

**Décision n° 13477 du 2 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Picardie**

NOR : INTJ1308480S

Le commandant de la région de gendarmerie de Picardie,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 3094 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300446S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013 :

Bocquet, David	Nigend : 162 040	Numéro de livret de solde : 8 019 011
----------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013 :

Cordier, Geoffrey	Nigend : 171 157	Numéro de livret de solde : 8 026 720
-------------------	------------------	---------------------------------------

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013 :

Maquaire, Angélique	Nigend : 214 726	Numéro de livret de solde : 8 068 605
Llorca, Jérémy	Nigend : 234 701	Numéro de livret de solde : 8 086 536
Bezu, William	Nigend : 191 178	Numéro de livret de solde : 8 039 909
Dusautoir, Jérémy	Nigend : 230 573	Numéro de livret de solde : 8 085 053
Brocchetto, Mickaël	Nigend : 236 632	Numéro de livret de solde : 8 086 765
Choron, Antony	Nigend : 199 821	Numéro de livret de solde : 8 048 711
Langlet, Caroline	Nigend : 247 961	Numéro de livret de solde : 8 089 390

Fait le 2 mai 2013.

*Le général, commandant la région
de gendarmerie de Picardie,*

M. BETTON

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nord - Pas-de-Calais
et gendarmerie
pour la zone de défense
et de sécurité Nord

**Décision n° 21068 du 2 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Nord - Pas-de-Calais**

NOR : INTJ1308478S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nord - Pas-de-Calais et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 4706 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300442S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Valet, Dominique	Nigend : 113 907	Numéro de livret de solde : 5 189 679
------------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Merizette, Henri	Nigend : 140 993	Numéro de livret de solde : 8 000 459
Kerman, Laurent	Nigend : 151 794	Numéro de livret de solde : 8 009 760

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Bereau, David	Nigend : 198 609	Numéro de livret de solde : 8 056 206
Boukennat, Cédric	Nigend : 184 427	Numéro de livret de solde : 8 042 226
Delcroix, Bruno	Nigend : 163 497	Numéro de livret de solde : 8 020 220

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Moreau, Marc	Nigend : 248 914	Numéro de livret de solde : 8 089 737
Vandermouten, Guillaume	Nigend : 229 965	Numéro de livret de solde : 8 077 476
Maréchal, Vincent	Nigend : 247 297	Numéro de livret de solde : 8 089 162
Bot, Reynald	Nigend : 188 243	Numéro de livret de solde : 8 038 609
Pouleur, Jérôme	Nigend : 198 220	Numéro de livret de solde : 8 056 123

Fait le 2 mai 2013.

*Le général de division, commandant la région
de gendarmerie de Nord - Pas-de-Calais
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*
N. GÉRAUD

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nord - Pas-de-Calais
et gendarmerie
pour la zone de défense
et de sécurité Nord

**Décision n° 21074 du 2 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord**

NOR : INTJ1308479S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nord - Pas-de-Calais et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 4708 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300444S),

Décide:

Article 1^{er}

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Mariette, Stéphane

Nigend : 184 676

Numéro de livret de solde : 8 034 260

Article 2

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Caestecker, Kevin

Nigend : 243 616

Numéro de livret de solde : 8 088 657

Fait le 2 mai 2013.

*Le général de division, commandant la région
de gendarmerie de Nord - Pas-de-Calais
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*
N. GÉRAUD

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'air

**Décision n° 4784 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie de l'air**

NOR : INTJ1308505S

Le commandant de la gendarmerie de l'air,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 957 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300466S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013 :

Morinière, Yannick

Nigend : 134 163

Numéro de livret de solde : 5 294 866

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013 :

Jeannin, Alexis

Nigend : 169 966

Numéro de livret de solde : 8 025 441

Fait le 3 mai 2013.

*Le lieutenant-colonel, commandant par suppléance
la gendarmerie de l'air,*

T. LEVOYER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie maritime

**Décision n° 9873 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie maritime**

NOR : INTJ1308502S

Le commandant de la gendarmerie maritime,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 1998 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300465S),

Décide:

Article 1^{er}

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Le Gal, Danièle	Nigend : 136 819	Numéro de livret de solde : 5 324 046
-----------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Cerveau, Fabrice	Nigend : 187 002	Numéro de livret de solde : 8 044 651
Leray, Gildas	Nigend : 231 291	Numéro de livret de solde : 8 085 203

Fait le 3 mai 2013.

Le colonel,
commandant la gendarmerie maritime,
I. GUION DE MÉRITENS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 32499 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat »**

NOR : INTJ1308495S

Le ministre de l'intérieur,
Vu le code de la défense ;
Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;
Vu la décision n° 6178 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300461S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013 :

Pagnoux, Pascal Nigend : 70 514 Numéro de livret de solde : 5 282 779

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013 :

Robin, Franck Nigend : 186 786 Numéro de livret de solde : 8 038 265

Article 3

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013 :

Perona, Jennifer Nigend : 228 625 Numéro de livret de solde : 8 076 776

Fait le 3 mai 2013.

Pour le ministre et par délégation :
*Le colonel, adjoint au sous-directeur
de la gestion du personnel,*
O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 32510 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures »**

NOR : INTJ1308498S

Le ministre de l'intérieur,
Vu le code de la défense ;
Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;
Vu la décision n° 3114 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300460S),

Décide :

Article unique

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013 :

Loyer, Laurent

Nigend : 138 067

Numéro de livret de solde : 5 281 665

Fait le 3 mai 2013.

Pour le ministre et par délégation :
*Le colonel, adjoint au sous-directeur
de la gestion du personnel,*
O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 32517 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général des organismes centraux – branche « technique »**

NOR : INTJ1308500S

Le ministre de l'intérieur,
Vu le code de la défense;
Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;
Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;
Vu la décision n° 5601 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300462S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Fédérak, Philippe	Nigend : 128 785	Numéro de livret de solde : 5 282 437
-------------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Guilletat, Philippe	Nigend : 143 204	Numéro de livret de solde : 8 002 573
Defois, Sébastien	Nigend : 157 393	Numéro de livret de solde : 8 014 317

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Lemonnier, Éric	Nigend : 152 585	Numéro de livret de solde : 8 010 449
François, Arnaud	Nigend : 213 500	Numéro de livret de solde : 8 063 790

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Demay, Anne	Nigend : 240 946	Numéro de livret de solde : 8 087 938
-------------	------------------	---------------------------------------

Fait le 3 mai 2013.

Pour le ministre et par délégation :
*Le colonel, adjoint au sous-directeur
de la gestion du personnel,*
O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Aquitaine
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Ouest

**Décision n° 39939 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie d'Aquitaine**

NOR : INTJ1308423S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 8151 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300400S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Cabé, Patrice	Nigend : 136 470	Numéro de livret de solde : 5 324 022
Pardies, Nicole	Nigend : 144 988	Numéro de livret de solde : 8 001 785

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Renaudin, Joël	Nigend : 176 185	Numéro de livret de solde : 8 028 682
Lozeille, Alain	Nigend : 146 524	Numéro de livret de solde : 8 004 350
Dubuisson, Bruno	Nigend : 149 884	Numéro de livret de solde : 8 007 833

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Conte, Jean-Philippe	Nigend : 167 628	Numéro de livret de solde : 8 023 523
Grondin, Claude	Nigend : 178 415	Numéro de livret de solde : 8 037 057
Primas, Christophe	Nigend : 151 562	Numéro de livret de solde : 8 009 671
Gabillard, William	Nigend : 184 027	Numéro de livret de solde : 8 041 048
Ernst, Patricia	Nigend : 202 701	Numéro de livret de solde : 8 054 660

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Jacobs, Pierre-Alain	Nigend : 215 914	Numéro de livret de solde : 8 069 671
Grandjean, Cyril	Nigend : 239 062	Numéro de livret de solde : 8 087 249
Chapuis, Nicolas	Nigend : 239 894	Numéro de livret de solde : 8 087 653
Lamy, Stéphane	Nigend : 240 041	Numéro de livret de solde : 8 087 607
Robert, Didier	Nigend : 214 037	Numéro de livret de solde : 8 068 358
Darlot, Amandine	Nigend : 247 935	Numéro de livret de solde : 8 089 372
Cuyaubère, Nicolas	Nigend : 194 077	Numéro de livret de solde : 8 053 825

Ravon, Damien	Nigend : 246 365	Numéro de livret de solde : 6 546 781
Moan, Antoine	Nigend : 235 167	Numéro de livret de solde : 8 080 451
Bertrand, Serge	Nigend : 146 861	Numéro de livret de solde : 8 004 711

Fait le 3 mai 2013.

*Le général de division,
commandant la région de gendarmerie d'Aquitaine
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*
J.-P. STER

DESTINATAIRES :

- Général d'armée, directeur général de la gendarmerie nationale
 - Direction des ressources humaines
 - Sous-direction de la gestion du personnel
 - Bureau personnel sous-officier de gendarmerie et volontaires
 - Section sous-officier cadre général et volontaires
 - Groupe avancement
 - Commandant de groupement de gendarmerie départementale des Pyrénées-Atlantiques
 - Commandant de groupement de gendarmerie départementale de la Gironde
 - Commandant de groupement de gendarmerie départementale de Lot-et-Garonne
 - Commandant de groupement de gendarmerie départementale des Landes
 - Commandant de groupement de gendarmerie départementale de la Dordogne
 - Commandant de la section de recherches
 - Commandant de la section de recherches
 - Commandant de la section de recherches
 - Commandant du centre administratif financier zonal
 - Commandant du CCPD
 - Commandant du CCPD
 - Chef de la section commandement de l'état-major de la région de gendarmerie d'Aquitaine
- à PARIS
- à PAU
- à BORDEAUX
- à AGEN
- à MONT-DE-MARSAN
- à PÉRIGUEUX
- à PAU
- à BORDEAUX-BOULIAC
- à AGEN
- à BORDEAUX
- à HENDAYE
- à SOMPORT CANFRANC
- à BORDEAUX

DIFFUSION INTÉRIEURE :

- BGPM/SPSOV (3 ex)
- BGPM/ADM (20 ex)
- BGPM/GAP
- BC/SF
- BSIC

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Aquitaine
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Ouest

**Décision n° 39940 du 3 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest**

NOR : INTJ1308425S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 8152 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300402S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

David, Jean-Christian	Nigend : 125 699	Numéro de livret de solde : 5 269 818
-----------------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Lemardelet, Christophe	Nigend : 162 936	Numéro de livret de solde : 8 019 760
Puech, Benoît	Nigend : 198 790	Numéro de livret de solde : 8 053 675

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Laflaquière, Yannick	Nigend : 173 770	Numéro de livret de solde : 8 031 917
Laurent, Jacques-Olivier	Nigend : 208 037	Numéro de livret de solde : 8 061 932

Fait le 3 mai 2013.

*Le général de division,
commandant la région de gendarmerie d'Aquitaine
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,
J.-P. STER*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Alsace

**Décision n° 8438 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie d'Alsace**

NOR : INTJ1308468S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Alsace,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 1589 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300435S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Augé, Gilles	Nigend : 96 437	Numéro de livret de solde : 5 110 309
--------------	-----------------	---------------------------------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Garnier, Philippe	Nigend : 132 683	Numéro de livret de solde : 5 295 353
-------------------	------------------	---------------------------------------

Eber, Marc	Nigend : 137 193	Numéro de livret de solde : 5 323 147
------------	------------------	---------------------------------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Jelen, Séverine	Nigend : 167 102	Numéro de livret de solde : 8 023 240
-----------------	------------------	---------------------------------------

Cinotti, Pierre	Nigend : 120 076	Numéro de livret de solde : 5 220 401
-----------------	------------------	---------------------------------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Herrmann, Guillaume	Nigend : 178 974	Numéro de livret de solde : 8 035 704
---------------------	------------------	---------------------------------------

Clement, Lydie	Nigend : 232 226	Numéro de livret de solde : 8 085 443
----------------	------------------	---------------------------------------

Daul, Stéphane	Nigend : 231 262	Numéro de livret de solde : 8 085 180
----------------	------------------	---------------------------------------

Eichler, Yves	Nigend : 209 929	Numéro de livret de solde : 8 062 966
---------------	------------------	---------------------------------------

Fait le 6 mai 2013.

*Le colonel, commandant la région
de gendarmerie d'Alsace,*

T. THOMAS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Haute-Normandie

**Décision n° 10246 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Haute-Normandie**

NOR : INTJ1308436S

Le commandant de la région de gendarmerie de Haute-Normandie,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 2177 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300411S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Buisson, Fabien	Nigend : 161 469	Numéro de livret de solde : 8 018 016
-----------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Corolleur, Anthony	Nigend : 196 992	Numéro de livret de solde : 8 048 495
--------------------	------------------	---------------------------------------

Article 3

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Sadot, Bruno	Nigend : 224 272	Numéro de livret de solde : 8 083 955
--------------	------------------	---------------------------------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Pierron, Gaëlle	Nigend : 181 035	Numéro de livret de solde : 8 035 680
Pruvot, Fabien	Nigend : 234 252	Numéro de livret de solde : 6 592 900
Rossi, Xavier	Nigend : 175 303	Numéro de livret de solde : 8 031 775
Thirion, Rachel	Nigend : 225 672	Numéro de livret de solde : 8 084 233
Dujardin, Sandra	Nigend : 239 107	Numéro de livret de solde : 8 087 346
Vansuypeene, Rémi	Nigend : 240 090	Numéro de livret de solde : 8 087 638
Forgit, Florence	Nigend : 180 890	Numéro de livret de solde : 8 033 548

Fait le 6 mai 2013.

*Le colonel, commandant la région
de gendarmerie de Haute-Normandie,*
D. MORÉE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Basse-Normandie

**Décision n° 12202 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Basse-Normandie**

NOR : INTJ1308438S

Le commandant de la région de gendarmerie de Basse-Normandie,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 2673 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300413S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Le Louër, Jean-Paul	Nigend : 137 447	Numéro de livret de solde : 5 324 563
---------------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Palos, Didier	Nigend : 126 537	Numéro de livret de solde : 5 280 563
---------------	------------------	---------------------------------------

Pouchard, Olivier	Nigend : 168 591	Numéro de livret de solde : 8 024 375
-------------------	------------------	---------------------------------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Vaugoyeau, Yannick	Nigend : 160 494	Numéro de livret de solde : 8 017 491
--------------------	------------------	---------------------------------------

Villain, Éric	Nigend : 204 258	Numéro de livret de solde : 8 054 866
---------------	------------------	---------------------------------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Viley, Vincent	Nigend : 163 381	Numéro de livret de solde : 8 020 195
----------------	------------------	---------------------------------------

Farcy, Christophe	Nigend : 182 619	Numéro de livret de solde : 8 037 519
-------------------	------------------	---------------------------------------

Marquilly, David	Nigend : 200 721	Numéro de livret de solde : 8 043 016
------------------	------------------	---------------------------------------

Quilfen, Vanessa	Nigend : 246 364	Numéro de livret de solde : 8 089 063
------------------	------------------	---------------------------------------

Le Moal, Yohan	Nigend : 241 217	Numéro de livret de solde : 8 088 032
----------------	------------------	---------------------------------------

Fait le 6 mai 2013.

*Le général, commandant la région
de gendarmerie de Basse-Normandie,*

F.-X. BOURGES

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Poitou-Charentes

**Décision n° 15411 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Poitou-Charentes**

NOR : INTJ1308430S

Le commandant de la région de gendarmerie de Poitou-Charentes,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 7 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300405S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} juin 2013 :

Lacouture, André	Nigend : 116 526	Numéro de livret de solde : 5 230 007
Bauvineau, Danièle	Nigend : 151 158	Numéro de livret de solde : 8 014 708

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013 :

Machefert, Yanick	Nigend : 137 877	Numéro de livret de solde : 5 323 363
Radoux, Frédéric	Nigend : 124 517	Numéro de livret de solde : 5 244 180

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013 :

Giraud, Sébastien	Nigend : 172 850	Numéro de livret de solde : 8 031 312
Guerineau-Lebrun, Davy	Nigend : 206 227	Numéro de livret de solde : 8 062 259
Roudier, Sébastien	Nigend : 161 331	Numéro de livret de solde : 8 018 379

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013 :

Belluteau, Claire	Nigend : 242 042	Numéro de livret de solde : 8 088 319
Wolff, Frank	Nigend : 160 705	Numéro de livret de solde : 8 017 699
Couton, Vincent	Nigend : 139 480	Numéro de livret de solde : 5 323 616

Fait le 6 mai 2013.

*Le général, commandant la région
de gendarmerie de Poitou-Charentes,*
P. LE MOUËL

DESTINATAIRES :

- direction générale de la gendarmerie nationale,
direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale, à ISSY LES MOULINEAUX ;
- commandant du groupement de gendarmerie départementale :
 - de la Charente, à ANGOULÊME ;
 - de la Vienne, à POITIERS ;
 - de la Charente-Maritime, à LA ROCHELLE ;
 - des Deux-Sèvres, à NIORT ;
- chef du centre administratif et financier zonal, à BORDEAUX ;
- commandant de la section des recherches, à POITIERS ;
- directeur du centre du service national, à POITIERS ;
- sous-directeur des pensions, à LA ROCHELLE.

DIFFUSION INTÉRIEURE :

- section commandement – cabinet ;
- tous bureaux état-major régional ;
- antenne médicale en gendarmerie.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
des Pays de la Loire

**Décision n° 22668 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire**

NOR : INTJ1308441S

Le commandant de la région de gendarmerie des Pays de la Loire,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 4412 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300416S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Fiévez, Laurent	Nigend : 151 481	Numéro de livret de solde : 8 009 629
Crochemore, Pascal	Nigend : 135 536	Numéro de livret de solde : 5 323 725

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Morisseau, Jean-Luc	Nigend : 121 951	Numéro de livret de solde : 5 242 963
Bocquier, Jean-Yves	Nigend : 149 618	Numéro de livret de solde : 8 007 611
Garnaud, Éric	Nigend : 131 912	Numéro de livret de solde : 5 294 540

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Cadiou, Aurore	Nigend : 228 319	Numéro de livret de solde : 8 058 479
Richard, Yoann	Nigend : 178 381	Numéro de livret de solde : 8 031 449
Noury, Pascal	Nigend : 149 822	Numéro de livret de solde : 8 007 483
Tanguy, Yoann	Nigend : 171 863	Numéro de livret de solde : 8 026 268

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Viez, Jérémy	Nigend : 239 800	Numéro de livret de solde : 8 087 774
Hellequin, Dominique	Nigend : 160 554	Numéro de livret de solde : 8 017 558
Bequerel, Marjorie	Nigend : 241 621	Numéro de livret de solde : 8 088 157
Patissier, Josélito	Nigend : 202 067	Numéro de livret de solde : 8 057 893
Flandrin, Yoann	Nigend : 241 037	Numéro de livret de solde : 8 087 870
Bourreau, Nicolas	Nigend : 177 502	Numéro de livret de solde : 8 029 110
Viano, Jean-Michel	Nigend : 159 851	Numéro de livret de solde : 8 016 996
Dreux, Nicolas	Nigend : 242 618	Numéro de livret de solde : 8 088 385

Fait le 6 mai 2013.

*Le colonel, commandant la région
de gendarmerie des Pays de la Loire,*
F. ALÈGRE DE LA SOUJEOLE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud

**Décision n° 34992 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur**

NOR : INTJ1308452S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 5375 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300425S);

Vu la décision n° 1782 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300436S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Menoud, Jean-Pierre	Nigend : 132 983	Numéro de livret de solde : 5 295 758
---------------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Amalric, Franck	Nigend : 132 791	Numéro de livret de solde : 5 294 700
Zehner, Sylvain	Nigend : 110 057	Numéro de livret de solde : 5 174 298
Lejeune, Thierry	Nigend : 158 203	Numéro de livret de solde : 8 015 559

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Legrand, Yoann	Nigend : 170 479	Numéro de livret de solde : 8 025 659
Verpoort, Laurent	Nigend : 157 623	Numéro de livret de solde : 8 015 098
Debono, Cédric	Nigend : 190 638	Numéro de livret de solde : 8 039 322
Camus, Patrice	Nigend : 133 855	Numéro de livret de solde : 5 293 919
Rolland, Sébastien	Nigend : 200 788	Numéro de livret de solde : 8 044 119
Racine, Frédéric	Nigend : 205 220	Numéro de livret de solde : 8 055 234

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Jacquemin, Sébastien	Nigend : 205 634	Numéro de livret de solde : 8 059 752
Renard, Mickaël	Nigend : 198 579	Numéro de livret de solde : 8 046 958
Wiatz, Laurent	Nigend : 246 434	Numéro de livret de solde : 8 089 121
Pezzotta, Frédéric	Nigend : 176 831	Numéro de livret de solde : 8 032 503
Chatelain, Sébastien	Nigend : 207 767	Numéro de livret de solde : 6 569 996
Forment, Fanny	Nigend : 248 815	Numéro de livret de solde : 8 089 713
Clavel, Angélique	Nigend : 230 757	Numéro de livret de solde : 8 078 175
Fenech, Florence	Nigend : 219 679	Numéro de livret de solde : 8 072 163

Porta, Jean-Louis	Nigend : 104 592	Numéro de livret de solde : 5 173 820
Grifo, Carole	Nigend : 227 207	Numéro de livret de solde : 8 075 537
Gyre, Yohannes	Nigend : 230 911	Numéro de livret de solde : 8 078 064
Collin, David	Nigend : 184 373	Numéro de livret de solde : 8 040 654
Doyen, Cédric	Nigend : 196 033	Numéro de livret de solde : 8 053 988

Fait le 6 mai 2013.

*Le général de corps d'armée, commandant la région
de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*
D. GALTIER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud

**Décision n° 34993 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud**

NOR : INTJ1308453S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 5378 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300429S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013 :

Dubois, Éric	Nigend : 138 784	Numéro de livret de solde : 5 160 451
--------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013 :

Mithey, Michaël	Nigend : 165 881	Numéro de livret de solde : 8 022 369
-----------------	------------------	---------------------------------------

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013 :

Azorin, Gilles	Nigend : 184 742	Numéro de livret de solde : 8 042 364
Dijoux, Jean-Xavier	Nigend : 208 732	Numéro de livret de solde : 8 050 373

Fait le 6 mai 2013.

*Le général de corps d'armée, commandant la région
de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*
D. GALTIER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des écoles
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 35211 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1308491S

Le commandant des écoles de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 7548 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300453S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Sliwinski, Sandrine	Nigend : 132 084	Numéro de livret de solde : 5 293 891
---------------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Guillan, Régis	Nigend : 142 439	Numéro de livret de solde : 8 001 724
----------------	------------------	---------------------------------------

Bravin, Christine	Nigend : 149 622	Numéro de livret de solde : 8 007 614
-------------------	------------------	---------------------------------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Denjean, Frédéric	Nigend : 167 082	Numéro de livret de solde : 8 023 222
-------------------	------------------	---------------------------------------

Froidure, Guillaume	Nigend : 181 350	Numéro de livret de solde : 8 030 135
---------------------	------------------	---------------------------------------

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Mansuy, Ludovic	Nigend : 231 628	Numéro de livret de solde : 8 078 661
-----------------	------------------	---------------------------------------

Fait le 6 mai 2013.

*Le général de corps d'armée, commandant les écoles
de la gendarmerie nationale,*

C. MÉTAIS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité de Paris

**Décision n° 42586 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France**

NOR : INTJ1308416S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 9377 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300392S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Scemama, Bruno	Nigend : 137 378	Numéro de livret de solde : 5 322 777
Windels, Jean-Luc	Nigend : 113 461	Numéro de livret de solde : 5 191 094

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Hossann, Vincent	Nigend : 183 273	Numéro de livret de solde : 8 033 948
Flizot, Sébastien	Nigend : 174 220	Numéro de livret de solde : 8 027 934
Franoux, Sandie	Nigend : 192 441	Numéro de livret de solde : 8 040 429

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Mory, Nicolas	Nigend : 205 096	Numéro de livret de solde : 8 058 782
Petit, Stéphane	Nigend : 166 800	Numéro de livret de solde : 8 022 973
Bissonnier, Bruno	Nigend : 165 017	Numéro de livret de solde : 8 021 703

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Dieulangard, Gabriel	Nigend : 226 430	Numéro de livret de solde : 8 084 494
Fischer, Guillaume	Nigend : 234 760	Numéro de livret de solde : 8 086 586
Pégard, Aurélien	Nigend : 232 076	Numéro de livret de solde : 8 085 693
Périnet, Magali	Nigend : 233 218	Numéro de livret de solde : 8 085 849
Sebert, Axelle	Nigend : 224 475	Numéro de livret de solde : 8 083 866
Delabruyere, Emilie	Nigend : 239 101	Numéro de livret de solde : 8 087 341
Delforge, Céline	Nigend : 230 678	Numéro de livret de solde : 8 078 188
Lemoine, Sébastien	Nigend : 208 506	Numéro de livret de solde : 8 062 774
Riviere, Marie	Nigend : 243 733	Numéro de livret de solde : 8 088 799

Antigny, David
Beulaygue, Gilles
Fovel, Bruno
Fait le 6 mai 2013.

Nigend : 210 677
Nigend : 122 915
Nigend : 106 817

Numéro de livret de solde : 8 065 818
Numéro de livret de solde : 5 244 704
Numéro de livret de solde : 5 149 250

*Le général de division, commandant la région
de gendarmerie d'Île-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*
B. CARMICHAËL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité de Paris

**Décision n° 42600 du 6 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris**

NOR : INTJ1308418S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 6966 du 24 janvier 2013 (NOR : INTJ1300394S),

Décide:

Article 1^{er}

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Lebeau, Jean-Noël	Nigend : 147 485	Numéro de livret de solde : 8 005 484
-------------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Engels, Patrick	Nigend : 156 575	Numéro de livret de solde : 5 308 989
Moerman, Mathieu	Nigend : 213 843	Numéro de livret de solde : 8 068 235
Petitpas, Tony	Nigend : 184 196	Numéro de livret de solde : 8 034 348
Servant, Thomas	Nigend : 243 601	Numéro de livret de solde : 8 088 742
Cavel, Olivier	Nigend : 218 454	Numéro de livret de solde : 8 064 927

Fait le 6 mai 2013.

*Le général de division, commandant la région
de gendarmerie d'Île-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*
B. CARMICHAËL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Établissement central
de l'administration et du soutien
de la gendarmerie nationale

Décision n° 27534 du 7 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de l'établissement central de l'administration et du soutien de la gendarmerie nationale – branche « administrative »

NOR : INTJ1308493S

Le directeur de l'établissement central de l'administration et du soutien de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 6192 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300455S),

Décide:

Article unique

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Néel, Michel

Nigend : 133 111

Numéro de livret de solde : 5 295 152

Fait le 7 mai 2013.

*Le colonel, directeur de l'établissement central
de l'administration et du soutien
de la gendarmerie nationale,*
F. RONDOT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Ouest

**Décision n° 30048 du 7 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest**

NOR : INTJ1308435S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 5359 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300410S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Uhel, Norbert	Nigend : 133 943	Numéro de livret de solde : 5 294 493
---------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Simoens, Thierry	Nigend : 191 222	Numéro de livret de solde : 8 039 984
------------------	------------------	---------------------------------------

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Lasne, Germain	Nigend : 248 886	Numéro de livret de solde : 8 089 849
----------------	------------------	---------------------------------------

Bessonneau, Aurélien	Nigend : 242 043	Numéro de livret de solde : 8 088 320
----------------------	------------------	---------------------------------------

Fait le 7 mai 2013.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Bretagne
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,
A. GIORGIS*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Centre

**Décision n° 18518 du 13 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie du Centre**

NOR : INTJ1308445S

Le commandant de la région de gendarmerie du Centre,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 4187 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300418S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Tripon, Lucien	Nigend : 139 397	Numéro de livret de solde : 5 296 092
----------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Dubois, Philippe	Nigend : 133 455	Numéro de livret de solde : 5 311 228
Andre, Jean-Claude	Nigend : 156 849	Numéro de livret de solde : 8 014 800
Le Dé, Arnaud	Nigend : 166 652	Numéro de livret de solde : 8 022 752

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Toulotte, Bruno	Nigend : 168 927	Numéro de livret de solde : 8 024 696
Montauban, Emmanuelle	Nigend : 205 343	Numéro de livret de solde : 8 058 693
Furin, Cédric	Nigend : 188 266	Numéro de livret de solde : 8 038 635
Pareau-Deniau, Vincent	Nigend : 169 995	Numéro de livret de solde : 8 025 470

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Dixmier, Nathalie	Nigend : 212 561	Numéro de livret de solde : 8 067 269
Grolleau, Anne-Sophie	Nigend : 215 502	Numéro de livret de solde : 8 069 316
Druot, Jordan	Nigend : 204 821	Numéro de livret de solde : 8 060 908
Roquel, Bruno	Nigend : 206 415	Numéro de livret de solde : 8 060 214
Campos, Michaël	Nigend : 238 539	Numéro de livret de solde : 6 699 157
Dessertine, William	Nigend : 248 812	Numéro de livret de solde : 8 089 710
Thibault, Philippe	Nigend : 242 079	Numéro de livret de solde : 8 088 366
Pilu, Jérôme	Nigend : 211 609	Numéro de livret de solde : 8 063 362
Dugrosprez, Émeric	Nigend : 217 949	Numéro de livret de solde : 8 064 776
Chenal, Sébastien	Nigend : 229 377	Numéro de livret de solde : 8 077 083
Loarer, Armel	Nigend : 218 071	Numéro de livret de solde : 8 071 043

Fait le 13 mai 2013.

*Le général, commandant la région
de gendarmerie du Centre,*
S.-P. BARADEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement
de la gendarmerie outre-mer

Décision n° 10605 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche « personnel servant en ambassade »

NOR : INTJ1308488S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 738 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300449S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013 :

Muraro, Didier	Nigend : 129 342	Numéro de livret de solde : 5 283 762
----------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013 :

Bouteloup, Renaud	Nigend : 162 770	Numéro de livret de solde : 8 019 619
Mirofle, Philippe	Nigend : 131 417	Numéro de livret de solde : 5 294 973
Garcia, Daniel	Nigend : 161 012	Numéro de livret de solde : 8 017 841

Article 3

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013 :

Guiziou, Christophe	Nigend : 159 291	Numéro de livret de solde : 6 009 445
---------------------	------------------	---------------------------------------

Fait le 14 mai 2013.

*Le général de corps d'armée,
commandant la gendarmerie outre-mer,
S. CAILLET*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement
de la gendarmerie outre-mer

Décision n° 10607 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche « personnel servant outre-mer, en assistance militaire technique et en prévôté »

NOR : INTJ1308482S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 737 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300448S) ;

Vu la décision n° 3094 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300446S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013 :

Porquet, Francis	Nigend : 136 929	Numéro de livret de solde : 5 322 476
------------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013 :

Kerfers, Yvan	Nigend : 128 195	Numéro de livret de solde : 5 271 158
---------------	------------------	---------------------------------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013 :

Tatincloux, David	Nigend : 162 434	Numéro de livret de solde : 8 019 393
Galea, Pierre	Nigend : 160 633	Numéro de livret de solde : 5 309 110

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013 :

Lalot, Damien	Nigend : 217 970	Numéro de livret de solde : 8 064 799
Fraysse, Sébastien	Nigend : 227 119	Numéro de livret de solde : 6 562 844
Orezzoli, Nicolas	Nigend : 233 282	Numéro de livret de solde : 8 086 046
Sauge-Merle, Benoît	Nigend : 187 215	Numéro de livret de solde : 8 038 376
Gal, Damien	Nigend : 184 109	Numéro de livret de solde : 8 042 306
Gall, Philippe	Nigend : 227 632	Numéro de livret de solde : 8 058 440
Bamberger, Franck	Nigend : 193 104	Numéro de livret de solde : 8 047 176

Fait le 14 mai 2013.

*Le général de corps d'armée,
commandant la gendarmerie outre-mer,
S. CAILLET*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Auvergne

**Décision n° 12605 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie d'Auvergne**

NOR : INTJ1308450S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 2237 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300423S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Chatrenet, Stéphane	Nigend : 143 447	Numéro de livret de solde : 5 272 501
---------------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Delcamp, Thierry	Nigend : 132 124	Numéro de livret de solde : 5 295 423
------------------	------------------	---------------------------------------

Article 3

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Drevet, Roger	Nigend : 139 744	Numéro de livret de solde : 5 296 043
---------------	------------------	---------------------------------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Duzellier, philippe	Nigend : 162 069	Numéro de livret de solde : 8 019 039
---------------------	------------------	---------------------------------------

Vallet, Stéphane	Nigend : 157 952	Numéro de livret de solde : 8 015 386
------------------	------------------	---------------------------------------

Moissonnier, Florent	Nigend : 166 784	Numéro de livret de solde : 8 022 961
----------------------	------------------	---------------------------------------

Fait le 14 mai 2013.

*Le colonel, commandant la région
de gendarmerie d'Auvergne,
É.-P. MOLOWA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Midi-Pyrénées

**Décision n° 24516 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Midi-Pyrénées**

NOR : INTJ1308428S

Le commandant de la région de gendarmerie de Midi-Pyrénées,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 5334 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300404S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Rossignol, Pascal	Nigend : 133 007	Numéro de solde : 5 295 822
Tomas, Jean-Philippe	Nigend : 153 499	Numéro de solde : 8 011 493

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Bertelli, Carine	Nigend : 159 222	Numéro de solde : 8 021 305
Barreau, Guillaume	Nigend : 149 244	Numéro de solde : 8 007 105
Dubarry, Didier	Nigend : 128 884	Numéro de solde : 5 282 913
Mattelin, Thierry	Nigend : 158 071	Numéro de solde : 8 015 275

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Louis, Éric	Nigend : 192 091	Numéro de solde : 8 040 061
Pailhac, Patrick	Nigend : 126 672	Numéro de solde : 5 280 657
Pizzinato, Daniel	Nigend : 161 057	Numéro de solde : 8 017 880
Agnoux, Régis	Nigend : 188 674	Numéro de solde : 8 038 700
Avallone, Philippe	Nigend : 131 608	Numéro de solde : 5 293 907

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Pelte, Charles	Nigend : 243 100	Numéro de solde : 8 088 632
Peltier, Alexandra	Nigend : 248 220	Numéro de solde : 8 089 539
Bonnel, Bertrand	Nigend : 203 831	Numéro de solde : 6 613 784
Michelin, Nicolas	Nigend : 245 732	Numéro de solde : 8 088 935
Nay, Loïc	Nigend : 211 505	Numéro de solde : 8 066 646
Jamin, Audrey	Nigend : 223 667	Numéro de solde : 8 073 582
Bodin, Christophe	Nigend : 211 421	Numéro de solde : 8 063 389

Fait le 14 mai 2013.

*Le colonel, commandant la région
de gendarmerie de Midi-Pyrénées,*
A. PIDOUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Ouest

**Décision n° 31369 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne**

NOR : INTJ1308433S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 5361 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300409S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Lelandais, Pascal	Nigend : 147 363	Numéro de livret de solde : 5 278 980
-------------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Thézé, Pierre	Nigend : 168 250	Numéro de livret de solde : 8 023 890
Boëffard, Marinella	Nigend : 152 290	Numéro de livret de solde : 8 010 312

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Castel, Guillaume	Nigend : 194 322	Numéro de livret de solde : 8 047 814
Gourlay, Philippe	Nigend : 183 403	Numéro de livret de solde : 8 034 037
Rabin, Sébastien	Nigend : 168 241	Numéro de livret de solde : 8 023 880
Foison, Arnaud	Nigend : 167 640	Numéro de livret de solde : 8 023 529

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Amargier, Sylvia	Nigend : 247 265	Numéro de livret de solde : 8 089 183
Pizzati, Guenaël	Nigend : 183 450	Numéro de livret de solde : 8 034 075
Rodriguez, Stéphane	Nigend : 204 410	Numéro de livret de solde : 8 055 317
Thomas, Xavier	Nigend : 198 225	Numéro de livret de solde : 8 056 138
Fagot, Jean-Christophe	Nigend : 183 373	Numéro de livret de solde : 8 034 025
Mauduit, Vincent	Nigend : 182 545	Numéro de livret de solde : 8 037 533

Fait le 14 mai 2013.

*Le général de division,
commandant la région de gendarmerie de Bretagne
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*
A. GIORGIS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Sous-direction des compétences

Bureau de la formation

**Décision n° 38761 du 14 mai 2013 portant attribution
du certificat de formation à l'encadrement opérationnel**

NOR : INTJ1312089S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4136-1 et suivants;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie, notamment son article 24;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant les conditions d'obtention du certificat national de formation à l'encadrement opérationnel;

Vu l'instruction n° 49000/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 26 juillet 2011,

Décide:

Article 1^{er}

Le certificat de formation à l'encadrement opérationnel (CEFEO) est attribué, à compter du 10 mai 2013, aux 170 sous-officiers de gendarmerie du SNFEO 06/2013, classés par ordre de mérite dont le nom suit:

Valat Cyril	181320
Beaumont Elise	213902
Guillot Ludovic	216489
Brevet Philippe	116771
Bedut Emmanuel	200775
Mens Caroline	169569
Le Gouez Solenn	231149
Joubes Romain	181271
Lahmal Antony	217598
Viau Franck	212617
Labatut Cédric	176562
Granier Véronique	181064
Ferreira Michaël	212743
Chiron Joël	206642
Charlet Nicolas	183163
Bossa Jean-Marc	217339
Bloch Emmanuel	179960
Ernst Patricia	202701
Villeger Cyrille	173005
Delahodde Alexandre	192591
Domairon Lionel	200942
Deiss Pierre	155166
Velin Coralie	183176
Deur Alexis	180019

Avrila Jimmy	211128
Antkowiak Luc	174187
Anerot Alexandra	187955
Sueur Eléonore	175641
Josset Laurent	221396
Beziaud Laurent	168825
Grosselin Yannick	164720
Briffa Christophe	187208
Rochette Stéphane	197336
Kaïm Thierry	164960
Oxandabarat Alain	195481
Villemin Gwenaël	173362
Sylvestre-Baron Delphine	204220
Rohrmann Jérôme	184653
Monborne Olivier	176387
Mottet Julien	224998
Vincent Franck	154567
Lardeur Michaël	189169
Papin Christophe	225691
Grimaud Charly	174823
Bénières Corine	135202
N'Guyen Alain	199539
Menetrier Thierry	179331
Le Gaffric Jacques	158848
Menglier Julien	182880
Delclaud Cyril	169009
Target David	197775
Barbecot Fabrice	173027
Menichini Cendrine	216737
Marchini Jean-Pierre	165585
Prevost Franck	206043
Recchia Bruno	187996
Cornec Frédéric	202063
Pelletier Joachim	169325
Lhermitte Jérôme	201969
Dulon Nicolas	190610
Rogard Raymond	155864
Gervais Nicolas	200832
Viale Thierry	192116
Datrino Stéphane	225245
Ferniot Sébastien	217355
Fabry Cyril	185930
Alexandre David	184684
Tessereau Cédric	163376
Marty Laurent	163673
Dewulf Laurent	154274
Ribot Karelle	220870

Zanette Jérôme	174930
Carlin Christophe	164590
Fillola Frédéric	197145
Duprey Laurent	183368
Dufour Frédéric	159384
Chosson Guillaume	204570
Dupont Émilie	217586
Combes Mélanie	220174
Champeil Sylvain	224219
Marchand Jean-Michel	165704
Erre Olivier	176885
Gras Adrien	185317
Champsaur Loïc	166608
Gourjux Sébastien	168078
Grosbois Anthony	205029
Perini Loïc	196470
Legallois Eric	186445
Deredin Bruno	174210
Vandemaele Alexandre	195801
Chevallier Elsy	193889
Fernandes Christophe	191366
Le Port Ludivine	204113
Audabram Christophe	164673
Beller Emmanuel	168518
Chrétien Hélène	199748
Le Brun Jikaël	153455
Pagnerre Jérôme	228384
Munos Thierry	156089
Pauchet Karine	220767
Castel Nicolas	206689
Menanteau Fabrice	226307
Guibert David	230580
Devid Willy	165835
Sahari Saïd	148003
Marsollier Sabrina	170129
Petament Cyril	171366
Watremez Brett	161658
Fournier Jean-Christophe	165673
Larroux Romuald	215785
Lagha Kazdaghli Serge	213084
Messaoudi Djilali	204447
Breton Vincent	191167
Bonhomme Frédéric	159261
Le Quay Jean-Michel	194328
Gluck Dominique	162629
Foison Arnaud	167640
Hervé Reine	191347

Houziaux Christophe	191227
Angélini Nathalie	192335
Conte Jean-Philippe	167628
Notreami Frédéric	190457
Domecq Didier	193606
Capeille Emilie	195309
Nizon Pierre	193167
Benzeboudj Jonathan	184655
Dupuy Sandrine	189521
Depouille Vincent	169014
Primas Christophe	151562
Rabin Sébastien	168241
Medy Stéphane	164860
Ducarme Ludovic	151476
Vandevoorde Grégory	174175
Dublineau Alexandre	191057
Grondin Claude	178415
Dupuy Jean-Philippe	153787
Souleres Thierry	170012
Osberger Maryline	211294
Fabre Jean-Christophe	173179
Maingot Philippe	181714
Meyer Stéphane	203286
Delautre Christophe	168543
Malleret Florent	183057
Farineaux Vincent	201184
Conot Peggy	162509
Mirault Olivier	176926
Doudet Jérôme	175456
Mouisset Jérôme	157192
Misiaczyk Cédric	205832
Mery Sylvian	226196
Gabillard William	184027
Ladrière Gérald	177150
Ostyn Delphine	205597
Hachet Gwendolyn	198127
Hoyau Grégory	166644
Lowié Eric	159308
Obert Cédric	185921
Clabaux Stéphane	149998
Carlier Nicolas	194302
Malara Vincent	155715
Teyssie Frédéric	181417
Raud Laurent	176181
Birckel Sébastien	188987
Richard Yoann	178381
Dupont Anthony	164451

Buso Alexandre	173916
Bour Roger	206686
Godard Christian	203694
Louvet Bruno	204294
Goisbeau Sébastien	156733

Article 2

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par l'article R. 4125-1 du code de la défense, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 3

Les intéressés recevront un exemplaire de cette décision. Conformément aux dispositions de la note-express n° 40000/DEF/GEND/RH/ETG du 17 août 2001, relative à la notification des décisions administratives individuelles (CLASS.: 31.23), ils devront en délivrer un récépissé du modèle exigé, daté et signé, qui sera inséré dans leur dossier 2^e partie.

Fait le 14 mai 2013.

Pour le ministre et par délégation :
Le général, sous-directeur des compétences,
D. QUENELLE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale
de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Sous-direction des compétences

Bureau de la formation

**Décision n° 38784 du 14 mai 2013 portant attribution
du certificat de formation à l'encadrement opérationnel**

NOR : INTJ1312101S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4136-1 et suivants;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie, notamment son article 24;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2011 fixant les conditions d'obtention du certificat national de formation à l'encadrement opérationnel;

Vu l'instruction n° 49000/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 26 juillet 2011,

Décide:

Article 1^{er}

La décision n° 27776 GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 5 avril 2013 est abrogée et remplacée par la présente.

Article 2

Le certificat de formation à l'encadrement opérationnel (CEFEO) est attribué, à compter du 28 mars 2013, aux 182 sous-officiers de gendarmerie du SNFEO 04/2013, classés par ordre de mérite dont le nom suit :

Bouteloup, Sébastien	177503
Didier, Franck	165208
Martinez, Guillaume	165245
Beyssac, Cédric	195095
Delalande, Sophie	197740
Jourdain, Thomas	203559
Martinez, Jean-François	146934
Laskawiec, Julien	192104
Philips, Bernard	163908
Deprat, Max	208137
Conan, Régis	190523
Chauvin, Franck	160307
Poircuitte, Pascal	162959
Maciejewski, Sabrina	195943
Kermarec, Raymond	160238
Chereau, Guillaume	177623
Gimenez, Kévin	191056
Ferré, Marc	220203
Bosc, Christophe	163289
Carrier, David	175000
Leroux, Louis	180053

Moufflet, Michaël	197879
Bayle, Aymeric	203091
Prieur, Stéphane	168473
Slowinski, Eddy	184732
Demarty, Mathieu	177770
Lefrançois, Christophe	166027
Chassaing, Christelle	189032
Froux, Cyril	183141
Boughanem, Hakim	211255
Falgoux, Pierre	206243
Lecoq, Ludovic	183425
Rieux, Nicolas	223807
Krey, Olivier	199615
Auboiron, Marc	134611
Champion, Mickaël	186790
Valensisi, Gérald	190352
Theux, Dominique	203748
Garnier, Jean-Christophe	165556
Vanheuerswyn, Thomas	219709
Thoumire, Jérôme	174094
Naveau, Guillaume	175499
Dantot, Sébastien	177514
Pulido, José	169579
Le strat, Sébastien	192120
Verpoort, Laurent	157623
Robert, Thierry	203297
De Farcy-De-Pontfarcy, Guillaume	197023
Lehideux, Jean-Paul	198541
Hennion, Gaëtan	196583
Lemardelet, Thierry	168092
Barqui, Mustapha	210532
Bordessoules, Julien	180370
Labourot, Sébastien	197126
Begue, Romuald	172931
Suarez, Alexandre	181415
Boitout, Cécile	221019
Cultil, Jean-Christophe	174015
Malindo, Jimmy	178441
Ruelle, Sophie	192396
Tassout, Yohan	188023
Fivez, Laurent	171170
Vimond, Catherine	178804
Luccisano, Vincent	194487
Vitour, Freddy	186495
Louchel, Mickaël	186965
Quesne, Jean-Louis	165724
Dehaumont, Sébastien	226823

Bertin, Vincent	169920
Jacques, Olivier	190891
Guilloteau, Guillaume	209901
Tauleigne, Nicolas	179947
Bedu, Olivier	192355
Antoine, Elodie	227097
Bertona, Franck	161085
Richard, Eric	173227
Gille, Guillaume	181182
Hazera, Sébastien	170469
Josserand, Grégoire	176663
Claret, Dany	167520
Martin, Odile	164105
Riffaud, Amaury	169730
Monjou, Ludovic	175830
Raymond, Mickaël	187875
Gehant, Cyrille	187142
Petre, Aurik	184446
Hannon, Jérôme	171312
Martin, Jérôme	188845
Pointeaux, Stéphane	183451
Boquet, Aurélien	209859
Devick, Alexis	183388
Hildenbrand, Laurent	190875
Eugène, Wilfrid	187323
Salamani, Alexandre	191087
Proust, Nicolas	166678
Girard, Christopher	216604
Jouniaux, Michaël	161759
Humbert, Olivier	162637
Pradin, Gérard	153612
Michaux, Aurore	203130
Castagna, Guillaume	194316
Deudon, Stéphanie	229194
Mailfert, Mélanie	178136
Delanoue, Véronique	177632
Guillard, Arnaud	172961
Bertou, Hervé	196853
Carlier, Jean-Paul	208792
Pouvreau, Philippe	168793
Schulz, Frédéric	155630
Vacquie, Jeanny	177712
Graffeuil, Arnaud	210103
Moinet, Sébastien	184743
Gaborit, Anne	198769
Jossien, Jean-Marc	151512
Achahbar, Mohamed	204975

Buré, Gaylord	201906
Boisseaux, Sébastien	192955
Mestre, Mickaël	179922
Dumareau, Cédric	178727
Conseil, Christian	118003
Regazzoni, Jérôme	179464
Brailly, Céline	217562
Gautron, Séverine	182709
Cinotti, Pierre	120076
Brasseur, Cédric	175967
Sadot, Bruno	224272
Lallart, Olivier	192907
Martin, Joseph	210224
Vallee, Yannick	177363
Quentin, Dorothée	218693
Lachevre, Pascal	172445
Guillaumeau, Julien	186947
Gonzalez, Christophe	179785
Niesel, Pierre	218686
Dubois, Marc	195352
Martinez, Sandrine	163764
Pifaro, Eric	208711
Touchard, Pascal	137252
Fontaine, Cyril	207336
Jourdan, Christophe	220218
Gobbé, Samuel	178735
Theron, Cédric	174173
Bonnoron, Emmanuel	169649
Templier, Frédérique	192456
Lepied, Thierry	183907
De Saint-Riquier, Benoît	229048
Morent, Stéphane	205959
Grimaud, Olivier	199703
Riviere, Jean-Michel	182213
Mestepes, Jérôme	188267
Raimondi, Christophe	190255
Tessier, Anthony	194747
Desbordes, Vincent	140094
Albinoli, Rudy	191499
Prado, Franck	136932
Darrenougue, Nicolas	223750
Nilly, Alain-Del	171335
Kieffer, Claire	199786
Dumond, Christophe	183506
Défossé, Ludovic	171391
Marchal, Cédric	197362
Guillemain, Eric	137859

Huber, Daniel	132294
Frantz, Jacques	192769
Féré, Ludovic	164181
Michelet, Sébastien	173462
Valy, Anne	231251
Duprie, François	173600
Morlaes, Fabien	205240
Deroux, Richard	164066
Josse, Erwoan	183903
Niess, Céline	195133
Venet, Sébastien	195618
Bontempi, Dominique	189290
Tahar, Mehdi	195504
Gaches, Eric	160889
Rangeard, Sébastien	189825
Hinderschiett, Stéphane	159655
Reyes, Carole	170917
Tasserie, Laurent	161807
Bessas, Sandra	161664
Croisille, David	153311

Article 3

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par l'article R. 4125-1 du code de la défense, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 4

Les intéressés recevront un exemplaire de cette décision. Conformément aux dispositions de la note-express n° 40000/DEF/GEND/RH/ETG du 17 août 2001, relative à la notification des décisions administratives individuelles (CLASS.: 31.23), ils devront en délivrer un récépissé du modèle exigé, daté et signé, qui sera inséré dans leur dossier 2^e partie.

Fait le 14 mai 2013.

Pour le ministre et par délégation :
Le général, sous-directeur des compétences,
D. QUENELLE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Rhône-Alpes
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Est

**Décision n° 41330 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Rhône-Alpes**

NOR : INTJ1308446S

Le commandant de la région de gendarmerie de Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 8247 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300419S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Desbos, Patrick	Nigend : 135 545	Numéro de livret de solde : 5 323 735
Berger, Christophe	Nigend : 142 400	Numéro de livret de solde : 8 001 802
Tikour, Yvan	Nigend : 70 236	Numéro de livret de solde : 5 283 196

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Héribert, David	Nigend : 145 820	Numéro de livret de solde : 8 004 150
Petit-Jean, Sylvie	Nigend : 158 446	Numéro de livret de solde : 8 015 684
Brosse, Thierry	Nigend : 137 817	Numéro de livret de solde : 5 323 312
Quenault, Gérard	Nigend : 103 322	Numéro de livret de solde : 5 111 791
Thomas, Corinne	Nigend : 149 718	Numéro de livret de solde : 8 007 589

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Raspollini, Manuel	Nigend : 145 602	Numéro de livret de solde : 8 004 863
Forget, Emmanuel	Nigend : 151 370	Numéro de livret de solde : 6 022 601
Juget, Nicolas	Nigend : 188 060	Numéro de livret de solde : 8 038 440
Chevallier, Camille	Nigend : 173 164	Numéro de livret de solde : 8 032 098
Bonaldi, Cédric	Nigend : 175 685	Numéro de livret de solde : 8 031 632
Coupé, Valérie	Nigend : 167 305	Numéro de livret de solde : 8 028 522
Brioude, Stéphane	Nigend : 195 157	Numéro de livret de solde : 8 047 732

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Faure, Olivier	Nigend : 195 940	Numéro de livret de solde : 8 056 506
Paul, Gwénaëlle	Nigend : 191 893	Numéro de livret de solde : 8 050 235
Laffont, Alexandre	Nigend : 205 281	Numéro de livret de solde : 8 055 214
Fischer, Vincent	Nigend : 197 984	Numéro de livret de solde : 8 055 968

Prévot, Jonathan	Nigend : 242 602	Numéro de livret de solde : 8 088 477
Dardillac, Julien	Nigend : 239 829	Numéro de livret de solde : 8 087 421
Huraux, Virginie	Nigend : 232 257	Numéro de livret de solde : 8 085 467
Létard, Nicolas	Nigend : 233 393	Numéro de livret de solde : 8 085 973
Bel Ouenzar, Anthony	Nigend : 208 433	Numéro de livret de solde : 8 050 320
Virgile, Élodie	Nigend : 211 092	Numéro de livret de solde : 8 066 251
Blanchetière, Cédric	Nigend : 211 975	Numéro de livret de solde : 8 063 480
Bachelet, Dorothée	Nigend : 215 874	Numéro de livret de solde : 8 069 634
Simons, Grégory	Nigend : 217 402	Numéro de livret de solde : 8 064 524
Lade, Jean-François	Nigend : 239 771	Numéro de livret de solde : 8 087 744
Ponsart, Olivier	Nigend : 206 612	Numéro de livret de solde : 8 060 198
Pigeat, Mathieu	Nigend : 218 474	Numéro de livret de solde : 8 064 949
Pignard, Sébastien	Nigend : 200 086	Numéro de livret de solde : 8 043 947
Juillard, Nathalie	Nigend : 209 658	Numéro de livret de solde : 8 062 068
Latreche, Audrey	Nigend : 242 637	Numéro de livret de solde : 8 088 401
Tella, Mathieu	Nigend : 230 970	Numéro de livret de solde : 8 078 115
Cécat, Gilles	Nigend : 236 063	Numéro de livret de solde : 8 086 717

Fait le 14 mai 2013.

*Le général de division,
commandant la région de gendarmerie de Rhône-Alpes
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,
J.-P. RIDAO*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Rhône-Alpes
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Est

**Décision n° 41418 du 14 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est**

NOR : INTJ1308449S

Le commandant de la région de gendarmerie de Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 8246 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300421S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Lombart, Xavier	Nigend : 133 995	Numéro de livret de solde : 5 310 857
-----------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Duvernay, Éric	Nigend : 192 346	Numéro de livret de solde : 8 040 426
----------------	------------------	---------------------------------------

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Syote, Nabil	Nigend : 241 277	Numéro de livret de solde : 8 088 123
Schwindling, Dimitri	Nigend : 243 740	Numéro de livret de solde : 8 088 804

Fait le 14 mai 2013.

*Le général de division,
commandant la région de gendarmerie de Rhône-Alpes
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,
J.-P. RIDAO*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Lorraine
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Est

**Décision n° 19764 du 16 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Lorraine**

NOR : INTJ1308465S

Le commandant de la région de gendarmerie de Lorraine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 4484 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300433S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Dorschner, Gérard	Nigend : 100 245	Numéro de livret de solde : 5 125 223
Gajda, Alain	Nigend : 136 878	Numéro de livret de solde : 5 322 732
Pigeon, Nicolas	Nigend : 135 900	Numéro de livret de solde : 5 294 388

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Leblanc, Yves	Nigend : 146 659	Numéro de livret de solde : 8 004 658
Marroq, Arnaud	Nigend : 145 086	Numéro de livret de solde : 8 003 646
Aubry, Pierre	Nigend : 164 811	Numéro de livret de solde : 6 001 085

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Roy, Jérémie	Nigend : 204 517	Numéro de livret de solde : 8 055 318
Sutter, Sébastien	Nigend : 201 863	Numéro de livret de solde : 8 044 173

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Basseville, Jean-François	Nigend : 196 893	Numéro de livret de solde : 8 052 731
Bucher, Nathalie	Nigend : 241 034	Numéro de livret de solde : 8 088 062
Aubriot, Valérie	Nigend : 239 182	Numéro de livret de solde : 6 618 132
Lerouge, Sébastien	Nigend : 203 832	Numéro de livret de solde : 8 055 027
Boulanger, Fabien	Nigend : 213 332	Numéro de livret de solde : 8 067 625
Millel, Joël	Nigend : 196 046	Numéro de livret de solde : 8 054 019
Contini, Damien	Nigend : 233 186	Numéro de livret de solde : 8 085 819

Fait le 16 mai 2013.

*Le général de division,
commandant la région de gendarmerie de Lorraine
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,
J.-R. VÉCHAMBRE*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Lorraine
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Est

**Décision n° 22802 du 16 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est**

NOR : INTJ1308467S

Le commandant de la région de gendarmerie de Lorraine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 4483 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300434S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Bach, Frédéric	Nigend : 153 159	Numéro de livret de solde : 8 011 002
----------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Bernigal, Alain	Nigend : 139 303	Numéro de livret de solde : 5 305 210
Hannequin, Philippe	Nigend : 155 579	Numéro de livret de solde : 8 013 066

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Demaret, Jérémie	Nigend : 191 658	Numéro de livret de solde : 8 039 623
Boitelle, Sébastien	Nigend : 169 358	Numéro de livret de solde : 6 021 624

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Hillaireau, Gaëtan	Nigend : 230 272	Numéro de livret de solde : 8 077 739
Hurtault, Loïc	Nigend : 198 288	Numéro de livret de solde : 8 055 478
Kormann, Rémi	Nigend : 210 933	Numéro de livret de solde : 8 066 181
Nau, Pierre	Nigend : 210 285	Numéro de livret de solde : 8 065 512

Fait le 16 mai 2013.

*Le général de division,
commandant la région de gendarmerie de Lorraine
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*
J.-R. VÉCHAMBRE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Bourgogne

**Décision n° 16971 du 17 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Bourgogne**

NOR : INTJ1308473S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bourgogne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 31 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1302794S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Blanchart, Patrick	Nigend : 104 878	Numéro de livret de solde : 5 173 507
--------------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Clement, Christophe	Nigend : 178 984	Numéro de livret de solde : 8 029 617
Gerardin, Raphaël	Nigend : 156 727	Numéro de livret de solde : 8 014 245

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Chanloy, Rémy	Nigend : 164 052	Numéro de livret de solde : 8 020 809
Gagnepain, Philippe	Nigend : 112 192	Numéro de livret de solde : 5 189 144
Blondel, Jean-François	Nigend : 181 091	Numéro de livret de solde : 8 030 021

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Mazoyer, Aurélie	Nigend : 232 613	Numéro de livret de solde : 8 079 182
Redon, Jean-Yves	Nigend : 241 234	Numéro de livret de solde : 8 088 043
Vernet, Pierre-Henri	Nigend : 241 285	Numéro de livret de solde : 8 088 131
Martin, Delphine	Nigend : 242 491	Numéro de livret de solde : 8 088 525
Huselstein, Mikaël	Nigend : 179 520	Numéro de livret de solde : 8 041 394
Viardot, Aurélien	Nigend : 210 579	Numéro de livret de solde : 8 065 809

Fait le 17 mai 2013.

*Le colonel, commandant la région
de gendarmerie de Bourgogne,*
J.-L. FAVIER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie des transports aériens

**Décision n° 6955 du 22 mai 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie des transports aériens**

NOR : INTJ1308494S

Le commandant de la gendarmerie des transports aériens,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 925 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300457S),

Décide :

Article unique

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013 :

Tanic, Patrice

Nigend : 158 603

Numéro de livret de solde : 8 015 888

Fait le 22 mai 2013.

*Le général, commandant la gendarmerie
des transports aériens,*

D. STRIEBIG

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Picardie

**Décision n° 16432 du 3 juin 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Picardie**

NOR : INTJ1314145S

Le commandant de la région de gendarmerie de Picardie,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 3094 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300446S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Bocquet, David	Nigend : 162 040	Numéro de livret de solde : 8 019 011
----------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Cordier, Geoffrey	Nigend : 171 157	Numéro de livret de solde : 8 026 720
-------------------	------------------	---------------------------------------

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Maquaire, Angélique	Nigend : 214 726	Numéro de livret de solde : 8 068 605
Llorca, Jérémy	Nigend : 234 701	Numéro de livret de solde : 8 086 536
Dusautoir, Jérémy	Nigend : 230 573	Numéro de livret de solde : 8 085 053
Brocchetto, Mickaël	Nigend : 236 632	Numéro de livret de solde : 8 086 765
Choron, Antony	Nigend : 199 821	Numéro de livret de solde : 8 048 711
Langlet, Caroline	Nigend : 247 961	Numéro de livret de solde : 8 089 390

Article 4

La présente décision annule la décision n° 13477 du 2 mai 2013 (NOR : INTJ1308480S).

Fait le 3 juin 2013.

*Le général, commandant la région
de gendarmerie de Picardie,*
M. BETTON

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nord - Pas-de-Calais
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Nord

**Décision n° 25727 du 3 juin 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Nord - Pas-de-Calais**

NOR : INTJ1314149S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nord - Pas-de-Calais et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 4706 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300442S);

Vu la décision n° 3094 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1300446S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juin 2013:

Valet, Dominique	Nigend : 113 907	Numéro de livret de solde : 5 189 679
------------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2013:

Merizette, Henri	Nigend : 140 993	Numéro de livret de solde : 8 000 459
Kerman, Laurent	Nigend : 151 794	Numéro de livret de solde : 8 009 760

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2013:

Bereau, David	Nigend : 198 609	Numéro de livret de solde : 8 056 206
Boukennat, Cédric	Nigend : 184 427	Numéro de livret de solde : 8 042 226
Delcroix, Bruno	Nigend : 163 497	Numéro de livret de solde : 8 020 220

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2013:

Moreau, Marc	Nigend : 248 914	Numéro de livret de solde : 8 089 737
Vandermouten, Guillaume	Nigend : 229 965	Numéro de livret de solde : 8 077 476
Maréchal, Vincent	Nigend : 247 297	Numéro de livret de solde : 8 089 162
Bot, Reynald	Nigend : 188 243	Numéro de livret de solde : 8 038 609
Pouleur, Jérôme	Nigend : 198 220	Numéro de livret de solde : 8 056 123
Bezu, William	Nigend : 191 178	Numéro de livret de solde : 8 039 909

Article 5

La présente décision annule la décision n° 21068 du 2 mai 2013 (NOR : INTJ1308478S).

Fait le 3 juin 2013.

*Le général de division,
commandant la région de gendarmerie de Nord - Pas-de-Calais
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*
N. GÉRAUD

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 46047 du 14 juin 2013 portant promotion de sous-officiers
de gendarmerie de la spécialité « montagne »**

NOR : INTJ1314709S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu la décision n° 5679 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1301918S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juillet 2013 :

Rosseil, René	Nigend : 150 920	Numéro de livret de solde : 6 004 266
---------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juillet 2013 :

Laôut, Stéphane	Nigend : 168 453	Numéro de livret de solde : 8 024 268
Colliaut, Laurent	Nigend : 172 023	Numéro de livret de solde : 8 027 323

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juillet 2013 :

Issartel, Jérôme	Nigend : 190 657	Numéro de livret de solde : 8 039 258
Oxibar, Vincent	Nigend : 165 253	Numéro de livret de solde : 8 021 871

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juillet 2013 :

Vincent, Stéphane	Nigend : 238 470	Numéro de livret de solde : 8 087 140
Fouché, Olivier	Nigend : 207 094	Numéro de livret de solde : 8 061 113

Fait le 14 juin 2013.

Pour le ministre et par délégation :
*Le colonel, adjoint au sous-directeur
de la gestion du personnel,*
O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 46225 du 14 juin 2013 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
de la spécialité « systèmes d'information et de communication »**

NOR : INTJ1314760S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 5 avril 2012 relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte;

Vu la décision n° 5456 du 29 janvier 2013 (NOR : INTJ1301847S),

Décide :

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} juillet 2013 :

Jacquelin, Brice	Nigend : 122 654	Numéro de livret de solde : 5 220 243
------------------	------------------	---------------------------------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juillet 2013 :

Soanen, Dominique	Nigend : 144 222	Numéro de livret de solde : 8 002 893
Duhayon, David	Nigend : 168 734	Numéro de livret de solde : 8 024 533
Briere, Frédéric	Nigend : 147 689	Numéro de livret de solde : 8 008 520
Mathias, Florent	Nigend : 149 565	Numéro de livret de solde : 8 007 368

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juillet 2013 :

Lorrain, Richard	Nigend : 165 090	Numéro de livret de solde : 8 021 672
Breyse, Jean-François	Nigend : 208 168	Numéro de livret de solde : 8 062 601
Alabaye, Christophe	Nigend : 177 850	Numéro de livret de solde : 8 029 300
Cecchini, Raphaël	Nigend : 160 519	Numéro de livret de solde : 8 017 526
Pronnier, Yves	Nigend : 113 022	Numéro de livret de solde : 5 175 061
Salinier, Serge	Nigend : 114 518	Numéro de livret de solde : 5 189 786
Piques, Sylvain	Nigend : 166 371	Numéro de livret de solde : 8 022 576
Martinez, Guillaume	Nigend : 179 715	Numéro de livret de solde : 8 041 464
Fontaine, Laurent	Nigend : 162 904	Numéro de livret de solde : 8 019 736
Laine, Patrice	Nigend : 168 875	Numéro de livret de solde : 8 024 654

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juillet 2013 :

Michel, Laurent	Nigend : 219 391	Numéro de livret de solde : 8 065 144
Lefebvre, Jean-Sébastien	Nigend : 220 238	Numéro de livret de solde : 8 083 405

Blondel, Jérôme
Laisné, Emmanuel
Fait le 14 juin 2013.

Nigend : 300 853
Nigend : 204 259

Numéro de livret de solde : 8 090 030
Numéro de livret de solde : 8 054 844

Pour le ministre et par délégation :
*Le colonel, adjoint au sous-directeur
de la gestion du personnel,*
O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale
de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Sous-direction
de l'accompagnement du personnel

Bureau du contentieux
et de la protection juridique

**Circulaire n° 112000 du 23 mai 2013 relative à l'accompagnement des personnels militaires
de la gendarmerie en matière de protection fonctionnelle**

NOR : INTJ1240055C

Références :

- code de la défense, notamment son article L.4123-10;
- code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.113-1 et L.421-2;
- code pénal;
- code de procédure pénale;
- décret n° 85-1057 du 2 octobre 1985 relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et de la décentralisation;
- décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;
- arrêté du 23 décembre 2009 modifié portant organisation de la direction générale de la gendarmerie nationale.

TABLE DES MATIÈRES

1. Principes généraux de la protection fonctionnelle

1.1. *Définition et objet*

1.2. *Bénéficiaires*

1.2.1. Les militaires de la gendarmerie

1.2.2. Les ex-militaires de la gendarmerie

1.2.3. Les ayants droit

1.3. *Les situations dans lesquelles le militaire de la gendarmerie n'a pas droit au bénéfice de la protection fonctionnelle*

1.4. *Pluralité de demandes pour les mêmes faits*

2. Les situations ouvrant droit à la protection fonctionnelle

2.1. *La protection due au militaire de la gendarmerie victime*

2.2. *La protection due au militaire de la gendarmerie pénalement mis en cause*

2.3. *La protection due au militaire de la gendarmerie en cas de faute de service*

3. La procédure de traitement des demandes de protection fonctionnelle au sein de la gendarmerie

3.1. *L'établissement de la demande*

3.2. *La transmission et le traitement de la demande*

3.3. *L'autorité décisionnaire*

3.4. *La décision d'octroi ou de refus de la protection fonctionnelle*

4. Les différentes formes de protection fonctionnelle

4.1. *La protection juridictionnelle*

4.1.1. Le ministère d'avocat et la prise en charge des frais et honoraires subséquents

4.1.2. La prise en charge des frais de justice

4.2. *La réparation du préjudice*

4.3. *La garantie contre les condamnations civiles résultant d'une faute de service*

4.4. *L'assistance juridique*

4.4.1. Le contenu de l'assistance juridique

4.4.2. Les cas ouvrant droit à l'assistance juridique

4.5. *L'accompagnement institutionnel*

4.5.1. Le rôle du commandement

4.5.1.1. L'entretien initial d'information et de soutien

4.5.1.2. Le soutien administratif

4.5.1.3. L'accompagnement du militaire de la gendarmerie à l'audience

4.5.2. Le rôle des acteurs de la représentation

4.5.3. La communication institutionnelle

4.5.3.1. La communication externe

4.5.3.2. La communication interne

4.6. *Le soutien psychologique, médical et social*

4.7. *Les actions de prévention*

4.8. *L'autonomie de la protection fonctionnelle au regard des sanctions disciplinaires*

5. Le suivi des demandes de protection fonctionnelle

PRÉAMBULE

La loi impose à l'État de protéger ses agents contre les attaques, menaces et mises en cause pénales subies à l'occasion ou du fait de leurs fonctions, dès lors qu'aucune faute personnelle ne leur est imputable.

La spécificité des missions et de l'organisation de la gendarmerie, l'accroissement des actes de violence commis à l'encontre des membres des forces de sécurité intérieure et la judiciarisation de la société, nécessitent un accompagnement efficace des militaires de la gendarmerie victimes ou mis en cause au titre de leurs fonctions.

La présente circulaire expose le dispositif de protection fonctionnelle applicable aux personnels militaires de la gendarmerie nationale(1).

1. Principes généraux de la protection fonctionnelle

1.1. Définition et objet

Aux termes des articles L. 4123-10 du code de la défense et L. 113-1 du code de la sécurité intérieure, la protection fonctionnelle est l'obligation (CE, 8 juin 2011, n° 312700 : principe général du droit) faite à l'État de protéger les militaires de la gendarmerie lorsqu'ils sont l'objet d'attaques, menaces ou de mises en cause pénales du fait ou à l'occasion de leurs fonctions, dès lors qu'aucune faute personnelle détachable du service ne peut leur être opposée. Cela consiste pour la gendarmerie nationale à leur apporter un soutien juridique, matériel et moral si les conditions légales pour l'obtenir sont réunies.

Indépendante du règlement des dommages subis par l'administration(2), la protection fonctionnelle des militaires de la gendarmerie peut prendre plusieurs formes exposées au point 4.

1.2. Bénéficiaires

Les militaires de la gendarmerie, quel que soit leur statut et leur lien au service, peuvent prétendre au bénéfice de la protection fonctionnelle dès lors que la demande de protection est en rapport avec des faits survenus à l'occasion ou du fait des fonctions actuellement ou antérieurement exercées au sein de la gendarmerie.

1.2.1. Les militaires de la gendarmerie

La protection fonctionnelle concerne aussi bien les militaires de la gendarmerie de carrière que ceux qui servent en vertu d'un contrat (engagé, volontaire, commissionné), qu'ils soient en situation d'activité, ou de non-activité. Elle s'applique également aux réservistes (opérationnels et citoyens).

1.2.2. Les ex-militaires de la gendarmerie

La protection fonctionnelle est accordée aux ex-militaires de la gendarmerie pour des faits survenus à l'occasion du service lorsqu'ils étaient en situation d'activité ou du fait de leurs fonctions anciennement exercées.

1.2.3. Les ayants droit

Aux termes du code de la sécurité intérieure, peuvent prétendre au bénéfice de la protection fonctionnelle de l'État, les ayants droit des militaires ou des ex-militaires de la gendarmerie «lorsque du fait des fonctions de ces derniers, ils sont victimes de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamation ou outrages». Ils en bénéficient également lorsque le militaire de la gendarmerie est décédé dans l'exercice de ses fonctions ou postérieurement du fait des fonctions antérieurement exercées.

Les ayants droit des militaires de la gendarmerie sus-évoqués bénéficient de la protection fonctionnelle en cas de décès du militaire dans l'exercice de ses fonctions.

Lorsque le militaire de la gendarmerie qui bénéficiait de la protection fonctionnelle décède au cours de l'instance où il s'était constitué partie civile, l'action civile, qui tombe dans la succession, peut être poursuivie par ses héritiers. Cependant, la décision lui ayant octroyé le bénéfice de cette protection étant individuelle, celle-ci prend fin au décès de son bénéficiaire. En pareille situation, les ayants droit qui souhaiteraient continuer de bénéficier de cette protection établissent, en liaison avec l'administration, une nouvelle demande.

(1) Ci-après nommés «militaires de la gendarmerie». Le terme de protection fonctionnelle, synonyme de celui de protection juridique, est privilégié pour son acception plus large.

(2) Circulaire n° 8000/GEND/DSF/SDAF/BRAF du 26 mars 2012 relative au règlement des dommages causés ou subis par la gendarmerie nationale et au dépôt de plainte pénale en cas d'infraction commise envers la gendarmerie, un de ses personnels ou un de ses biens mobiliers ou immobiliers.

1.3. Les situations dans lesquelles le militaire de la gendarmerie n'a pas droit au bénéfice de la protection fonctionnelle

Les militaires de la gendarmerie affectés dans un organisme de droit privé ne peuvent pas prétendre au bénéfice de la protection fonctionnelle pour des faits survenus au titre de ces activités de droit privé (CE, 26 septembre 2011, n° 329228).

Par ailleurs, les militaires de la gendarmerie ne peuvent pas bénéficier de la protection fonctionnelle dès lors qu'ils ont commis une faute personnelle détachable du service (*cf.* point 2.3), et ce, qu'ils soient victimes ou mis en cause à quelque titre que ce soit.

En outre, parce qu'il met fin à l'action publique, le décès de la personne soupçonnée d'avoir commis les infractions dont a été victime le militaire de la gendarmerie met automatiquement fin à la protection fonctionnelle dont celui-ci a bénéficié.

Enfin, la protection fonctionnelle n'étant due au militaire de la gendarmerie que dans les cas où des «poursuites pénales» sont engagées contre lui, celui-ci ne peut pas y prétendre dans le cadre de procédures disciplinaires ou de convocations devant des autorités administratives indépendantes (Défenseur des droits, commission d'accès aux documents administratifs, Commission nationale informatique et liberté, etc.). Il ne peut, non plus, y prétendre lorsqu'il est lui-même à l'origine de poursuites pénales jugées abusives (CE, 7 juin 2004, n° 245562).

1.4. Pluralité de demandes pour les mêmes faits

Lorsque des poursuites pénales sont engagées à l'encontre de plusieurs militaires de la gendarmerie impliqués dans les mêmes faits survenus à l'occasion ou du fait du service, la protection fonctionnelle qui est attribuée à l'un d'entre eux n'est pas nécessairement due aux autres dans les mêmes conditions(3). Ce faisant, pour des raisons évidentes d'économies financières et de cohérence, la mutualisation des moyens mis en œuvre pour assurer la protection des intéressés doit être recherchée.

2. Les situations ouvrant droit à la protection fonctionnelle

La protection fonctionnelle due aux militaires de la gendarmerie relève de trois situations :

- ils sont victimes d'infractions pénales à raison de leurs fonctions ;
- ils sont mis en cause pénalement en raison de leurs fonctions ;
- leur responsabilité civile est recherchée au titre d'une faute de service.

2.1. La protection due au militaire de la gendarmerie victime

La protection fonctionnelle est accordée au militaire(4) de la gendarmerie qui, dans l'exercice d'une mission qui lui est confiée par la loi ou les règlements, est victime d'un comportement susceptible de constituer une infraction pénale, ainsi qu'à ses ayants droit lorsqu'à raison des faits qui en sont à l'origine, il est décédé dans l'exercice ou du fait de ses fonctions.

Après avoir rappelé les dispositions du code pénal relatives aux infractions aggravées par la qualité de militaire en indiquant que «les militaires sont protégés par le code pénal et les lois spéciales contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils peuvent être l'objet», l'article L. 4123-10 du code de la défense dispose que «l'État est tenu de les protéger contre les menaces et attaques dont ils peuvent être l'objet à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions [...]».

Il ressort de la jurisprudence administrative que la liste des atteintes énumérées ci-dessus susceptibles d'ouvrir le droit à la protection fonctionnelle n'est pas limitative et que l'État est tenu de protéger ses agents contre toutes formes d'attaques.

C'est à l'administration qu'il appartient de qualifier juridiquement les faits qui sont susceptibles de caractériser une «attaque» ou une «menace». Cette qualification, pour ne pas dénaturer l'obligation de protection qui pèse sur l'administration, doit demeurer en cohérence avec l'évolution des comportements sociétaux. Or, «la nature des missions de sécurité intérieure exercées par les gendarmes les expose à des risques particuliers de violence»(5), que l'État doit donc couvrir.

(3) Article 33 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique, abrogeant l'article 66 de la loi n° 2002-1576 de finances rectificative pour 2002 du 30 décembre 2002.

(4) Ou aux ex-militaires de la gendarmerie pour des faits liés aux fonctions anciennement exercées.

(5) Rapport relatif à l'amélioration de la protection fonctionnelle remis par le conseiller d'État, Matthias Guyomar, au ministre de l'intérieur le 13 juillet 2012.

Le fait de ne pas protéger un militaire de la gendarmerie convoqué en qualité de victime devant l'autorité judiciaire pour des faits survenus dans l'exercice de ses fonctions, alors qu'aucune faute personnelle détachable du service ne lui est imputable, s'écarterait de l'objectif poursuivi par la protection fonctionnelle.

Dès lors, il convient de protéger les militaires de la gendarmerie des atteintes subies dans l'exercice d'une des missions qui leurs sont confiées par les lois et les règlements et qui est la conséquence d'une infraction pénale commise par action ou omission volontaire du mis en cause.

C'est d'ailleurs ce qu'a jugé le Conseil d'État en considérant que la protection fonctionnelle ne peut être attribuée, en cas de décès, aux ayants droit des militaires de la gendarmerie «que lorsque le décès de l'intéressé résulte d'un acte commis à son encontre à raison de sa qualité, ce qui correspond à l'esprit du mécanisme de protection fonctionnelle qui consiste non pas à attribuer un avantage statutaire, mais à leur permettre d'exercer pleinement leurs fonctions. Le fonctionnaire n'est pas protégé parce qu'il est fonctionnaire, [...] mais parce que le dommage a été motivé par les fonctions» (CE, 9 mai 2005, n° 260617, Afflard).

A contrario, cette couverture des risques professionnels du métier de gendarme exclut la couverture des dommages qui sont la conséquence d'un fait survenu en dehors de l'exercice des missions confiées, sauf lorsque «[le militaire de la gendarmerie] est décédé dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions à raison des faits à l'origine du décès» (art. L. 113-1 du code de la sécurité intérieure).

Dans ce cas, le dispositif privé de protection fonctionnelle que le militaire de la gendarmerie aurait éventuellement souscrit auprès d'un organisme d'assurance est mis en œuvre, en complément, lorsqu'il s'agit d'accidents de la circulation routière, du dispositif de droit commun instauré par la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation.

2.2. La protection due au militaire de la gendarmerie pénalement mis en cause

L'article L. 4123-10 du code de la défense dispose que «l'État est également tenu d'accorder sa protection au militaire dans le cas où il fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle».

Le caractère intentionnel ou non de l'infraction présumée, qui vaut à un militaire de la gendarmerie de faire l'objet de poursuites pénales, est sans incidence sur l'octroi de la protection fonctionnelle ; seule la commission d'une faute ayant un caractère personnel dûment établi justifie le refus de celle-ci (CE, 14 janvier 1935, n° 00820, Thépaz).

Il appartient donc à l'administration d'en apprécier, au moment de la demande, le caractère personnel ou de service, indépendamment de la qualification pénale des faits provisoirement retenue par l'autorité judiciaire au stade de l'instruction.

2.3. La protection due au militaire de la gendarmerie en cas de faute de service

Lorsque le militaire de la gendarmerie est poursuivi devant les juridictions pénales ou civiles pour une faute de service, il peut faire l'objet de condamnations civiles en réparation du préjudice invoqué par le demandeur. Dès lors qu'aucune faute personnelle ne peut lui être reprochée, l'État est tenu de se porter garant de ce genre de condamnations (cf. point 4.3).

La faute de service est généralement caractérisée par des négligences, erreurs, maladresses, omissions commises par un agent dans l'exercice de ses fonctions avec les moyens mis à sa disposition, mais qui n'est pas motivée par un intérêt personnel (TC, 19 octobre 1998, n° 03131, préfet du Tarn). Elle ne fait pas obstacle à l'octroi de la protection fonctionnelle.

La notion de faute personnelle s'apprécie au cas par cas selon des critères posés par le juge administratif qui l'apprécie en dernier ressort (CE, 28 juin 2006, n° 279344). La faute personnelle fait obstacle à l'octroi de la protection fonctionnelle.

Peuvent notamment être pris en considération pour en apprécier le caractère :

- les faits dommageables commis en dehors du service et relevant de la sphère privée (CE, 23 juin 1954, Veuve Litzler) ;
- les faits visant à satisfaire un intérêt personnel matériel ou psychologique (CE, 18 juin 1953, Caisse nationale des marchés de l'État) ;
- le fait d'outrepasser les limites de la mission confiée (CE, 24 novembre 2006, n° 280874) ;
- les faits révélant de la part de l'agent, une intention malveillante, une animosité particulière ou des actes de brutalité (TC, 09 juillet 1953, Delaitre) ;
- le niveau de responsabilité exercé par l'agent mis en cause (CE, 23 décembre 2009, n° 308160) ;
- les actes relevant de la négligence, de l'imprudence ou de la maladresse inexcusables (CE, 28 décembre 2001, Valette) ;

- les faits graves commis à l'occasion du service en raison de leur répétition (CE, 30 janvier 2008, n° 279412) ou de la violation d'une obligation légale, à savoir le fait pour un gendarme de ne pas avoir « transmis au parquet des procès-verbaux d'infraction de conduite en état d'ivresse » (CE, 14 février 2007, n° 293518).

En raison de l'impossibilité de procéder au retrait d'une décision accordant la protection fonctionnelle au-delà d'un délai de quatre mois après qu'elle a été prise (*cf.* point 3.4), il importe de procéder en amont à une analyse rigoureuse des faits la motivant. Partant, le commandement, dont le rôle est primordial (*cf.* point 3.2), doit s'assurer de l'existence ou non d'une faute personnelle, étant précisé que l'administration peut valablement refuser l'octroi de la protection fonctionnelle alors même que le juge pénal ne s'est pas encore prononcé (CE, 30 janvier 2008, n° 279412).

Enfin, « lorsqu'une faute a, dans la réalisation du dommage, conjugué ses effets avec ceux d'une faute de service distincte, l'administration n'est tenue de couvrir l'agent que pour la part imputable à cette faute de service », étant observé qu'il appartient alors « au juge administratif, saisi d'un contentieux opposant le fonctionnaire à son administration, de régler la contribution finale de l'un et l'autre à la charge des réparations compte tenu de l'existence et de la gravité des fautes respectives » (CE Ass., 12 avril 2002, n° 238689, Papon).

3. La procédure de traitement des demandes de protection fonctionnelle au sein de la gendarmerie

Le militaire de la gendarmerie, pénalement mis en cause ou victime dans l'exercice de ses fonctions qui souhaite obtenir le bénéfice de la protection de l'État, doit établir une demande en ce sens et l'adresser à l'autorité compétente selon les modalités suivantes.

3.1. L'établissement de la demande

Le militaire de la gendarmerie doit établir sa demande de protection conformément aux modèles téléchargeables sur le site intranet proteger.gendarmerie.fr.

Le formulaire est directement rempli sur le support informatique puis directement transmis par courriel à l'adresse protection-fonctionnelle@gendarmerie.interieur.gouv.fr et, en copie, à l'échelon de commandement supérieur. Pour les personnels servant en unité élémentaire, cet échelon est la compagnie, l'escadron ou assimilé.

Le demandeur doit exposer clairement et précisément les faits. Il y joint les documents qui en attestent (comptes-rendus, procès-verbal d'audition de victime conformément à l'article 15-3 du code de procédure pénale, décisions de justice, etc.).

S'il n'est pas en mesure d'établir lui-même la demande en raison de son état de santé ou de l'impossibilité matérielle de le faire, ses supérieurs hiérarchiques peuvent établir la demande de protection fonctionnelle pour son compte.

Les demandes émanant d'ex-militaires de la gendarmerie doivent être directement adressées au bureau de l'accompagnement du personnel de la formation administrative de son lieu de résidence, pour transmission à la direction générale de la gendarmerie.

3.2. La transmission et le traitement de la demande

Les demandes de protection sont systématiquement adressées sur les messageries organiques des échelons de commandement concernés.

Les avis hiérarchiques sont portés sur le même document informatique téléchargé sur le site intranet de la protection fonctionnelle par le commandant de compagnie, d'escadron ou assimilé. Le formulaire informatique, après avoir été rempli, est transféré par courriel par l'échelon compagnie, escadron ou assimilé à l'échelon groupement. Cet échelon procède à la même opération sur la partie qui lui est réservée et transfère le document informatique au bureau de l'accompagnement du personnel ou assimilé de la formation administrative, qui la transfère dans les mêmes conditions à l'adresse protection-fonctionnelle@gendarmerie.interieur.gouv.fr.

Chaque échelon dispose d'un délai de huit jours pour transmettre la demande de protection.

Les échelons de commandement du personnel concerné s'attachent à vérifier et établir d'une part, le lien au service des faits invoqués à l'appui de la demande de protection fonctionnelle et, d'autre part, les motifs qui militent en faveur ou en défaveur de l'octroi de la protection. Toute pièce susceptible d'éclairer l'autorité décisionnaire peut être jointe au dossier, y compris les procès-verbaux sur autorisation préalable et expresse du procureur de la République conformément à l'article R. 156 du code de procédure pénale.

En situation d'urgence, et notamment lorsque les faits générateurs font l'objet d'une réponse pénale dans le cadre d'une comparution immédiate, la transmission électronique de la demande est précédée d'un appel téléphonique à la sous-direction de l'accompagnement du personnel.

Pour les cas d'urgence survenant lors du congé de fin de semaine ou d'un jour férié, le commandement ou l'intéressé contacte le CROGEND pour obtenir les coordonnées téléphoniques de l'officier de permanence de la sous-direction de l'accompagnement du personnel.

3.3. *L'autorité décisionnaire*

Conformément aux lois et règlements, le directeur général de la gendarmerie nationale et, par délégation, le sous-directeur de l'accompagnement du personnel, signe les décisions relatives à la protection fonctionnelle des militaires de la gendarmerie.

3.4. *La décision d'octroi ou de refus de la protection fonctionnelle*

Dans l'intérêt des personnels, il importe que la décision intervienne dans les plus brefs délais. Le silence gardé par l'administration dans un délai de deux mois, à compter de la réception de la demande, vaut décision implicite de rejet.

En cas d'octroi de la protection fonctionnelle, la décision précise la forme que celle-ci va prendre (*cf.* point 4).

En cas de rejet de la demande de protection, le militaire de la gendarmerie dispose du droit de former un recours auprès de la commission instituée par l'article R. 4125-1 du code de la défense dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. La saisine de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente.

La demande de protection peut être rejetée pour des motifs tenant soit à l'existence d'une faute personnelle, soit à l'absence d'une des conditions définies au point 2, soit à l'intérêt général (CE, 14 février 1975, n° 87730, Teitgen : l'intérêt général, dûment justifié, étant apprécié de manière restrictive par le juge administratif).

Dans ce dernier cas, le juge administratif saisi d'un recours formé contre une décision de refus s'attache à vérifier que ces motifs d'intérêt général sont « sérieux et inspirés par la bonne marche des services publics » (CE, 16 décembre 1977, n° 4344, précité). Par exemple le fait pour un agent d'avoir une part de responsabilité dans le climat gravement et durablement conflictuel du service au sein duquel il travaille caractérise un tel motif (CE, 26 juillet 2011, n° 336114).

La décision d'attribution ou non de la protection fonctionnelle est rapidement notifiée à l'intéressé par la voie hiérarchique. L'original de la décision, revêtu de la mention de prise de connaissance portée par l'intéressé, est archivé dans le dossier 2^e partie du personnel. La décision, qui est motivée, comporte obligatoirement la mention des voies et délais de recours.

Créatrice de droits (CE, 22 janvier 2007, n° 285710, ministre des affaires étrangères c/M. Maruani), la décision d'octroi d'une telle protection ne peut, par la suite, être rapportée en cas d'illégalité que dans le délai de droit commun de quatre mois fixé par la jurisprudence (CE Ass., 26 octobre 2001, n° 197018, Ternon ; pour une application à la protection fonctionnelle : CE section, 14 mars 2008, n° 283943, Portalis).

Néanmoins, en cas de changement dans les circonstances de droit ou de fait, notamment lorsqu'il apparaît que le bénéficiaire de la protection fonctionnelle a commis une faute personnelle, la décision d'octroi de la protection fonctionnelle peut être abrogée, cessant ainsi de produire ses effets pour l'avenir.

4. **Les différentes formes de protection fonctionnelle**

La protection fonctionnelle dont peuvent bénéficier les personnels de la gendarmerie nationale, outre les mesures de droit commun prévues par la loi, s'inscrit dans un dispositif spécifique et complet d'accompagnement en la matière.

Ainsi, la protection fonctionnelle des militaires de la gendarmerie prend les formes suivantes, qui selon les cas, peuvent se cumuler :

- protection juridictionnelle ;
- réparation du préjudice par subrogation des droits de la victime ;
- couverture des condamnations civiles (*cf.* point 2.3) ;
- assistance juridique ;
- accompagnement institutionnel ;
- soutien psychologique, médical et social ;
- actions de prévention.

4.1. *La protection juridictionnelle*

La protection juridictionnelle correspond à la prise en charge des frais et honoraires de l'avocat mandaté par le militaire de la gendarmerie pour défendre ses intérêts, ainsi que les frais de justice afférents à cette procédure.

4.1.1. Le ministère d'avocat et la prise en charge des frais et honoraires subséquents

Le directeur général de la gendarmerie peut accorder la prise en charge des frais et honoraires de l'avocat mandaté pour défendre les intérêts d'un militaire de la gendarmerie impliqué dans un procès pénal, soit en qualité de victime, soit en qualité d'auteur présumé. L'octroi de la protection juridictionnelle, en raison des conséquences financières qu'il implique, ne doit concerner que les situations les plus graves et, en tout état de cause, de manière systématique dans les cas d'agression physique.

Le choix de l'avocat est libre. Néanmoins, le militaire de la gendarmerie concerné est invité à se rapprocher directement du bureau de l'accompagnement du personnel de sa formation administrative de rattachement afin d'obtenir les renseignements nécessaires en ce domaine.

La prise en charge des frais et honoraires d'avocat doit faire l'objet d'une convention entre l'avocat et l'administration. Dès lors, le bénéficiaire de la protection juridictionnelle doit communiquer à la sous-direction de l'accompagnement du personnel le plus rapidement possible les coordonnées complètes de son défenseur. La sous-direction de l'accompagnement du personnel prend alors directement attache avec l'avocat choisi pour déterminer les modalités de rémunération.

À ce stade, l'administration peut refuser de prendre intégralement en charge ces frais (CE, 2 avril 2003, n° 249805). Si elle estime que les honoraires sont excessifs, l'administration les discute avec l'avocat.

Enfin, avant d'adresser au service compétent du ministère de l'intérieur les factures en vue de leur exécution comptable, la direction générale de la gendarmerie doit s'assurer de la bonne exécution de la prestation auprès du bénéficiaire de la protection juridictionnelle et de sa conformité à la convention préalablement établie. Le bénéficiaire de la protection doit rendre compte, sans délai, à la sous-direction de l'accompagnement du personnel de toute anomalie constatée en la matière.

4.1.2. La prise en charge des frais de justice

Outre la prise en charge de la rémunération de son avocat, le bénéficiaire de la protection juridictionnelle peut prétendre au remboursement des frais suivants :

- le montant de la consignation réclamée au titre d'un dépôt de plainte avec constitution de partie civile ou en cas de citation directe devant une juridiction pénale ;
- le montant des frais exposés dans le cadre d'une action civile (frais d'huissier, expertises...);
- le montant des frais d'avocat ou d'huissier pour faire exécuter une décision de justice rendue à son profit ;
- le montant des frais de déplacements imposés par la procédure judiciaire en cause.

4.2. La réparation du préjudice

L'article L.4123-10 du code de la défense dispose que « l'État est tenu de les protéger contre les menaces et attaques dont ils peuvent être l'objet à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté. Il est subrogé aux droits de la victime pour obtenir des auteurs des menaces ou attaques la restitution des sommes versées aux victimes ».

La loi ouvre donc le droit au bénéficiaire de la protection, qui invoque un préjudice consécutif aux attaques ou menaces subies dans le cadre de ses fonctions, d'en obtenir la réparation directement auprès de l'État ou auprès de leur auteur à l'occasion d'un procès pénal ou civil.

S'agissant de la réparation du préjudice directement auprès de l'État par subrogation aux droits du militaire de la gendarmerie victime, ce dernier peut y prétendre avant même d'avoir engagé une action contentieuse contre l'auteur des faits (CE, 18 mars 1994, n° 92410), même s'il n'a pas encore été identifié.

Saisie d'une demande en ce sens, écrite et accompagnée des éléments de preuve démontrant le lien de cause à effet entre le préjudice et les atteintes subies, l'administration doit évaluer le préjudice matériel, moral ou corporel invoqué. Il s'agit alors d'assurer à l'intéressé une juste réparation de son préjudice. Lorsque l'administration a pris en charge le remboursement du préjudice du bénéficiaire de la protection, elle est alors en droit de réclamer à son auteur le remboursement des sommes versées.

Néanmoins, cette réparation n'est plus possible lorsque la créance est prescrite ou que le préjudice personnel a fait l'objet d'une indemnisation au titre de la réparation des accidents de service.

Dans le prolongement de cette obligation, l'État doit indemniser le bénéficiaire victime lorsque l'auteur des atteintes ne règle pas le montant des dommages et intérêts auxquels il a été condamné, et ce quel qu'en soit le motif. Dans ce cas, l'administration n'est pas liée, pour déterminer le montant de la réparation qu'elle envisage d'accorder à son agent, par le montant des dommages et intérêts mentionnés dans le jugement (CE, 17 décembre 2004, n° 265165).

Enfin, cette garantie, qui « ouvre au militaire le droit à une réparation du préjudice subi n'a pas vocation à se substituer à celles offertes par les assureurs moyennant paiement d'une cotisation notamment au titre des assurances obligatoires » (CE, 7 mai 2010, n° 304376).

Le bénéficiaire peut choisir de réclamer au juge pénal ou civil, saisi du litige, le versement des dommages et intérêts en réparation des préjudices personnels, patrimoniaux et extra-patrimoniaux subis.

Lorsque le militaire de la gendarmerie a bénéficié de la protection juridictionnelle, la convention d'honoraire liant l'avocat au directeur général impose à l'avocat de demander la condamnation de l'auteur des faits au remboursement des frais irrépétibles tels que prévus aux articles 700 du code de procédure civile (juridiction civile), 475-1 (tribunal correctionnel), 512 (cour d'appel) et 375 (cour d'assises) du code de procédure pénale.

En cas de condamnation du mis en cause sur ce point, le bénéficiaire ou son avocat doit restituer cette somme à l'administration, dès lors que ces frais ont été intégralement supportés par elle au titre de la protection juridictionnelle.

4.3. *La garantie contre les condamnations civiles résultant d'une faute de service*

Lorsque des condamnations civiles sont prononcées par une juridiction judiciaire pénale ou civile contre un militaire de la gendarmerie consécutivement à la commission d'une faute de service qui n'a pas le caractère d'une faute personnelle détachable du service, l'État doit en supporter la charge en lieu et place de l'intéressé.

Néanmoins, l'administration peut obtenir au moyen d'un déclinatoire de compétence, voire en élevant le conflit de juridiction, le dessaisissement du juge judiciaire au profit du juge administratif, seul compétent pour apprécier l'existence ou non d'une faute de service commise par un agent public, exception faite de lois spéciales qui en attribuent la compétence au juge judiciaire (opérations de police judiciaire, atteintes aux libertés individuelles, etc.).

En pareille hypothèse, le militaire de la gendarmerie destinataire d'une citation ou d'une assignation pour des faits survenus du fait ou à l'occasion du service, doit en rendre compte immédiatement à son commandement, qui établit un message «EVENGRAVE» adressé en copie à la sous-direction de l'accompagnement du personnel (protection-fonctionnelle@gendarmerie.interieur.gouv.fr).

Celui-ci saisit l'autorité préfectorale territorialement compétente, seule habilitée à présenter un déclinatoire de compétence à la juridiction judiciaire.

Le règlement des sommes résultant de la condamnation civile s'opère alors selon les modalités suivantes :

- le militaire de la gendarmerie rend compte à sa hiérarchie avant le prononcé du jugement : l'agent judiciaire de l'État peut être saisi par le procureur de la République (sur proposition de la direction générale de la gendarmerie), afin de se substituer au personnel en cause et régler en son lieu et place le montant des condamnations civiles ;
- le militaire de la gendarmerie rend compte à sa hiérarchie postérieurement au procès : l'administration lui rembourse les sommes qu'il a déjà versées à ce titre ou en règle le restant dû.

S'agissant des frais susceptibles d'être engagés par le militaire de la gendarmerie qui s'est constitué partie civile devant les juridictions pénales conformément aux dispositions des articles 91-1, 422 et R.123 du code de procédure pénale (indemnité de comparution, frais de voyage et indemnité journalière de séjour), ils ne peuvent être pris en charge au titre de la protection fonctionnelle que lorsqu'il est établi que la juridiction auprès de laquelle l'intéressé a effectué les diligences nécessaires a rejeté sa demande de réparation.

4.4. *L'assistance juridique*

La direction générale de la gendarmerie peut, en raison de la nature des faits et circonstances motivant la demande, décider d'accorder la protection fonctionnelle sous la forme d'une assistance juridique.

4.4.1. Le contenu de l'assistance juridique

Sans se substituer au droit de tout citoyen et, *a fortiori*, à celui des militaires de la gendarmerie, de bénéficier du concours d'un avocat pour assurer leur défense devant la juridiction pénale, un dispositif d'assistance juridique assuré par la sous-direction de l'accompagnement du personnel est mis en œuvre.

Cela consiste, dans le respect des règles relatives au secret (enquête, instruction, défense, etc.) à accompagner le militaire de la gendarmerie dans le procès pénal en lui donnant les informations relatives à ses droits et obligations attachés à la procédure en cause, ainsi que sur les modalités d'évaluation de son préjudice. À cette fin, la sous-direction de l'accompagnement du personnel peut utilement s'appuyer sur les directions et services de la direction générale de la gendarmerie.

Concrètement, ce dispositif d'assistance juridique peut, conformément aux attributions de l'avocat que le bénéficiaire de la protection aurait mandaté à titre personnel, venir en complément des conseils prodigués par ce professionnel, notamment pour fournir des informations sur l'organisation et le fonctionnement du service auquel appartient le personnel concerné, ainsi que sur ses compétences, ses missions et les moyens mis à sa disposition.

La sous-direction de l'accompagnement du personnel pourra notamment faire valoir la doctrine applicable au cas d'espèce (usage des armes, techniques d'intervention, etc.), mais aussi mettre en exergue les états de service du militaire.

La recherche des textes internes communicables et applicables à sa situation complète le dispositif d'assistance juridique.

En cas d'évolution significative de l'affaire, la direction générale de la gendarmerie peut, dans la phase préalable à un jugement, décider de passer de l'assistance juridique à la protection juridictionnelle, sans que l'intéressé ait à formuler une demande nouvelle.

4.4.2. Les cas ouvrant droit à l'assistance juridique

Hormis les cas où il sont victimes d'atteintes à leur intégrité physique qui donnent en principe lieu à l'octroi de la protection juridictionnelle, les militaires de la gendarmerie qui sont victimes d'infractions de moindre gravité du fait ou à l'occasion de leurs fonctions (incapacité totale de travail faible, outrages, diffamation, etc.) peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle sous la forme d'une assistance juridique.

Cependant, dans les cas d'outrage ou de diffamation ayant une résonance particulière ou portant gravement atteinte à l'autorité de l'État incarnée par le militaire de la gendarmerie, il peut être décidé, à titre exceptionnel, d'octroyer la protection juridictionnelle à la victime.

Dans le cadre de la transmission de la demande de protection fonctionnelle, l'évaluation par les échelons de commandement de la gravité potentielle des conséquences des faits en cause ou des circonstances dans lesquelles ils sont survenus, est déterminante pour identifier le bon niveau de protection fonctionnelle qu'il convient d'octroyer. Une attention particulière doit donc y être accordée.

4.5. *L'accompagnement institutionnel*

Les différents échelons de commandement occupent une place importante dans le dispositif d'accompagnement des personnels en matière de protection fonctionnelle. Cet accompagnement institutionnel repose également sur une communication adaptée et implique les acteurs de la concertation.

4.5.1. Le rôle du commandement

Le rôle du commandement consiste, pour l'essentiel, à assurer le militaire de la gendarmerie de son soutien et à agir en ce sens.

4.5.1.1. L'entretien initial d'information et de soutien

L'échelon de commandement du niveau compagnie/escadron ou assimilé, doit, dans un temps très proche du fait générateur, s'entretenir avec le militaire de la gendarmerie victime ou mis en cause pour l'assurer de son soutien dès lors qu'aucune faute personnelle ne lui est imputable.

L'objectif de cet entretien est d'informer le personnel concerné de ses droits en matière de protection fonctionnelle tels que décrits *supra*. En effet, conformément aux dispositions de l'article D. 4122-2 du code de la défense, tout subordonné est en droit d'attendre de son supérieur ce soutien moral légitime.

À cette occasion, une évaluation de la situation et des besoins de l'intéressé est faite par l'officier le recevant, aux fins d'envisager les mesures adéquates. Le message « EVENGRAVE » établi à ce titre doit préciser si le militaire sollicite ou non la protection fonctionnelle.

Une lettre de soutien et d'information du directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale (site intranet proteger.gendarmerie.fr) est remise aux militaires de la gendarmerie concernés, les invitant à consulter ce site pour y recueillir toutes les informations et contacts utiles.

Il importe d'insister notamment sur la nécessité d'agir rapidement lorsque le bénéficiaire de la protection est convoqué devant une juridiction, soit en qualité de victime, soit en qualité d'auteur, notamment dans le cadre de la procédure de comparution immédiate.

4.5.1.2. Le soutien administratif

Tout d'abord, il importe, dans les cas où un militaire de la gendarmerie est impliqué dans une enquête pénale à raison de ses fonctions, de lui laisser toute latitude pour répondre aux contraintes y afférentes en lui accordant, le cas échéant, des autorisations d'absence pour réaliser les démarches nécessaires à sa défense (s'entretenir avec son avocat, réaliser des expertises, consultations médicales, etc.) et répondre aux convocations de justice (convocation par un magistrat, audience, etc.). Le commandement de proximité doit veiller à programmer un retour au service progressif des militaires de la gendarmerie qui ont été victimes d'une agression physique. À cet effet et dans toute la mesure du possible, il convient d'éviter de les programmer sur un service susceptible de les exposer prématurément dès la reprise (service d'intervention, surveillance générale, maintien de l'ordre, etc.).

Ensuite, lorsque le militaire de la gendarmerie est pénalement mis en cause, il doit régulièrement rendre compte des décisions de justice prises à son égard et en particulier celles relatives à un éventuel placement sous contrôle judiciaire. En effet, une mesure de contrôle judiciaire qui interdit à un militaire de la gendarmerie d'exercer certaines fonctions ou encore de se maintenir sur un territoire précis, nécessite de la part du commandement de prendre des mesures adaptées.

Dès lors, dans l'intérêt du service et du militaire de la gendarmerie concerné, une décision de mutation d'office (6) peut être prise à son égard, afin de lui permettre de continuer d'exercer son métier et donc de continuer à percevoir une solde intégrale, et ce dans le respect d'un éventuel contrôle judiciaire. Dans les cas les moins problématiques, il est possible d'ordonner la mise à disposition temporaire de l'intéressé au profit d'une autre unité (7). Cette mesure permet d'une part, de préserver l'intérêt du service puisque le bénéficiaire de cette mesure continue de servir l'institution tout en respectant le contrôle judiciaire et, d'autre part, de le maintenir avec sa famille dans son domicile.

Dans le prolongement de cette mesure, pour que l'autorité judiciaire puisse prendre des décisions en étant parfaitement éclairée sur la situation statutaire du militaire de la gendarmerie victime ou pénalement mis en cause, il convient d'informer le procureur de République de toute mesure de gestion prise à son égard. Cette mission incombe au commandant de groupement de gendarmerie départementale, saisi le cas échéant par le notateur juridique de l'intéressé lorsque ce dernier ne relève pas de son autorité. Cette information primordiale doit être systématiquement réalisée dès le début des poursuites pénales et autant de fois que nécessaire pour actualiser au fil du temps l'information donnée à l'autorité judiciaire.

Ce soutien administratif peut utilement être renforcé par une attestation du commandement, témoignage écrit du commandant de groupement ou de formation selon la nature des faits portant sur les états de service et la manière de servir du militaire. Une correspondance en ce sens est alors confiée au militaire de la gendarmerie pour être versée au dossier par l'intermédiaire de son avocat. À défaut, elle est directement adressée au procureur de la République compétent.

L'accompagnement des personnels peut utilement, au titre de la protection fonctionnelle, prendre la forme de récompenses attribuées par les échelons locaux de commandement ou, selon la nature des faits en cause, par des autorités de niveau supérieur. L'attribution de récompenses à un militaire de la gendarmerie, notamment lorsqu'il est victime du devoir et en l'absence de faute de sa part, contribue à renforcer, tant en interne qu'en externe, le soutien de l'institution à son égard.

A contrario, lorsque les faits motivant la demande de protection fonctionnelle d'un personnel de la gendarmerie ont pour origine le comportement inadapté d'un autre personnel de la gendarmerie, le soutien que le commandement doit accorder au militaire de la gendarmerie non fautif peut enfin prendre la forme de décisions de gestion (mutation d'office dans l'intérêt du service, suspension de fonctions) ou d'une sanction disciplinaire à l'encontre du militaire de la gendarmerie fautif.

4.5.1.3. L'accompagnement du militaire de la gendarmerie à l'audience

Dans tous les cas où le militaire de la gendarmerie est victime du devoir et, s'agissant des cas où il est pénalement mis en cause lorsqu'aucune faute personnelle n'est établie, il est accompagné à l'audience par une autorité locale de commandement dont le niveau de représentation varie selon la gravité des faits, ainsi que par un acteur de la représentation (officier et/ou sous-officier référent, président des personnels militaires, conseiller concertation), et, le cas échéant, par tout militaire de la gendarmerie de son choix. À cette occasion, la tenue n° 24 est revêtue par ces personnels.

Le soutien du commandement, qui ne saurait se limiter à ces mesures phares, doit se poursuivre tout au long de la procédure juridictionnelle. Ainsi, il revient aux échelons locaux de commandement de s'enquérir de manière régulière de la situation matérielle et morale du militaire de la gendarmerie et de l'évolution de son affaire, en particulier lors des phases de convocation devant l'autorité judiciaire et de rendre compte au commandant de formation (bureau de l'accompagnement du personnel) de toute difficulté. Ce soutien concerne aussi bien les bénéficiaires en situation d'activité que ceux qui ne le sont plus (conгés de longue maladie), ainsi que les bénéficiaires, ayants droit des militaires de la gendarmerie décédés.

Toute autre mesure de soutien que le commandement souhaiterait mettre en œuvre doit préalablement être soumise à la validation du directeur général de la gendarmerie, étant précisé qu'une information régulière de la sous-direction de l'accompagnement du personnel sur les mesures de soutien prises localement est de nature à contribuer à l'optimisation du dispositif d'accompagnement.

4.5.2. Le rôle des acteurs de la représentation

Le soutien que les référents et présidents des personnels militaires peuvent utilement apporter à leurs camarades mis en difficulté dans l'exercice de leurs fonctions relève, par essence, de leurs prérogatives.

(6)) Circulaire n° 90000/GEND/DPMGN/SDAP/BCPJ du 20 novembre 2012.

(7) Note-express n° 92116 GEND/DPMGN/SDAP/BCPJ du 23 novembre 2012.

À ce titre, immédiatement informés par les commandants de groupement (8) des situations individuelles susceptibles d'entrer dans le périmètre de la protection fonctionnelle, les acteurs locaux de la représentation suivent régulièrement la situation de leurs camarades se trouvant en pareilles difficultés. Ils rendent compte sans délai au commandement des situations de détresse rencontrées à l'occasion d'entretiens avec les personnels concernés. Une attention particulière doit être accordée aux personnels et ayants droit résidant hors caserne.

Enfin, les référents ou présidents des personnels militaires, en accompagnant les intéressés aux audiences, apportent ainsi le soutien de tout un corps à un camarade confronté à une situation difficile.

4.5.3. La communication institutionnelle

Lorsqu'un militaire de la gendarmerie est victime ou mis en cause et qu'il n'a commis aucune faute personnelle détachable du service, il peut également être protégé par le biais d'une communication institutionnelle adaptée, tant en interne qu'en externe.

4.5.3.1. La communication externe

Rapidement alertée grâce à sa structure pyramidale et réactive de remontée du renseignement, la chaîne de commandement occupe une place importante dans le dispositif de communication de la gendarmerie.

Lorsqu'un militaire de la gendarmerie est impliqué, en qualité de victime ou de mis en cause, il revient au commandant de groupement ou assimilé de prendre l'attache du procureur de la République préalablement à toute action de communication, pour lui adresser les informations relatives à la situation statutaire et personnelle de l'intéressé.

Dans le respect des prérogatives de l'autorité judiciaire, conformément à l'article 11 du code de procédure pénale, les commandants de groupement de gendarmerie départementale et/ou de section de recherches doivent proposer aux procureurs de la République, si l'initiative ne vient pas de ces autorités, de les assister dans leurs communications judiciaires portant sur la situation d'un militaire de la gendarmerie placé sous leur commandement et impliqué dans une affaire pénale.

En cas de médiatisation d'un fait, les militaires de la gendarmerie sont soumis aux règles édictées par la direction générale de la gendarmerie nationale concernant la communication externe en général et la communication en matière d'enquête judiciaire en particulier.

Dans cet esprit, les dispositions suivantes peuvent s'appliquer :

- lorsqu'il s'agit d'une atteinte ou mise en cause nominative, le militaire de la gendarmerie qui bénéficie du concours d'un avocat, peut solliciter celui-ci pour qu'il défende, au besoin devant les médias, ses intérêts, afin de faire connaître sa position tout en respectant son devoir de réserve ;
- lorsqu'il s'agit d'un fait impactant l'image de la gendarmerie, quatre niveaux d'expression peuvent être activés : le commandant de groupement, le commandant de formation administrative, le porte-parole gendarmerie et le porte-parole du ministère de l'intérieur.

Le service de publication et de relations publiques des armées-gendarmerie est l'interlocuteur privilégié du commandement en matière de communication institutionnelle et notamment pour déterminer le niveau de représentation adéquat.

4.5.3.2. La communication interne

La protection fonctionnelle due par l'État à ses agents passe nécessairement par une information continue et ouverte portant sur les droits des militaires de la gendarmerie en la matière. Cette communication repose sur deux outils essentiels que sont le site intranet «proteger.gendarmerie.fr» et le réseau des «référents protection fonctionnelle».

Le site intranet contient les informations et contacts relatifs à la protection fonctionnelle. Il est régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, outre le commandement qui doit connaître le dispositif de protection fonctionnelle, un réseau de «référents protection fonctionnelle» est mis en place. Il est constitué de l'ensemble des chefs des bureaux de l'accompagnement du personnel des formations administratives et des responsables des ressources humaines des groupements de gendarmerie ou unités assimilées.

Le rôle de ces «référents protection fonctionnelle» est d'être en mesure de renseigner utilement et rapidement un personnel en demande de protection fonctionnelle et, le cas échéant, de l'accompagner dans ses démarches.

(8) Selon des modalités pratiques laissées à l'appréciation des commandants de groupement.

Le commandement local (niveau groupement et compagnie/escadron), en raison de sa proximité avec les personnels affectés dans les unités élémentaires, doit être informé des suites données aux demandes de protection fonctionnelle qu'il a eu à transmettre. Ce retour d'information, réalisé par le bureau de l'accompagnement du personnel, doit lui permettre de prendre ou proposer les mesures adéquates de gestion et d'information de l'autorité judiciaire (cf. point 4.5.1.2.).

Le chef du bureau de l'accompagnement du personnel est l'interlocuteur déconcentré privilégié de la sous-direction de l'accompagnement du personnel pour tout ce qui a trait à la protection fonctionnelle.

4.6. Le soutien psychologique, médical et social

En complément de l'accompagnement institutionnel décrit *supra* et des éventuelles mesures médicostatutaires, le militaire de la gendarmerie peut, au titre de la protection fonctionnelle, bénéficier d'un soutien psychologique, médical et social. Ce soutien s'inscrit dans le processus de prévention des risques psychosociaux et des situations professionnelles fragilisantes tel qu'exposé dans la circulaire n° 65500 GEND/SRH/SDAP du 26 août 2009.

À cette fin, les militaires de la gendarmerie de tous grades, fonctions et quel que soit leur degré d'implication dans les faits à l'origine de leur souffrance peuvent solliciter un entretien avec un psychologue clinicien affecté au sein de la formation administrative de rattachement. Ils peuvent également se faire visiter par un médecin du service de santé des armées ou encore recourir aux prestations sociales de la gendarmerie en se rapprochant de l'assistante sociale de la gendarmerie et/ou en faisant appel au bureau de l'action sociale de la sous-direction de l'accompagnement du personnel.

Le commandement, après avoir évalué la situation du militaire de la gendarmerie victime ou pénalement mis en cause, peut lui proposer de bénéficier de ces prestations ou, si les circonstances l'exigent informer d'initiative le psychologue, le médecin-chef et/ou l'assistante sociale des difficultés professionnelles rencontrées par l'intéressé.

Les décisions octroyant la protection fonctionnelle à un militaire de la gendarmerie sont adressées par le bureau de l'accompagnement du personnel en copie et pour information au psychologue rattaché à la formation administrative d'appartenance de l'intéressé.

4.7. Les actions de prévention

La protection fonctionnelle des militaires de la gendarmerie intègre également les mesures de prévention des risques professionnels, en application des articles D.4122-1 2° et D.4122-2 7° et 8° du code de la défense.

Le maintien des capacités professionnelles des militaires de la gendarmerie est déterminant pour leur permettre d'affronter en tout temps et en tout lieu les situations complexes et délicates qu'ils sont susceptibles de rencontrer dans l'exercice de leurs fonctions. Seule une formation efficace et adaptée à la réalité des enjeux sur la base de retours d'expérience tant sur les aspects réglementaires de l'exercice de leur métier que sur les modes d'action à mettre en œuvre, est de nature à limiter les mises en cause et les atteintes des personnels.

À cet effet, tout événement, qui a pour conséquence l'engagement de poursuites pénales impliquant un militaire de la gendarmerie en qualité d'auteur ou de victime, peut utilement donner lieu à une évaluation du type « retour d'expérience », conduite à l'initiative des différents échelons de commandement.

Afin d'accroître son efficacité, le dispositif de protection fonctionnelle est évalué par les bénéficiaires de la protection. À ce titre, chaque décision de protection fonctionnelle est transmise au bénéficiaire accompagnée d'une fiche d'évaluation qu'il retourne dûment remplie à la DGGN à l'adresse protection-fonctionnelle@gendarmerie.gouv.fr.

4.8. L'autonomie de la protection fonctionnelle au regard des sanctions disciplinaires

Le principe de l'autonomie de la protection fonctionnelle n'exclut pas l'engagement de poursuites disciplinaires contre un militaire de la gendarmerie qui aurait commis une faute contre la discipline, sans pour autant pouvoir être qualifiée de faute personnelle (CE, 28 octobre 1970, n° 78190). En effet, conformément à l'article R.4137-13 du code de la défense « tout supérieur a le droit et le devoir de demander à ce que les militaires placés au-dessous de lui dans l'ordre hiérarchique soient sanctionnés pour les fautes et manquements qu'ils commettent ».

Enfin, sans préjuger des suites disciplinaires ou pénales du comportement gravement fautif d'un militaire de la gendarmerie, le directeur général de la gendarmerie pour les officiers ou le commandant de la formation administrative pour les autres militaires de la gendarmerie est fondé, en vertu de l'article L.4137-5 du code de la défense, à prendre une mesure de suspension de fonctions.

5. Le suivi des demandes de protection fonctionnelle

Les faits pour lesquels la protection fonctionnelle a été accordée impliquent souvent un suivi au long cours dépendant de la réponse pénale définitive. Pour en assurer l'efficacité, les demandes de protection fonctionnelle et

leur prolongement sont suivies au niveau central par la direction générale de la gendarmerie et au niveau déconcentré par les bureaux de l'accompagnement du personnel en liaison avec les groupements de gendarmerie. Un tableau de bord de suivi des demandes de protection fonctionnelle disponible sur le site intranet proteger.gendarmerie.fr est tenu à jour par chaque bureau de l'accompagnement du personnel. Il est adressé chaque premier jour du mois à l'adresse électronique suivante : protection-fonctionnelle@gendarmerie.interieur.gouv.fr.

Les chefs des bureaux de l'accompagnement du personnel, en liaison avec les groupements de gendarmerie départementale territorialement compétents, veillent attentivement au suivi des décisions de justice rendues dans les affaires qui ont donné lieu à l'établissement d'une demande de protection fonctionnelle. Le bureau de l'accompagnement du personnel compétent est celui de la formation administrative où doit être jugée l'affaire concernant le militaire de la gendarmerie impliqué, quand bien même celui-ci aurait fait l'objet d'une mutation depuis les faits motivant l'octroi de la protection.

À cet effet, le commandant de groupement de gendarmerie départementale territorialement compétent sert systématiquement en copie le bureau de l'accompagnement du personnel de tout renseignement ou message relatif à la situation d'un personnel impliqué dans une affaire pénale ou civile dans l'exercice de ses fonctions, à quelque titre que ce soit. Le bureau de l'accompagnement du personnel est rendu destinataire de tous les messages «EVENGRAVE».

La présente circulaire sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 mai 2013.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*
J. DELPONT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale
de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Sous-direction de la gestion
du personnel

Bureau du personnel sous-officier
de gendarmerie et volontaire

Circulaire n° 38830 du 27 mai 2013 relative à la préparation des tableaux d'avancement pour 2014 des sous-officiers de gendarmerie

NOR : INTJ1312133C

Références :

Code de la défense (partie législative), notamment le livre I^{er} de la partie 4 ;

Décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 (*JO* n° 216 du 16 septembre 2008, texte 34) modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Arrêté du 4 août 2010 (*JO* n° 195 du 24 août 2010, texte 6) modifié fixant pour la gendarmerie nationale la composition et l'organisation de la commission prévue à l'article L.4136-3 du code de la défense ;

Arrêté du 17 novembre 2010 (*JO* n° 271 du 23 novembre 2010, texte 3) modifié fixant les titres professionnels et la qualification exigés pour la promotion des sous-officiers de gendarmerie aux grades de maréchal des logis-chef et d'adjudant-chef ;

Arrêté du 5 avril 2012 (*JO* n° 105 du 4 mai 2012, texte 30) relatif à la répartition des sous-officiers de gendarmerie par subdivision d'arme, par branche ou par spécialité et fixant les branches et spécialités au sein desquelles l'avancement intervient de façon distincte ;

Arrêté du 14 décembre 2012 (*JO* n° 299 du 23 décembre 2012, texte 23) modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Arrêté du 29 mars 2013 relatif aux niveaux de fusionnement des militaires de la gendarmerie nationale (N.I. *JO*) ;

Instruction n° 33000 du 18 mai 2011 relative à l'avancement des sous-officiers de gendarmerie.

Pièces jointes : deux annexes.

L'instruction de référence fixe les dispositions relatives à l'avancement des sous-officiers de gendarmerie ainsi que celles inhérentes à la mise en place du tableau. Elle pose les principes généraux de l'avancement (conditions, mobilité, dialogue de gestion et mérite) puis son phasage (volontariat, préparation, arrêt et exploitation du tableau d'avancement).

La présente circulaire apporte les directives complémentaires pour le tableau d'avancement (TA) 2014.

1. Calendrier des travaux

1.1. Ouverture du portail Agorh@

Les sous-officiers de gendarmerie volontaires à l'avancement renseignent le formulaire dédié *via* le portail Agorh@ à partir du 10 juin 2013. Cette déclaration de volontariat doit intervenir, en principe, après la prise en compte de la notation juridique (1) dans Agorh@.

(1) Exprimer son volontariat alors que sa notation juridique ne figure pas dans la fiche individuelle de renseignement (FIR) contraint le gestionnaire déconcentré à une procédure de régularisation en liaison avec le volontaire. C'est donc dans un souci d'efficacité qu'il est recommandé d'exprimer son volontariat après la prise en compte de la notation juridique dans Agorh@.

À ce titre, il est rappelé que lors de la saisie de la demande d'avancement, chaque volontaire doit veiller à cocher la case qui correspond à sa situation. Il est donc précisé que :

- la case « voie classique » est exclusivement réservée aux gendarmes de carrière comptant au moins 4 ans d'ancienneté à ce grade et titulaires, au 1^{er} janvier de l'année de promotion, d'un titre énuméré à l'arrêté du 17 novembre 2010 modifié susvisé ainsi qu'aux gradés, à l'exception des maréchaux des logis-chefs promus au titre de la gestion de fin de carrière ;
- la case « voie professionnelle » (AVP) concerne uniquement les gendarmes réunissant les conditions du 2^e alinéa du point 1.2 de l'instruction de référence ;
- la case « gestion de fin de carrière » (GFC) concerne les maréchaux des logis-chefs promus au titre de la GFC et les gendarmes volontaires pour un avancement à ce titre.

Pour les personnels ne disposant pas de l'outil informatique Agorh@, le volontariat est exprimé sous format papier (cf. imprimé 651.0.019) puis adressé au gestionnaire pour traitement.

1.2. Sélection des proposables

La sélection des proposables (2), hors simulation, est effectuée le 17 septembre 2013 pour les sous-officiers de gendarmerie (cadre général et spécialistes). Aussi, aucune déclaration de volontariat n'est saisie en base ce jour-là. Toutes les déclarations sont donc, en principe, saisies via le portail Agorh@ pour cette date. À partir du 18 septembre 2013, les saisies tardives sont traitées selon la procédure des « demandes tardives » (3).

1.3. États justificatifs prévisionnels

1.3.1. Cas général (concerne les sous-officiers de gendarmerie du cadre général)

Les états justificatifs prévisionnels (annexe I.1) visant à déterminer le nombre d'inscriptions possibles par grade pour 2014 sont transmis signés et datés, sous format PDF, via la messagerie organique (ssogcg.bpsogv.dggn@gendarmerie.interieur.gouv.fr), avant le 10 septembre 2013.

1.3.2. Dispositions particulières pour les branches « personnel servant au sein des écoles de la gendarmerie nationale », « personnel servant outre-mer, en assistance technique », « personnel servant en ambassade » et pour le personnel servant au sein de la gendarmerie prévôtale

Pour ces trois branches et la gendarmerie prévôtale, les états justificatifs prévisionnels sont accompagnés pour le 3 octobre 2013 :

- d'un état des gradés affectés dans la branche considérée en 2014 indiquant le nigrand, le nom, le grade et la formation administrative d'appartenance ;
- d'un état des personnels relevés en 2014 précisant la subdivision d'arme, le nigrand, le grade et le nom du militaire.

1.4. Volume des TA 2014

La procédure des postes réservés est finalisée au cours d'une séance de travail réunissant, semaine 42 (entre le 14 et le 18 octobre 2013), la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), le commandement de la gendarmerie outre-mer (CGOM), le commandement des écoles de la gendarmerie nationale (CEGN) et le commandement de la gendarmerie prévôtale (GP). L'objectif de cette procédure est de déterminer tous les flux entrants en 2014 dans les branches de gestion des sous-officiers de gendarmerie du cadre général, du grade d'adjudant à major.

Les volumes maximum des tableaux d'avancement par branche, par grade et par formation administrative seront diffusés le 25 octobre 2013 (note portant directives de gestion relatives à l'avancement 2014 des sous-officiers de gendarmerie du cadre général, sous timbre de la sous-direction de la gestion du personnel [SDGP]).

Les promotions au grade de maréchal des logis-chef (MDC) au titre de la deuxième voie d'avancement (avancement voie professionnelle + GFC) font l'objet d'un contingentement statutaire représentant 20 % au maximum de l'ensemble des promotions de l'année à ce grade. Les promotions au grade d'adjudant GFC respecteront strictement les deux critères de gestion exposés au paragraphe 2 de la présente circulaire. Le parcours de carrière médian de la « voie professionnelle » est rappelé en annexe II. Le volume des promotions au grade de MDC, au titre de l'AVP, est déterminé par chaque formation administrative dans la limite du contingentement statutaire après déduction du volume GFC effectivement réalisé.

(2) Cette opération vise à permettre aux notateurs d'accéder aux dossiers des militaires ayant exprimé leur volontariat à l'avancement.

(3) Pour ce qui concerne les spécialistes, la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV/SSOGS (section SOG spécialistes) doit impérativement être informée de toute « demande tardive » établie par un SOG spécialiste. Elle seule est autorisée à supprimer et/ou modifier sur l'application Agorh@ les « demandes tardives » pour les personnels qui relèvent de son périmètre.

1.5. Réunion des commissions d'avancement

Pour les sous-officiers de gendarmerie du cadre général, les commissions d'avancement se réunissent à compter du 28 octobre 2013.

1.6. Date d'arrêt des tableaux d'avancement

Les tableaux d'avancement sont arrêtés le mardi 3 décembre 2013.

1.7. Information des sous-officiers inscrits au tableau d'avancement

Pour ce qui concerne la communication interne région et formation, toute latitude est laissée aux autorités délégataires des pouvoirs du ministre. La mise en ligne des tableaux d'avancement à l'échelon national de l'ensemble des formations est effectuée le 3 décembre 2013 à 14 heures sur le site <https://www.gendcom.info>.

1.8. Information de la direction générale de la gendarmerie nationale

Les autorités habilitées à arrêter les tableaux d'avancement adressent impérativement pour le 3 décembre 2013, 9 heures, la décision portant inscription aux TA pour l'année 2014 (version PDF signée et OpenOffice), par messagerie interpersonnelle, au chef d'escadron Mortelec, Philippe, à l'adjudant-chef Robert, Bertrand et à Mme Denoyelle, Chantal.

L'état justificatif définitif des inscriptions aux TA pour l'année 2014 (annexe I.2), daté et signé, est transmis uniquement sous format PDF, via la messagerie organique (ssogcg.bpsogv.dggn@gendarmerie.interieur.gouv.fr), sous référence du présent timbre, pour le 12 décembre 2013 (4).

Enfin, pour l'insertion de la décision portant inscription aux tableaux d'avancement au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur (BOMI), un original signé (5) est également adressé à la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV/2SOGCG.

2. Avancement voie professionnelle et gestion de fin de carrière

La gestion de fin de carrière s'insère dans un processus d'avancement «voie professionnelle» tardif. Les sous-officiers inscrits aux tableaux d'avancement en raison de la gestion de leur fin de carrière n'ayant pas vocation à occuper des responsabilités d'encadrement, ils sont maintenus sur des postes de gendarme. À ce titre, ils sont dispensés du module spécifique de formation destiné aux autres militaires inscrits au titre de la voie professionnelle.

Au-delà du contingentement statutaire fixé à 20 % maximum de l'ensemble des promotions au titre de la «voie professionnelle», les gestionnaires déconcentrés veilleront à la nouvelle limite d'âge des militaires susceptibles d'être retenus en tenant compte des deux impératifs suivants :

- l'inscription éventuelle des gendarmes au grade de maréchal des logis-chef au titre de la GFC fera l'objet d'une étude chronologique individuelle, tenant compte de leur date de naissance pour permettre d'accéder au grade d'adjudant dans les conditions décrites ci-dessous ;
- à l'exception des militaires présentant des insuffisances dans la manière de servir, tous les maréchaux des logis-chefs doivent être promus au grade d'adjudant au titre de la GFC pour leur permettre de bénéficier d'au moins six mois d'ancienneté dans l'un des échelons de ce grade sans toutefois dépasser dix-huit mois avant radiation des cadres par limite d'âge.

3. Situation des spécialistes (affaires immobilières, montagne, systèmes d'information et de communication)

Le fusionnement est effectué dans les mêmes conditions que pour les sous-officiers de gendarmerie du cadre général et les déclarations sont transmises à la section sous-officiers de gendarmerie spécialistes de la DGGN pour le 19 août 2013 accompagnées de la dernière notation et des éventuels bulletins de sanctions.

L'officier des systèmes d'information et de communication pourra utilement être associé au travail d'avancement des sous-officiers de cette spécialité en tant que conseiller technique du commandant de région.

Toute déclaration de volontariat établie avant mutation sera revêtue des avis hiérarchiques de la formation d'appartenance du militaire. Néanmoins, cette dernière fera parvenir les fusionnements à la région d'accueil afin que celle-ci puisse incrémenter les fusionnements dans Agorh@.

(4) Les listes des personnels volontaires, le procès-verbal de la commission d'avancement et l'état de positionnement sont archivés à l'échelon local et ne sont transmis que sur demande particulière.

(5) Le formalisme du modèle joint en annexe II de l'instruction de dernière référence doit être scrupuleusement respecté.

Les candidats à l'unité de valeur 6 (UV6) du diplôme technique des systèmes d'information et de communication (DTSIC) peuvent se déclarer volontaires à l'avancement au titre de l'année 2014, conformément au paragraphe 1.2. de l'instruction de référence. Afin de faciliter le traitement de leur dossier, il leur est toutefois conseillé d'attendre la codification de leur spécialité sur Agorh@ avant de valider leur déclaration de volontariat.

4. Cas spécifique des spécialistes aéronautiques

Les TA 2014 des spécialités aéronautiques sont établis par le commandement des forces aériennes de la gendarmerie nationale (CFAGN). Ils sont contrôlés et arrêtés par le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale (DPMGN).

4.1. États justificatifs prévisionnels

Les états justificatifs prévisionnels (annexe I.1) visant à déterminer le nombre d'inscriptions possibles par grade et par spécialité pour 2014 sont transmis signés et datés, sous format PDF via la messagerie organique (ssogs.bpsogv.dggn@gendarmerie.interieur.gouv.fr), avant le 10 septembre 2013. Les volumes maximum des tableaux d'avancement seront diffusés le 25 octobre 2013 (note portant directives de gestion relatives à l'avancement 2014 des sous-officiers de gendarmerie des spécialités aéronautiques, sous timbre de la SDGP).

4.2. Composition des commissions d'avancement

Sont adressés sous référence du présent timbre pour le 17 septembre 2013 :

- les noms, grades et fonctions, des membres titulaires et suppléants désignés par le commandant des forces aériennes de la gendarmerie nationale ;
- la date des commissions d'avancement.

4.3. Information de la direction générale de la gendarmerie nationale

Le CFAGN adresse impérativement pour le 3 décembre 2013, 9 heures, la décision portant inscription aux TA pour l'année 2014 (version PDF signée et OpenOffice), par messagerie interpersonnelle, au capitaine Cloître, à Mme Robin Maryline, à l'adjudant-chef Billard et au MDL Milot.

L'état justificatif définitif des inscriptions aux TA pour l'année 2014 (annexe I.2), daté et signé, est transmis uniquement sous format PDF, via la messagerie organique (ssogs.bpsogv.dggn@gendarmerie.interieur.gouv.fr), sous référence du présent timbre, pour le 12 décembre 2013 (4).

Enfin, pour l'insertion de la décision portant inscription aux tableaux d'avancement au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur (BOMI), un original signé (5) est également adressé à la DGGN/DPMGN/SDGP/BPSOGV/SSOGS.

5. Rôle des notateurs

Il appartient à chaque échelon de notation de :

- s'assurer que les candidats remplissent les conditions statutaires et appliquer le cas échéant les dispositions du point 2.2 de l'instruction de référence ;
- vérifier la pertinence des volontariats exprimés au titre de la GFC au regard des conditions de gestion précisées au point 2 ci-dessus ;
- fusionner et attribuer un numéro de préférence aux candidats proposés (P) et non proposés (NP) à l'aide d'une fraction dont le dénominateur correspond au nombre total des volontaires à l'échelon considéré (P + NP) au regard des dispositions énoncées au point 1.4 de l'instruction de référence.

Le rapatriement des données contenues dans Agorh@ n'exclut pas le contrôle. Aussi, le détail des notes des cinq dernières années tout comme le potentiel attribué sont scrupuleusement vérifiés par le notateur juridique.

Conformément à l'article R. 4135-5 du code de la défense, il est rappelé que le militaire qui n'a pas accompli au moins 120 jours de présence effective en position d'activité durant la période de notation, n'est pas noté au titre de l'année considérée. Dans ce cas, sa dernière notation lui est conservée. Ces dispositions sont impérativement appliquées.

Conformément au paragraphe 2.3 de l'instruction de référence, les déclarations de volontariat à l'avancement établies par les sous-officiers du cadre général, mutés hors branche, doivent comporter le fusionnement de la branche d'origine avant d'être transmises sans délai à la branche d'accueil. Après prise en compte du fusionnement établi par la branche perdant le personnel, la branche d'accueil rectifie en conséquence le fusionnement apposé sur la déclaration de volontariat.

6. Commissions d'avancement

6.1. Composition

Les commissions d'avancement sont composées conformément à l'arrêté du 4 août 2010 modifié, susvisé.

Pour les branches ci-dessous, sont adressés sous référence du présent timbre pour le 12 septembre 2013 :

- branche « formations extérieures », dont la réunion est arrêtée au 14 novembre 2013 matin, les noms, grades et fonctions, des membres titulaires et suppléants désignés par le général d'armée, inspecteur général des armées-gendarmerie, par le général de corps d'armée, inspecteur général de la gendarmerie nationale, par le général, directeur adjoint opérations de la protection et de la sécurité de la défense et par le colonel, commandant la gendarmerie de la sécurité des armements nucléaires ;
- branche « secrétariat », dont la réunion est arrêtée au 14 novembre 2013 après-midi, les noms, grades et fonctions, des membres titulaires et suppléants désignés par les autorités compétentes.

Les commandants de la gendarmerie de l'air, de la gendarmerie maritime, de la gendarmerie des transports aériens, de la gendarmerie de l'armement, des formations composant la branche « technique », et le directeur de l'établissement central de l'administration et du soutien de la gendarmerie nationale, font connaître leurs besoins en membres titulaires ou suppléants ainsi que la date de la commission d'avancement pour le 12 septembre 2013, sous référence du présent timbre.

6.2. Procès-verbal

Les listes nominatives des volontaires, annexées au procès-verbal de la commission, sont établies par grade, sans omission, ni modification, conformément à l'annexe I de l'instruction de référence. Les volontaires sont classés dans l'ordre alphabétique du patronyme. Seuls les personnels proposés à l'inscription (PI) portent un numéro de préférence (numérateur sans dénominateur). Les autres personnels ne font pas l'objet d'un classement préférentiel.

7. Mobilité et dialogue de gestion

Il est rappelé que les dispositions relatives à la mobilité et au dialogue de gestion dans le cadre de l'avancement de grade, précisées au point 1.3 de l'instruction de référence, sont à appliquer *stricto sensu*.

8. Cas particuliers

8.1. Sous-officiers en position de non-activité

Les militaires placés en congé de longue durée pour maladie ou en congé de longue maladie conservent leur droit à l'avancement lorsque l'affection survient du fait ou à l'occasion de l'exercice des fonctions ou à la suite de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L. 27 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

8.2. Sous-officiers en position de détachement

Un militaire inscrit au tableau d'avancement, détaché en application des articles L. 4139-1, L. 4139-2 ou L. 4139-3 du code de la défense, ne peut être promu durant son détachement. Les promotions des militaires inscrits après lui continuent, conformément aux dispositions de l'article L. 4136-3 du code de la défense. Le militaire détaché sera promu le premier jour du mois qui suit sa réintégration.

Fait le 27 mai 2013.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*
J. DELPONT

ANNEXE I. 1

ATTACHE UNITÉ
CONFIDENTIEL PERSONNEL SOUS-OFFICIERS

N° _____

Avancement des sous-officiers de gendarmerie
Branche « » (a)

État justificatif prévisionnel des inscriptions au tableau d'avancement pour l'année 2014

	MAJORS	ADJTS- chefs	ADJUDANTS		MARÉCHAUX DES LOGIS-CHEFS		
			VOIE classique	GFC	VOIE classique	VOIE professionnelle	GFC
1. Effectif autorisé au 31 12 2013 (b).							
2. Effectif réalisé au 31 12 2013 (c).							
3. Repyramidage 2014.							
4. Balance (1 – 2) + ou – (3).							
PERTES 2014.							
5. Radiations certaines des cadres pour l'année du T.A (d).							
6. Vacances répercussion promotions prévisionnelles (e).							
7. Vacances répercussion réussite OGR (hors liste complémentaire).							
8. Vacances probables (f).							
9. Prévisions d'affectation hors branche et CSA gradés (g).							
10. TOTAL des pertes (5 + 6 + 7 + 8 + 9).							
GAINS 2014.							
11. Prévisions d'affectation hors branche et CSA gradés (g).							
12. Postes réservés par la DGGN.							
13. TOTAL des gains (11 + 12).							
14. Possibilités d'inscriptions (4 + 10 – 13).							
CONDITIONNANTS.							
15. Nombre de sous-officiers de gendarmerie détenant les conditions statutaires pour le TA 2014.							
VOLONTAIRES À L'AVANCEMENT.							
16. Nombre de volontaires remplissant la (les) condition(s) statutaire(s) (P – NP) pour « voie classique » et « voie profession- nelle » et nombre de volontaires (P – NP) pour la voie « GFC ».							
17. Nombre de volontaires remplissant les conditions de gestion pour la GFC (h).							

Signature du commandant de formation administrative

(a) Préciser la branche ou la spécialité.

(b) Cadre général: déduire les effectifs autorisés dans toutes les spécialités, les personnels affectés au sein de la direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD).

(c) Cadre général: déduire les effectifs réalisés dans toutes les spécialités (sauf SOG AI), les personnels affectés au sein de la DPSD et les GFC pour le grade d'adjudant.

(d) Radiations des cadres par limite d'âge (LA) ou par anticipation (effective à l'établissement du présent état). Sur pièce jointe, fournir par grade, le nигend, le nom, le prénom et la date de radiation effective.

(e) Répercussion des possibilités d'inscriptions aux grades d'adjudant-chef et d'adjudant.

(f) Calculées sur la moyenne des flux sortants constatés sur les deux dernières années (hors radiations certaines connues lors de l'établissement des états justificatifs des années concernées).

(g) Dont la réalisation relève des attributions des autorités déconcentrées. Aucun mouvement ne devra être pris en compte sans l'accord de principe écrit de la branche d'accueil. Sur pièce jointe, fournir par grade, le nигend, le nom, le prénom, l'affectation d'accueil et la date du mouvement.

(h) Cf. point 2. de la présente circulaire. Sur pièce jointe, fournir par grade, le nигend, le nom, prénom, la date de radiation par limite d'âge.

ANNEXE I.2

ATTACHE UNITÉ

CONFIDENTIEL PERSONNEL SOUS-OFFICIERS

N° _____

Avancement des sous-officiers de gendarmerie
Branche « _____ » (a)

État justificatif définitif des inscriptions au tableau d'avancement pour l'année 2014

	MAJORS	ADJTS- chefs	ADJUDANTS		MARÉCHAux DES LOGIS-CHEFS		
			VOIE classique	GFC	VOIE classique	VOIE professionnelle	GFC
CONDITIONNANTS							
1. Nombre de sous-officiers de gendarmerie détenant les conditions statutaires pour le TA 2014.							
VOLONTAIRES À L'AVANCEMENT							
2.Nombre de volontaires remplissant la (les) condition(s) statutaire(s) (P – NP) pour « voie classique » et « voie professionnelle » et nombre de volontaires (P – NP) pour la voie « GFC » (b).							
3. Nombre de volontaires remplissant les conditions de gestion pour la GFC.							
4. Inscriptions réalisées au TA 2014.							

Signature du commandant de formation administrative

(a) Préciser la branche ou la spécialité.

(b) Conforme à la liste des volontaires étudiés en commission d'avancement.

PARCOURS DE CARRIÈRE MÉDIAN

(plage de grade et âges moyens)

[illegible]

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA SANTÉ

Direction de la sécurité sociale

Sous-direction du financement
de la sécurité sociale

Bureau de la législation financière

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

MINISTÈRE DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT,
DE LA DÉCENTRALISATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Direction générale
des collectivités locales

Sous-direction des élus locaux
et de la fonction publique territoriale

Bureau des élus locaux,
du recrutement et de la formation
des personnels territoriaux

Circulaire interministérielle n° DSS/5B/DGCL/2013/193 du 14 mai 2013 relative à l'affiliation au régime général de sécurité sociale des titulaires de mandats locaux ainsi qu'à l'assujettissement des indemnités de fonction qui leur sont versées

NOR : AFSS1312119C

La présente circulaire est disponible sur les sites www.securite-sociale.fr et www.circulaires.gouv.fr.

Catégorie : Interprétation à retenir, sous réserve de l'appréciation souveraine du juge, lorsque l'analyse de la portée juridique des textes législatifs ou réglementaires soulève une difficulté particulière.

Résumé : L'article 18 de la loi de financement de la sécurité sociale pour l'année 2013 affine l'ensemble des titulaires de mandats locaux au régime général de sécurité sociale et assujettit les indemnités de fonction qui leur sont versées.

La présente circulaire précise les conditions d'affiliation et d'assujettissement de ces indemnités de fonctions.

Mots-clés : élus locaux – sécurité sociale

Textes de référence : articles L. 382-31 et L. 412-8 du code de la sécurité sociale; articles L. 2123-25 à L. 2123-30, L. 3123-20 à L. 3123-25, L. 4135-20 à L. 4135-25 du code général des collectivités territoriales.

Circulaire(s) abrogée(s) : Circulaire ministérielle DSS/A1/92/57 du 17 juin 1992 relative à la situation des élus locaux rattachés au régime général de sécurité sociale (assurances maladie, maternité, invalidité, vieillesse).

Circulaire(s) modifiée(s) : néant.

Diffusion : collectivités territoriales.

Le ministre de l'économie et des finances, la ministre des affaires sociales et de la santé, le ministre de l'intérieur et la ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique à Mesdames et Messieurs les préfets de région; Mesdames et Messieurs les préfets de département; Monsieur le directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale; Monsieur le directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés; Monsieur le directeur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés; Monsieur le directeur de la Caisse nationale des allocations familiales; Monsieur le chef de la mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale.

Poursuivant un objectif d'équité et d'amélioration de la protection sociale des élus locaux, la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2013 a affilié au régime général de la sécurité sociale les élus des collectivités mentionnées à l'article 72 de la Constitution (communes, départements et régions) dans lesquelles s'applique le régime général de la sécurité sociale, ainsi que les délégués des collectivités territoriales membres d'un établissement public de coopération intercommunale.

La LFSS a en outre assujetti aux cotisations d'assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales les indemnités de fonction perçues par ces élus.

Cet assujettissement au premier euro intervient dès lors que le montant total des indemnités de fonction dépasse une fraction de la valeur du plafond de la sécurité sociale (PASS) fixée par décret, ou que l'élu suspend ou cesse son activité professionnelle pour l'exercice de son mandat.

Le décret n° 2013-362 du 26 avril 2013 relatif aux conditions d'affiliation des élus locaux au régime général de la sécurité sociale a fixé cette fraction du PASS à 50 %, ce qui correspond, pour 2013, à un montant d'indemnité de fonction supérieur à 1 543 € par mois ou 18 516 € par an. Ce même décret a précisé les dispositions applicables en matière d'accidents du travail et maladies professionnelles en fixant le taux de la cotisation due au titre de ces risques au même niveau que celui applicable aux agents non titulaires des collectivités.

En contrepartie des cotisations sociales qu'acquittent certains élus, ils bénéficient de prestations en nature et en espèce, au titre des différents risques au financement desquels ils concourent.

Afin de garantir la lisibilité de la mesure et d'en assurer la bonne gestion par les organismes de sécurité sociale, la présente circulaire récapitule sous la forme de questions-réponses les modalités pratiques de recouvrement et d'ouverture des droits pour chacun de ces risques, ainsi que la nature et l'étendue des prestations qui seront servies, selon que les indemnités de fonctions sont ou non assujetties aux cotisations sociales.

En pratique, les interlocuteurs des collectivités territoriales et des élus couverts sont les organismes de rattachement suivants :

- pour l'affiliation : CPAM ;
- pour le recouvrement : URSSAF ;
- pour les prestations :
 - risque maladie : CPAM ;
 - risque vieillesse : CARSAT ;
 - risque AT : CARSAT ;
 - risque famille : CAF.

Il est rappelé que le dispositif ne modifie pas le régime fiscal de ces indemnités de fonction.

Les dispositions de la LFSS, du décret du 26 avril 2013 et de la présente circulaire s'appliquent aux indemnités de fonctions afférentes aux mandats débutant à compter du 1^{er} janvier 2013 ainsi qu'aux mandats en cours au 1^{er} janvier 2013, au titre de la période du mandat postérieure à cette date.

*
* *

Vous voudrez bien assurer une diffusion aussi large que possible de cette circulaire.

Pour la ministre des affaires sociales
et de la santé et par délégation :

Pour le ministre de l'économie
et des finances et par délégation :

Le directeur de la sécurité sociale,
T. FATOME

Pour le ministre de l'intérieur
et par délégation :

Pour la ministre de la réforme de l'État,
de la décentralisation
et de la fonction publique
et par délégation :

Le directeur général des collectivités locales,
S. MORVAN

**RÉCAPITULATIF DU RÉGIME SOCIAL APPLICABLE AUX ÉLUS LOCAUX ET DÉLÉGUÉS
DES COMMUNES MEMBRES D'UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE (EPCI)**

I. – ASSUJETTISSEMENT ET ASSIETTE	
1. Quels sont les élus affiliés au régime général par la réforme ?	Sont affiliés au régime général les élus des collectivités mentionnées à l'article 72 de la Constitution (communes, départements et régions) dans lesquelles s'applique le régime général de sécurité sociale, ainsi que les délégués des communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Il s'agit de l'ensemble des collectivités locales et des EPCI, à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon, des îles Wallis-et-Futuna, de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie ainsi que de Mayotte, dans lesquelles le régime général de la sécurité sociale ne s'applique pas.
2. Quelles sont les indemnités des élus affiliés au régime général qui seront assujetties aux cotisations sociales ?	Sont concernées par le prélèvement des cotisations sociales, les indemnités suivantes des élus qui sont affiliés au régime général : 1^{re} Les indemnités de fonctions brutes dont le montant total est supérieur à la moitié du montant du plafond de la sécurité sociale (18 516 € pour un an, ou 1 543 € pour un mois) pour les élus exerçant une activité professionnelle et pour ceux étant à la retraite. 2^e Quel que soit leur montant, les indemnités de fonction brutes des élus qui ont cessé toute activité professionnelle pour l'exercice d'un des mandats mentionnés aux articles L. 2123-9, L. 3123-7, L. 4135-7, L. 4422-22, L. 5214-8, L. 5215-16 et L. 5216-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT) selon les modalités prévues dans ces articles. Pour cette catégorie d'élu, la condition de cessation de toute activité professionnelle pour l'exercice du mandat continue d'être appréciée selon les mêmes modalités que celles antérieures à la LFSS pour 2013 à savoir que le lien entre la cessation d'activité et l'exercice du mandat est présumé dès lors que la cessation d'activité fait suite à l'exercice du mandat. Il ne sera imposé aucun délai entre le début de l'exercice du mandat et la cessation de l'activité. Les élus déjà affiliés au régime général en leur qualité d'élu ne verseront pas de cotisations salariales supplémentaires, sous réserve des nouvelles règles de cotisation en cas de cumul de mandats (cf. QR n° 5).
3. Quelles sont les indemnités prises en compte ? Quelles sont celles exclues ?	Sont prises en compte les sommes attribuées en application des textes réglementaires fixant les montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction des titulaires de mandats locaux (soit, au 1^{er} janvier 2013, la circulaire n° IOCB1019257C DGCL du 19 juillet 2010, prise en application du décret n° 2010-761 du 7 juillet 2010). Dans la mesure où la loi n'assujettit que les indemnités de fonctions perçues à raison des mandats ou fonctions exercés dans les EPCI, les établissements publics qui ne constituent pas des EPCI (syndicat mixte par exemple) n'entrent pas dans le champ d'application des articles L.382-31 et D.382-34 du code de la sécurité sociale. Ne sont pas pris en compte : – les remboursements de frais engagés à raison de l'exercice du mandat et définis dans le code général des collectivités territoriales, tels que les frais de représentation, frais de mission, frais de déplacement, frais exceptionnels d'aide et de secours engagés en cas d'urgence par les élus sur leurs deniers personnels, ainsi que les frais d'aide personnelle à domicile qui peuvent être versés en application d'un vote de l'assemblée délibérante ; – les indemnités résultant de fonctions locales dont le montant n'est pas précisé dans les textes fixant les montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction des titulaires de mandats locaux ; il s'agit notamment des indemnités versées à raison des fonctions de représentation ou de présidence d'instances dans les établissements publics locaux, les offices HLM, ou les services d'incendie et de secours.
4. Quel est le seuil pris en compte pour l'assujettissement aux cotisations sociales ?	L'assujettissement des indemnités de fonctions aux cotisations de sécurité sociale concerne les indemnités dont le montant total brut est supérieur à une somme égale à la moitié du plafond annuel de la sécurité sociale (PASS), soit 18 516 € pour un an en 2013 (1 543 € pour un mois). En cas de cumul de mandats, ce montant s'apprécie en additionnant toutes les indemnités de fonction brutes perçues et prises en compte (cf. QR n° 5). Le fait de percevoir des indemnités de fonctions brutes supérieures à ce montant entraîne leur assujettissement au 1^{er} euro et non uniquement sur la part qui lui est supérieure. Comme en matière de prélèvement des cotisations de vieillesse de base, la référence au plafond figurant à l'article 18 de la LFSS pour 2013 est une référence annuelle. Dans la mesure où le paiement des cotisations est mensuel, les cotisations seront précomptées au mois le mois par les collectivités et les EPCI, si celles-ci considèrent que le total annuel de ces indemnités dépassera sur un an la moitié du plafond annuel de la sécurité sociale. Les cotisations seront donc payées mensuellement, et il sera procédé à une régularisation en décembre : – dans le cas où le total des indemnités de fonction perçues au cours de l'année est supérieur à un demi-plafond annuel et où la collectivité n'aurait pas acquitté tout ou partie des cotisations dues au titre de cette année, elle paiera le reliquat au plus tard en même temps que les cotisations dues au titre de l'indemnité du mois de décembre, sans que cette régularisation ne donne lieu à l'application de majorations de retard par les URSSAF (ces dernières appliqueront de telles majorations dans le cas où la régularisation de fin d'année n'est pas opérée) ; – dans le cas où une collectivité a précompté des cotisations alors que le total des indemnités de fonction qui est constaté en fin d'année s'avère inférieur au seuil d'un demi-plafond annuel, l'URSSAF remboursera le trop-perçu.
5. En cas de mandats multiples, les collectivités et les EPCI qui versent les indemnités devront-ils s'informer mutuellement des montants afin de savoir si le total des indemnités sera assujetti ?	Oui, car la loi renvoie pour l'établissement du seuil de cotisation à la prise en compte du montant total des indemnités. En l'absence de communication entre l'élu, les collectivités et le cas échéant les EPCI concernés : – l'élu percevant au titre de chaque mandat une indemnité de fonction inférieure au seuil d'assujettissement ne sera pas couvert au titre de son mandat et en conséquence ne bénéficiera pas des droits contributifs ; – la collectivité ou l'EPCI s'exposera à un redressement de la part de l'URSSAF.
6. Comment s'appréciera le seuil d'assujettissement en cas d'augmentation du montant des indemnités au cours de l'année ?	Si le montant de l'indemnité de fonction varie au cours de l'année, c'est le total des indemnités de fonction perçues au cours de l'année qui permet de déterminer si celles-ci sont assujetties aux cotisations sociales. Dans la mesure où la valeur du plafond de la sécurité sociale est revalorisée chaque année (en tenant compte de l'évolution moyenne des salaires) certaines indemnités de fonction qui sont assujetties au titre d'une année <i>N</i> parce qu'elles dépassent la moitié du plafond pourront ne plus l'être, dès lors que ce plafond augmentera et que l'indemnité de fonction sera inchangée.

7. Comment calculer le seuil en cas d'interruption du mandat ou d'interruption du versement de l'indemnité de fonction au cours de l'année ?	Dans le cas où le mandat s'interrompt en cours d'année ou dans le cas où l'indemnité de fonction cesse intégralement d'être versée (notamment du fait d'une impossibilité de siéger obligeant légalement la collectivité ou l'EPCI à en suspendre le versement), le seuil d'assujettissement est proratisé selon le même mode de calcul que celui qui s'applique pour la proratisation du plafond de la sécurité sociale. <i>Exemple :</i> l'année <i>N</i>, en raison d'élections, des mandats s'interrompent à compter du 15 mai. – Pour les élus dont le mandat est interrompu à compter de cette date, le seuil annuel d'assujettissement est corrigé pour tenir compte du versement de l'indemnité pendant 4 mois et 15 jours. La règle du trentième indivisible prévue à l'article R.242-2 du code de la sécurité sociale s'applique pour déterminer la part du plafond correspondant au mois de mai (même si ce mois compte 31 jours, la valeur du plafond est corrigée du rapport 15/30). – $\text{Seuil} = (18\,516 \text{ €} \times 4/12 \text{ mois}) + (18\,516 \text{ €} \times 15/30 \text{ jours} \times 1/12 \text{ mois}) = 6\,943,5 \text{ €}$ – Pour les élus qui conservent leur mandat après l'élection, le seuil annuel de 18 516 € est inchangé.		
II. – TAUX DES COTISATIONS			
8. Quel est le taux des cotisations et des contributions sociales applicables aux indemnités de fonction assujetties ?	Taux en vigueur au 1 ^{er} janvier 2013 :		
	Cotisations et contributions	« Salarié »	« Employeur »
	Cotisations d'assurance maladie, maternité, invalidité et décès	0,75 %	12,80 %
	Cotisation vieillesse plafonnée	6,75 %	8,40 %
	Cotisation vieillesse déplafonnée	0,10 %	1,60 %
	Cotisation d'allocations familiales	–	5,40 %
	Cotisation d'accident du travail	–	Taux des agents non titulaires (cf. QR n°11)
	CSG (sans abattement pour frais professionnels) et CRDS	8 %	
	Contribution de solidarité pour l'autonomie (CSA)	–	0,3 %
	Versement transport	–	Seulement dans les collectivités de plus de 9 agents.
	FNAL	–	□ Tous employeurs : 0,10 % jusqu'à 1 PASS □ 20 salariés et plus : 0,40 % jusqu'à 1 PASS □ 20 salariés et plus : 0,50 % au-delà de 1 PASS
	9. Comment évoluera le taux de la cotisation plafonnée d'assurance vieillesse ?	Le taux de la cotisation due au titre de l'assurance vieillesse évoluera jusqu'en 2016 pour l'ensemble des cotisants rattachés au régime général, en application des dispositions du décret du 2 juillet 2012 relatif à l'âge d'ouverture du droit à pension de vieillesse.	
		« Salarié »	« Employeur »
Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2013		6,75 %	8,40 %
Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2014		6,80 %	8,45 %
Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2015		6,85 %	8,50 %
A compter du 1 ^{er} janvier 2016		6,90 %	8,55 %
10. Le plafonnement de la cotisation due au titre de l'assurance vieillesse de base est-il applicable ?	Pour le calcul de la cotisation plafonnée d'assurance vieillesse de base, la règle applicable en cas d'exercice de plusieurs mandats est celle de la pluralité d'employeurs : la part des cotisations incombant à chaque collectivité et EPCI doit être déterminée au prorata des indemnités de fonction qu'elles ont effectivement versées (article L. 242-3 du code de la sécurité sociale). <i>Exemple :</i> un élu municipal d'une commune de plus de 3 500 à 9 999 habitants en situation de cumul avec un mandat de conseiller général d'un département de moins de 250 000 habitants perçoit pour ses mandats deux indemnités de fonction qui s'élèvent respectivement à 2 090 € et 1 520 €, soit un total de 3 610 €, montant supérieur au plafond mensuel de la sécurité sociale (3 086 €). – Il y a lieu de calculer l'assiette de la cotisation d'assurance vieillesse de base prise en compte pour chaque collectivité, en corrigeant le montant mensuel du plafond de la sécurité sociale des rapports 2 090 / 3 610 et 1 520 / 3 610. – Au titre du mandat municipal (2 090 €), le taux de la cotisation sera appliqué à une assiette égale à $2\,090 \times 3\,086 / 3\,610 = 1\,787 \text{ €}$ – Au titre de l'indemnité de fonction de conseiller général (1 520 €), la cotisation sera prélevée sur une assiette égale à $1\,520 \times 3\,086 / 3\,610 = 1\,299 \text{ €}$ Il conviendra donc d'appliquer les mêmes règles de gestion que pour les cotisations IRCANTEC : en cas de cumul de mandats, les collectivités et EPCI concernés additionnent les indemnités versées afin d'évaluer si la tranche A de la cotisation IRCANTEC est dépassée et d'autre part de se répartir les cotisations IRCANTEC au prorata de leur participation au montant total des indemnités versées. Il s'agit là d'une faculté ouverte en droit au titre des activités professionnelles et électives pour lesquelles l'élu est rattaché au régime général de la sécurité sociale. Il n'est pas possible de proratiser le montant du plafond de la sécurité sociale, pour le calcul de la cotisation d'assurance vieillesse de base, en cas d'affiliation simultanée au régime général et à un autre régime de sécurité sociale. Ainsi, pour un élu local qui serait également parlementaire, l'indemnité de fonction perçue à raison du mandat local sera soumise à la cotisation « vieillesse de base » séparément, dans la limite de la totalité du plafond de la sécurité sociale. Il en ira de même lorsque, par exemple, un élu est affilié à raison de son activité professionnelle au régime social des indépendants. Cette proratisation est en outre subordonnée à la condition que les collectivités, les EPCI et le cas échéant, les employeurs se communiquent mutuellement le montant des sommes versées par chacun d'entre eux. Il incombera à chaque collectivité, EPCI et, le cas échéant, à chaque employeur, de recueillir les éléments sur lesquels se fonde le calcul du prorata du plafond, afin que l'URSSAF soit en mesure, à l'occasion d'un contrôle, de prendre connaissance de la rémunération totale de l'élu et de la part qui incombe à chacun.		

11. Quel est le taux de la cotisation accident du travail-maladie professionnelle (ATMP)?	Ce taux, appliqué aux indemnités de fonction qui seront assujetties aux cotisations sociales (et non à celles qui ne sont pas assujetties) est le même que celui applicable aux agents non titulaires de la collectivité concernée. Pour mémoire, le taux ATMP est déterminé selon des règles qui tiennent compte des effectifs et de la sinistralité : – une tarification dite « collective » s'applique dans les collectivités de moins de 20 agents. Le taux applicable est alors celui fixé, pour chaque « filière » par un arrêté ministériel, publié chaque année. S'agissant de la filière « collectivités territoriales », l'arrêté du 24 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des ATMP fixe le taux de la cotisation ATMP à 1,7 %; – une tarification dite « mixte », tenant compte partiellement de la sinistralité de la collectivité, s'applique lorsque le nombre d'agents est compris entre 20 et 149 agents; – une tarification dite « individuelle » (qui tient compte uniquement de la sinistralité) s'applique pour les collectivités comptant 150 agents et plus. L'écu ne sera pas pris en compte dans l'effectif de la collectivité pour déterminer le mode de tarification, eu égard au fait qu'il n'est pas un agent de la collectivité.
12. Le FNAL et le versement de transport sont-ils prélevés sur les indemnités? Comment seront appréciés les seuils d'effectifs pour le paiement de ces contributions?	L'article L. 834-1 du code de la sécurité sociale prévoit l'assujettissement de l'ensemble des employeurs à une cotisation et à une contribution pour le financement du Fonds national d'aide au logement (FNAL). En conséquence, les indemnités de fonction des élus assujetties aux cotisations de sécurité sociale seront également assujetties aux prélèvements finançant le FNAL. Pour les collectivités employant moins de vingt salariés, seule une cotisation FNAL est appliquée, au taux de 0,10 % dans la limite du plafond de la sécurité sociale. Au-delà de 20 salariés, un taux de 0,50 % s'applique sur toute la rémunération. Pour l'appréciation de l'effectif, les élus ne sont pas assimilés aux « salariés » au sens de l'article L. 834-1 du code de la sécurité sociale. Le versement destiné au financement des transports en commun (VT) prévu aux articles L. 2333-64 et L. 2531-2 du CGCT est mis à la charge des personnes physiques ou morales, publiques ou privées (à l'exception des fondations et de certaines associations reconnues d'utilité publique) qui emploient plus de 9 salariés. Le fait générateur de ce prélèvement est l'exercice d'une activité professionnelle dans une zone dans le ressort de laquelle ce versement de transport a été institué. En conséquence, les indemnités de fonction des élus qui sont assujetties aux cotisations sociales le seront aussi au VT. Les élus ne seront pas intégrés à l'effectif pour l'appréciation du seuil de « plus de 9 salariés » qui déclenche l'assujettissement au VT.
13. Des taux spécifiques seront-ils applicables aux élus assujettis dans les collectivités d'Alsace-Moselle et de leurs EPCI?	La loi vise les collectivités ou EPCI dans lesquelles s'applique le régime général (art. L. 382-1 du code de la sécurité sociale). Cela concerne donc également l'Alsace-Moselle. Ces élus seront assujettis aux mêmes taux que les élus des autres collectivités dans lesquelles s'applique le régime général. Seuls acquitteront une cotisation salariale supplémentaire, aux taux de 1,50 % en 2013, au titre de l'assurance maladie complémentaire obligatoire (« régime spécial d'Alsace-Moselle » prévu à l'article L. 325-1 du code de la sécurité sociale) les élus visés à l'article L. 382-31 alinéa 2, c'est-à-dire ceux antérieurement couverts au titre de la loi de 1992. En effet, les élus de ces départements dont les indemnités de fonction étaient assujetties aux cotisations sociales avant l'entrée en vigueur de la LFSS pour 2013 acquittaient déjà la cotisation maladie complémentaire obligatoire.
14. S'agissant des fonctionnaires en détachement pour mandat électif, quelles seront les cotisations prélevées?	L'article 18 de la LFSS pour 2013 n'a pas modifié les lois et règlements qui définissent le régime spécial des fonctionnaires. Le fonctionnaire qui a fait le choix du détachement pour exercer une fonction élective reste soumis aux règles spéciales qui régissent sa situation : – pour ce qui concerne le risque vieillesse, le fonctionnaire détaché pour mandat électif demeure affilié à son régime spécial de retraite (CNRAL ou régime soumis au code des pensions civiles et militaires de retraite). Il est redevable d'une cotisation salariale calculée par application du taux en vigueur dans le régime spécial dont il continue à dépendre, sur une assiette qui est celle de cette même cotisation dans ce régime (soit le traitement indiciaire brut). Cette cotisation fait l'objet d'un précompte sur les indemnités d'élus. La cotisation patronale au titre de la vieillesse de base n'est pas exigible (art. 5 du décret n° 2007-1796 du 19 décembre 2007 et V de l'art. 5 du décret n° 2007-173 du 7 février 2007); – pour les autres risques (maladie, maternité, invalidité et décès, accident du travail et allocations familiales), l'administration, la collectivité ou l'EPCI d'origine du fonctionnaire détaché demeure redevable des cotisations patronales d'assurance maladie, maternité, invalidité et décès et d'allocations familiales assises sur le traitement indiciaire brut. Dans tous les cas, l'indemnité de fonction fait l'objet des prélèvements suivants : CSG-CRDS, cotisation IRCANTEC et le cas échéant cotisation de retraite surcomplémentaire (FONPEL, CAREL). Les prestations restent servies par le régime spécial de la fonction publique.
15. S'agissant des fonctionnaires en position d'activité exerçant un mandat local, les cotisations seront-elles prélevées sur les indemnités de fonction, dès lors que leur total dépasse la moitié du plafond?	Oui. Pour les fonctionnaires en activité et exerçant un ou des mandat(s) local(aux) ouvrant droit à une ou plusieurs indemnités de fonction dont le montant total est supérieur à la moitié du plafond de la sécurité sociale, l'exercice de la fonction élective ne constitue pas un prolongement de l'activité de fonctionnaire et ne saurait être considéré comme « accessoire » par rapport à celle-ci (l'article D. 171-11 du code de la sécurité sociale n'est donc pas applicable). En conséquence, les indemnités perçues par des fonctionnaires en activité dans la fonction publique, à raison de fonctions électives exercées dans les collectivités locales et EPCI visés à l'article L. 383-31 du code de la sécurité sociale, sont assujetties aux cotisations sociales dans les mêmes conditions que pour les élus qui ne sont pas fonctionnaires.
16. Quel régime social s'applique en cas d'écêtement des indemnités de fonctions?	Les indemnités de fonction d'un élu cumulant plusieurs mandats sont plafonnées (à 8 272 € par mois en 2013) en application du dispositif d'écêtement prévu par la loi (articles L. 2123-20, L. 3123-18, L. 4135-16 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales et circulaire ministérielle NOR/FPFA/96110003/C du 12 janvier 1996). Dans ce cas, l'indemnité qui fait l'objet de l'écêtement est assujettie aux cotisations sociales sur la part qui est effectivement versée à l'écu concerné. La part écétée, lorsqu'elle est redistribuée en application d'une délibération nominative de l'assemblée délibérante ou de l'organisme concerné, est soumise au régime social applicable à l'écu qui la reçoit : elle s'ajoute aux indemnités de fonction que perçoit ce bénéficiaire, pour l'appréciation du plafond d'assujettissement du total des indemnités de fonction, et peut faire l'objet d'un assujettissement aux cotisations sociales si ce total est supérieur à la moitié du plafond de la sécurité sociale.

III. – DROITS OUVERTS	
17. Quelles sont les conséquences en termes de droits de cette mesure d'affiliation au régime général ?	L'affiliation des élus locaux au régime général de sécurité sociale implique pour les élus l'acquisition de droits en propre, ouverts dans les conditions suivantes : – Retraite de base et indemnités journalières (au titre des risques maladie-maternité et accident du travail et maladies professionnelles) : les droits ouverts sont fonction des cotisations versées. Dès lors, seuls les élus dont les indemnités de fonction sont assujetties pourront s'ouvrir des droits. – Assurance décès et pensions d'invalidité : dans la mesure où les prestations au titre de ces risques sont versées aux seuls salariés, il y a lieu de considérer que le mandat local est assimilé, à l'égard de ces risques, à une activité salariée. Seuls les élus dont les indemnités de fonction sont assujetties pourront s'ouvrir des droits dans les conditions prévues par le code de la sécurité sociale (articles R.313-5 pour les pensions d'invalidité et R.313-6 pour le capital décès). – Prestations en nature du risque maladie et maternité : les élus locaux affiliés au régime général de la sécurité sociale sont présumés avoir effectué 60 heures de travail salarié ou assimilé au cours d'un mois civil ou de trente jours consécutifs. Dès lors, ils sont considérés avoir rempli les conditions d'ouverture de droit des prestations en nature, que leurs indemnités de fonction soient ou non assujetties aux cotisations de sécurité sociale (cf. QR n° 30). – Prestations en nature du risque accident du travail et maladies professionnelles : elles sont versées aux élus locaux affiliés sans condition de cotisation.
18. Quels droits seront ouverts dans le cas où aucune cotisation sociale n'est prélevée sur l'indemnité de fonction ?	En application du principe d'universalité de la sécurité sociale, les élus dont les indemnités de fonction ne sont pas assujetties aux cotisations sociales continueront à être couverts comme dans le régime antérieur à la LFSS pour 2013 pour l'ensemble des risques : – pour le risque maladie, ils bénéficieront de la prise en charge des prestations en nature. Par ailleurs, ils continuent à bénéficier du dispositif de maintien de l'indemnité de fonction dans le cas où l'élu ne peut exercer effectivement ses fonctions en cas de maladie, maternité, paternité ou accident (D. 2123-23-1 CGCT) ; – pour les accidents du travail, les accidents de trajet et les maladies professionnelles, le régime général de la sécurité sociale prendra désormais en charge les prestations en nature et non plus la collectivité ou l'EPCI (cf. QR n° 17). En revanche, ils ne percevront pas d'indemnités journalières, en raison de l'absence de cotisation ; – au titre de l'assurance vieillesse, l'élu aura la possibilité de se constituer à ce titre une retraite par rente (FONPEL/CAREL) comme tous les élus, mais n'acquerra pas de droits à la vieillesse de base sur son indemnité de fonction, en raison de l'absence de cotisation. Il continuera à acquérir également des droits à retraite complémentaire auprès de l'IRCANTEC. Les élus non cotisants au titre de leur mandat pourront en outre bénéficier des prestations de sécurité sociale telles que : – les prestations de la branche famille : prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) qui comprend la prime à la naissance ou à l'adoption sous condition de ressource, l'allocation de base sous condition de ressource, un complément de libre choix d'activité, un complément de libre choix du mode de garde ; allocation de rentrée scolaire ; allocation d'éducation de l'enfant handicapé ; allocations familiales ; aides au logement (APL notamment) ; – le « minimum vieillesse » (allocation de solidarité pour les personnes âgées) à compter de 65 ans, dans les conditions de droit commun ou dès l'âge légal en cas d'incapacité de travail. Cette prestation complète les revenus du bénéficiaire pour les porter à un montant de 787,26 € (montant pour une personne seule au 1^{er} avril 2013).
19. Quels droits aux prestations en nature ou en espèce seront ouverts en cas d'arrêt maladie-maternité pour les élus dont les indemnités sont assujetties ?	Du fait des cotisations acquittées, les élus auront droit à des indemnités destinées à compenser la perte de salaire suite à un arrêt de travail (prestation en espèces). Ils pourront percevoir des indemnités journalières (IJ) de l'assurance maladie et maternité dans les conditions fixées aux articles R.313-3 et suivants du code de la sécurité sociale. Dans le cas où l'élu exerce déjà une activité salariée relevant du régime général qui ne permet pas d'ouvrir droit aux prestations en espèces de l'assurance maladie-maternité, le fait de cotiser sur son indemnité d'élu pourra ainsi conduire à ce qu'il remplisse les conditions d'ouverture des droits à ces prestations (il faut notamment, pour ouvrir droit aux indemnités journalières maladie-maternité, soit que les cotisations acquittées au cours des six mois civils précédents l'aient été sur une assiette minimale de 1 015 fois le montant du SMIC, soit 9 571 €, soit avoir effectué 200 heures de travail salarié ou assimilé au cours des trois mois civils ou des quatre-vingt-dix jours précédents). Ces indemnités journalières, versées en cas d'arrêt médicalement constaté, seront calculées selon les mêmes modalités que celles applicables aux travailleurs salariés, avec application de trois jours de carence : elles seront versées à compter du quatrième jour de l'absence. Pour rappel, lorsque l'élu cesse son activité professionnelle pour l'exercice de son mandat, le versement à l'élu des indemnités journalières est subordonné à l'absence de versement de l'indemnité de fonction. Lorsque l'élu exerce déjà une activité professionnelle en parallèle de son mandat, les prestations en espèce perçues au titre du mandat pourront éventuellement se cumuler avec d'autres indemnités journalières, qui seront perçues au titre de l'activité professionnelle parallèle au mandat, dans le cas où l'incapacité de travail s'étend à cette activité. Toutefois, pour percevoir les prestations en espèces du régime général dues au titre du mandat, l'élu doit cesser ses deux activités même si le régime social de son activité parallèle au mandat ne lui ouvre pas de droit aux prestations en espèces, sauf autorisation du médecin prescripteur (article L. 323-6 du Code de la sécurité sociale). S'agissant des prestations destinées au remboursement, total ou partiel, des dépenses médicales liées à la maladie (prestation en nature), elles seront servies par la CPAM du lieu de résidence. Dans le cas de pluriactivité, ces prestations seront versées dans les conditions précisées à la question-réponse n° 24.

20. Quels droits à l'assurance vieillesse pour les élus dont les indemnités de fonction sont assujetties ?	Les élus dont les indemnités de fonctions seront soumises à cotisations acquerront des droits à l'assurance vieillesse du régime général, sous réserve qu'ils ne soient pas déjà pensionnés de ce régime. Dans le cas où ils ont déjà cotisé au régime général (au titre d'une activité professionnelle, par exemple) et n'ont pas liquidé leur retraite à ce régime, les droits acquis à raison du mandat viendront s'ajouter à ceux déjà acquis. Par exemple, lorsque l'élu exerce déjà une activité professionnelle à temps partiel, parallèlement au mandat, mais à une quotité inférieure à ce qui est nécessaire pour valider 4 trimestres de retraite par an (par exemple, au régime général, il faut cotiser sur une base annuelle d'au moins 800 fois le montant du SMIC horaire pour valider 4 trimestres), il sera certain de valider 4 trimestres par an. De la même façon, lorsque l'élu est déjà affilié au régime général pour son activité professionnelle, mais cotise sur une base inférieure au PASS, les cotisations versées au titre de l'affiliation comme élu viendront améliorer son report au compte, et partant le salaire annuel moyen servant au calcul de la pension de base du régime général. Les élus concernés pourront sous réserve de remplir les conditions d'âge et de durée de cotisation, bénéficier à ce titre d'une majoration de leur pension (surcote). Pour mémoire, on rappellera que l'âge légal de départ à la retraite est fixé à 62 ans à compter de la génération 1955 et que la durée de cotisation pour une retraite à taux plein est de 166 trimestres pour les personnes nées en 1955. Lorsque l'élu est déjà affilié à un autre régime, les cotisations versées au titre des indemnités d'élu lui permettront d'acquérir des droits à pension au régime général.
21. Quelles prestations en cas d'accident du travail, d'accident de trajet ou de maladie professionnelle survenu dans le cadre de l'exercice du mandat pour les élus dont les indemnités sont assujetties ?	En cas d'arrêt de travail médicalement constaté suite à un accident de trajet, un accident du travail ou une maladie professionnelle reconnus comme tels par l'assurance maladie, les élus dont les indemnités de fonction sont assujetties à la cotisation ATMP auront droit : – en cas d'incapacité temporaire, à des indemnités journalières et des prestations destinées à couvrir les soins, la fourniture d'appareillages, ainsi que la prise en charge de la réadaptation fonctionnelle et professionnelle, dans les mêmes conditions que celles applicables aux travailleurs salariés. En cas d'incapacité permanente, une rente pourra être versée en application de ces mêmes règles ; – en cas d'incapacité permanente, à des indemnités en capital ou à une rente. Les prestations qui seront servies dans ce cadre seront calculées sur la base des indemnités de fonction selon les mêmes modalités que celles applicables aux travailleurs salariés. Le site de l'assurance maladie précise, en ce qui concerne les indemnités journalières, leur mode de calcul (http://www.ameli.fr, onglet « droits et démarches / par situation médicale / vous êtes victime d'un accident / que faire en cas d'accident de travail »). S'agissant des accidents de trajet, il est rappelé que cette notion s'entend strictement, comme désignant les accidents survenus entre le lieu de travail et la résidence principale (ou une résidence secondaire présentant un caractère de stabilité, ou tout autre lieu où l'élu se rend de façon habituelle pour des motifs d'ordre familial) ainsi que les accidents entre le lieu de travail et le restaurant, la cantine, ou tout autre lieu où il prend habituellement ses repas. Le trajet doit avoir lieu dans un temps normal, c'est-à-dire avant et après les heures de travail, et sur un itinéraire habituel. Ainsi, en cas de déplacement dans la circonscription en partant du bureau de l'élu, un accident de la circulation sera qualifié d'accident du travail et non d'accident de trajet. Les accidents de trajet sont pris en charge et, le cas échéant, donnent lieu à indemnisation, dans les mêmes conditions que les accidents du travail, mais ne sont pas pris en compte pour le calcul de la sinistralité de la collectivité (cet aspect n'affecte pas les droits des élus).
22. Un élu retraité est-il également soumis à l'obligation de cotiser ?	Oui, la circonstance qu'un élu ait liquidé ses droits à retraite et bénéficie du versement d'une pension ne le dispense pas du versement de cotisations, dès lors que le montant total des indemnités de fonction du fait du ou des mandats est supérieur au seuil d'assujettissement.
23. Pour les élus ayant liquidé une retraite à un régime obligatoire de base, quelles sont les dispositions applicables en matière de cumul emploi-retraite ?	Le cumul emploi-retraite (CER) concerne les assurés qui exercent une activité rémunérée dans le groupe de régimes duquel ils perçoivent une pension de retraite. Il peut être intégral ou plafonné. Dans le cadre du cumul intégral, la pension de vieillesse peut être versée dans son intégralité. Dans le cadre du cumul plafonné, la somme du montant de la pension de retraite et de l'indemnité de fonction ne doit pas excéder 160 % du SMIC (soit 2 288,35 €) ou le dernier salaire d'activité perçu si cela est plus favorable ; en cas de dépassement, le service de la pension est suspendu. – Le CER intégral, sans plafonnement, est ouvert aux assurés sous les conditions cumulatives suivantes : avoir atteint l'âge légal, avoir liquidé l'ensemble de ses pensions de retraite de base et complémentaires (y compris à l'IRCANTEC) et justifier du taux plein (par l'âge ou la durée d'assurance). – Le CER plafonné est accessible aux assurés sous la seule condition d'avoir atteint au minimum 55 ans. La somme « pensions + revenus » ne doit alors pas excéder un plafond fixé à 160 % du SMIC ou au dernier salaire d'activité perçu si cela est plus favorable ; en cas de dépassement, le service de la pension est suspendu. Dans les deux cas, l'activité cumulée avec une pension de retraite est soumise à l'ensemble des cotisations sociales mais n'ouvre pas de nouveaux droits à pension dans le même régime. À l'inverse, un assuré pensionné d'un groupe de régimes peut exercer une activité relevant d'un autre groupe de régimes : cette nouvelle activité est soumise aux cotisations sociales et permet à l'assuré de se constituer des nouveaux droits à retraite dans ce groupe de régimes. Ce sera le cas par exemple pour un pensionné du régime des professions libérales, ou de la fonction publique, qui détient un mandat d'élu.
24. Dans le cas où l'élu exerce une activité professionnelle parallèle au mandat, qui versera les prestations ?	Si l'élu exerce une activité professionnelle salariée et se trouve déjà, à ce titre, rattaché au régime général, sa situation au regard du versement des prestations en nature et en espèces sera inchangée : celles-ci continueront à être versées par les organismes du régime général. Dans le cas où il est travailleur indépendant, l'organisme qui lui verse des prestations sera déterminé selon qu'il est travailleur indépendant (TI) à titre principal ou secondaire : – les prestations en nature seront servies par le régime de l'activité principale, – les prestations en espèce sont régies par les règles suivantes : – s'il est TI à titre principal, il sera indemnisé à la fois par le régime général et le régime social des indépendants (RSI) ou par le régime général et la mutualité sociale agricole (dans le cas où il est exploitant agricole), chacun pour la part d'activité exercée dans le régime ; – s'il est TI à titre secondaire, il percevra des indemnités journalières du seul régime général et sur la seule activité relevant du régime général (du fait que le régime social des indépendants ne prélève aucune cotisation au titre des indemnités journalières pour les TI à titre secondaire). Le cas des élus par ailleurs fonctionnaires a été abordé aux QR n°s 14 et 15.

25. Comment détermine-t-on si un travailleur indépendant l'est à titre principal ou secondaire ?	Pour l'application de la QR n° 24, il y a lieu d'appliquer les règles de détermination de l'activité principale qui s'appliquent aux salariés : quand une personne assimilée à un salarié exerce une activité de travailleur indépendant, son activité principale est l'activité salariée lorsqu'il qu'il a travaillé au moins 1 200 heures dans l'année et qu'il a tiré de son activité salariée un revenu au moins égal à celui retiré de son activité de travailleur indépendant.
IV. – AFFILIATION ET RECOUVREMENT	
26. Quelles démarches la collectivité ou l'EPCI devra-t-elle effectuer pour affilier les élus au régime général ?	L'affiliation au régime général de l'ensemble des élus, indépendamment de l'assujettissement de leurs indemnités de fonction aux cotisations sociales, entraîne une obligation d'affiliation auprès de la CPAM du lieu de résidence de l'élu (article R.312-4 du code de la sécurité sociale). Au début de chaque nouveau mandat, l'élu ou son représentant doit adresser sans délai à la CPAM de son lieu de résidence, par tout moyen permettant d'en accuser réception, les éléments nécessaires à son affiliation et ceux spécifiques à sa situation d'élu, à savoir : – un justificatif d'identité, un justificatif de domicile, un relevé d'identité bancaire et son numéro de sécurité sociale (seulement s'il n'est pas déjà affilié au régime général); – tout document permettant d'apporter la preuve de l'élection (copie des procès-verbaux de l'élection ou d'une délibération de l'organe délibérant); – le montant total des indemnités de fonction qui doivent être versées au titre des différents mandats exercés, à la date à laquelle l'élu contacte la CPAM, en produisant la ou les délibérations indemnitaires; – les indications utiles sur sa situation au regard de ses éventuelles autres activités et du régime de protection sociale, au titre de ces activités. Il n'y a pas lieu de produire ces éléments dans le cas où l'intéressé est réélu à son mandat. La CPAM apprécie les conditions d'ouverture de droits aux prestations maladie, maternité, invalidité et décès en considérant le montant total des sommes perçues par l'élu. Dès lors que l'assiette cotisée est au moins égale à celle fixée pour ouvrir droit à l'assurance maladie, maternité, invalidité ou décès, il y a lieu de considérer que les conditions d'ouverture de droit pour les élus sont remplies. À défaut de transmission à la CPAM des informations mentionnées ci-dessus, l'élu ne pourra être affilié. Cette démarche est donc indispensable, y compris dans le cas où l'élu exercerait par ailleurs une activité professionnelle au titre de laquelle il serait déjà affilié au régime général (cas d'un élu qui est par ailleurs salarié). L'affiliation au régime général au titre des indemnités de fonction d'un élu, si celui-ci est déjà salarié, implique en effet de reconsidérer le volume de ses droits pour le versement des prestations maladie en espèces. Cette information de la CPAM est également indispensable dans le cas où l'activité salariée exercée parallèlement au mandat n'était pas suffisamment importante pour que soient réunies les conditions d'ouverture des droits. Dans ce cas, le fait de cotiser sur l'indemnité de fonction d'élu pourra en effet conduire à ouvrir les droits qui ne l'étaient pas auparavant.
27. La CPAM doit-elle être informée des variations dans le versement des indemnités de fonction ?	Oui, il est important que l'élu informe sans délai la CPAM d'affiliation des variations du montant des indemnités de fonction perçues (en cas d'augmentation, ou d'interruption d'un mandat, par exemple) afin de ne pas susciter de versements d'indemnités journalières calculées sur une base erronée (ce qui pourrait entraîner des demandes de remboursement ou des régularisations de la part de la CPAM).
28. Quelles seront les obligations déclaratives des collectivités et EPCI ?	Outre l'information faite aux CPAM, les cotisations sociales seront également déclarées selon les mêmes modalités que celles applicables aux agents non titulaires de la collectivité : – elles seront déclarées aux URSSAF ou aux CGSS tout au long de l'année, dans les bordereaux récapitulatifs des cotisations (BRC) ou la déclaration unifiée de cotisations sociales URSSAF (DUCS-URSSAF). Il sera procédé à une régularisation de ces déclarations avant le 31 janvier de l'année $N + 1$, dans le tableau récapitulatif des cotisations (TR); – elles seront déclarées aux organismes de retraite complémentaire, dans la déclaration unifiée de cotisations sociales spécifique à la retraite complémentaire (DUCS-retraite complémentaire) – afin d'ouvrir les droits, notamment en maladie et en vieillesse, les collectivités devront par ailleurs remplir avant le 31 janvier de l'année $N + 1$ la déclaration des données sociales unifiée (DADSU) soit en ligne, sur le site « e-ventail » (https://www.e-ventail.fr/), soit par dépôt de fichier sur le site internet « net-entreprise » (www.net-entreprises.fr/), ou en recourant à un tiers déclarant pour remplir cette obligation.

29. Le titulaire d'un mandat local qui est résident fiscal en France et qui exerce une activité professionnelle hors de France est-il affilié au régime général de la sécurité sociale en France au titre de ses indemnités de fonction ?	De façon générale, s'agissant des élus qui sont travailleurs frontaliers, les gestionnaires des indemnités de fonction sont invités à se rapprocher du centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale (CLEISS) ou de la CPAM de rattachement qui assurera l'information des collectivités sur l'application des dispositions relatives à la coordination des régimes de sécurité sociale (site internet: http://www.cleiss.fr/, adresse: 11, rue de la Tour des Dames, 75436 PARIS Cedex 09, tél.: + 33 1 45 26 33 41). À titre indicatif, il est précisé qu'en application du principe d'unicité de législation fixé par le règlement communautaire n°883/2004 (article 13) et par les accords bilatéraux avec la France, la législation applicable est déterminée selon les règles de coordination suivantes: – dans le cas où la personne élue exerce une activité salariée dans un autre État membre de l'Union européenne ou de l'espace économique européen (EEE), ou dans un pays non membre de l'UE et de l'EEE couvert par un accord bilatéral de coordination (cas, par exemple, de la Suisse), la législation française s'applique à la totalité des revenus (salaire et indemnité de fonction) lorsque l'activité effectuée en France constitue une part substantielle de son activité totale soit 25 % du temps de travail ou de la rémunération. Ainsi, un élu travailleur frontalier qui percevrait 1 600 € d'indemnité de fonction en France et un salaire de 4 500 € dans le pays frontalier de la France où il exerce son métier sera soumis à la législation française pour l'ensemble de ses revenus (l'indemnité de fonction représente dans ce cas plus de 25 % du total des revenus). L'ensemble des revenus donne lieu à des cotisations qui sont versées (et le cas échéant reversées par l'employeur) aux régimes français; – si en revanche, l'activité d'élue d'un travailleur frontalier salarié ne représente pas une part substantielle des revenus, la législation applicable est celle de l'État d'exercice de son activité professionnelle. L'élue est alors couverte par le pays frontalier et cotise dans ce pays sur l'ensemble des sommes qu'il perçoit. L'indemnité perçue en France doit alors donner lieu à des cotisations qui sont versées aux régimes étrangers de sécurité sociale; – dans le cas où la personne cumule son mandat avec une activité de travailleur frontalier non salarié exercée dans un État membre (UE/EEE/Suisse) ou un État couvert par une convention bilatérale de sécurité sociale, c'est la législation française qui s'applique. L'ensemble des revenus donnent lieu à des cotisations qui sont versées (et le cas échéant reversées par l'employeur) aux régimes français; – pour ce qui concerne les élus d'Alsace Moselle qui travaillent à l'étranger, seuls acquittent la cotisation salariale supplémentaire, aux taux de 1,50 % en 2013, au titre de l'assurance maladie complémentaire obligatoire (« régime spécial d'Alsace-Moselle » prévu à l'article L. 325-1 du code de la sécurité sociale) ceux visés à l'article L. 382-31 alinéa 2, c'est-à-dire ceux antérieurement couverts au titre de la loi de 1992 (cf. QR n° 13).
30. Les élus qui étaient auparavant affiliés à la CMU le restent-ils ?	Non, les élus locaux auparavant affiliés à la CMU de base sont désormais affiliés en propre au régime général de la sécurité sociale, en application de l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale.
V. – ENTRÉE EN VIGUEUR	
31. A quelle date la mesure s'applique-t-elle ?	L'article 18 de la LFSS pour 2013 est applicable aux indemnités de fonctions afférentes aux mandats débutant à compter du 1^{er} janvier 2013 et aux mandats en cours au 1^{er} janvier 2013, au titre de la période du mandat postérieure à cette date. Dans le cas où tout ou partie de ces cotisations n'ont pas été versées avant la date de publication de la présente circulaire, il sera procédé à des régularisations auprès des URSSAF pour la période allant du 1^{er} janvier 2013 à cette date.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Le Ministre

**Circulaire du 13 juin 2013 relative aux conséquences du refus illégal
de célébrer un mariage de la part d'un officier d'état civil**

NOR : INTK1300195C

Le ministre de l'intérieur à Mesdames et Messieurs les préfets.

La loi n° 2013-404 du 17 mai 2013 a ouvert le mariage aux couples de personnes de même sexe.

Aux termes du nouvel article 143 du code civil, «le mariage est contracté par deux personnes de sexe différent ou de même sexe». L'article 74 du code civil a par ailleurs été modifié pour permettre aux futurs époux de se marier soit dans la commune où l'un d'eux a son domicile ou sa résidence, soit dans la commune où l'un de leurs parents a son domicile ou sa résidence.

Il convient de rappeler à cette occasion, d'une part, quelles sont les autorités compétentes pour célébrer un mariage, d'autre part, quelles sont les conséquences d'un refus illégal de célébrer un mariage.

Le mariage doit être célébré dans toutes les communes de la République. L'État est garant du respect de l'égalité des droits sur tout le territoire. Le droit au mariage dans la commune du domicile ou de la résidence de l'un des époux, inchangé depuis 1804, ne connaît aucune dérogation.

I. – LES AUTORITÉS COMPÉTENTES POUR CÉLÉBRER UN MARIAGE

En vertu de l'article 34-1 du code civil, «les officiers d'état civil exercent leurs fonctions sous le contrôle du procureur de la République». Pour qu'un mariage soit valablement célébré en France, il doit l'être par un officier d'état civil du lieu du domicile ou de la résidence de l'un des deux époux ou de l'un de leurs parents conformément à l'article 74 du code civil.

Il ne peut être envisagé que le préfet utilise son pouvoir de substitution (art. L.2122-34 CGCT) dans un domaine de compétence du procureur de la République.

Il convient de distinguer, d'une part, les autorités titulaires de la qualité d'officier d'état civil en vertu de la loi, d'autre part, les autorités auxquelles des fonctions d'état civil peuvent être déléguées.

1. Le maire et les adjoints sont officiers d'état civil en vertu de la loi

L'article L.2122-32 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que «le maire et les adjoints sont officiers d'état civil». Le maire et les adjoints exercent cette fonction au nom de l'État, sous l'autorité du procureur de la République.

Un mariage peut ainsi être célébré de manière indistincte par le maire ou l'un de ses adjoints.

En effet, les adjoints sont, au même titre que le maire, officiers d'état civil en vertu de la loi. Ils exercent les fonctions d'officiers d'état civil sans délégation du maire et ce dernier ne peut donc pas leur interdire l'exercice de ces fonctions (CE, 11 octobre 1991, req. n° 92742).

**2. Les fonctions d'officier d'état civil peuvent être déléguées à un conseiller municipal
en cas d'absence ou d'empêchement du maire et des adjoints**

Si le législateur n'a pas conféré la qualité d'officier d'état civil aux conseillers municipaux, ces derniers peuvent se voir déléguer des fonctions en matière d'état civil dans les conditions fixées à l'article L.2122-18 du CGCT.

En vertu de ces dispositions, le maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, à des membres du conseil municipal. Les conseillers municipaux peuvent ainsi exercer les fonctions d'officier d'état civil en cas d'empêchement du maire et des adjoints à condition qu'une délégation leur ait été donnée par le maire (CE, 11 octobre 1991, req. n° 92742).

II. – LES CONSÉQUENCES DU REFUS ILLÉGAL DE CÉLÉBRER UN MARIAGE

L'officier d'état civil ne peut refuser de célébrer un mariage que s'il existe une opposition régulièrement formée (art. 172 et suivants du code civil) ou des empêchements à mariage ou si les formalités administratives requises par le code civil n'ont pas été effectuées.

1. En dehors des cas prévus par la loi, le refus de célébration constitue une voie de fait

Selon l'article L. 2122-32 du code général des collectivités territoriales et les règles régissant la responsabilité des agents publics, les actes accomplis par le maire en sa qualité d'officier d'état civil, qui concernent le fonctionnement du service public de l'état civil placé sous le contrôle de l'autorité judiciaire, le sont au nom et pour le compte de l'État, de sorte qu'il appartient au juge judiciaire de se référer aux règles du droit public pour apprécier la responsabilité de cet officier d'état civil.

Le refus de célébrer un mariage par le maire (qui peut résulter, par exemple, du refus du service de l'état civil de la mairie d'enregistrer un dossier complet de mariage) peut constituer une voie de fait, c'est-à-dire une atteinte grave portée à une liberté fondamentale et une décision de l'administration manifestement insusceptible de se rattacher à l'exécution d'un texte législatif ou réglementaire.

Il convient en effet de souligner que la liberté du mariage a été reconnue par le Conseil constitutionnel comme l'une des composantes de la liberté individuelle (Cons. const. 13 août 1993, décision DC n° 93-325). Le Conseil constitutionnel considère que la liberté du mariage, qualifiée de «composante de la liberté personnelle», est protégée par les articles 2 et 4 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (Cons. const. 20 nov. 2003, décision DC n° 2003-484).

La conséquence de cette qualification de voie de fait est de rendre compétent le président du tribunal de grande instance statuant en référé sur le fondement de l'article 809 du nouveau code de procédure civile.

Le juge des référés peut donner injonction au maire de procéder à la célébration sans délai, éventuellement sous astreinte. Le maire est également exposé au risque d'une demande de dommages et intérêts.

À ce titre, les tribunaux ont condamné plusieurs maires (TGI Évreux, référé, 2 juin 1992; TGI Montargis, référé, 3 juillet 1992, n° 733/92; TGI Versailles, référé, 7 oct. 1992, n° 9204767; TGI Versailles, référé, 9 mars 1993, n° 448/93; TGI Valence, référé, 8 nov. 2002, n° 02/00513; TGI Dijon, référé, 26 nov. 2002, n° 02/000592).

Seul le Procureur de la République peut en effet s'opposer au mariage s'il estime qu'il pourrait être atteint par une cause de nullité (C. civ., art. 146 et 175-1) et il appartient au maire de le saisir lorsqu'il existe selon lui des indices sérieux laissant présumer une absence de consentement libre des époux (C. civ., art. 175-2). La décision finale de célébrer ou non le mariage relève de l'autorité judiciaire, c'est-à-dire, *in fine*, du juge civil.

2. L'officier d'état civil peut s'exposer à des poursuites pénales

Le refus illégal de célébrer un mariage expose son auteur à des poursuites sur le fondement des articles 432-1 ou 432-7 du code pénal.

L'article 432-1 du code pénal dispose que «Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique, agissant dans l'exercice de ses fonctions, de prendre des mesures destinées à faire échec à l'exécution de la loi est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende.»

Un maire refusant de procéder à un mariage a déjà été condamné pénalement sur le fondement de cet article (CA Papeete, 1^{er} sept. 2011, n° 292-133; JurisData n° 2011-021235; JCP G 2011, 1132).

L'élément constitutif peut être, par exemple, le refus d'enregistrer le dossier complet de mariage par le service de l'état civil.

Si le motif du refus tient à l'orientation sexuelle des époux, l'officier d'état civil s'expose aux peines de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende prévues par l'article 432-7 du code pénal pour délit de discrimination. Cet article sanctionne la discrimination définie à l'article 225-1 du code pénal, commise à l'égard d'une personne physique (ou morale) par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ou de sa mission, lorsque cette discrimination consiste à refuser le bénéfice d'un droit accordé par la loi.

Il appartient au maire de prendre toute mesure afin qu'un officier d'état civil puisse être disponible au sein de sa mairie et de s'abstenir de prendre des mesures pour empêcher cette disponibilité.

Au regard de ces éléments, vous veillerez à signaler au procureur de la République tout comportement d'un officier d'état civil qui aurait pour objet d'empêcher le mariage de deux personnes de même sexe sur le territoire d'une commune.

3. Le maire et les adjoints s'exposent à des sanctions disciplinaires

Un régime disciplinaire concernant les maires et adjoints est prévu par l'article L. 2122-16 du CGCT. Les conseillers municipaux ayant reçu délégation ne sont pas visés par cet article.

Aux termes de cet article, sous réserve du respect de certaines garanties de procédure et de motivation, les maires et adjoints peuvent faire l'objet d'une sanction de suspension temporaire par le ministre de l'intérieur ou de révocation par décret en conseil des ministres pris sur le rapport du ministre de l'intérieur.

L'État agit à double titre : comme autorité chargée du contrôle administratif du maire (ou des adjoints) en tant qu'exécutif de la commune, et comme autorité hiérarchique du maire (ou des adjoints) en tant qu'agent de l'État.

Les faits susceptibles de justifier une suspension ou une révocation sont soit une faute commise dans l'exercice des fonctions de maire ou d'adjoint, soit un fait étranger à ces fonctions mais de nature à rendre impossible le maintien du maire ou de l'adjoint à la tête de l'administration municipale.

La procédure disciplinaire régie par l'article L. 2122-16 prévoit que le maire ou l'adjoint soient informés par le représentant de l'État des faits qui leur sont reprochés, de la sanction envisagée et mis en mesure de présenter leur défense avant la prise de la décision de sanction.

La suspension pour un temps qui n'excède pas un mois est prononcée par arrêté ministériel motivé (art. L. 2122-16, al. 1, du CGCT). La révocation est prononcée par décret motivé en conseil des ministres (art. L. 2122-16, al. 1, du CGCT).

*
* *

Je vous demande de me tenir informé, des situations dans lesquelles certains officiers d'état civil refuseraient de célébrer des mariages entre personnes de même sexe ou procèderaient à des manœuvres destinées à empêcher la célébration de telles unions.

Je vous encourage, en tout état de cause, à leur rappeler, dès que vous avez connaissance de tels agissements, le cadre dans lequel ils agissent et les sanctions qu'ils encourent.

Les services de la Direction générale des collectivités locales et de la Direction des libertés publiques et des affaires juridiques sont à votre disposition pour toute information complémentaire.

MANUEL VALLS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 16 mai 2013 modifiant l'arrêté du 1^{er} juin 2011
portant nomination au Conseil supérieur de l'éducation routière**

NOR : INTS1311212A

Le ministre de l'intérieur,

Vu l'article D. 214-2 du code de la route;

Vu l'arrêté du 1^{er} juin 2011 portant nomination au Conseil supérieur de l'éducation routière,

Arrête:

Article 1^{er}

M. Guy LEPABIC est nommé membre du Conseil supérieur de l'éducation routière en tant que représentant des salariés en remplacement de M. Philippe GUERIN.

Article 2

Le délégué à la sécurité et à la circulation routières est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 mai 2013.

Pour le ministre et par délégation :

*Le préfet, délégué à la sécurité
et à la circulation routières,*

F. PÉCHENARD

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Secrétariat général

Direction de la modernisation
et de l'action territoriale

Mission de délivrance sécurisée
des titres

Délégation à la sécurité
et à la circulation routières

Circulaire du 31 mai 2013 relative à l'organisation du déploiement des modules destinés aux établissements d'enseignement de la conduite (EECA) et aux centres de sensibilisation à la sécurité routière (CSSR)

NOR : INTA1314647C

Référence : Circulaire en date du 25 octobre 2012.

Documents annexés :

- Annexe 1 : Convention « Module EECA »
- Annexe 2 : Convention « Cession numériseur à titre gratuit »
- Annexe 3 : Convention « CTN »
- Annexe 4 : Convention « Module CSSR »
- Annexe 5 : Mémo à destination des professionnels
- Annexe 6 : Support de présentation.

Résumé :

Cette circulaire a vocation à préparer le déploiement de FAETON pour les EECA et les CSSR. Ces derniers ont fait connaître leurs choix s'agissant de la transmission des dossiers dans l'application FAETON via un questionnaire en ligne dont l'échéance est arrivée le 15 mars 2013. La majorité des EECA a choisi le module FAETON et une faible proportion d'entre eux (environ 2 000) a demandé la cession gratuite d'un numériseur. L'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS) en charge du déploiement du matériel pour le projet FAETON réalise la commande des numériseurs qui seront livrés en préfecture ou en DDI courant mai 2013. Les préfectures ont ensuite jusqu'au 15 juillet pour procéder au conventionnement nécessaire à l'habilitation des EECA et CSSR dans FAETON et à la remise des numériseurs. La consolidation de ces retours est attendue par l'ANTS pour le 31 juillet 2013.

Le ministre de l'intérieur à Monsieur le préfet de police; Madame et Messieurs les préfets de région; Mesdames et Messieurs les préfets de département (pour exécution); Mesdames et Messieurs les correspondants applicatifs FAETON; Mesdames et Messieurs les délégués au permis de conduire et à la sécurité routière (pour communication.)

1. La préparation au déploiement de FAETON

a) Le recensement du choix de la solution retenue

La consolidation du choix des EECA pour le module FAETON d'une part, et pour la dotation gratuite d'un numériseur d'autre part, a été réalisée sur la base d'un nouveau questionnaire. Ainsi, près de 10 000 établissements sur 11 000 souhaitent avoir recours au module et environ 2 000 d'entre eux ont opté pour un numériseur fourni par l'ANTS.

Les établissements qui n'ont pas répondu au questionnaire seront orientés vers le service du CTN.

Pour les CSSR qui ont choisi le module pour la transmission de manière dématérialisée des attestations de stage, il n'est pas prévu de les doter en matériel.

b) La livraison des numériseurs

L'ANTS se charge de la commande des numériseurs qui seront livrés en préfecture en mai suivant un calendrier qui sera communiqué dans la dernière semaine d'avril aux correspondants applicatifs FAETON. Je vous demande donc de veiller à stocker le matériel jusqu'à la signature des conventions par les EECA et à leur remise aux établissements

qui ont souhaité pouvoir en disposer. Pour faciliter le stockage, plusieurs livraisons successives seront prévues dans le cas où un nombre important de numériseurs est attendu par une préfecture. Les livraisons seront effectuées à la préfecture de département, ou en DDI puisque 20 d'entre elles ont été désignées pour cette opération.

*c) Le conventionnement avec les établissements (EECA et CSSR)
et la remise des numériseurs*

L'ANTS vous fournira, également à compter de la mi-mai, la liste des EECA et des CSSR de votre département comportant leurs options. Il conviendra, préalablement à la remise éventuelle du matériel, de leur proposer la signature d'une convention et de l'annexe correspondante. Les modèles de conventions et leurs annexes joints, sont téléchargeables, sur le site de la Délégation à la sécurité et à la circulation routières (DSCR) à : <http://www.pro-permis-de-conduire.securite-routiere.gouv.fr/>.

Les conventions d'habilitation et d'utilisation FAETON sont de quatre types :

- l'EECA choisit le module et ne demande pas de numériseur à l'administration :
 - ⇒ L'école de conduite doit signer la convention « Module EECA » et la déclaration de porteurs de certificats numériques. Il lui est remis une fiche portant sur l'équipement technique (annexe 1);
- l'EECA choisit le module et demande un numériseur à l'administration :
 - ⇒ L'école de conduite doit signer les conventions « Module EECA » et « Cession numériseur à titre gratuit » ainsi que la déclaration de porteurs de certificats numériques et le procès verbal de réception du numériseur (annexes 1 et 2).
- l'EECA choisit le CTN :
 - ⇒ L'école de conduite doit signer la convention « Module CTN ». Il lui est remis une fiche portant sur l'équipement technique (annexe 3).
- le CSSR choisit le module :
 - ⇒ Le centre de stage doit signer la convention « Module CSSR » et la déclaration de porteurs de certificats numériques. Il lui est remis une fiche portant sur l'équipement technique (annexe 4).

À l'occasion de la signature de ces documents, vous appellerez aux établissements la nécessité de disposer d'un certificat numérique avant d'utiliser FAETON. Ce certificat numérique RGS une étoile est émis par un organisme agréé dont la liste est disponible sur le site : <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats/>. Il permet d'authentifier et de sécuriser les échanges avec FAETON. Il conviendra aussi d'attirer leur attention sur le fait que l'adresse électronique fournie dans CERBERE (application du ministère chargé des transports) doit être identique à celle enregistrée dans ce certificat numérique. À défaut, l'établissement ne pourra s'authentifier dans le module FAETON.

Ces conventions et les documents liés devront être signées pour le 15 juillet 2013 et les numériseurs remis à cette même échéance aux établissements en ayant fait la demande et ayant signés les documents appropriés

Le correspondant applicatif FAETON a en charge cette mission et peut recueillir toute information utile auprès du délégué au permis de conduire et à la sécurité routière du département. Il sera demandé au correspondant applicatif FAETON d'effectuer 5 remontées d'information régulières (tous les quinze jours, le premier et le 3^e lundi du mois).

d) L'habilitation des établissements (EECA et CSSR)

Pour le démarrage de FAETON, vous voudrez bien compléter la liste transmise par l'ANTS, en indiquant si les conventions et documents liés ont été signés ou non, et en vérifiant les renseignements fournis. Ces retours devront être adressés à l'ANTS pour le 31 juillet 2013 à l'adresse suivante : faeton-projet@interieur.gouv.fr. J'attire votre attention sur l'importance de l'exactitude de ces données qui conditionnent l'accès de ces établissements à FAETON et plus globalement le bon démarrage du système. Ces habilitations seront ensuite implémentées dans l'outil. Au-delà de cette échéance et jusqu'au démarrage de FAETON, aucune modification ne pourra être prise en compte. Les nouvelles écoles de conduite devront obligatoirement utiliser le CTN.

Après le démarrage de FAETON, les correspondants applicatifs FAETON en lien avec les délégués au permis de conduire et à la sécurité routière devront s'assurer que les établissements nouvellement créés sont habilités dans les conditions de pré-requis rappelés plus haut, en particulier sur le portail d'administration CERBERE.

2. L'accompagnement des EECA et CSSR

En accompagnement du déploiement de FAETON, vous pourrez remettre aux établissements un mémo (annexe 5) joint que vous pourrez compléter avec le nom de l'interlocuteur en charge du déploiement des modules EECA, CTN et CSSR. Un second jeu de plaquettes de communication destiné aux professionnels vous sera diffusé au cours du mois de mai 2013 pour transmission aux professionnels. Vous pourrez, par ailleurs, si vous le souhaitez, organiser des réunions de mobilisation pour indiquer aux EECA et CSSR les différents points de vigilance à suivre pour la bonne mise en œuvre de FAETON. Vous trouverez ci-joint un support de présentation qui pourra vous servir à

cet effet (annexe 6). Ce sera aussi l'occasion de présenter les supports d'autoformation qui seront téléchargeables à partir du mois de mai sur le site internet de la DSCR (<http://www.ecole-conduite.securite-routiere.gouv.fr/>) et du site internet de l'ANTS. Des copies d'écran des modules sont présentées sur ces supports, les EECA et les CSSR auront ainsi une première approche concrète de l'outil.

Afin de faciliter au mieux le démarrage de FAETON, un guide utilisateur ainsi qu'un document d'installation et de démarrage seront mis à disposition des professionnels sur les sites de la DSCR et de l'ANTS

3. Après le démarrage de FAETON

a) Le Cerfa 02

Une nouvelle homologation du Cerfa 02, deux volets recto-verso, interviendra prochainement et sera disponible sur le site : <http://www.service-public.fr/>. Un Cerfa 02 définitif, un recto, sera opérationnel le 16 septembre 2013 et mis à disposition sur ce même site.

Ces nouveaux Cerfa 02 homologués permettront de recueillir la photo et la signature du candidat via le module EECA ou le CTN en vue de la délivrance du titre sécurisé. Les candidats qui se sont présentés avec les anciens Cerfa 02 et qui n'ont pas obtenu la délivrance de leur titre, soit à cause de leur échec à l'examen, soit parce que leur titre n'a pas encore été édité par la préfecture, devront, à compter du démarrage de FAETON, en renseigner un nouveau afin de pouvoir extraire la photo et la signature nécessaires à la production du permis sécurisé.

b) La conservation des dossiers d'inscription

Alors que précédemment les dossiers d'inscription étaient adressés et conservés par les préfectures, avec FAETON, ces dossiers seront dématérialisés à la source. Pour les écoles de conduite ayant fait le choix du module EECA, les documents papier seront conservés par ces établissements, alors que leur version électronique sera transmise par le module à FAETON.

Afin de ne pas alourdir la charge que représente l'archivage pendant une trop longue période de ces dossiers d'inscription par les écoles de conduite, la circulaire interministérielle du 17 mars 1993 relative au traitement et à la conservation des titres de circulation dans les préfectures et les sous-préfectures sera amendée en ce qui concerne le dossier d'inscription. Cette durée sera d'un an à partir de la validation de l'inscription, ce qui vous permettra d'assurer un contrôle sur pièces, notamment au moment du renouvellement des agréments des EECA. Les établissements seront invités à transmettre, passé ce délai, ces dossiers en préfecture pour destruction.

c) L'évolution du périmètre du module EECA

Au démarrage, le module permettra l'inscription des candidats au permis de conduire. En cas de changement d'école de conduite, d'adresse ou de catégorie, la modification devra être faite par le candidat au guichet de la préfecture du département dans lequel il s'est inscrit. À terme la modification pourra se faire directement auprès de la nouvelle école de conduite ; l'école de conduite qui aura initialement inscrit le candidat sera informée de cette modification par FAETON.

*
* *

Les modules seront expérimentés par des EECA et CSSR volontaires pour cette opération du 14 mai au 26 juin 2013 dans les 3 départements pilotes (Ardennes, Hauts-de-Seine et Val-d'Oise). C'est l'occasion d'expérimenter les différents modules FAETON. Vous serez informé, par la lettre d'information mensuelle FAETON, des résultats de cette phase pilote.

Les équipes de la Mission de Délivrance Sécurisée des Titres, de l'Agence Nationale des Titres Sécurisés et de la Délégation à la sécurité et à la circulation routières sont à votre disposition pour plus d'informations sur ce chantier du déploiement relatif aux EECA et CSSR.

Je vous remercie pour votre mobilisation sur ce sujet important afin d'assurer un déploiement de FAETON dans les meilleures conditions auprès des écoles de conduite et des centres de stage.

Fait le 31 mai 2013.

Pour le ministre et par délégation :

*Le préfet, délégué à la sécurité
et à la circulation routières,*
F. PÉCHENARD

*Le préfet, secrétaire général adjoint,
directeur de la modernisation
et de l'action territoriale,*
J.-B. ALBERTINI

ANNEXE 1



CONVENTION D'UTILISATION DU MODULE EECA

LES PARTIES À LA CONVENTION

La présente convention est signée entre les parties ci-après désignées :

– Le Ministre de l'intérieur représenté par le Préfet de...

Ci-après désigné par « l'Administration »

– L'établissement d'enseignement à la conduite automobile (raison sociale) ...

numéro SIREN ou SIRET

adresse du siège social

numéro d'agrément

représenté par (nom, prénom et qualité pour engager l'Etablissement)

Ci-après désigné par « l'Etablissement »

PRÉAMBULE

Pour répondre aux exigences de la 3^e directive européenne sur le permis de conduire (2006/126/CE du 20 décembre 2006), l'Administration a conçu une nouvelle application informatique de gestion du permis de conduire et des droits qui lui sont associés dénommée : FAETON.

FAETON apporte aussi un certain nombre d'innovations techniques et fonctionnelles dont notamment la dématérialisation des demandes de permis de conduire et des pièces justificatives qui doivent l'accompagner.

En particulier, pour faciliter la gestion des dossiers d'inscription entre les Etablissements d'Enseignement à la Conduite Automobile (ci-après dénommés « EECA » ou « Etablissement ») et les préfectures, FAETON met à disposition des premiers un outil informatique, appelé « module EECA », accessible par internet leur permettant :

- de déposer, de manière dématérialisée les dossiers de demande de permis de conduire de leurs clients, supprimant l'obligation de se déplacer au guichet de la préfecture dont ils dépendent pour le faire;
- d'obtenir en retour l'accusé de réception de ce dépôt autorisant le début de la formation du demandeur;
- d'avoir communication, après instruction par la préfecture, des NEPH (Numéro d'Enregistrement Préfectoral Harmonisé) attribués à leurs clients;
- d'échanger ensuite avec la préfecture sur toute la vie du dossier pendant la durée de la relation contractuelle entre l'Etablissement et son client, demandeur d'un permis de conduire.

Le module EECA fonctionne au moyen d'un équipement bureautique dont les caractéristiques sont précisées en annexe 1. L'Etablissement devra vérifier la conformité de son équipement grâce notamment à un programme de contrôle automatique et d'aide à la mise en conformité (accessible sur le site de l'ANTS [Agence Nationale des Titres Sécurisée]: <http://www.ants.interieur.gouv.fr/prerequis-eeeca/index.html>).

1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'utilisation du module «EECA» par l'Etablissement.

2. Habilitation et accès au module EECA

L'Etablissement est habilité à utiliser le module par le préfet territorialement compétent. Il est rappelé que le droit d'utiliser le module EECA est subordonné à la détention, par l'exploitant de l'établissement, d'un agrément préfectoral en cours de validité. Le non-renouvellement de l'agrément, ou toute mesure administrative affectant la validité de celui-ci, fait cesser immédiatement le droit d'accès de l'établissement au module EECA.

Pour accéder au module EECA, il s'authentifie au travers du portail CERBERE et dispose pour cela d'un certificat d'authentification.

Seul l'exploitant est habilité à utiliser le module EECA, ainsi que, sous sa responsabilité, les personnes employées dans l'établissement qu'il a désignées (voir chapitre 4).

3. Modalités d'utilisation du module EECA

Par la signature de la présente convention, l'Etablissement s'engage à prendre connaissance du manuel d'autoformation, explicitant les bonnes pratiques et la procédure de connexion au module EECA. Ce manuel est disponible sur le site Internet de l'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS) et sur le site de la Sécurité Routière (www.ecole-conduite.securite-routiere.gouv.fr).

L'Etablissement utilisera le module EECA conformément à la documentation fournie. Il ne cherchera pas à détourner l'utilisation du module EECA de son objet, ni à mener des actions intrusives.

Il est notamment attendu de l'Etablissement :

- Qu'il ne tente pas de modifier le système auquel il peut se connecter, ni ne tente d'y introduire des données sans rapport avec les demandes qu'il doit traiter ni avec l'objet du fichier public ;
- Qu'il prenne les dispositions nécessaires pour que l'accès au poste de travail (accès physique, utilisation, login, mots de passe et codes certificats) soit réservé aux personnes qu'il a désignées à cet effet.

Par ailleurs, l'Etablissement s'engage à :

- Transmettre à FAETON toutes les informations nécessaires aux opérations d'inscription de l'élève dans le but d'obtenir son permis de conduire et le titre sécurisé qui lui sera envoyé dès son obtention dans le respect de la réglementation et des règles de fonctionnement du module (se référer au manuel d'autoformation) ;
- S'assurer que les éléments à transmettre sont numérisés correctement et que ceux devant figurer sur le titre sécurisé du permis de conduire, et notamment la photographie du stagiaire, sont conformes aux exigences mentionnées dans le manuel d'autoformation ;
- Informer la préfecture de tout changement d'utilisateur du module EECA dans son établissement.

4. Exigences de configuration et de sécurité

Pour accéder au module, l'Etablissement s'engage à disposer du matériel conforme à la configuration requise par FAETON (cf. annexe 1) et à respecter les critères suivant :

- Le poste de travail doit être protégé par un antivirus et un pare-feu compatibles, mis à jour conformément aux recommandations de leurs éditeurs ;
- L'Etablissement doit prendre les dispositions nécessaires pour que l'accès au poste de travail (accès physique, utilisation) soit réservé aux employés qu'il a désignés à cet effet ;
- Il doit prendre les dispositions pour tenir à jour l'historique des personnes qui sont intervenues sur le poste de travail ;
- Il doit veiller au secret des login, mots de passe et codes certificats utilisés pour déverrouiller le poste de travail et se connecter à l'application FAETON ;
- Il doit veiller à se procurer un certificat numérique conforme aux préconisations édictées par la Direction Générale de la Compétitivité de l'Industrie et des services (<http://www.dgcis.redressement-productif.gouv.fr/secteurs-professionnels/economie-numerique/securite-et-transaction>), certificat numérique nécessaire à l'accès au portail Cerbère ;
- Il doit créer autant de comptes Cerbère que de postes de travail qu'il envisage d'utiliser simultanément pour se connecter à FAETON. Pour cela il doit se doter d'autant de certificats numériques que de comptes Cerbère. Chaque certificat numérique mentionnera une adresse mél unique identique à celle mentionnée dans le compte Cerbère. Si l'établissement s'est enregistré dans le questionnaire en ligne, l'adresse mél mentionnée dans le certificat numérique doit être la même que celle renseignée sur ce site. La liste des porteurs de certificat de l'établissement est déclarée en annexe n° 2.

5. Archivage des dossiers

Chaque partie à la convention veille chacun en ce qui le concerne à la sécurité des données et à la régularité des opérations effectuées.

L'Etablissement s'engage à conserver les dossiers papiers des stagiaires pendant 1 an à compter de la validation de l'inscription, durée durant laquelle les dossiers doivent être tenus à la disposition de la préfecture et lui être remis sur simple demande. Ensuite, les dossiers seront remis à la préfecture qui procédera à leur destruction.

En cas de cessation d'activité, l'ensemble des dossiers doit être transféré à la préfecture.

Passé la durée légale de conservation, l'Etablissement s'engage à détruire lesdits dossiers.

6. Assistance

L'Etablissement s'engage à prendre connaissance des manuels d'utilisation nécessaires au bon usage du module EECA. Pour chaque version ultérieure du module EECA, une documentation ou un manuel d'utilisation mis à jour sera à la disposition de l'Etablissement sur le site de l'ANTS. L'Etablissement sera informé de la mise à jour et de disponibilité de cette documentation par un message d'information sur la page d'accueil du module.

En cas de problème, après avoir vérifié son matériel, sa connexion réseau et son accès au portail CERBERE, l'Etablissement pourra ainsi se référer :

- à l'aide en ligne incluse dans le module EECA, explicitant les manipulations à effectuer ;
- au site Internet de l'ANTS, afin de savoir si l'incident rencontré est dû à un problème de disponibilité de l'application ou, si ce n'est pas le cas, afin de se reporter à la documentation mise en ligne ;
- au support FAETON.

7. Durée et date d'effet de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de mise en service de FAETON ou à la date de signature par les parties si celle-ci est postérieure

La présente convention est reconduite tacitement pour une même durée, sauf volonté expresse contraire d'un des signataires exprimée par lettre recommandée avec accusé de réception et adressée six mois avant l'arrivée du terme.

Fait à ...

Le ...

Pour l'Administration
Le préfet de (nom du département) :
PRÉNOM ET NOM

Pour l'Etablissement

PRÉNOM ET NOM

LISTE DES ANNEXES JOINTES À LA PRÉSENTE CONVENTION

Annexe 1 : Prérequis de l'équipement informatique

Annexe 2 : Liste des porteurs de certificat

ANNEXE 1



AGENCE NATIONALE
des TITRES SÉCURISÉS



1

L'équipement informatique pour le module EECA de FAETON

Description des pré-requis techniques et de configuration minimale

1. Composition cible de l'équipement informatique

Ce document a pour objectif de présenter l'équipement informatique nécessaire à l'utilisation du module EECA de FAETON et de résumer l'ensemble de pré-requis nécessaires pour un bon fonctionnement au sein de votre auto-école. Une documentation vous sera fournie avant le démarrage. Elle comprendra un support d'autoformation, un manuel utilisateur et une procédure de première installation et de support.

				
MATERIEL	• PC • Ecran 22"	• Modem ADSL	• Scanner • Plage de résolution minimale : 300 Dpi • Format de numérisation : A4	• Imprimante couleur (jet d'encre ou laser) • Résolution minimale : 300 Dpi • Format A4
LOGICIEL	• Windows XP • Navigateur : • IE 8.X à 9.X • Firefox 4.X à 10.X • Antivirus • Machine virtuelle Java V6	• Connexion internet Haut Débit	• Compatibilité TWAIN (norme depuis 1999) • Compatible avec votre ordinateur	• Compatible avec votre ordinateur

NB : L'imprimante et le scanner peuvent être regroupés en un seul élément respectant les configurations ci-contre.



AGENCE NATIONALE
des TITRES SÉCURISÉS



2. Pré requis matériel et logiciel

Liste des matériels et logiciels requis

Configuration matériel et logiciel		
Micro-ordinateur	Type	PC
	Systèmes d'exploitation Windows	Windows XP SP2, SP3
		Windows 7 (32 et 64 bits),
		Windows Vista (32 et 64 bits),
	Navigateur Internet	Navigateur : Internet Explorer version 8.x/ 9.x Firefox version 4.x/10.x/ Firefox 10 ESR
Numériseur	Ecran	Une résolution au moins égale 1280 x 1024 est recommandée
	Fonctions de numérisation	Résolution de numérisation minimale : 300 dpi
		Format de numérisation A4
		Compatibilité: TWAIN
	Connectivité PC	Prise en charge de systèmes d'exploitations (Pilotes) : Windows XP, Vista ou Windows 7
Imprimante	Fonctions d'impression	Technologie d'impression : Jet d'encre - couleur ou Laser
		Papiers et supports: Papier ordinaire au format A4 (21 x 29,7 cm)
		Résolution d'impression: au moins 300 dpi
Logiciels-connexion internet	Protection virale	Un antivirus doit être installé sur le poste utilisateur. Le logiciel doit être régulièrement mis à jour afin d'assurer une protection optimale du poste de travail.
	ADSL-Haut débit	Les acteurs externes doivent acquérir une connexion internet haut débit (capacités d'accès à internet supérieures à celle de l'accès analogique par modem à 56 kb/s).
	Machine virtuelle Java (JVM) version 6 update 26 ou supérieure	Une machine virtuelle Java doit être installée sur le poste utilisateur afin de permettre le chargement de l'applet de numérisation La technologie utilisée pour l'applet de numérisation est de type TWAIN.

FAETON
PERMIS DE CONDUIRE AU FORMAT EUROPEEN



AGENCE NATIONALE
des TITRES SÉCURISÉS



3. Vérification du respect des pré-requis

A. Tester votre configuration de manière automatique

Un site internet est mis à votre disposition afin de tester votre configuration, à l'adresse suivante :
<http://www.ants.interieur.gouv.fr/prerequis-eeca/index.html>

Dans le cas où votre poste de travail ne serait pas conforme, des liens d'aide à la mise en conformité vous seront indiqués.

B. Tester votre configuration de manière manuelle

Etape 1 : Vérifier la compatibilité du scanner (numériseur) et de l'imprimante à l'aide de la notice technique

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

Fonctions imprimante	
Technologie	LED couleur
Résolution	1200 x 1200 dpi
Vitesse d'impression	24 ppm en noir
Sortie de 1 ^{ère} page	11 secondes
Volume mensuel maximal	20 000 pages
Fonctions copieur	
Résolution maximale	600 dpi
Vitesse en copie	24 cpm
Zoom	25 à 400%
Fonctions scanner	
Résolution	1 200 x 1 200 dpi optique
Compatibilité	TWAIN, WIA
Scan to	PC, Clef USB
Langages	
Polices résidentes	Compatible avec tous les types de polices présentes sur Windows et Mac
Emulations / langages	GDI (Windows, Mac)
Système d'exploitation supportés	Windows XP, Vista, XP 64 bits, Vista 64 bits, Windows 7, server 2003, 2008 et 2008R2 / Mac OSX 10.4.11 et supérieur

Exemple de caractéristiques techniques d'une imprimante-scanner

- Vérifier les informations ci-dessous à l'aide de la notice technique de votre imprimante-scanner

☒	Vérifier que la résolution minimale de l'imprimante est supérieure à 300 dpi
☒	Vérifier que la résolution minimale du scanner est supérieure à 300 dpi
☒	Vérifier que le scanner est compatible à la norme Twain
☒	Vérifier les systèmes d'exploitation supportés par le scanner : Windows xp, Vista, Windows 7.



AGENCE NATIONALE
des TITRES SÉCURISÉS



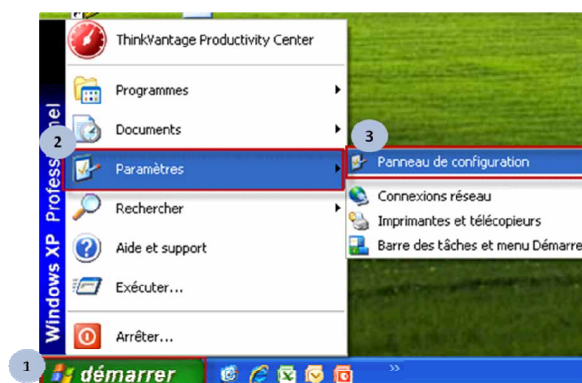
4



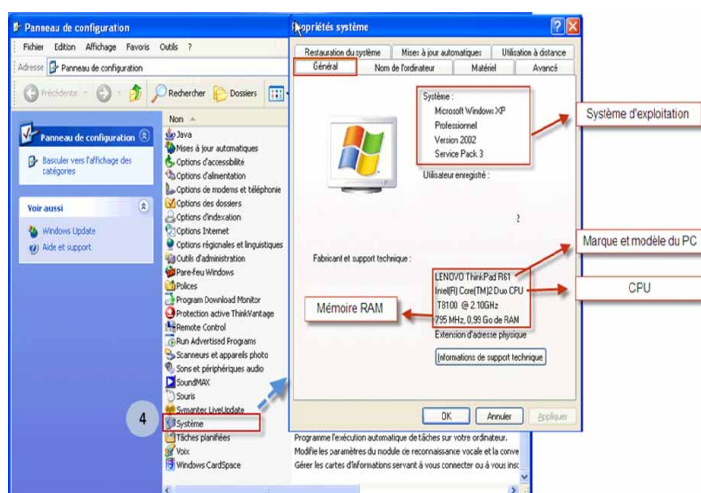
Les produits informatiques disposent en général d'une assistance en ligne. Si vous ne disposez pas de la notice technique de votre scanner, effectuer une recherche sur internet en inscrivant le nom de votre produit dans un moteur de recherche.

Etape 2 : Vérifier la version de votre système d'exploitation

1. Cliquer sur le bouton « Démarrer »
2. Positionner le curseur sur « Paramètres »
3. Cliquer sur « Panneau de configuration



4. Double-Cliquer sur « Système »



FAETON
PERMIS DE CONDUIRE AU FORMAT EUROPEEN



AGENCE NATIONALE
des TITRES SÉCURISÉS



5

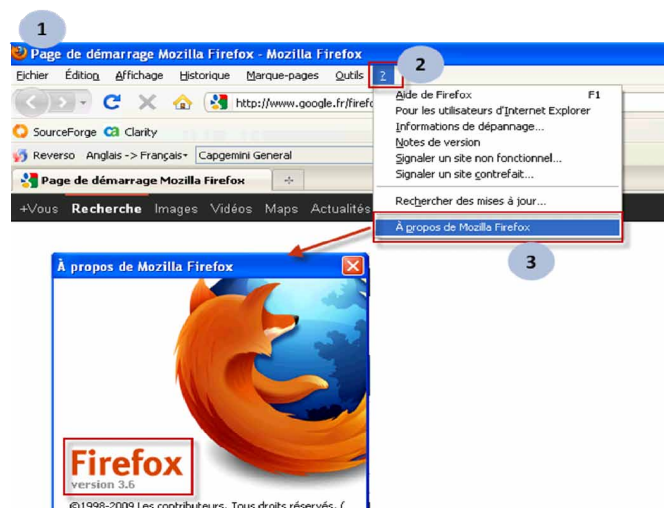


La fenêtre « Propriétés système » est également accessible en appuyant simultanément sur les touches « Ctrl » et « Pause ».

Etape 3 : Vérifier la version de votre navigateur internet

1. Accéder à votre navigateur Internet
2. Cliquer sur l'icône « ? »
3. Cliquer sur « A propos de... »

Firefox



Dans le cas où votre navigateur Firefox n'est pas dans une version supportée par FAETON : procéder au téléchargement et à l'installation du Firefox en suivant le lien :

<http://www.01net.com/telecharger/windows/Internet/navigateur/fiches/116789.html>

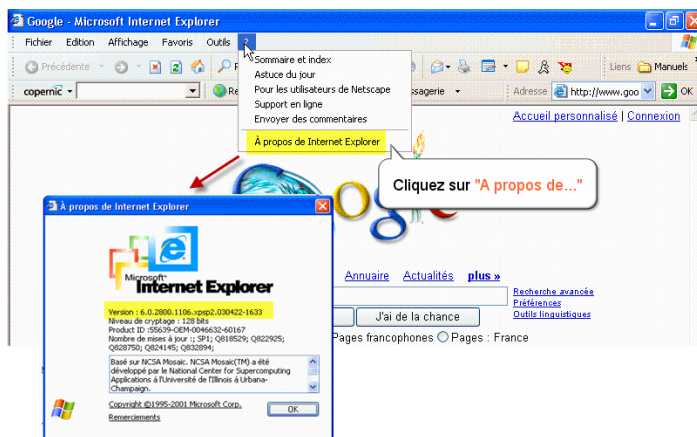


AGENCE NATIONALE
des
TITRES SÉCURISÉS



6

Internet Explorer



Dans le cas où votre navigateur Internet Explorer n'est pas dans une version supportée par FAETON : procéder au téléchargement et à l'installation de Internet Explorer en suivant le lien :

<http://windows.microsoft.com/fr-FR/internet-explorer/downloads/ie-9/worldwide-languages>

FAETON
PERMIS DE CONDUIRE AU FORMAT EUROPEEN



AGENCE NATIONALE
des TITRES SÉCURISÉS



7

Etape 4 : Vérifier que votre navigateur internet dispose de la machine virtuelle Java (JVM) nécessaire pour le chargement de l'écran de numérisation (dénommé applet de numérisation)

1. Dans le cas où votre navigateur ne dispose pas de la machine virtuelle Java : procéder au téléchargement et à l'installation de JVM sur votre poste de travail. Le lien de téléchargement du JVM: <http://www.java.com/fr/download/manual.jsp>
2. Dans le cas où Java est déjà installé mais où l'applet de numérisation ne fonctionne pas, vous pouvez avoir besoin d'activer Java via votre navigateur. Pour rappel, la JVM doit être en version 6 ou supérieure.

	Activer Java via votre navigateur internet
	<i>Internet explorer :</i> 1 Cliquez sur Outils puis sur Options Internet 2 Cliquez ensuite sur l'onglet Sécurité, puis sélectionnez le bouton Personnaliser le niveau. 3 Déroulez la fenêtre jusqu'à Script des applets Java. 4 Assurez-vous que la case d'option Activer est cochée 5 Cliquez sur OK pour enregistrer vos préférences <i>Firefox</i> 1 Démarrez le navigateur Mozilla Firefox ou redémarrez-le s'il est déjà en cours d'exécution 2 En haut du navigateur, sélectionnez le bouton Firefox (ou le menu Outils sous Windows XP), puis Modules complémentaires. La fenêtre Modules complémentaires s'ouvre. 3 Dans la fenêtre Modules complémentaires, sélectionnez Plugins 4 Cliquez sur le plugin Java (TM) Platform pour le sélectionner 5 Cliquez sur le bouton Activer (Si le bouton indique Désactiver, cela signifie que Java est déjà activé)

ANNEXE 2
À LA CONVENTION D'UTILISATION DU MODULE EECA
EN FAVEUR DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT
À LA CONDUITE AUTOMOBILE

DÉCLARATION DES PORTEURS DE CERTIFICATS NUMÉRIQUES

Je, soussigné(e) (nom, prénom et qualité):

Agissant comme représentant de l'Etablissement d'enseignement à la conduite automobile

(raison sociale)
numéro SIREN:
adresse du siège social:
numéro d'agrément:

Déclare les porteurs de certificats numériques suivants:

➔ Certificat n° 1

Nom du porteur:
Prénom du porteur:
Adresse mail déclarée:

➔ Certificat n° 2

Nom du porteur:
Prénom du porteur:
Adresse mail déclarée:

➔ Certificat n° 3

Nom du porteur:
Prénom du porteur:
Adresse mail déclarée:

➔ Certificat n° 4

Nom du porteur:
Prénom du porteur:
Adresse mail déclarée:

Le ... / ... / ..., à ...

Pour l'Administration
Nom, Prénom, Service

Pour l'Etablissement
Nom, Prénom

ANNEXE 2



**CONVENTION DE CESSION À TITRE GRATUIT
DU NUMÉRISEUR EN FAVEUR
DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT
À LA CONDUITE AUTOMOBILE**

La présente convention est signée entre les parties ci-après désignées :

– Le Ministre de l'intérieur représenté par le Préfet de...

Ci-après désigné par « l'Administration »

– L'établissement d'enseignement à la conduite automobile (raison sociale) ...

numéro SIREN ou SIRET

adresse du siège social

numéro d'agrément

représenté par (nom, prénom et qualité pour engager l'Etablissement)

Ci-après désigné par « l'Etablissement »

PRÉAMBULE

Pour répondre aux exigences de la 3^e directive européenne sur le permis de conduire (2006/126/CE du 20 décembre 2006), l'Administration a conçu une nouvelle application informatique de gestion du permis de conduire et des droits qui lui sont associés dénommée : FAETON.

FAETON apporte aussi un certain nombre d'innovations techniques et fonctionnelles dont notamment la dématérialisation des demandes de permis de conduire et des pièces justificatives qui doivent l'accompagner.

En particulier, pour faciliter la gestion des dossiers d'inscription entre les Etablissements d'Enseignement à la Conduite Automobile (ci-après dénommés « EECA » ou « Etablissement ») et les préfetures, FAETON met à disposition des premiers un outil informatique, appelé « module EECA », accessible par internet leur permettant :

- de déposer, de manière dématérialisée les dossiers de demande de permis de conduire de leurs clients, supprimant l'obligation de se déplacer au guichet de la préfecture dont ils dépendent pour le faire ;
- d'obtenir en retour l'accusé de réception de ce dépôt autorisant le début de la formation du demandeur ;
- d'avoir communication, après instruction par la préfecture, des NEPH (Numéro d'Enregistrement Préfectoral Harmonisé) attribués à leurs clients ;
- d'échanger ensuite avec la préfecture sur toute la vie du dossier pendant la durée de la relation contractuelle entre l'Etablissement et son client, demandeur d'un permis de conduire.

Le module EECA fonctionne sur un équipement bureautique dont les caractéristiques sont précisées en annexe 1. Cet équipement comprend un numériseur, objet de la présente convention.

1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet la cession à titre gratuit d'un numériseur par l'Administration à l'Etablissement signataire dans le cadre de la mise en œuvre de FAETON.

Le représentant de l'Etablissement déclare sur l'honneur ne pas disposer déjà d'un numériseur répondant aux pré-requis du module EECA.

2. Mise à disposition et réception du numériseur

Le matériel est remis à l'Etablissement en préfecture par l'Administration en échange de la présente convention préalablement signée et du procès-verbal de réception complété et signé (voir annexe 1).

L'Etablissement doit avoir signé préalablement la convention d'utilisation du module EECA avec l'Administration.

3. Transfert de propriété

La propriété du matériel est transférée à l'Etablissement dès la signature du procès-verbal de réception du matériel (voir annexe 1).

L'Etablissement est responsable du bon usage du matériel. Il s'engage à l'utiliser pour numériser les documents (formulaires et pièces justificatives) nécessaires au dépôt de la demande de permis de conduire.

Est attachée à la propriété de ce matériel une garantie de trois ans avec intervention sur site le jour ouvrable suivant la déclaration de l'incident auprès du tiers mainteneur.

En cas de panne du matériel, pendant la période de garantie, l'Etablissement aura à sa charge de contacter lui-même le tiers mainteneur, l'Administration se dégageant de toute responsabilité sur l'exécution du contrat par le mainteneur.

L'Etablissement s'engage à ne pas recourir au service du Centre de Traitement des Numérisations (CTN) de l'Administration, sauf en cas de panne prolongée de son numériseur, après en avoir fait la demande à son correspondant en préfecture.

Au-delà de la période de garantie, l'Etablissement sera responsable du maintien du numériseur en état de fonctionnement et de son renouvellement.

En cas de perte de son agrément par l'Etablissement, le matériel restera sa propriété.

4. Services associés

L'installation du numériseur sur le site de l'Etablissement est à la charge de ce dernier. Un manuel d'installation lui est fourni avec le numériseur. Il est rappelé que l'Administration a informé l'Etablissement des autres pré-requis en matière d'équipement bureautique et de réseau et que l'Etablissement s'est engagé à respecter.

En cas de difficultés d'installation du numériseur, l'Etablissement pourra faire appel à l'ANTS pendant les quinze jours après qui suivent la réception du numériseur par l'Etablissement, au plus tard quinze jours après le démarrage de FAETON. La réception est effective à la date de signature du procès-verbal de réception.

Passé ce délai, ou en cas de panne, l'Etablissement fera appel au tiers mainteneur.

Fait à ...

Le ...

Pour l'Administration
Le préfet de (nom du département),
PRÉNOM ET NOM

Pour l'Etablissement
PRÉNOM ET NOM

LISTE DES ANNEXES JOINTES À LA PRÉSENTE CONVENTION

Annexe 1 : Procès-verbal de réception

ANNEXE 1
À LA CONVENTION DE CESSION À TITRE GRATUIT
DU NUMÉRISSEUR EN FAVEUR DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT
À LA CONDUITE AUTOMOBILE

PROCÈS-VERBAL DE RÉCEPTION DU NUMÉRISSEUR

Je, soussigné(e) (nom, prénom et qualité):

Agissant comme représentant de l'Etablissement d'enseignement à la conduite automobile

(raison sociale)

numéro SIREN:

adresse du siège social:

numéro d'agrément:

Accuse réception d'un numériseur remis par l'Administration de la Préfecture du département

Marque de numériseur:

Type:

N° de série:

La période de garantie du numériseur prendra fin le

(date de livraison à la préfecture + 3 ans)

Fait en 2 exemplaires,

Le ... / ... / ... à ...

Pour l'Administration

Nom, Prénom, Service

Pour l'Etablissement

Nom, Prénom

ANNEXE 3



CONVENTION D'UTILISATION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES NUMÉRISATIONS (CTN)
--

La présente convention est signée entre les parties ci-après désignées :

– Le Ministre de l'intérieur représenté par le Préfet de...

Ci-après désigné par «l'Administration»

– L'établissement d'enseignement à la conduite automobile (raison sociale) ...
numéro SIREN ou SIRET
adresse du siège social
numéro d'agrément
représenté par (nom, prénom et qualité pour engager l'Etablissement)

Ci-après désigné par «l'Etablissement»

PRÉAMBULE

Pour répondre aux exigences de la 3^e directive européenne sur le permis de conduire (2006/126/CE du 20 décembre 2006), l'Administration a conçu une nouvelle application informatique de gestion du permis de conduire et des droits qui lui sont associés dénommée : FAETON.

FAETON apporte aussi un certain nombre d'innovations techniques et fonctionnelles dont notamment la dématérialisation des demandes de permis de conduire et des pièces justificatives qui doivent l'accompagner.

En particulier, pour faciliter la gestion des dossiers d'inscription entre les Etablissements d'Enseignement à la Conduite Automobile (ci-après dénommés «EECA» ou «Etablissement») et les préfectures, FAETON met à disposition des premiers un outil informatique, appelé «module EECA», accessible par internet leur permettant :

- de déposer, de manière dématérialisée les dossiers de demande de permis de conduire de leurs clients, supprimant l'obligation de se déplacer au guichet de la préfecture dont ils dépendent pour le faire ;
- d'obtenir en retour l'accusé de réception de ce dépôt autorisant le début de la formation du demandeur ;
- d'avoir communication, après instruction par la préfecture, des NEPH (Numéro d'Enregistrement Préfectoral Harmonisé) attribués à leurs clients ;
- d'échanger ensuite avec la préfecture sur toute la vie du dossier pendant la durée de la relation contractuelle entre l'Etablissement et son client, demandeur d'un permis de conduire.

De façon provisoire, pour le démarrage de FAETON et jusqu'en 2014, l'administration met à la disposition des EECA un service de numérisation des dossiers pour leur compte. Ce service est assuré par le Centre de Traitement des Numérisations (CTN) mandaté par l'administration.

Le CTN a pour objectif de prendre en charge la dématérialisation des dossiers de demande d'inscription élaborés par les établissements de la conduite et de la sécurité routière ne possédant pas le matériel nécessaire pour utiliser le module EECA.

LE CTN est chargé :

- de réceptionner les plis contenant les dossiers de demandes d'inscription adressés par les établissements,
- de numériser les pièces contenues dans les dossiers ;
- de les transmettre à l'application FAETON pour permettre aux services de votre préfecture d'instruire le dossier ;
- en cas de dossier incomplet ou de pièce illisible, de demander à l'établissement les pièces manquantes afin que les agents des services puissent disposer de tous les éléments nécessaires à leur instruction.

Une fois le dossier transmis par le CTN vers l'application FAETON, l'établissement recevra deux mèls, le premier pour le prévenir de la réception du dossier dématérialisé par le service instructeur, le second pour le prévenir de la validation de son dossier par l'administration (ce mèl comprend l'image du CERFA tamponné par la Préfecture sur laquelle figure le numéro NEPH)

1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etablissement pourra utiliser le service du CTN à compter de sa mise en service.

2. Habilitation et accès au service du CTN

L'Etablissement est habilité à utiliser le service par le préfet territorialement compétent. Il est rappelé que le droit d'utiliser le service du CTN est subordonné à la détention, par l'exploitant de l'établissement, d'un agrément préfectoral en cours de validité. Le non-renouvellement de l'agrément, ou toute mesure administrative affectant la validité de celui-ci, fait cesser immédiatement le droit d'accès de l'établissement au CTN.

3. Conditions d'utilisation

Par la signature de la présente convention, l'Etablissement s'engage à prendre connaissance du manuel d'autoformation, explicitant les bonnes pratiques et la procédure de connexion du service du CTN. Ce manuel est disponible sur le site Internet de l'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS) et sur le site de la Sécurité Routière (www.ecole-conduite.securite-routiere.gouv.fr).

Pour permettre un traitement correct et dans les délais impartis de ses dossiers par le service du CTN, l'Etablissement s'engage à respecter les conditions suivantes.

- Il veillera à ce que le dossier de demande d'inscription d'un candidat soit complet au regard des documents demandés pour son instruction ;
- Il aura vérifié la qualité des documents du dossier, notamment la visibilité du Cerfa ;
- Les dossiers regroupés dans un pli à expédier seront accompagnés d'un bordereau d'accompagnement des demandes d'inscription (dénommé BADDI) rempli et imprimé par l'Etablissement sur le site web dédié, dénommé «outil de suivi du CTN» ;
- Il répondra avec diligence aux demandes de recueil complémentaire adressées par le CTN en expédiant les pièces manquantes accompagnées du Bordereau de Recueil Complémentaire transmis par le CTN ;
- Il répondra également avec diligence aux demandes de recueil complémentaire adressées par la préfecture en expédiant les pièces manquantes accompagnées du bordereau de recueil complémentaire transmis par la préfecture ;
- Il veillera à respecter les normes postales dans l'expédition (affranchissement au tarif en vigueur, respect des normes d'adresse).

Le traitement d'un dossier de demande d'inscription par le CTN est réalisé dans un délai de 24h (hors délais de transmission postale) ; le résultat est envoyé à l'application FAETON dans la nuit suivante.

L'Etablissement pourra suivre l'avancement du traitement de son dossier sur le service web de suivi du CTN accessible via le site Cerbère.

En cas de problème d'utilisation, l'Etablissement pourra se référer :

- au site de l'ANTS sur lequel il trouvera le guide d'utilisation à jour et des informations générales sur le service rendu par le CTN ;
- au correspondant applicatif FAETON de la préfecture.

4. Exigences de configuration et de sécurité

Pour accéder au module, l'Etablissement s'engage à disposer du matériel conforme à la configuration requise par FAETON (cf. annexe 1) et à respecter les critères suivant :

- Le poste de travail doit être protégé par un antivirus et un pare-feu compatibles, mis à jour conformément aux recommandations de leurs éditeurs;
- L'Etablissement doit prendre les dispositions nécessaires pour que l'accès au poste de travail (accès physique, utilisation) soit réservé aux employés qu'il a désignés à cet effet;
- Il doit prendre les dispositions pour tenir à jour l'historique des personnes qui sont intervenues sur le poste de travail;
- Il doit veiller au secret des login, mots de passe et codes certificats utilisés pour déverrouiller le poste de travail et se connecter au service web «outil de suivi du CTN»;
- Il doit veiller à se procurer un certificat conforme aux préconisations édictées par la Direction Générale de la Compétitivité de l'Industrie et des services (<http://www.dgcis.redressement-productif.gouv.fr/secteurs-professionnels/economie-numerique/securite-et-transaction>), certificat nécessaire à l'accès au portail Cerbère.
- Chaque certificat numérique mentionnera une adresse mél unique identique à celle mentionnée dans le compte Cerbère. La liste des porteurs de certificat de l'établissement est déclarée en annexe n° 2.

5. Durée de la convention

La présente convention est valable jusqu'au 16 juillet 2014. L'administration se réserve le droit d'arrêter le service du CTN à cette date.

En cas de prolongation, la présente convention pourra être reconduite pour une durée de 6 mois par avenant signé des deux parties.

Fait à ...

Le ...

Pour l'Administration
Le préfet de (nom du département),
PRÉNOM ET NOM

Pour l'Etablissement
PRÉNOM ET NOM

LISTE DES ANNEXES JOINTES À LA PRÉSENTE CONVENTION

Annexe 1 : Prérequis de l'équipement informatique.

Annexe 2 : Porteurs de certificats.

ANNEXE 1



AGENCE NATIONALE
des TITRES SÉCURISÉS



1

L'équipement informatique pour le CTN de FAETON

Description des pré-requis techniques et de configuration minimale

1. Composition cible de l'équipement informatique

Ce document a pour objectif de présenter l'équipement informatique nécessaire à l'utilisation de l'outil de suivi du CTN. Une documentation vous sera fournie avant le démarrage. Elle comprendra un manuel utilisateur et de support.





AGENCE NATIONALE
des TITRES SÉCURISÉS



2

2. Pré requis matériel et logiciel

Liste des matériels et logiciels requis

Configuration matériel et logiciel		
Micro-ordinateur	Type	PC
	Systèmes d'exploitation Windows	Windows XP SP2, SP3
		Windows 7 (32 et 64 bits),
		Windows Vista (32 et 64 bits),
	Navigateur Internet	Navigateur : Internet Explorer version 8.x/ 9.x Firefox version 4.x/10.x/ Firefox 10 ESR
Imprimante	Ecran	Une résolution au moins égale 1280 x 1024 est recommandée
	Fonctions d'impression	Technologie d'impression : Jet d'encre - couleur ou Laser
		Papiers et supports: Papier ordinaire au format A4 (21 x 29,7 cm)
		Résolution d'impression: au moins 300 dpi
Logiciels-connexion internet	Protection virale	Un antivirus doit être installé sur le poste utilisateur. Le logiciel doit être régulièrement mis à jour afin d'assurer une protection optimale du poste de travail.
	ADSL-Haut débit	Les acteurs externes doivent acquérir une connexion internet haut débit (capacités d'accès à internet supérieures à celle de l'accès analogique par modem à 56 kb/s).

FAETON
PERMIS DE CONDUIRE AU FORMAT EUROPEEN



AGENCE NATIONALE
des TITRES SÉCURISÉS



3

3. Vérification du respect des pré-requis

A. Tester votre configuration de manière automatique

Un site internet est mis à votre disposition afin de tester le système d'exploitation et le navigateur de votre poste de travail à l'adresse suivante :

<http://www.ants.interieur.gouv.fr/prerequis-eeca/index.html>

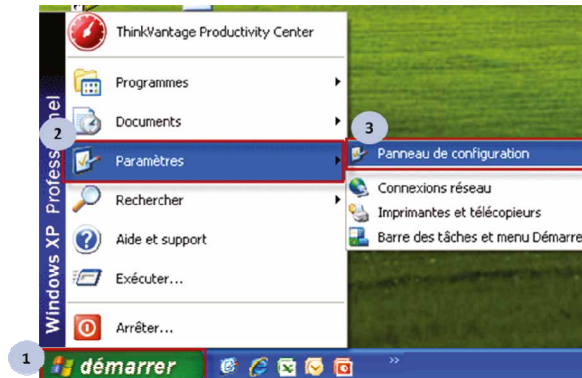
Dans le cas où votre poste de travail ne serait pas conforme, des liens d'aide à la mise en conformité vous seront indiqués.

A noter, les autres étapes du test des pré-requis ne sont pas nécessaires : la machine virtuelle java et test du numériseur proposés sur ce site internet concernent uniquement les établissements ayant choisi le module EECA.

B. Tester votre configuration de manière manuelle

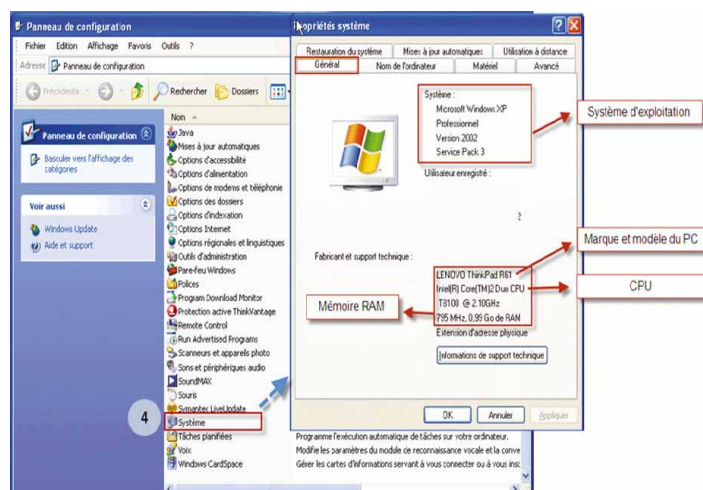
Etape 1 : Vérifier la version de votre système d'exploitation

1. Cliquer sur le bouton « Démarrer »
2. Positionner le curseur sur « Paramètres »
3. Cliquer sur « Panneau de configuration



4. Double-Cliquer sur « Système »

FAETON
PERMIS DE CONDUIRE AU FORMAT EUROPEEN



La fenêtre « Propriétés système » est également accessible en appuyant simultanément sur les touches « Ctrl » et « Pause ».



AGENCE NATIONALE
des TITRES SÉCURISÉS



5

Etape 2 : Vérifier la version de votre navigateur internet

1. Accéder à votre navigateur Internet
2. Cliquer sur l'icône « ? »
3. Cliquer sur « A propos de... »

Firefox



Dans le cas où votre navigateur Firefox n'est pas dans une version supportée par FAETON : procéder au téléchargement et à l'installation du Firefox en suivant le lien :

<http://www.01net.com/telecharger/windows/Internet/navigateur/fiches/116789.html>

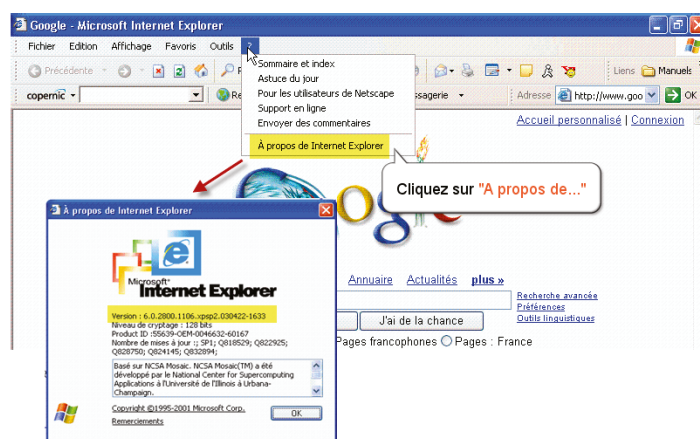


AGENCE NATIONALE
des TITRES SÉCURISÉS



6

Internet Explorer



Dans le cas où votre navigateur Internet Explorer n'est pas dans une version supportée par FAETON : procéder au téléchargement et à l'installation de Internet Explorer en suivant le lien :

<http://windows.microsoft.com/fr-FR/internet-explorer/downloads/ie-9/worldwide-languages>

ANNEXE 2
À LA CONVENTION D'UTILISATION DU MODULE CTN
EN FAVEUR DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT
À LA CONDUITE AUTOMOBILE

DÉCLARATION DES PORTEURS DE CERTIFICATS NUMÉRIQUES

Je, soussigné(e) (nom, prénom et qualité):

Agissant comme représentant de l'Etablissement d'enseignement à la conduite automobile (raison sociale)

numéro SIREN:

adresse du siège social:

adresse du site:

numéro d'agrément:

Déclare les porteurs de certificats numériques suivants:

➔ Certificat n° 1

Nom du porteur:

Prénom du porteur:

Adresse mail déclarée:

➔ Certificat n° 2

Nom du porteur:

Prénom du porteur:

Adresse mail déclarée:

➔ Certificat n° 3

Nom du porteur:

Prénom du porteur:

Adresse mail déclarée:

➔ Certificat n° 4

Nom du porteur:

Prénom du porteur:

Adresse mail déclarée:

Le ... / ... / ..., à ...

Pour l'Administration
Nom, Prénom, Service

Pour l'Etablissement
Nom, Prénom

ANNEXE 4



CONVENTION D'UTILISATION DU MODULE CSSR

LES PARTIES À LA CONVENTION

La présente convention est signée entre les parties ci-après désignées :

– Le Ministre de l'intérieur représenté par le Préfet de...

Ci-après désigné par « l'Administration »

– Le centre de stages de sensibilisation à la sécurité routière (raison sociale)...

numéro SIREN ou SIRET

adresse du siège social

numéro d'agrément

représenté par (nom, prénom et qualité pour engager l'Etablissement)

Ci-après désigné par « l'Etablissement »

PRÉAMBULE

Pour répondre aux exigences de la 3^e directive européenne sur le permis de conduire (2006/126/CE du 20 décembre 2006), l'Administration a conçu une nouvelle application informatique de gestion du permis de conduire et des droits qui lui sont associés dénommée : FAETON.

FAETON apporte aussi un certain nombre d'innovations techniques et fonctionnelles dont notamment la dématérialisation des demandes de permis de conduire et des pièces justificatives qui doivent l'accompagner.

En particulier pour faciliter la transmission des attestations de stage au service instructeur, par voie dématérialisée, FAETON met à disposition des Etablissements un outil informatique, appelé module CSSR, accessible par Internet leur permettant :

- de programmer une session de stage dans le module CSSR et d'enregistrer l'identité des stagiaires,
- de générer l'attestation de stage et de la numériser afin de l'envoyer au service instructeur.

L'enregistrement d'une session de stage dans le module CSSR de FAETON a pour seule finalité l'édition des attestations de stage. Elle ne dispense pas l'établissement de transmettre chaque année au service de l'État chargé des agréments des CSSR le calendrier prévisionnel des stages, ainsi que toute modification de celui-ci, en application de l'article 16 de l'arrêté du 26 juin 2012 fixant les conditions d'exploitation des établissements chargés d'organiser les stages de sensibilisation à la sécurité routière.

Le module CSSR fonctionne au moyen d'un équipement bureautique dont les caractéristiques sont précisées à l'annexe 1. L'Etablissement devra vérifier la conformité de son équipement grâce notamment à un programme de contrôle automatique et d'aide à la mise en conformité (accessible sur le site de l'ANTS : <http://www.ants.interieur.gouv.fr/>)

1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'utilisation du module «CSSR» par l'Etablissement.

2. Habilitation et accès au module CSSR

L'Etablissement est habilité à utiliser le module par le préfet territorialement compétent. Il est rappelé que le droit d'utiliser le module CSSR est subordonné à la détention, par l'exploitant de l'établissement, d'un agrément préfectoral en cours de validité. Le non-renouvellement de l'agrément, ou toute mesure administrative affectant la validité de celui-ci, fait cesser immédiatement le droit d'accès de l'établissement au module CSSR.

Pour accéder au module CSSR, il s'authentifie au travers du portail CERBERE et dispose pour cela d'un certificat numérique d'authentification.

Seul l'exploitant est habilité à utiliser le module CSSR, ainsi que, sous sa responsabilité, les personnes employées dans l'établissement qu'il a désignées (cf. chapitre 4).

3. Modalités d'utilisation du module CSSR

Avec la signature de la présente convention, l'Etablissement s'engage à prendre connaissance du manuel d'autoformation, explicitant les bonnes pratiques et la procédure de connexion au module CSSR. Ces manuels sont à disposition sur le site Internet de l'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS) et sur le site de la Sécurité Routière (<http://ecole-conduite.securite-routiere.gouv.fr/>).

L'Etablissement utilisera le module CSSR conformément à la documentation fournie. Il ne cherchera pas à détourner l'utilisation du module CSSR de son objet, ni à mener des actions intrusives.

Il est notamment attendu de l'Etablissement :

- Qu'il ne tente pas de modifier le système auquel il peut se connecter, ni ne tente d'y introduire des données sans rapport avec les demandes qu'il doit traiter ni avec l'objet du fichier public,
- Qu'il prenne les dispositions nécessaires pour que l'accès au poste de travail (accès physique, utilisation, login, mots de passe et codes certificats) soit réservé aux personnes qu'il a désignées à cet effet.

Par ailleurs, l'Etablissement s'engage à

- Transmettre à FAETON les attestations de stages dûment remplies et signées;
- S'assurer que les éléments à transmettre sont numérisés correctement;
- Informer la préfecture de tout changement d'utilisateur du module CSSR dans son établissement.

4. Exigences de configuration et de sécurité

Pour accéder au module, l'Etablissement s'engage à disposer du matériel conforme à la configuration requise par FAETON (cf. annexe 1) et à respecter les critères suivant :

- Le poste de travail doit être protégé par un antivirus et un pare-feu compatibles, mis à jour conformément aux recommandations de leurs éditeurs;
- L'Etablissement doit prendre les dispositions nécessaires pour que l'accès au poste de travail (accès physique, utilisation) soit réservé aux employés qu'il a désignés à cet effet;
- Il doit prendre les dispositions pour tenir à jour l'historique des personnes qui sont intervenues sur le poste de travail;
- Il doit veiller au secret des login, mots de passe et codes certificats utilisés pour déverrouiller le poste de travail et se connecter à l'application FAETON;
- Il doit veiller à se procurer un certificat conforme aux préconisations édictées par la Direction Générale de la Compétitivité de l'Industrie et des services (<http://www.dgcis.redressement-productif.gouv.fr/secteurs-professionnels/economie-numerique/securite-et-transaction>), certificat nécessaire à l'accès au portail Cerbere.
- Il doit se doter d'autant de certificats numériques que de postes de travail qu'il compte utiliser pour se connecter à FAETON. Chaque certificat numérique mentionnera une adresse mél unique.

La liste des porteurs de certificat de l'établissement est déclarée en annexe n° 2.

5. Archivage des attestations

Chaque partie à la convention veille chacun en ce qui le concerne à la sécurité des données et à la régularité des opérations effectuées.

L'Etablissement s'engage à conserver les attestations papiers des stagiaires pendant deux ans, durée durant laquelle les attestations doivent être tenues à la disposition de la préfecture et lui être remises sur simple demande.

En cas de cessation d'activité, l'ensemble des attestations doit être transféré à la préfecture.

Passé la durée légale de conservation, l'Etablissement s'engage à détruire lesdites attestations.

6. Assistance

L'Etablissement s'engage à prendre connaissance des manuels d'utilisation nécessaires au bon usage du module CSSR. Pour chaque version ultérieure du module CSSR, une documentation ou un manuel d'utilisation mis à jour sera à la disposition de l'Etablissement sur le site de l'ANTS. L'Etablissement sera informé de la mise à jour et de la disponibilité de cette documentation par un message d'information sur la page d'accueil du module.

En cas de problème, après avoir vérifié son matériel, sa connexion réseau et son accès au portail CERBERE, l'Etablissement pourra ainsi se référer :

- À l'aide en ligne incluse dans le module CSSR, explicitant les manipulations à effectuer,
- Au site internet de l'ANTS, afin de savoir si l'incident rencontré est dû à un problème de disponibilité de l'application ou, si ce n'est pas le cas, afin de se reporter à la documentation mise en ligne,
- Au support FAETON.

7. Durée et date d'effet de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de mise en service de FAETON ou à la date de signature par les parties si celle-ci est postérieure.

La présente convention est reconduite tacitement pour une même durée, sauf volonté expresse contraire d'un des signataires exprimée par lettre recommandée avec accusé de réception et adressée six mois avant l'arrivée du terme.

Fait à ...

Le ...

Pour l'Administration
Le préfet de (nom du département)
PRÉNOM ET NOM

Pour l'Etablissement
PRÉNOM ET NOM

LISTE DES ANNEXES JOINTES À LA PRÉSENTE CONVENTION

Annexe 1 : Prérequis de l'équipement informatique

Annexe 2 : Liste des porteurs de certificat

ANNEXE 1



AGENCE NATIONALE
des
TITRES SÉCURISÉS



1

L'équipement informatique pour le module CSSR de FAETON

Description des pré-requis techniques et de configuration minimale

1. Composition cible de l'équipement informatique

Ce document a pour objectif de présenter l'équipement informatique nécessaire à l'utilisation du module CSSR de FAETON et de résumer l'ensemble de pré-requis nécessaires pour un bon fonctionnement au sein de votre auto-école. Une documentation vous sera fournie avant le démarrage. Elle comprendra un support d'autoformation, un manuel utilisateur et une procédure de première installation et de support.

				
MATERIEL	• PC • Ecran 22"	• Modem ADSL	• Scanner • Plage de résolution minimale : 300 Dpi • Format de numérisation : A4	• Imprimante couleur (jet d'encre ou laser) • Résolution minimale : 300 Dpi • Format A4
LOGICIEL	• Windows XP • Navigateur : • IE 8.X à 9.X • Firefox 4.X à 10.X • Antivirus • Machine virtuelle Java V6	• Connexion internet Haut Débit	• Compatibilité TWAIN (norme depuis 1999) • Compatible avec votre ordinateur	• Compatible avec votre ordinateur

NB : L'imprimante et le scanner peuvent être regroupés en un seul élément respectant les configurations ci-contre.



AGENCE NATIONALE
des TITRES SÉCURISÉS



2

2. Pré requis matériel et logiciel

Liste des matériels et logiciels requis

Configuration matériel et logiciel		
Micro-ordinateur	Type	PC
	Systèmes d'exploitation Windows	Windows XP SP2, SP3 Windows 7 (32 et 64 bits), Windows Vista (32 et 64 bits),
	Navigateur Internet	Navigateur : Internet Explorer version 8.x/ 9.x Firefox version 4.x/10.x/ Firefox 10 ESR
	Ecran	Une résolution au moins égale 1280 x 1024 est recommandée
Numériseur	Fonctions de numérisation	Résolution de numérisation minimale : 300 dpi Format de numérisation A4 Compatibilité: TWAIN
	Connectivité PC	Prise en charge de systèmes d'exploitations (Pilotes) : Windows XP, Vista ou Windows 7
Imprimante	Fonctions d'impression	Technologie d'impression : Jet d'encre - couleur ou Laser Papiers et supports: Papier ordinaire au format A4 (21 x 29,7 cm) Résolution d'impression: au moins 300 dpi
Logiciels-connexion internet	Protection virale	Un antivirus doit être installé sur le poste utilisateur. Le logiciel doit être régulièrement mis à jour afin d'assurer une protection optimale du poste de travail.
	ADSL-Haut débit	Les acteurs externes doivent acquérir une connexion internet haut débit (capacités d'accès à internet supérieures à celle de l'accès analogique par modem à 56 kb/s).
	Machine virtuelle Java (JVM) version 6 update 26 ou supérieure	Une machine virtuelle Java doit être installée sur le poste utilisateur afin de permettre le chargement de l'applet de numérisation La technologie utilisée pour l'applet de numérisation est de type TWAIN.

FAETON
PERMIS DE CONDUIRE AU FORMAT EUROPEEN



AGENCE NATIONALE
des TITRES SÉCURISÉS



3

3. Vérification du respect des pré-requis

A. Tester votre configuration de manière automatique

Un site internet est mis à votre disposition afin de tester votre configuration, à l'adresse suivante :
<http://www.ants.interieur.gouv.fr/prerequis-eeca/index.html>

Dans le cas où votre poste de travail ne serait pas conforme, des liens d'aide à la mise en conformité vous seront indiqués.

B. Tester votre configuration de manière manuelle

Etape 1 : Vérifier la compatibilité du scanner (numériseur) et de l'imprimante à l'aide de la notice technique

CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

Fonctions imprimante	
Technologie	LED couleur
Résolution	1200 x 1200 dpi
Vitesse d'impression	24 ppm en noir
Sortie de 1 ^{ère} page	11 secondes
Volume mensuel maximal	20 000 pages
Fonctions copieur	
Résolution maximale	600 dpi
Vitesse en copie	24 cpm
Zoom	25 à 400%
Fonctions scanner	
Résolution	1 200 x 1 200 dpi optique
Compatibilité	TWAIN, WIA
Scan to	PC, Clef USB
Langages	
Polices résidentes	Compatible avec tous les types de polices présentes sur Windows et Mac
Emulations / langages	GDI (Windows, Mac)
Système d'exploitation supportés	Windows XP, Vista, XP 64 bits, Vista 64 bits, Windows 7, server 2003, 2008 et 2008R2 / Mac OSX 10.4.11 et supérieur

Exemple de caractéristiques techniques d'une imprimante-scanner

- Vérifier les informations ci-dessous à l'aide de la notice technique de votre imprimante-scanner

☒	Vérifier que la résolution minimale de l'imprimante est supérieure à 300 dpi
☒	Vérifier que la résolution minimale du scanner est supérieure à 300 dpi
☒	Vérifier que le scanner est compatible à la norme Twain
☒	Vérifier les systèmes d'exploitation supportés par le scanner : Windows xp, Vista, Windows 7.

FAETON
PERMIS DE CONDUIRE AU FORMAT EUROPEEN



AGENCE NATIONALE
des TITRES SÉCURISÉS



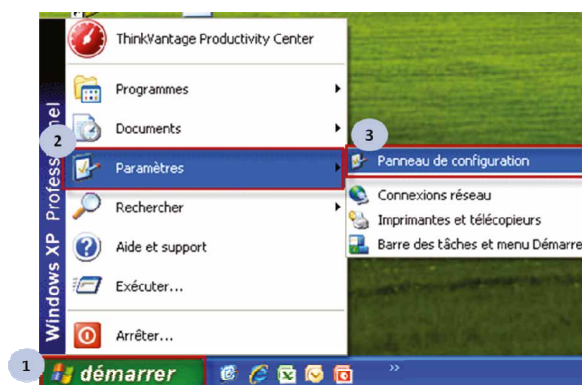
4



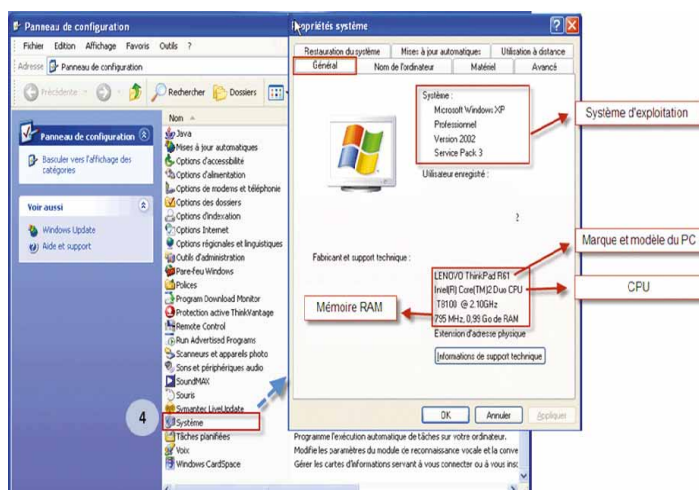
Les produits informatiques disposent en général d'une assistance en ligne. Si vous ne disposez pas de la notice technique de votre scanner, effectuer une recherche sur internet en inscrivant le nom de votre produit dans un moteur de recherche.

Etape 2 : Vérifier la version de votre système d'exploitation

1. Cliquer sur le bouton « Démarrer »
2. Positionner le curseur sur « Paramètres »
3. Cliquer sur « Panneau de configuration »



4. Double-Cliquer sur « Système »



FAETON
PERMIS DE CONDUIRE AU FORMAT EUROPEEN



AGENCE NATIONALE
des TITRES SÉCURISÉS



5



La fenêtre « Propriétés système » est également accessible en appuyant simultanément sur les touches « Ctrl » et « Pause ».

Etape 3 : Vérifier la version de votre navigateur internet

1. Accéder à votre navigateur Internet
2. Cliquer sur l'icône « ? »
3. Cliquer sur « A propos de... »

Firefox



Dans le cas où votre navigateur Firefox n'est pas dans une version supportée par FEATON : procéder au téléchargement et à l'installation du Firefox en suivant le lien :

<http://www.01net.com/telecharger/windows/Internet/navigateur/fiches/116789.html>

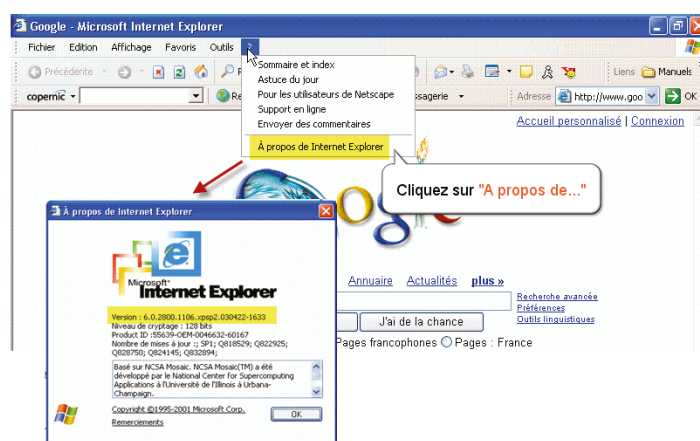


AGENCE NATIONALE
des TITRES SÉCURISÉS



6

Internet Explorer



Dans le cas où votre navigateur Internet Explorer n'est pas dans une version supportée par FAETON : procéder au téléchargement et à l'installation de Internet Explorer en suivant le lien :

<http://windows.microsoft.com/fr-FR/internet-explorer/downloads/ie-9/worldwide-languages>



AGENCE NATIONALE
des TITRES SÉCURISÉS



7

Etape 4 : Vérifier que votre navigateur internet dispose de la machine virtuelle Java (JVM) nécessaire pour le chargement de l'écran de numérisation (dénommé applet de numérisation)

1. Dans le cas où votre navigateur ne dispose pas de la machine virtuelle Java : procéder au téléchargement et à l'installation de JVM sur votre poste de travail. Le lien de téléchargement du JVM: <http://www.java.com/fr/download/manual.jsp>
2. Dans le cas où Java est déjà installé mais où l'applet de numérisation ne fonctionne pas, vous pouvez avoir besoin d'activer Java via votre navigateur. Pour rappel, la JVM doit être en version 6 ou supérieure.

 Activer Java via votre navigateur internet	
	<i>Internet explorer :</i> 1 Cliquez sur Outils puis sur Options Internet 2 Cliquez ensuite sur l'onglet Sécurité, puis sélectionnez le bouton Personnaliser le niveau. 3 Déroulez la fenêtre jusqu'à Script des applets Java. 4 Assurez-vous que la case d'option Activer est cochée 5 Cliquez sur OK pour enregistrer vos préférences
	<i>Firefox</i> 1 Démarrez le navigateur Mozilla Firefox ou redémarrez-le s'il est déjà en cours d'exécution 2 En haut du navigateur, sélectionnez le bouton Firefox (ou le menu Outils sous Windows XP), puis Modules complémentaires. La fenêtre Modules complémentaires s'ouvre. 3 Dans la fenêtre Modules complémentaires, sélectionnez Plugins 4 Cliquez sur le plugin Java (TM) Platform pour le sélectionner 5 Cliquez sur le bouton Activer (Si le bouton indique Désactiver, cela signifie que Java est déjà activé)

FAETON
PERMIS DE CONDUIRE AU FORMAT EUROPEEN

ANNEXE 2
À LA CONVENTION D'UTILISATION DU MODULE CSSR
EN FAVEUR DES CENTRES DE STAGES DE SENSIBILISATION
À LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

DÉCLARATION DES PORTEURS DE CERTIFICATS NUMÉRIQUES

Je, soussigné(e) (nom, prénom et qualité):

Agissant comme représentant du Centre de Stages de Sensibilisation à la Sécurité Routière

numéro SIREN:

adresse du siège social:

numéro d'agrément:

Déclare les porteurs de certificats numériques suivants:

➔ Certificat n° 1

Nom du porteur:

Prénom du porteur:

Adresse mail déclarée:

➔ Certificat n° 2

Nom du porteur:

Prénom du porteur:

Adresse mail déclarée:

➔ Certificat n° 3

Nom du porteur:

Prénom du porteur:

Adresse mail déclarée:

➔ Certificat n° 4

Nom du porteur:

Prénom du porteur:

Adresse mail déclarée:

Le ... / ... / ..., à ...

Pour l'Administration
Nom, Prénom, Service

Pour l'Etablissement
Nom, Prénom